

# Initiative TrackFin

du projet GLAAS  
(ONU-EAU)

Suivi du financement  
de l'assainissement,  
de l'hygiène et de  
l'eau potable au niveau  
national

DOCUMENT D'ORIENTATION

Initiative TrackFin du projet GLAAS (ONU-EAU) : suivi du financement de l'assainissement, de l'hygiène et de l'eau potable au niveau national [UN-Water GLAAS TrackFin Initiative: tracking financing to sanitation, hygiene and drinking-water at national level]

ISBN 978-92-4-251356-1

© **Organisation mondiale de la Santé 2017**

**Certains droits réservés.** La présente publication est disponible sous la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions 3.0 IGO (CC BY-NC-SA 3.0 IGO ; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo>).

Aux termes de cette licence, vous pouvez copier, distribuer et adapter l'œuvre à des fins non commerciales, pour autant que l'œuvre soit citée de manière appropriée, comme il est indiqué ci-dessous. Dans l'utilisation qui sera faite de l'œuvre, quelle qu'elle soit, il ne devra pas être suggéré que l'OMS approuve une organisation, des produits ou des services particuliers. L'utilisation de l'emblème de l'OMS est interdite. Si vous adaptez cette œuvre, vous êtes tenu de diffuser toute nouvelle œuvre sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si vous traduisez cette œuvre, il vous est demandé d'ajouter la clause de non responsabilité suivante à la citation suggérée : « La présente traduction n'a pas été établie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'OMS ne saurait être tenue pour responsable du contenu ou de l'exactitude de la présente traduction. L'édition originale anglaise est l'édition authentique qui fait foi ».

Toute médiation relative à un différend survenu dans le cadre de la licence sera menée conformément au Règlement de médiation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

**Citation suggérée.** Initiative TrackFin du projet GLAAS (ONU-EAU) : suivi du financement de l'assainissement, de l'hygiène et de l'eau potable au niveau national [UN-Water GLAAS TrackFin Initiative: tracking financing to sanitation, hygiene and drinking-water at national level]. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2017. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

**Catalogage à la source.** Disponible à l'adresse <http://apps.who.int/iris>.

**Ventes, droits et licences.** Pour acheter les publications de l'OMS, voir <http://apps.who.int/>

**bookorders.** Pour soumettre une demande en vue d'un usage commercial ou une demande concernant les droits et licences, voir <http://www.who.int/about/licensing>.

**Matériel attribué à des tiers.** Si vous souhaitez réutiliser du matériel figurant dans la présente œuvre qui est attribué à un tiers, tel que des tableaux, figures ou images, il vous appartient de déterminer si une permission doit être obtenue pour un tel usage et d'obtenir cette permission du titulaire du droit d'auteur. L'utilisateur s'expose seul au risque de plaintes résultant d'une infraction au droit d'auteur dont est titulaire un tiers sur un élément de la présente œuvre.

**Clause générale de non responsabilité.** Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OMS aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les traits discontinus formés d'une succession de points ou de tirets sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'OMS, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'OMS ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Conception et mise en page par L'IV Com Sàrl, Villars-sous-Yens, Suisse.

Identifiant visuel GLAAS conçu par Ledgard Jepson Ltd, Barnsley, South Yorkshire, Royaume-Uni.

Imprimé par Les Services de Production de documents de l'OMS, Genève, Suisse.

# Initiative TrackFin : aperçu succinct

Un financement efficace de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène (secteur représenté par son sigle anglais WASH dans la suite de ce document) est essentiel pour la fourniture durable des services. Les résultats issus de l'Analyse et l'évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS) font apparaître d'importantes lacunes dans notre connaissance et notre suivi du financement du secteur WASH. Les informations provenant des rapports financiers sont souvent insuffisantes pour prendre des décisions éclairées et fondées sur des éléments probants, en matière de planification et de budgétisation.

Pour aider à résoudre ce problème, l'OMS conduit l'initiative TrackFin dans le cadre du projet GLAAS de l'ONU-Eau. L'objectif est de définir et développer une méthodologie mondialement acceptée pour suivre le financement du secteur WASH au niveau national. Cette méthodologie permet aux pays de suivre le financement du secteur sur la base de classifications types et d'établir un ensemble de comptes WASH et d'indicateurs présentés dans un format comparable dans différentes régions et différents pays, pour aider à répondre à quatre questions fondamentales :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses, telles les dépenses d'investissement, les dépenses d'exploitation et de maintenance, et le coût du capital ?
- Qui paie pour les services WASH ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH et quelle est leur part du total des dépenses ?

Cette initiative devrait notamment contribuer à renforcer les systèmes nationaux de collecte et d'analyse des informations financières pour l'élaboration des politiques et la programmation du secteur WASH, et nous aider à mieux comprendre comment les ressources financières destinées au secteur WASH sont allouées au niveau national et au niveau mondial. L'initiative TrackFin a été élaborée en collaboration avec les principales institutions nationales de ce secteur, les bureaux de statistique nationaux, les services chargés des finances, et des organismes internationaux (tels que la Division de statistique des Nations Unies, l'OCDE et la Banque mondiale), et avec l'appui d'un groupe consultatif technique composé de spécialistes de ce secteur et des questions financières.

S'inspirant de l'expérience du secteur de la santé, l'OMS a élaboré ce guide méthodologique à l'usage des organismes participant au suivi et au financement du secteur WASH au niveau national. Cette approche a été testée avec succès dans trois « pays pilotes », à savoir le Brésil, le Ghana et le Maroc. Les enseignements qui en ont été tirés ont permis d'affiner la méthodologie. Dorénavant, l'initiative TrackFin sera mise en œuvre dans une autre série de pays et répétée dans les premiers pays afin d'élaborer progressivement un ensemble de données comparables.

L'initiative TrackFin est administrée par un petit secrétariat à l'OMS. Celui-ci a pour vocation à fournir des orientations méthodologiques générales sur les travaux internationaux et à former les pays qui souhaitent appliquer la méthodologie. En réponse aux demandes des pays, l'OMS peut apporter un appui aux parties prenantes qui veulent mettre au point des comptes WASH.

Pour de plus amples informations, veuillez écrire à l'adresse suivante : [glaas@who.int](mailto:glaas@who.int).

# Table des matières

Initiative TrackFin aperçu succinct .....	i
Remerciements .....	vi
Liste des acronymes et abréviations .....	vii
Introduction .....	viii
Pourquoi une méthodologie est-elle nécessaire pour assurer le suivi du financement ? .....	viii
Qu'est-ce que l'initiative TrackFin ? .....	viii
Objectifs du document d'orientation .....	ix
Pourquoi les pays ont-ils intérêt à élaborer des comptes WASH ? .....	ix
Public cible .....	ix
Vue d'ensemble de la méthodologie .....	x
Structure du document d'orientation .....	xi
<b>1 Étape 1 – Lancement .....</b>	<b>1</b>
1.1 Obtenir un soutien politique pour les comptes WASH .....	1
1.2 Constituer une équipe des comptes WASH et soutenue par des institutions .....	2
1.3 Définir la portée et les principales questions de politiques des comptes WASH .....	4
1.4 Identifier les besoins en matière de données et définir un plan de travail .....	7
1.4.1 Identifier les données disponibles et définir un plan de collecte des données .....	7
1.4.2 Établir un budget détaillé et un plan de travail .....	9
<b>2 Étape 2 – Collecte des données .....</b>	<b>10</b>
2.1 Définir les limites du secteur WASH en termes de services .....	11
2.1.1 Justification .....	11
2.1.2 Classification TrackFin des services WASH .....	12
2.1.3 Tâches à entreprendre .....	14
2.2 Cartographier les dispositions liées à la prestation des services et les flux financiers .....	15
2.2.1 Justification .....	15
2.2.2 Classification Trackfin des usages, acteurs et flux financiers du secteur WASH .....	15
2.2.3 Tâches à entreprendre .....	19
2.3 Estimer les flux financiers et les actifs immobilisés .....	24
2.3.1 Justification .....	24
2.3.2 Méthodologies pour la collecte des données relatives aux flux financiers et aux actifs immobilisés .....	25
2.3.3 Tâches à entreprendre .....	27
<b>3 Étape 3 – Analyser les données et rendre compte des résultats .....</b>	<b>33</b>
3.1 Compiler les Comptes WASH et leurs indicateurs .....	33
3.1.1 Créer les tableaux et indicateurs des comptes WASH .....	33
3.1.2 Sélectionner les tableaux appropriés et vérifier la cohérence des données .....	34
3.2 Préparer les rapports sur les comptes WASH .....	35
3.2.1 Justification .....	35
3.2.2 Rapport final sur les Comptes WASH .....	36
3.3 Diffuser l'analyse en matière de politiques .....	37

<b>4</b>	<b>Étape 4 – Se préparer pour les prochains comptes WASH</b>	<b>39</b>
4.1	Justification pour de nouvelles itérations	39
4.2	Formuler des recommandations pour les prochains comptes WASH du pays	40
4.2.1	Planifier la prochaine étape	41
4.2.2	Fournir un retour d'information sur la méthodologie proposée	41
	<b>Note méthodologique N°1 : Systèmes de classification des services WASH</b>	<b>42</b>
NM 1.1.	Systèmes de classification des services WASH existants	42
NM 1.2.	Approche pour la définition de la classification TrackFin des services	45
NM 1.3.	Propositions pour une élaboration plus poussée de la classification des services d'hygiène	46
	<b>Note méthodologique N°2 : Classification des usages, acteurs et types de financement WASH</b>	<b>48</b>
NM 2.1.	Classification des usages, des prestataires et des unités de financement des services WASH	48
NM 2.2.	Classification des types de financement des services WASH	49
	<b>Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies</b>	<b>53</b>
NM 3.1.	Justification d'une estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie	53
NM 3.2.	Utilisation d'une approche économique comme alternative possible	54
	<b>Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement</b>	<b>56</b>
NM 4.1.	Recueillir des données sur les types de financement	56
FT1 :	Tarifs pour les services fournis	57
FT2 :	Dépenses d'auto-provisionnement des usagers	58
FT3 :	Transferts publics nationaux	62
FT4 :	Transferts publics internationaux	63
FT5 :	Transferts volontaires	64
FT6 :	Financement remboursable	64
NM 4.2.	Défis potentiels et comment les surmonter	68
NM 4.2.1	Disponibilité des données	68
NM 4.2.2	Répartition des types de financement par unités de financement, usages et services WASH	68
NM 4.2.3	Éviter le double comptage et suivre la manière dans les flux financiers sont canalisés vers l'ensemble du secteur	70
	<b>Note méthodologique n°5 : Estimation des coûts pour la fourniture de services par l'approche basée sur les coûts</b>	<b>73</b>
NM 5.1.	Classification des coûts	73
NM 5.1.1.	Classifications des coûts existantes dans le secteur WASH	73
NM 5.1.2.	Classification TrackFin des coûts	74
NM 5.2.	Sources potentielles de données concernant les coûts	74
C1 :	Coûts d'investissement	75
C2 :	Coûts d'exploitation et de maintenance	75
C3 :	Coûts de gros entretien	76
C4 :	Coûts financiers	76
C5 :	Coûts d'appui	77
C6 :	Impôts et taxes	77
	<b>Note méthodologique n°6 : Estimation des stocks d'actifs immobilisés</b>	<b>80</b>
NM 6.1.	Pourquoi est-il important d'évaluer les stocks d'actifs immobilisés ?	80
NM 6.2.	Défis méthodologiques potentiels relatif à cette approche et solutions pour y faire face	81

<b>Note méthodologique n° 7 : Tableaux des Comptes WASH et indicateurs associés</b> . . . . .	<b>84</b>
NM 7.1 Comment sont élaborés les tableaux des Comptes WASH ? . . . . .	84
NM 7.2 Que sont les indicateurs WASH ? . . . . .	92
<b>Annexe A. Glossaire</b> . . . . .	<b>94</b>
<b>Annexe B. Bibliographie</b> . . . . .	<b>99</b>
<b>Sites Web pertinents</b> . . . . .	<b>100</b>

## Liste des figures

Figure 1 – Vue d’ensemble de la méthodologie proposée pour suivre le financement du secteur WASH au niveau national . . . . .	x
Figure 2 – Dispositions organisationnelles nécessaires à l’établissement des Comptes WASH dans le cadre de l’initiativeTrackFin . . . . .	3
Figure 3 – Comptes WASH en relation avec les Comptes SCEE-Eau . . . . .	6
Figure 4 – Cartographie des flux financiers en fonction de la consommation, de la production et des types de financement . . . . .	10
Figure 5 – Chaîne de valeur des services WASH dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) . . . . .	12
Figure 6 – Cartographie des flux financiers pour la fourniture de services WASH (exemple illustratif) . . . . .	22
Figure 7 – Méthodologies pour l’estimation des dépenses dans le secteur WASH . . . . .	25
Figure 8 – Cadre pour l’institutionnalisation de l’établissement et de l’utilisation des Comptes WASH . . . . .	40
Figure 9 – Sources de financement du secteur WASH . . . . .	49
Figure 10 – Coûts et recettes à prendre en compte dans l’approche relative aux flux financiers. . . . .	53
Figure 11 – Types de coûts et de financement enregistrés par l’approche économique . . . . .	55
Figure 12 – Exemple d’une répartition de flux de financement entre catégories de prestataires et catégorie de services . . . . .	69
Figure 13 – Exemple explicatif . . . . .	72

## Liste des encadrés

Encadré 1 – Le système de comptabilité nationale (SCN) . . . . .	xi
Encadré 2 – Pilotage de TrackFin au Maroc : rôle du comité de pilotage . . . . .	2
Encadré 3 – Exemples de dispositions organisationnelles provenant des exercices pilotes TrackFin . . . . .	3
Encadré 4 – De quelle manière les données des Comptes WASH peuvent-elles être utilisées pour une élaboration de politiques basée sur des éléments probants ? . . . . .	4
Encadré 5 – Le système de comptabilité économique et environnementale de l’eau (SCEE-Eau) . . . . .	6
Encadré 6 – Exemples d’informations existantes . . . . .	8
Encadré 7 – Points clés à mentionner dans le rapport initial . . . . .	9
Encadré 8 – Identification et classification des acteurs et des flux financiers du secteur WASH – Exemple du Brésil . . . . .	23
Encadré 9 – Construction d’un répertoire central de sources de données . . . . .	28
Encadré 10 – Exemple de méthodes de collecte de données tiré de l’exercice pilote . . . . .	29
Encadré 11 – Rapprocher les différences entre l’approche basée sur les coûts et celle basée sur les types de financement . . . . .	31
Encadré 12 – Comblant les lacunes en matière de données : émettre des hypothèses et utiliser des clés de répartition . . . . .	32
Encadré 13 – Indicateurs de Comptes WASH clés . . . . .	34
Encadré 14 – Méthodologies de comptabilité et états financiers . . . . .	53
Encadré 15 – Avantages et inconvénient de l’utilisation d’une approche basée sur les flux de trésorerie pour estimer les flux financiers . . . . .	54
Encadré 16 – Une approche économique possible pour estimer les flux financiers dans le secteur WASH . . . . .	55
Encadré 17 – Données réglementaires sur les tarifs relatifs à la fourniture de services fournies par les organismes de réglementation nationaux . . . . .	58

Encadré 18 – Estimation de l'investissement des ménages en auto-provisionnement (coûts C1 pour P5) : exemples tirés de l'exercice pilote	61
Encadré 19 – Estimation des coûts d'exploitation et d'entretien des ménages (coûts C2 pour P5) pour l'auto-provisionnement : exemples du Brésil et du Maroc	62
Encadré 20 – Estimation des prêts : exemples tirés d'études de pays	66
Encadré 21 – Disponibilité des données au Ghana	68
Encadré 22 – Comment utiliser des clés de répartition pour répartir les dépenses entre les différentes catégories ?	69
Encadré 23 – Estimation des flux par usages : types de financement (recettes) et dépenses par type d'usage	70
Encadré 24 – Exemple : Comment éviter le double comptage des flux financiers ?	72
Encadré 25 – Autres impôts sur la production dans le SCN	78
Encadré 26 – Exemple au Brésil : importance du suivi des impôts	79
Encadré 27 – Méthodologies alternatives d'estimation des actifs immobilisés	82
Encadré 28 – Exemple du Brésil : Estimation des stocks des actifs immobilisés des prestataires de services et des ménages	83

## Liste des tableaux

Tableau 1 – Classification TrackFin des biens et services WASH	13
Tableau 2 – Classifications TrackFin des usages, acteurs et types de financement du secteur WASH	16
Tableau 3 – Tableaux relatifs aux Comptes WASH recommandés	33
Tableau 4 – Liens entre les informations issues des Comptes WASH et les questions de politique générale	35
Tableau 5 – Récapitulatif des principaux systèmes internationaux de classification de biens et services	42
Tableau 6 – Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement	43
Tableau 7 – Classification des usagers des services d'alimentation en eau dans le système SCEE-Eau	48
Tableau 8 – Classification des prestataires de services d'eau du SCEE-Eau	48
Tableau 9 – Classification des secteurs de financement de l'eau dans le système SCEE-Eau	49
Tableau 10 – Classification TrackFin des types de financement WASH	52
Tableau 11 – Collecte de données sur les types de financement	56
Tableau 12 – Classification TrackFin des coûts	74
Tableau 13 – Collecte de données sur les coûts liés la fourniture des services	75
Tableau 14 – Terminologie utilisée dans les SCN pour évaluer les modifications des actifs immobilisés	81
Tableau 15 – Classifications utilisées dans les comptes WASH	84
Tableau 16 – CW 1 (SxA) Dépenses WASH par principal service WASH et zone de service	85
Tableau 17 – CW 2 (SxU) –Dépenses WASH par type de service WASH et type d'usage	86
Tableau 18 – CW 3 (SxP) –Dépenses WASH par type de service et type de prestataire WASH	86
Tableau 19 – CW 4 (PxFT) –Dépenses WASH par type de prestataire WASH et type de financement	86
Tableau 20 – CW 5 (SxFT) –Dépenses WASH par type de service WASH et type de financement	87
Tableau 21 – CW 6 (SxFU) –Dépenses WASH par type de service WASH et unité de financement	88
Tableau 22 – CW 7 (PxFU) – Dépenses WASH par type de prestataire WASH et unité de financement	89
Tableau 23 – CW 8 (FTxFU) – Dépenses WASH par type de financement et unité de financement	90
Tableau 24 – CW 9 (CxP) – Dépenses WASH par type de coût et type de prestataire WASH	91
Tableau 25 – CW 10 (CxS) – Dépenses WASH par type de coût et type de service WASH	91
Tableau 26 – CW 11 (ASxP) – Stocks des actifs immobilisés par type de prestataire WASH	92
Tableau 27 – Indicateurs des Comptes WASH	93

## Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Sophie Trémolet et Marie-Alix Prat de Trémolet Consulting Limited (Londres), sous la direction et les directives de Bruce Gordon, Didier Allély-Fermé et Fiona Gore, ainsi que par Jacqueline Sims et Betsy Engebretson de l’OMS. Ceci est la deuxième version du document d’orientation et elle incorpore les commentaires sur la version initiale soumis par le Groupe Consultatif Technique (GCT) de l’initiative TrackFin, et par tous les participants à l’atelier inter-régional qui s’est tenu à Rabat (Maroc) en septembre 2014.

Nous sommes très reconnaissants des commentaires fournis au cours des premières étapes de l’exercice et lors de l’atelier inter-régional. Nous remercions les équipes locales des comptes WASH locale qui ont conduit les essais portant sur la version initiale du document d’orientation, à savoir :

- Au **Brésil** : Lauseani Santoni et Marta Litwinczik (Ministério das Cidades), João Batista Peixoto, (Consultant, Brésil), avec l’appui de Teófilo Monteiro et de Paulo Teixeira de l’OPS/OMS ;
- Au **Ghana** : Fred Addae et Suzzy Abaidoo (Ministry of Water Resources, Works and Housing), Kweku Quansah (Ministry of Local Government and Rural Development), Harold Esseku (Consultant), Phillipa Ross (Consultant, Royaume-Uni), avec l’appui de Akosua Kwakye, OMS ;
- Au **Maroc** : Samir Bensaid (Institut de l’Eau et l’Assainissement), Mokhtar Jaait (ONEE-Branche Eau, Maroc), Khalid Nadifi (Consultant, Maroc), avec l’appui de Hamed Bakir et Rola Aleman de l’OMS.

En collaboration avec les parties prenantes nationales dans les trois pays, ils ont apporté une contribution inestimable à l’élaboration de la première série de comptes WASH et à la transmission de retours d’information sur la méthodologie.

De plus, nous remercions les membres du Comité consultatif technique pour leurs suggestions utiles, notamment Gérard Payen, Conseil consultatif sur l’eau et l’assainissement auprès du Secrétaire général des Nations Unies (UNSGAB), Dominick de Waal et Guy Hutton, Banque mondiale, Patricia Hernandez, OMS, Meera Mehta, CEPT, Inde, Catarina Fonseca, IRC, Richard Franceys, Université de Cranfield, Xavier Leflaive, Organisation de coopération et de développement économiques, Alessandra Alfieri et Ricardo Martinez-Lagunes, Division de Statistique des Nations Unies.



## Liste des acronymes et abréviations

3T	Tarifs, Taxes et Transferts (sources de financement)
AICD	Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique
APD	Aide au Développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BSN	Bureau de statistique national
CCP	Classification centrale des produits
CITI	Classification international type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CNS	Comptes nationaux de la santé
COFOG	Classification des fonctions des administrations publiques
Comptes WASH	Comptes Eau, Assainissement et Hygiène
DAC	Comité d'aide au développement (OCDE)
GLAAS	Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable
IBNET	International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities
IEA	Institut International de l'Eau et de l'Assainissement, Maroc
IRC	Centre international de l'eau et de l'assainissement
JMP	Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'alimentation en eau et de l'assainissement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
Ofwat	Office of water services
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité de pouvoir d'achat
SCEE	Système de comptabilité économique et environnementale
SCEE-Eau	Système de comptabilité économique et environnementale de l'eau
SCN	Système de comptabilité nationale
SCS	Système de Comptes de la santé
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SWA	Assainissement et eau pour tous
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSD	Division de statistique des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène
UIS	UNESCO Institute of Statistics
UN	United Nations
UNSD	United Nations Statistics Division
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations Children's Fund
UOE	UNESCO/OECD/Eurostat
USAID	United States Agency for International Development
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
WASH accounts	Water, Sanitation and Hygiene Accounts
WHO	World Health Organization
WSP	Water and Sanitation Program of the World Bank
WSS	Water Supply and Sanitation

## Introduction

Ce document d'orientation définit une méthodologie visant à identifier et suivre le financement du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Appelée comptes WASH, cette méthodologie est conçue pour aider les pays à suivre le financement du secteur sur une base régulière et comparative. Les indicateurs tirés de l'exercice devraient soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des éléments probants. Bien que l'objectif principal soit de compiler des comptes WASH nationaux, la méthodologie peut être appliquée à différents niveaux, notamment au niveau régional ou au niveau des villes.

D'autres améliorations méthodologiques seront sans doute nécessaires dans les années à venir, à mesure qu'un plus grand nombre de pays appliqueront la méthodologie. L'objectif à long terme de l'initiative TrackFin est d'élaborer une approche commune pour obtenir des données financières fiables. Cela débouchera sur de meilleures prises de décision au niveau national, et facilitera l'analyse comparative au sein d'un même pays et d'un pays à l'autre.

### Pourquoi une méthodologie est-elle nécessaire pour assurer le suivi du financement ?

Cette méthodologie a été élaborée sur la base des conclusions du document de travail de l'OMS et de l'initiative ONU-Eau GLAAS intitulé "Tracking national financial flows into sanitation, hygiene and drinking-water" (Trémolet & Rama, 2012) publié en juillet 2012. Le document souligne l'importance d'un financement efficace de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour pouvoir fournir et maintenir des services qui pourraient contribuer à sauver deux millions de vies chaque année. À ce jour, la disponibilité limitée des données financières ainsi que des systèmes de suivi inadéquats ont entravé la capacité des pays à évaluer les progrès et améliorer les performances. Le document de travail conclut que notre compréhension actuelle des flux financiers vers le secteur WASH au niveau national est limitée.

Dans ce contexte, on s'accorde à considérer qu'une meilleure compréhension du financement du secteur WASH au niveau national est essentielle pour l'élaboration de politiques et leur mise en œuvre. Il est également important d'encourager une utilisation plus efficace et plus équitable des fonds existants et d'attirer des financements supplémentaires dans le secteur. De l'avis général, compte tenu des lacunes actuelles des données financières dans le secteur, il s'agit là d'une tâche difficile et d'un vrai défi. Même lorsque les données sont disponibles, un niveau adéquat de ventilation peut faire défaut. Une méthodologie qui pourrait être utilisée par un grand nombre de pays est donc nécessaire.

La demande d'informations financières fiables dans le secteur a été confirmée au plus haut niveau politique, notamment lors des réunions de haut niveau organisées par le partenariat « Assainissement et eau pour tous » (SWA) à Washington DC en 2012 et 2014. A ces occasions, plusieurs pays membres ont pris des engagements pour améliorer le suivi financier dans le secteur WASH.

### Qu'est-ce que l'initiative TrackFin ?

Ces appels à l'action ont été l'élément déclencheur de l'initiative TrackFin en août 2012. Son but est d'élaborer et d'appliquer, au fil du temps, une méthodologie commune pour le suivi du financement du secteur WASH. Le présent document d'orientation présente la méthodologie TrackFin dans sa version actuelle, basée sur les résultats du projet pilote mené au Brésil, au Ghana et au Maroc obtenus en 2014.

L'initiative TrackFin est actuellement administrée par un secrétariat à l'OMS pour le compte de l'ONU-Eau. Elle est étroitement liée au rapport GLAAS, qui suit les apports du secteur, notamment les contributions financières. L'initiative sera élaborée conjointement avec les principaux organismes du secteur et des experts impliqués dans le suivi financier, tels que la Banque mondiale, l'OCDE ou UNSD. Le travail se poursuivra de manière itérative, en commençant par des objectifs simples et en mettant au point des approches plus complexes à mesure qu'un plus grand nombre de pays adopteront la méthodologie et l'appliqueront à intervalles réguliers.

## Objectifs du document d'orientation

Le présent document d'orientation définit une méthodologie visant à aider les pays à produire des comptes WASH. Son but est de suivre toutes les dépenses réalisées dans le secteur WASH par l'ensemble des entités économiques, notamment les gouvernements et les institutions publiques, les organismes publics et privés, les ONG, les fondations, les bailleurs de fonds internationaux et nationaux, les investisseurs et les ménages.

La méthodologie permet aux pays de répondre à quatre questions essentielles :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?
- Qui paie pour les services WASH et dans quelle proportion ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH ?

Des questions plus spécifiques portant sur les politiques peuvent trouver leur réponse en fonction du niveau de détail des informations généré. Les données pourraient, par exemple, être ventilées pour évaluer la répartition des dépenses WASH au niveau régional, et examiner des questions d'équité. L'identification précoce des questions spécifiques que les décideurs aimeraient aborder est fondamentale pour que les données produites puissent être aussi pertinentes que possibles en matière de politiques et capables de guider des décisions de financement particulières.

## Pourquoi les pays ont-ils intérêt à élaborer des comptes WASH ?

Les comptes WASH peuvent aider les décideurs nationaux à recueillir des informations précieuses sur le financement actuel du secteur, suivre son évolution dans le temps, et comparer les dépenses avec celles d'autres secteurs ou d'autres pays. Ces comptes fourniront des informations détaillées sur l'origine du financement WASH et la façon dont les fonds sont utilisés. Cette approche a nombreux avantages, parmi lesquels :

- Meilleure transparence du financement du secteur WASH : les comptes WASH permettent le suivi des dépenses dans le temps, et l'analyse comparative des dépenses par rapport aux objectifs du secteur ou aux cibles d'autres secteurs ou d'autres pays ;
- Capacité à surveiller l'affectation des fonds aux sous-secteurs et régions géographiques en fonction des besoins et de manière équitable ;
- Capacité à surveiller la mise en œuvre d'une stratégie de financement destinée au secteur, de susciter de nouveaux investissements, et de soutenir les institutions chargées de canaliser le financement au secteur ; et
- Capacité à savoir si les engagements pris par les acteurs du secteur ont été respectés.

Les comptes WASH peuvent également fournir une base pour une communication franche et transparente avec les intervenants du secteur et le grand public d'une manière générale, en ce qui concerne les moyens financiers déployés dans le secteur de l'eau. Ceci facilitera la comparaison entre les investissements financiers dans le secteur et les résultats obtenus.

## Public cible

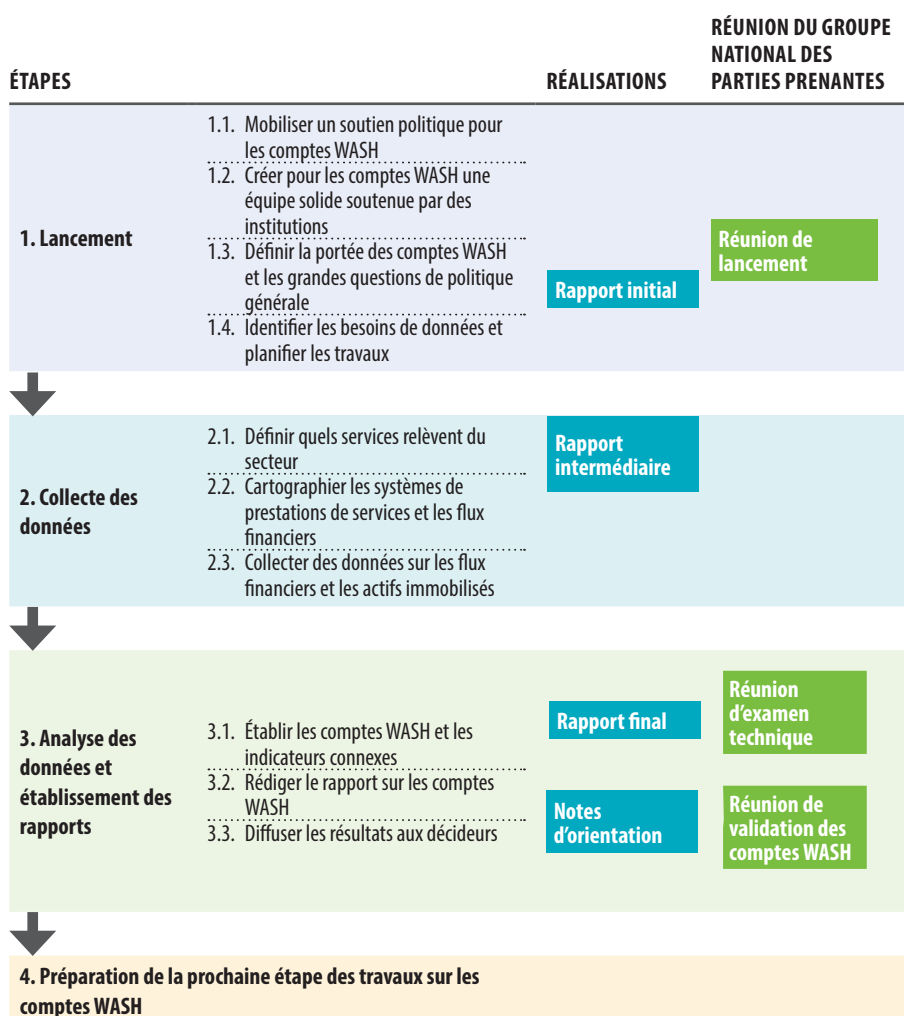
Le présent document d'orientation a été mis au point à l'intention des gouvernements et de leurs conseillers, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Son objectif est de guider l'établissement de comptes WASH afin de renforcer l'élaboration des politiques nationales et faciliter l'établissement de rapports internationaux, tels que le rapport GLAAS. Les comptes WASH nationaux sont également susceptibles d'intéresser les bailleurs de fonds bilatéraux, les institutions multilatérales, les ONG et les organisations philanthropiques qui recherchent des données financières pour appuyer la planification des programmes au niveau national et international.

La méthodologie est destinée non seulement aux pays qui possèdent déjà des comptes WASH mais aussi à ceux qui en produisent pour la première fois. Dans le premier cas de figure, les équipes des comptes WASH sont fortement encouragées à s'appuyer sur les travaux existants, en particulier en ce qui concerne la cartographie du secteur, l'identification des besoins et des sources en matière de données, et l'amélioration de la méthodologie pour l'estimation des dépenses. Les notes méthodologiques à la fin du document d'orientation contiennent des informations détaillées sur la manière d'améliorer la méthodologie au fil du temps.

## Vue d'ensemble de la méthodologie

La méthodologie consiste en une succession d'étapes à suivre, comme le montre la figure 1 ci-dessous.

**Figure 1. Vue d'ensemble de la méthodologie proposée pour suivre le financement du secteur WASH au niveau national**



Le rapport final sur les Comptes WASH devrait faire environ 60 pages (des informations pertinentes supplémentaires peuvent être annexées) avec les 11 tableaux et le résumé. Le rapport devrait porter sur trois aspects principaux :

- Les résultats de l'analyse ;
- Les recommandations en matière de politiques basées sur les résultats ;
- Les recommandations destinées au Secrétariat de l'OMS et au groupe d'experts sur les améliorations ou les modifications à apporter à la méthodologie globale, basées sur les problèmes rencontrés et les mesures prises pour les surmonter.

Les pays sont encouragés à rassembler les données existantes lorsque cela est possible, mais lorsque celles-ci sont insuffisantes ou inexistantes, les lacunes doivent être comblées par des estimations précises faites sur la

base d'une combinaison de données réelles et d'hypothèses transparentes. Ces hypothèses peuvent être affinées dans les exercices ultérieurs, de façon à améliorer progressivement le niveau de précision des estimations.

La méthodologie repose sur des systèmes internationaux de suivi des dépenses existants. Il s'agit du Système de Comptabilité Nationale (SCN) (voir encadré 1 ci-dessous), et des systèmes sectoriels spécifiques, tels que le Système de Comptes de la santé (SCS) pour le secteur de la santé, ou les comptes de l'eau pour le secteur de l'eau dans son ensemble. Elle met donc en œuvre le système de comptabilité économique et environnementale de l'eau (SCEE-Eau) établi par la Division de statistique du Secrétariat des Nations Unies (UNSD). Veuillez vous reporter à l'étape 1.3, encadré 5, pour plus de détails sur ce système.

### Encadré 1. Le Système de Comptabilité Nationale (SCN)

Le Système de Comptabilité Nationale (SCN) est une structure générale consacrée à la comptabilité économique nationale. Ce système a été adopté pour la première fois par les Nations Unies en 1952, et a depuis été révisé et mis à jour. Les règles et la structure du SCN sont indiquées dans un manuel intitulé « Système de comptabilité nationale 2008 ». Il s'agit de l'ensemble de recommandations normalisées approuvées au niveau international destiné à la compilation des mesures de l'activité économique.

Le SCN comprend un ensemble de comptes macroéconomiques cohérents, homogènes et intégrés, basés sur des concepts, définitions, nomenclatures et règles comptables approuvées au niveau international. Le SCN donne un aperçu des processus économiques, démontrant la manière dont la production est répartie entre les consommateurs, les entreprises, le gouvernement et les autres nations. Il montre la manière dont le revenu provenant de la production, modifié par les impôts et les transferts, circule vers ces groupes et la manière dont ceux-ci consacrent ces flux à la consommation, l'épargne et l'investissement. Il fournit les définitions qui sous-tendent des concepts tels que le produit intérieur brut (PIB).

Des domaines d'apprentissage spécifiques et des références à des ressources supplémentaires ou à des notes méthodologiques sont mis en évidence tout au long du texte par les symboles suivants.



**Enseignements à tirer d'expériences dans divers pays :** la méthodologie a fait d'abord l'objet d'essais puis d'une révision au Brésil, au Ghana et au Maroc. Des approches similaires peuvent avoir été utilisées dans d'autres pays. Lorsque des points positifs ont été tirés de ces expériences, ceux-ci sont décrits dans des encadrés arborant le drapeau du pays concerné.



**Apprendre du secteur de la santé :** la méthodologie s'appuie en grande partie sur le système de comptes de la santé (SCS), élaboré au cours des 20 dernières années dans le secteur de la santé et actuellement utilisé de manière régulière par plus de 100 pays à travers le monde. Les enseignements qui peuvent être tirés du SCS sont présentés dans un encadré arborant un caducée.



**Coordination avec le SCEE-Eau :** TrackFin est en train d'être élaboré parallèlement au déploiement du SCEE-Eau portant sur la comptabilité de l'eau, qui vise à mettre en place des Comptes de l'eau exhaustifs au fil du temps en assurant un suivi des flux à la fois physiques (hydrologiques) et financiers. Les Comptes WASH peuvent être considérés comme un sous-ensemble de ces Comptes de l'eau. Lorsque des comptes SCEE-Eau sont élaborés, la coordination entre les deux méthodologies et le dialogue entre les équipes devraient être encouragés. Les encadrés dans lesquels figure ce dessin mettent en évidence des domaines où la méthodologie SCEE-Eau doit être prise en compte pour accroître l'harmonisation.



**Défi potentiel :** l'élaboration de comptes WASH est susceptible d'entraîner un certain nombre de défis particuliers. Ces défis, et les solutions possibles, font l'objet des encadrés dans lesquels figure ce dessin.



**Notes méthodologiques :** celles-ci fournissent des détails plus approfondis sur la méthodologie, proposant des approches alternatives à des questions spécifiques et des suggestions pour des améliorations futures. Elles apparaissent en annexe du document d'orientation.



**Ressources :** ces ressources supplémentaires peuvent être utilisées par les parties prenantes qui cherchent à appliquer la méthodologie TrackFin pour l'établissement des comptes WASH. Il s'agit là d'outils pratiques, de résultats existants provenant de phases antérieures de l'initiative TrackFin, et d'une note d'orientation sur les comptes WASH à utiliser à des fins d'information. Ces ressources sont disponibles sur le site Web de TrackFin.

## Structure du document d'orientation

Le présent document d'orientation guide le lecteur à travers chaque étape de la méthodologie proposée. Les étapes sont les suivantes :

- **Étape 1 – Lancement** : Cette étape définit les premières dispositions à prendre pour commencer l'établissement de comptes WASH ;
- **Étape 2 – Collecte des données** : Cette étape comprend des orientations sur la collecte et l'organisation des données nécessaires, faisant appel à différentes méthodes capables de rendre compte des différents contextes ;
- **Étape 3 – Analyse des données et conclusions des rapports** : Cette étape indique la manière par laquelle les comptes WASH et les indicateurs qui y sont associés devraient être compilés. Elle donne aussi des orientations sur la manière dont les données peuvent être interprétées et utilisées dans l'élaboration des politiques ; et
- **Étape 4 – Préparation de la prochaine étape des travaux sur les comptes WASH** : Cette étape résume ce qui doit être fait par l'équipe des comptes WASH pour extraire et consigner par écrit les enseignements tirés, partager les retours d'information sur la méthodologie au niveau international, et se préparer pour la prochaine étape des travaux.

Les étapes sont présentées dans l'ordre dans lequel elles doivent être mises en œuvre. L'équipe des comptes WASH doit prendre connaissance en détail du document d'orientation avant d'agir, pour être sûr d'avoir bien compris l'ensemble du processus.

Pour compléter les indications données ici, une série de notes méthodologiques a été élaborée. Ces notes font partie intégrante du document d'orientation, renfermant plus de précisions et mentionnant des méthodes alternatives relatives à des domaines spécifiques, comme indiqué dans l'encadré ci-dessous. L'annexe A comprend un glossaire des principaux termes employés dans le présent guide. L'annexe B contient une liste de références et de sites Web utiles.



- Note méthodologique n°1 : Systèmes de classification des services WASH
- Note méthodologique N°2 : Classification des usages, acteurs et types de financement WASH
- Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies
- Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement
- Note méthodologique n°5 : Estimation des coûts pour la fourniture de services par l'approche basée sur les coût
- Note méthodologique n°6 : Estimation des stocks d'actifs immobilisés immobilisés
- Note méthodologique n°7 : Tableaux des comptes WASH et indicateurs associés

Des ressources supplémentaires destinées à appuyer l'élaboration des comptes WASH sont disponibles sur le site Web de TrackFin. Celles-ci sont détaillées ci-dessous.



- Note d'orientation. Comment les comptes WASH peuvent-ils aider à l'élaboration des politiques ? Ceci est une lecture essentielle pour tout pays qui envisagerait actuellement de mettre en place des comptes WASH et chercherait à mieux comprendre leurs usages et avantages. Elle fournit des informations générales sur la façon dont les comptes WASH peuvent aider à l'élaboration de politiques ;
- Résumé du document d'orientation. Ce rapide aperçu de la méthodologie peut être utilisé par les pays intéressés par l'application de la méthodologie et par les parties prenantes participant à des composantes du processus. Il peut s'agir de ceux qui fournissent des données ou qui reçoivent des résultats, mais pour qui une connaissance approfondie de l'ensemble de la méthodologie n'est pas nécessaire ;
- Une note de synthèse présentant un résumé des conclusions des projets pilotes menés au Brésil, au Ghana et au Maroc. Elle fait également mention des enseignements tirés de ces exercices et fournit un aperçu des principaux résultats ;
- Une synthèse des résultats de l'initiative TrackFin dans les trois pays pilotes, avec des présentations Powerpoint ;
- Les termes de référence normalisés destinés au champion et point focal TrackFin, au groupe des parties prenantes nationales et à l'équipe des comptes WASH ;
- Les grandes lignes du rapport intermédiaire, du rapport final et du sommaire exécutif concernant les comptes WASH ; et
- Un questionnaire destiné à fournir un retour d'information sur la méthodologie et sur tous les points nécessitant à l'avenir des améliorations méthodologiques identifiées au cours du processus.



# 1 Étape 1 – Lancement

## Étape 1 – Tâches à entreprendre

- Obtenir un soutien politique pour les comptes WASH
  - Obtenir un soutien de membres de haut niveau du gouvernement
  - Identifier un champion national et un point focal national pour les comptes WASH
  - Constituer un groupe de parties prenantes au niveau national pour superviser la collecte des données et fournir un appui politique au projet
- Constituer une équipe des comptes WASH forte et soutenue par des institutions nationales
- Identifier la portée générale des comptes WASH et les principales questions de politiques auxquels ils doivent permettre de répondre
  - Organiser une réunion de lancement avec les membres du groupe des parties prenantes au niveau national
  - Convenir d'une liste des principales questions de politique générale auxquelles l'exercice doit répondre
  - Définir une période durant laquelle les informations seront recueillies (dans l'idéal 2 à 3 ans)
  - Se mettre d'accord sur la portée géographique de l'exercice et sur le niveau de la ventilation géographique
- Identifier les besoins en matière de données et planifier le travail à effectuer
  - Identifier les données disponibles et définir un plan de collecte des données
  - Établir un budget et un plan de travail détaillés pour la collecte et l'analyse des données.

### 1.1 Obtenir un soutien politique pour les comptes WASH

La production de comptes WASH bénéficiera avant tout aux pays si les produits sont au final utilisés par des décideurs politiques et des parties prenantes du secteur. L'élaboration de comptes WASH ne devrait donc se faire qu'en réponse à une exigence politique clairement exprimée.

La première étape consiste à obtenir un soutien en faveur de l'établissement de comptes WASH par des membres de haut niveau du gouvernement, tels que les ministères en charge des services WASH ou le Ministère des Finances. Cela est essentiel pour assurer le succès de l'exercice et surmonter les difficultés techniques potentielles telles que la disponibilité limitée des informations, la faiblesse des systèmes d'information ou des obstacles internes à une plus grande transparence.

À cette fin, un champion de l'initiative TrackFin doit être choisi au sein des ministères en charge des services WASH. Cette personne dirigera l'exercice et nommera un point focal TrackFin chargé de constituer l'équipe des comptes WASH et superviser le processus des comptes WASH (voir étape 1.2 ci-dessous). Le champion est généralement quelqu'un qui a exprimé l'intention du gouvernement de mener à bien l'initiative TrackFin, soit directement, soit en réponse à une invitation du secrétariat TrackFin de l'OMS ou d'un autre organisme.

Il incombera au champion d'obtenir un soutien au plus haut niveau du gouvernement pour la création des comptes WASH. Il aura clairement expliqué aux décideurs des secteurs concernés, tels que les ministères en charge des services WASH, le Ministère des Finances et le Bureau de statistique national, les avantages attendus de l'exercice.



Note d'orientation : Comment les comptes WASH peuvent-ils aider l'élaboration des politiques ? Cette note, disponible sur le site Web de Trackfin, expose plus en détail les avantages potentiels que représentent les comptes WASH pour les décideurs. Sa lecture revêt une importance majeure pour tout pays qui envisage actuellement d'élaborer des comptes WASH et cherche à mieux comprendre leurs utilisations et avantages.

Le champion TrackFin devrait alors convoquer un groupe de parties prenantes nationales afin de superviser la production des comptes WASH. Ce groupe est responsable de la nomination du point focal TrackFin et de l'équipe des Comptes WASH. Le groupe dressera la liste des questions de politique générale auxquelles les comptes WASH doivent répondre, définir leur portée, faciliter la collecte des données, examiner les résultats et fournir un retour d'information au point focal à des moments critiques de l'analyse. Idéalement, le champion TrackFin devrait présider les réunions du groupe des parties prenantes nationales.

Le groupe des parties prenantes nationales est au cœur du processus. Il fournit le soutien politique nécessaire et peut veiller à ce que les principales parties prenantes fournissent les données requises à la compilation des comptes WASH. Le groupe permet également de renforcer les liens entre le processus politique et les comptes WASH, institutionnalisant leur établissement afin que l'exercice puisse être répété sur une base régulière.

Ce groupe de parties prenantes nationales pourrait être créé à différents niveaux. Il pourrait inclure un comité de pilotage TrackFin établi au niveau de la prise de décision, comme ce fut le cas au Maroc (voir encadré 2 – Pilotage de TrackFin au Maroc : rôle du comité de pilotage). Il pourrait également comprendre un groupe de parties prenantes plus large, notamment toutes les parties susceptibles de fournir des données pour l'exercice et d'en utiliser les résultats. Les décisions finales concernant le groupe des parties prenantes nationales dépendront du nombre d'institutions impliquées dans l'exercice et du niveau d'implication nécessaire pour garantir la participation des acteurs institutionnels clés.

Le groupe des parties prenantes nationales devrait idéalement comprendre des représentants des ministères en charge des services WASH, du Ministère des Finances, et de la Division des Statistiques, ainsi que les principaux opérateurs, les organismes de régulation, les bailleurs de fonds, les ONG et les fondations actives dans le secteur WASH. Dans la mesure du possible, le groupe devrait s'appuyer sur des plateformes nationales de coordination du secteur WASH existantes.

### Encadré 2. Pilotage de TrackFin au Maroc : rôle du comité de pilotage



Au Maroc, l'Institut international de l'Eau et de l'Assainissement (IEA), basé à l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable (ONEE), a servi de point focal TrackFin pour la production des comptes WASH en 2014. Pour obtenir une implication de haut niveau de toutes les institutions du secteur concernant les objectifs TrackFin, l'IEA a mis en place un comité de pilotage au niveau des directeurs. Cela s'est avéré essentiel pour obtenir le soutien nécessaire et faciliter la collecte de données.

Le comité de pilotage était composé des directeurs de toutes les institutions clés, notamment le Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Finances, le Ministère des Affaires générales et de la Gouvernance, le Haut-Commissariat au Plan, l'ONEE et l'IEA. En outre, un comité technique a été mis en place constitué de membres des mêmes institutions afin de fournir des conseils à l'équipe des comptes WASH sur des aspects concernant la méthodologie et la collecte de données.

Le Maroc a bénéficié de la forte implication des parties prenantes dès le départ. Les liens étroits entre l'IEA et les parties prenantes du secteur national a été très bénéfique dans la mise en place de cette coordination de haut niveau. Grâce à cela, l'équipe des comptes WASH était en mesure de recueillir rapidement des informations et a pu réaliser l'exercice en cinq mois.



Les termes de référence normalisés du champion TrackFin, du point focal Trackfin, et du groupe des parties prenantes nationales, sont disponibles sur le site Web de TrackFin. En outre, une documentation sur TrackFin et les comptes WASH (basée sur les ressources disponibles sur le site Web de TrackFin) devrait être fournie pour être transmise aux membres de haut niveau du gouvernement et aux parties prenantes clés du secteur. Cela permettra de les sensibiliser aux avantages du suivi du financement WASH et à la manière dont les résultats peuvent être utilisés pour l'élaboration de politiques.

## 1.2 Constituer une équipe des comptes WASH forte et soutenue par des institutions

Le rôle du point focal est d'organiser et de coordonner l'équipe des Comptes WASH. Cette équipe recueillera et analysera les données, et préparera tous les résultats. Le point focal rendant compte au champion Trackfin, il serait préférable qu'il s'agisse d'un membre du ministère principalement responsable des services WASH. A défaut, le point focal pourrait être hébergé par un organisme de politique publique ou un institut de recherche reconnu.

L'équipe des comptes WASH devrait idéalement comporter un nombre relativement restreint de personnes mais disposant de compétences variées et complémentaires, notamment des experts en matière technique et de politiques issus du secteur WASH et des représentants du Bureau de statistique national. Ils devront posséder de bonnes capacités d'analyse et de communication. Certains membres de l'équipe des comptes WASH devraient de préférence être des agents de l'État afin de garantir le renforcement des capacités au niveau national et la



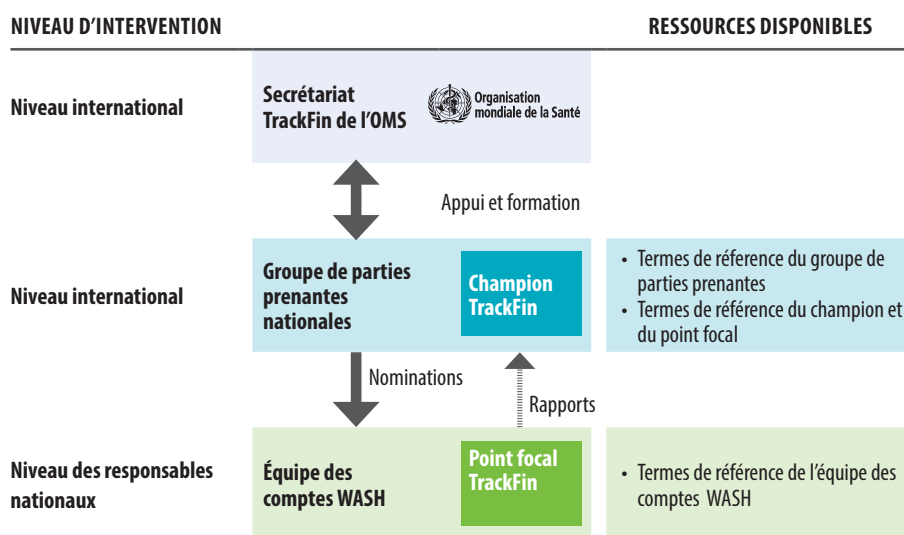
bonne appropriation de l'exercice par le pays. Cette équipe peut soit effectuer le travail elle-même ou obtenir l'appui d'un consultant national, qui ferait alors partie intégrante de l'équipe des comptes WASH. Ce fut le cas lors du projet pilote au Brésil (voir encadré 3 ci-dessous).

S'appuyer sur des consultants externes semble être un moyen efficace de s'assurer que rien ne détourne les employés du secteur public de leurs responsabilités quotidiennes, en particulier parce que la collecte de données devrait idéalement avoir lieu dans un court laps de temps. Cette approche requiert, toutefois, que les consultants gardent un contact étroit avec l'équipe des comptes WASH afin de minimiser le risque que les compétences et l'expertise mises en œuvre dans le processus ne bénéficient qu'aux consultants et ne soient pas institutionnalisées en vue de profiter au pays.

La mission de l'équipe des comptes WASH doit lui être présentée par le point focal, et si nécessaire par le Secrétariat TrackFin, qui peut aussi être contacté pour assurer un contrôle continu de la qualité et pour fournir une assistance en matière de mise en œuvre de la méthodologie.

La figure 2 ci-dessous résume les dispositions organisationnelles nécessaires pour l'établissement des comptes WASH et les termes de référence requis à chaque niveau d'intervention.

**Figure 2. Dispositions organisationnelles nécessaires à l'établissement des comptes WASH dans le cadre de l'initiative TrackFin**



**Encadré 3. Exemples de dispositions organisationnelles provenant des exercices pilotes TrackFin**



Au Brésil, le champion TrackFin était le directeur de la coordination institutionnelle du Ministère de la ville, ministère qui est le principal responsable des services d'eau et d'assainissement. Celui-ci a nommé comme point focal le responsable du système national d'information sur l'assainissement (SNIS), hébergé par le Secrétariat national à l'environnement au sein du Ministère de la ville. L'équipe des comptes WASH était composée d'un consultant local et d'un membre du personnel du Secrétariat national à l'environnement.



Au Ghana, le champion TrackFin était le Directeur de l'Eau du Ministère des ressources en eau, des travaux publics et du logement. Celui-ci a nommé comme point focal un fonctionnaire du Ministère de l'Eau. L'équipe des comptes WASH était dirigée par le consultant local, et a reçu l'appui du point focal.



Au Maroc, le champion TrackFin était le directeur de l'Institut international de l'eau et de l'assainissement (ONEE-IEA), un institut de recherche et de formation qui a son siège à l'ONEE, principal prestataire des services d'eau et d'assainissement. Le directeur a nommé comme point focal son directeur de recherche et développement. L'équipe des comptes WASH comprenait un consultant local, et a reçu le soutien d'un comité technique composé de responsables de l'IEA, du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Intérieur, du Haut-Commissariat au Plan, du Ministère des Finances, du Ministère des Affaires générales et de la Gouvernance, et de l'établissement public (ONEE). Le comité technique, qui était spécifique au Maroc, était le bras exécutif du Comité de pilotage (voir ci-dessus encadré 2 – Pilotage de TrackFin au Maroc : rôle du comité de pilotage).



Les termes de référence normalisés, recommandés pour l'équipe des comptes WASH sont disponibles sur le site Web de TrackFin.

### 1.3 Définir la portée et les principales questions de politiques des comptes WASH

Pour veiller à ce que les résultats servent d'éléments de preuve à la prise de décision, les comptes WASH doivent être en mesure de répondre aux questions de politiques définies par les décideurs. Le point focal de l'exercice devrait commencer soit par recueillir des points de vue de manière indépendante, ou si possible, par organiser un atelier afin d'obtenir des retours d'informations sur les questions énoncées ci-dessous. Cela aidera à définir l'exercice, et fournira une base pour la rédaction de termes de références mieux ciblés pour l'équipe des comptes WASH (voir étape 1.4 pour plus de précisions).

Au minimum, les comptes WASH devraient s'attacher à répondre aux questions suivantes :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?
- Qui paie pour les services WASH et dans quelle proportion ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH et dans quelle proportion ?

Les pays devraient s'efforcer d'élaborer tous les tableaux et indicateurs relatifs aux comptes WASH, requis pour répondre à ces quatre questions fondamentales. Au-delà des priorités au niveau national, cela sera également utile à des fins d'analyse comparative internationale. Les façons d'utiliser les informations sont résumées dans l'encadré 4 ci-dessous et traitées plus en détail, avec des exemples pertinents, dans la note d'orientation ci-jointe. Les indicateurs nécessaires pour répondre à ces questions sont mentionnés à l'Étape 3.

#### **Encadré 4. De quelle manière les données des Comptes WASH peuvent-elles être utilisées pour une élaboration de politiques basée sur des éléments probants ?**

Les comptes WASH peuvent apporter une contribution significative à l'élaboration de politiques basée sur des éléments probants. Ils peuvent aider à l'identification des besoins et des priorités en matière de financement, à l'élaboration d'une stratégie WASH et à la planification des dépenses au niveau national en fonction des priorités convenues. Le suivi régulier des dépenses réelles consacrées aux services WASH au fil du temps peut aider à mesurer l'efficacité de ces politiques et garantir une affectation des fonds fondée sur des éléments probants.

- **Les données portant sur les dépenses totales du secteur** permettent le suivi des tendances de financement au fil du temps, et l'analyse comparative du financement du secteur WASH par rapport à d'autres pays ou secteurs. Les informations sur la variation des dépenses WASH au fil du temps, et leur comparaison par rapport à celles d'autres pays et secteurs, peuvent être utilisées pour sensibiliser aux niveaux de financement requis pour atteindre les objectifs fixés. Dans des étapes ultérieures, les données sur les apports financiers en relation avec les produits et les résultats peuvent être utilisées pour estimer le rapport coût-efficacité du financement du secteur.
- **Les informations sur la manière dont les dépenses du secteur WASH sont réparties** dans les régions, les zones urbaines et rurales, les sous-secteurs, les services, les prestataires de services, et les types de financement peuvent être utilisées de la manière suivante :
  - Pour identifier des inégalités dans la répartition des dépenses au niveau des régions et des groupes de population ;
  - Pour modifier l'allocation des fonds accordée à des sous-secteurs, services, prestataires et programmes ;
  - Pour planifier des politiques et des stratégies WASH nationales ; et
  - Pour surveiller les résultats et l'efficacité des politiques.
- **Les informations sur qui paie pour les services WASH, et combien**, peuvent être utilisées de la manière suivante :
  - Pour définir des stratégies de financement, telles que l'utilisation de subventions ciblées ou la mobilisation de fonds privés, et pour surveiller l'efficacité de ces stratégies dans le temps ;

- Pour coordonner l'aide des bailleurs de fonds et les transferts internationaux ; et
- Pour suivre les engagements et cibles exprimés en termes financiers.

Les données sur les dépenses réelles consacrées au secteur WASH peuvent également être utilisées pour suivre le respect des engagements du gouvernement et des bailleurs de fonds en matière de financement du secteur. Plusieurs gouvernements ont pris des engagements en faveur du secteur WASH au niveau international. Par exemple, dans la déclaration de Thekwini de 2008 les pays africains signataires se sont engagés à créer des allocations budgétaires publiques consacrées aux programmes d'assainissement et d'hygiène. Rassembler des informations sur ce type d'indicateur sur une base cohérente, complète et comparative est fondamental pour le suivi de la mise en œuvre de tels engagements. En outre, les ONG et les fondations font souvent des contributions importantes qui ne sont pas suivies à ce jour, et enregistrer ces flux dans les comptes WASH faciliterait la comparaison avec les dépenses des ménages et de l'État.

- **Les informations sur la manière dont le financement est canalisé, et par le biais de quels acteurs** peuvent fournir des informations essentielles sur qui détient les « cordons de la bourse » et où il faudra exercer d'influence pour parvenir à une nouvelle répartition des dépenses. Par exemple, les autorités locales jouent souvent un rôle important dans la canalisation des fonds au niveau local. La collecte de données sur les dépenses consacrées au secteur WASH de ces administrations peut aider à évaluer les performances des politiques de financement décentralisées.

Les pays sont libres d'identifier d'autres questions de politiques auxquelles ils veulent apporter des réponses, ce qui implique l'identification d'autres indicateurs spécifiques. Définir le niveau approprié de ventilation de données dès le début est essentiel pour que les résultats puissent guider la prise de décision.

Si, par exemple, la répartition des dépenses au niveau régional est un domaine qui requiert une certaine attention, les comptes WASH peuvent être conçus pour analyser la part des dépenses WASH par région ou par groupe de population. Ce type d'information peut être utilisé pour savoir si les inégalités entre groupes de population et régions pourraient être réduites en réaffectant les transferts publics vers les zones les plus vulnérables. La collecte de données et la production de comptes WASH devraient donc se concentrer sur les questions les plus importantes pour le pays et, par là, faire en sorte que l'exercice soit le plus efficace à coût donné.



Des exemples de questions de politiques pouvant être abordées par les comptes WASH sont mentionnés dans la note intitulée « De quelle manière les comptes WASH peuvent-ils appuyer l'élaboration des politiques ? »



**Note méthodologique n° 7 : Tableaux des Comptes WASH et indicateurs associés.** Cette note contient une liste des tableaux et des indicateurs qui peuvent être créés pour répondre à des questions de politiques. Le groupe des parties prenantes nationales et l'équipe des comptes WASH devraient se familiariser avec ces tableaux avant de commencer leur travail.

Les questions de politiques définies seront les éléments qui détermineront la portée de l'exercice des comptes WASH, et le niveau de détail requis pour des éléments d'analyse spécifiques. Il est donc essentiel de se mettre d'accord sur ces questions avant de définir un plan de collecte de données. À cette fin, le point focal national Trackfin devrait organiser une réunion de lancement réunissant les membres du groupe des parties prenantes nationales. Lors de cette réunion, les participants doivent se mettre d'accord sur une liste de questions de politiques prioritaires et sur le niveau de détail requis pour l'analyse. Par exemple, serait-il suffisant de recueillir des informations sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, séparément, ou une ventilation plus détaillée des dépenses par type de service d'assainissement est-elle nécessaire ?

L'équipe des comptes WASH devrait également définir le calendrier de l'exercice. En ce qui concerne les données de flux financiers, il serait préférable de recueillir des données sur une période d'au moins deux à trois exercices financiers complets, plutôt que sur une seule année. Pour assurer la plus grande validité des décisions politiques ultérieures, les données les plus récentes devraient être utilisées.

Enfin, afin d'éviter les chevauchements, le groupe des parties prenantes nationales devrait identifier d'autres initiatives connexes pour lesquelles une collaboration devrait être encouragée. Certains pays, par exemple, seraient peut-être en passe d'élaborer des Comptes de l'eau basés sur la méthodologie SCEE-Eau (voir encadré 5 ci-dessous). Si tel est le cas, les deux initiatives devraient chercher à harmoniser les méthodologies dans la mesure du possible, et collaborer à la collecte de données.

## Encadré 5. Le système de comptabilité économique et environnementale de l'eau (SCEE-Eau)

Le système de comptabilité économique et environnementale de l'eau (SCEE-Eau) élaboré par la Division de statistique de l'ONU (Division de statistique des Nations Unies, 2012) offre un cadre conceptuel destiné à organiser l'information hydrologique et économique d'une manière cohérente et uniforme, parvenant ainsi vaincre la tendance consistant à séparer les questions en fonction des diverses disciplines. Le SCEE-Eau est un outil potentiellement important pour les décideurs, car il leur fournit des indicateurs permettant de suivre l'interaction entre l'environnement et l'économie, une base de données pour guider la prise de décision concernant les pistes de développement durable, et des instruments politiques appropriés pour la mise en œuvre.

Le SCEE-Eau est basé sur le système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) 2003 et a été approfondi pour tenir compte du système de comptabilité nationale (SCN) 2008. En 2007, le cadre SCEE-Eau a été adopté comme norme internationale par la Commission de statistique des Nations Unies, et les pays ont été encouragés à le mettre en œuvre. En 2010, les recommandations internationales sur les statistiques de l'eau (Division de statistique des Nations Unies, 2012) ont été adoptées pour aider les pays dans la mise en œuvre du SCEE-Eau.

Pour en faciliter l'application, le SCEE-Eau a été divisé en quatre domaines d'application, présentés dans la figure 3 ci-dessous. Les comptes WASH sont liés au premier quadrant, « Amélioration des services d'eau potable et d'assainissement ».

Figure 3. Comptes WASH en relation avec les Comptes SCEE-Eau



Le cadre SCEE-Eau comprend cinq catégories de comptes :

- Catégorie 1 : tableaux des entrées et des sorties physiques décrivant le volume des eaux utilisées depuis et rejetées dans l'environnement par l'économie ;
- Catégorie 2 : comptes d'émissions décrivant la quantité de polluants ajoutés à l'eau du fait de la production et de la consommation ;
- Catégorie 3 : comptes hybrides et économiques liant les comptes physiques aux informations monétaires des comptes nationaux, ventilées pour l'eau et l'assainissement ;
- Catégorie 4 : comptes d'actifs liés aux ressources en eau ; et
- Catégorie 5 : comptes de qualité décrivant la qualité de l'eau et les changements au niveau de la qualité ; ces comptes sont encore au stade expérimental.

Parmi ces catégories, la troisième (comptes hybrides et économiques) est particulièrement pertinente pour le suivi des flux financiers nationaux pour les services d'eau et d'assainissement car elle met en parallèle des informations physiques et des informations monétaires portant sur la fourniture et l'usage de l'eau. Dénommés «hybrides» car ils combinent différents types d'unités de mesure, ces comptes comparent des quantités physiques avec les flux économiques correspondants. Ils comprennent des informations sur les différents coûts associés à la fourniture et l'usage de l'eau, tels que les prélèvements d'eau, la purification, la distribution et le traitement des eaux usées. Ils fournissent également des informations sur le financement – par exemple, la somme que paient les usagers pour les services de traitement des eaux usées, et dans quelle proportion ces services sont subventionnés par le gouvernement ou d'autres entités. Ce type d'information peut aider à la prise de décision relative aux politiques de recouvrement des coûts et de répartition de l'eau, et peut être utilisé dans des modèles économiques pour évaluer les coûts et les bénéfices potentiels de la création de nouvelles infrastructures.

Les comptes hybrides et économiques peuvent fournir des données sur :

- Les coûts liés à la fourniture de l'eau et à son usage
- Les revenus générés par la production des services
- L'investissement dans les infrastructures liées à l'eau et les coûts de maintenance qui y sont associées
- Les paiements par les usagers pour des services liés à l'eau, ainsi que les subventions reçues.

À ce jour, plus de 50 pays ont exprimé leur intérêt dans la compilation de la comptabilité économique et environnementale nationale de l'eau en suivant le cadre SCEE-Eau. Il s'agit principalement de pays développés (pays de l'Union européenne et Australie) ; certains pays en développement commencent également à adopter le cadre, notamment l'Algérie, la Bolivie, le Botswana, le Brésil, la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Mauritanie, Maurice, le Mexique, le Maroc, la Namibie, le Panama, l'Afrique du Sud, la Tunisie, la Cisjordanie et la bande de Gaza, et le Zimbabwe. Au niveau national, le SCEE-Eau est mis en œuvre par étapes. Seul un petit nombre de pays ont été en mesure de mettre en place un ensemble complet de Comptes de l'eau comprenant à la fois des données physiques et monétaires. La Division de statistique des Nations Unies encourage les pays à utiliser ce système de comptes en organisant des ateliers régionaux et des activités de renforcement des capacités. D'autres institutions, comme la Banque mondiale, apportent un soutien financier, notamment par le biais du partenariat WAVES.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> WAVES: Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services. Link: <http://www.wavespartnership.org/en>

L'initiative TrackFin suit actuellement le financement lié spécifiquement à des services d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'hygiène plutôt qu'à l'ensemble du secteur de l'eau. Les comptes WASH peuvent donc être considérés comme un sous-ensemble des Comptes de l'eau basés sur le SCEE-Eau. Sachant que les Comptes de l'eau peuvent se révéler quelque peu complexes à utiliser pour les professionnels du secteur de l'eau, il serait souhaitable d'identifier le stade de développement atteint par les Comptes de l'eau, et si une terminologie commune peut être établie. Les Comptes de l'eau, par exemple, utilisent des termes de comptabilité publique provenant du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN).

Dans les pays où TrackFin a été mis à l'essai, cependant, la création de Comptes SCEE-Eau en était encore à un stade relativement précoce d'élaboration. Au Brésil, les Comptes de l'eau sont en cours de préparation, mais l'accent a été porté jusqu'ici sur le suivi des flux hydrologiques ; le suivi des flux financiers n'est pas prévu avant plusieurs années. La coordination entre les deux initiatives a été recherchée, mais les possibilités d'échange d'informations ont été limitées en raison des différences de calendrier.

## 1.4 Identifier les besoins en matière de données et définir un plan de travail

Suite à l'identification des besoins en termes de politiques, le point focal devrait établir des termes de référence pour production de Comptes WASH, adaptés en conséquence et prenant en compte le contexte du pays, les connaissances actuelles sur la disponibilité des données, et les questions identifiées en matière de politiques. L'équipe des comptes WASH devrait ensuite effectuer des travaux préliminaires pour réunir les informations disponibles, identifier les lacunes en termes de données et les questions essentielles en relation avec le contexte spécifique du pays. Les membres de l'équipe identifieront aussi les stratégies de collecte de données et les méthodes d'estimation disponibles pour combler les lacunes et les faiblesses existantes, et les présenter lors d'un atelier national auquel prendront part tous les membres du groupe des parties prenantes nationales, et, dans la mesure du possible, un éventail plus large d'acteurs concernés.

### 1.4.1 Identifier les données disponibles et définir un plan de collecte des données

Avant de lancer la phase de démarrage, l'équipe a besoin de se familiariser avec la méthodologie. L'étape 2 en particulier, et les notes méthodologiques correspondantes, présentent le type de données requises et les sources de données potentielles.

Pour réduire les coûts de l'exercice, les pays devraient commencer par identifier les données pertinentes déjà disponibles dans des rapports et des systèmes d'information existants. Des exemples de documentation potentielle sont donnés dans l'encadré 6 ci-dessous. Si les données ne sont pas disponibles, l'équipe doit identifier une stratégie de collecte ou d'estimation des données manquantes.

La disponibilité des données risque de constituer une contrainte majeure. L'équipe des comptes WASH devrait donc viser d'abord d'être d'une précision optimale en tenant compte de cette contrainte. Dans certains cas, il pourrait être nécessaire de recueillir des données primaires, en particulier pour les coûts de certains services tels que les prestataires informels, ou certains flux financiers tels que l'investissement des ménages en matière d'assainissement individuel. Il est peu probable que de telles informations aient été recueillies systématiquement. Lorsque de nouvelles enquêtes ne sont pas possibles, ou sont trop coûteuses, la formulation d'hypothèses pour obtenir de premières estimations seront nécessaires, même si ces hypothèses sont approximatives.

L'étape 2 du présent document d'orientation propose des moyens de progresser sur des questions de données spécifiques. La collecte de nouvelles données ayant des implications budgétaires, celles-ci devraient être prises en compte dès le départ. Il est également important de tenir compte des avantages et inconvénients des différentes méthodes de collecte de données.

## Encadré 6. Exemples d'informations existantes

- Enquêtes auprès des ménages, par exemple les enquêtes à indicateurs multiples de l'UNICEF
- Données du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'alimentation en eau et de l'assainissement (JMP)
- Rapports et résultats des enquêtes GLAAS
- Informations sur le secteur de l'eau provenant des Bureaux de statistique nationaux
- Etats des lieux par pays du programme eau et assainissement (WSP) de la Banque mondiale (Afrique subsaharienne uniquement)
- Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et les dépenses prévues relatives à la réduction de la pauvreté
- Cadres de dépenses à moyen terme
- Plans et politiques du secteur au niveau national
- Budgets nationaux
- Budgets des autorités locales (pour les secteurs WASH décentralisés, pour un échantillon de localités)
- Comptes financiers des opérateurs
- Rapports de financement du secteur rédigés par l'autorité de régulation du secteur (si ces rapports existent)
- Système de Notification des Pays Créanciers de l'OCDE et données provenant de la base de données du Comité d'Aide au Développement (CAD)
- Documentation provenant du groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et du groupe de travail sur les processus nationaux du partenariat « Assainissement et Eau pour tous »
- Données provenant de la base de données IBNET sur les performances des opérateurs de services d'alimentation en eau et d'assainissement
- Fiches pays de l'ONU-Eau
- Examens des dépenses publiques (EDP) de la Banque mondiale
- Études pertinentes des commissions économiques des Nations Unies
- Études du Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique (AICD)
- Rapports du secteur WASH
- Documentation spécifique de certains projets
- Rapports sur les processus de décentralisation
- Rapports d'analyse comparative provenant d'associations d'opérateurs de services publics, de gouvernements (par exemple Brésil ou Inde) ou des régulateurs (par exemple, Kenya ou Mozambique)

Dans les pays où une analyse du système de financement WASH a déjà eu lieu, les profils par pays et les rapports sur les différentes composantes du système peuvent indiquer d'autres sources de données. L'équipe des Comptes WASH doit interroger des personnes à responsabilité dans des organismes de parties prenantes pour connaître l'étendue de la disponibilité des données au sein de ces organisations. En ce qui concerne les opérateurs privés et les organisations à but non lucratif, il sera important de rechercher des organisations chapeau telles que des ONG ou des associations professionnelles, car elles peuvent disposer d'informations consolidées sur leurs activités. Il serait également bon de contacter les organisations internationales car elles pourraient avoir des bases de données qui viendraient compléter ou approfondir les sources nationales, en particulier en ce qui concerne l'aide internationale.

### Défi potentiel : harmonisation avec les systèmes des Bureaux de statistique nationaux (BSN)

Lors de l'identification des sources de données, l'équipe des comptes WASH devrait évaluer dans quelle mesure les BSN recueillent déjà des données financières concernant le secteur WASH à un niveau de détail permettant de tirer des conclusions quant à la définition des politiques. Il serait préférable de s'aligner avec le système de classification du BSN pour faciliter l'intégration ultérieurement, mais cela n'est peut-être pas toujours possible.



- Si les BSN collectent des données sur le secteur WASH, il est important de travailler avec eux pour déterminer la manière dont ces données peuvent être extraites et utilisées par les acteurs du secteur. Cela permettra d'être sûr que l'exercice de collecte de données est intégré dans les systèmes nationaux et peut être répété à moindre coût. Un domaine clé de coordination sera de déterminer comment les BSN et les intervenants du secteur peuvent travailler ensemble sur les besoins en matière de politiques WASH pour produire des données au niveau de ventilation le plus approprié. Les parties prenantes du secteur WASH peuvent également en apprendre beaucoup des BSN sur les méthodes de collecte de données.
- Si les données statistiques WASH ne sont pas suffisamment détaillées, soit parce que les BSN sont peu performants ou qu'ils ne recueillent pas de données d'un ensemble exhaustif de prestataires de services WASH, il sera nécessaire d'engager un processus de collecte de données au niveau du secteur.



## 1.4.2 Établir un budget détaillé et un plan de travail

Une fois que toutes les informations disponibles ont été cartographiées, l'équipe des comptes WASH devrait préparer un rapport initial. Celui-ci contiendra un plan de travail et un budget détaillé pour l'établissement des Comptes WASH. Des recommandations sur le contenu de ce rapport sont données dans l'encadré 7 ci-dessous.

### Encadré 7. Points essentiels à mentionner dans le rapport initial

Le rapport initial devrait contenir les informations suivantes :

- Aperçu des dispositions institutionnelles établies pour gérer TrackFin dans le pays
- Résumé des principaux résultats de l'examen de la documentation disponible sur le financement du secteur WASH
- Résumé des discussions tenues lors des réunions de démarrage et de la réunion de lancement du groupe des parties prenantes nationales, notamment:
  - Définition de la portée de l'exercice en termes de durée (nombre d'années consacrées à la collecte des données) et de la zone géographique ;
  - Identification des principales questions en matière de politiques soulevées par le groupe des parties prenantes nationales
- Un plan de travail détaillé et le budget correspondant.

Les annexes devraient inclure le compte-rendu de la réunion de lancement, la liste des membres composant le groupe des parties prenantes nationales et celle de l'équipe des compte WASH avec leurs termes de référence, ainsi que la liste des parties prenantes du secteur au sens large avec leurs coordonnées.

Le rapport initial devrait être approuvé par le groupe des parties prenantes nationales ou par le champion TrackFin. Les travaux devraient débuter avec des attentes raisonnables en ce qui concerne le détail et la complexité des informations produites, et avec l'intention d'y apporter des améliorations au fil du temps. L'équipe des comptes WASH et le groupe des parties prenantes nationales devraient convenir d'un budget réaliste, en tenant compte des défis potentiels indiqués ci-dessous.

#### Défi potentiel : définition d'un budget et d'un plan de travail pour les comptes WASH



- Les comptes WASH devraient idéalement couvrir l'ensemble du pays, mais pourraient inclure des informations détaillées sur des régions spécifiques uniquement, les données concernant d'autres régions étant basées sur l'extrapolation. En cas de différences importantes entre zones géographiques, les régions devraient être classées par types et les données devraient être obtenues à partir d'au moins une région pour chaque type, afin de fournir une base adéquate permettant une extrapolation représentative.
- Si le fait de répondre à une question essentielle de politique nécessite la ventilation des données par région, l'équipe devrait vérifier les limites géographiques des différentes sources de données. Certaines organisations peuvent regrouper des données en fonction des bassins hydrographiques, d'autres en fonction des frontières municipales. Le rapprochement de données provenant de frontières géographiques différentes demanderait beaucoup de travail – probablement le recours à des estimations et à un recouplement des données.
- Selon la manière dont le secteur WASH est organisé, il est possible que la collecte de données soit menée séparément dans chaque sous-secteur. Dans un pays en développement, la fourniture des services et les méthodes de financement sont en général différentes pour l'eau en milieu urbain, l'assainissement urbain, l'eau en milieu rural et l'assainissement en milieu rural. Ainsi chacun des quatre sous-secteurs devrait être considéré séparément, et il serait donc probablement nécessaire de répéter l'analyse pour chacun d'eux, même si les outils et les approches méthodologiques restent les mêmes.

#### Défi potentiel : passer des contrats de consultant(s) pour appuyer l'équipe des Comptes WASH



Le moment où il serait bon d'avoir recours à un service de conseil peut être difficile à déterminer et peut varier selon les pays. La portée et le budget détaillés pour l'exercice TrackFin – et donc le budget pour l'assistance fournie par un consultant – ne seront connus qu'une fois la phase de démarrage terminée (après l'étape 1.4). Idéalement, le consultant devrait être impliqué dès le départ. Une solution potentielle serait de préparer un contrat flexible, convenant d'un taux de rémunération et d'un nombre de jours de travail. Le contrat peut alors être modifié et affiné à la fin de la phase de démarrage pour prendre en compte toute modification de sa portée.

## 2 Étape 2 – Collecte des données

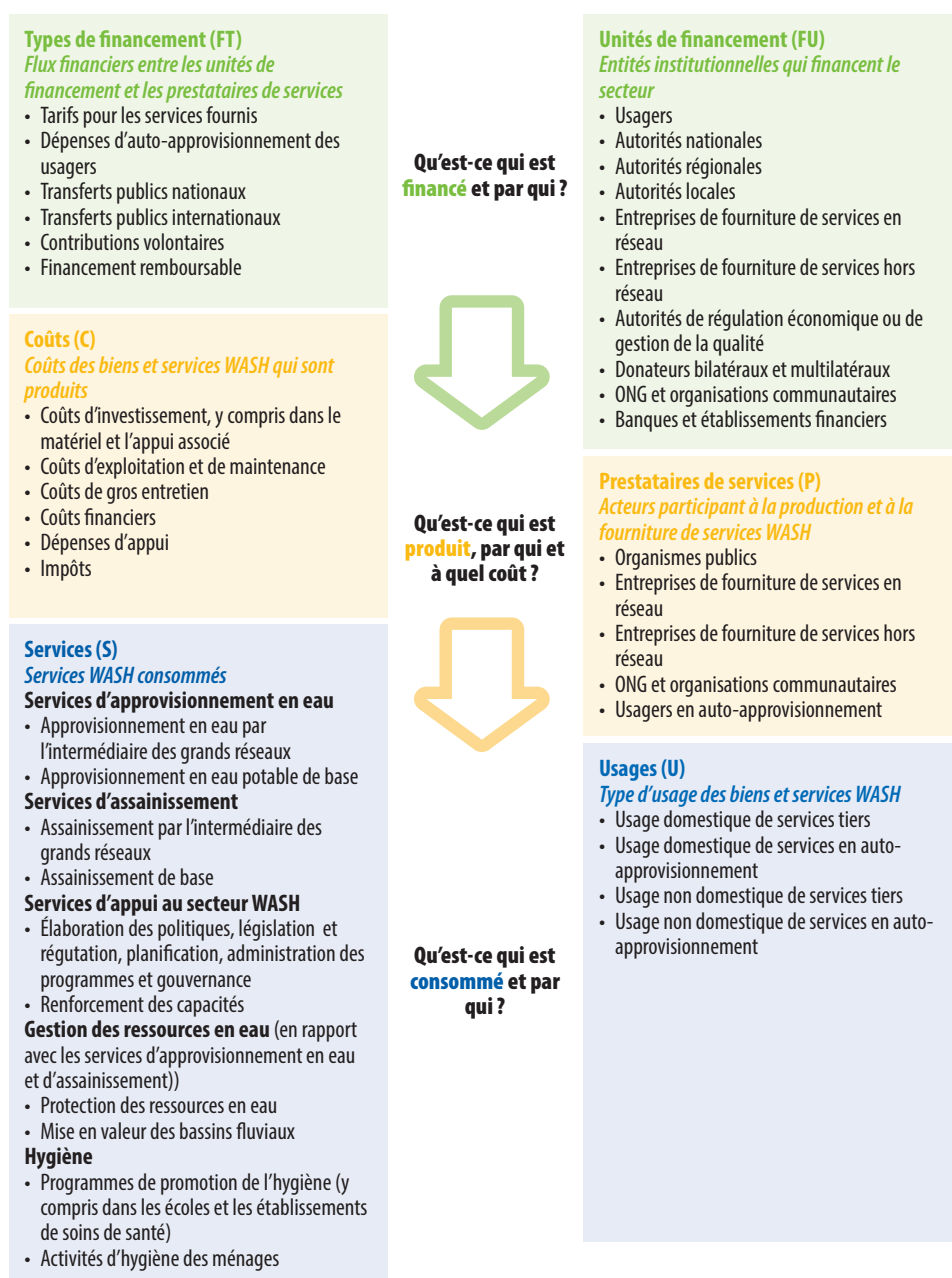
Cette section définit plus en détail le cadre d'élaboration des comptes WASH. Son objectif est de servir de guide pratique pour l'identification, la collecte et le classement des données financières.

Pour définir le plan de collecte des données, l'équipe des comptes WASH doit être en mesure de répondre à trois questions principales :

- Quels services WASH sont consommés et par qui ?
- De quelle manière ces services sont-ils fournis et par qui ?
- Combien coûtent ces services et comment sont-ils financés ?

La Figure 4 ci-dessous repose sur une figure élaborée par le Système de Comptes de la santé. Elle présente les principales « dimensions » à examiner pour le suivi du financement du secteur WASH au niveau national. Ces dimensions sont les principales classifications utilisées pour créer des comptes WASH.

**Figure 4. Cartographie des flux financiers en fonction des types de consommation, de production et de financement**





En utilisant ce cadre, les sections suivantes fournissent de plus amples détails sur la collecte des données pour les comptes WASH. Elles fournissent des orientations sur des sujets comme :

- Étape 2.1: Définition des limites du secteur WASH : quels services le composent
- Étape 2.2: Cartographie des dispositions et des flux financiers liés à la fourniture des services
- Étape 2.3: Collecte des données sur les flux financiers et les stocks des actifs immobilisés

## 2.1 Définir les limites du secteur WASH en termes de services

L'équipe des comptes WASH devrait commencer par définir les limites du secteur WASH en fonction d'une liste des services potentiels à faire figurer dans les Comptes WASH. Pour y parvenir, les tâches mentionnées ci-dessous doivent être menées à bien.

### Étape 2.1 – Tâches à exécuter

- Se familiariser avec la classification des services WASH proposée dans le document d'orientation et comprendre la raison de cette classification ;
- Identifier les classifications et catégories des services WASH utilisées dans les systèmes d'information du pays, et le type d'activités qu'elles recouvrent ;
- Analyser les similitudes et les différences avec la classification proposée dans le document d'orientation (voir Tableau 1 et Tableau 6 – Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement ci-dessous) pour établir si les mêmes catégories peuvent être utilisées, et si des données sont collectées sur cette base ;
- Identifier les services WASH pour lesquels les dépenses seront consignées dans les comptes WASH ;
- Indiquer clairement les activités incluses ou exclues pour chaque catégorie de services WASH ; et
- Recueillir, si possible, des données selon ces catégories, ou basées sur des catégories agrégées (par exemple, les services d'alimentation en eau potable, les services d'assainissement, les services de construction, les services d'appui).

### 2.1.1 Justification

L'adoption et l'utilisation d'une classification commune de produits, services et activités relatifs au secteur WASH est essentielle. La définition du secteur WASH varie souvent d'un pays à l'autre, aussi il est très important de clarifier les éléments à inclure ou à exclure dans le pays concerné.<sup>1</sup>

Définir les limites du secteur WASH est essentiel pour un certain nombre de raisons :

- Pour identifier la liste des produits et services pour lesquels les coûts et les types de financement seront suivis par le biais des comptes WASH. Ces produits et services peuvent être produits conjointement avec d'autres services liés à l'eau. Par exemple, certaines sociétés de distribution d'eau peuvent aussi être impliquées dans la gestion des ressources en eau en amont, ou dans la gestion de projets d'irrigation pour l'agriculture. D'autres services peuvent être considérés comme allant de pair avec la fourniture de services WASH, comme la gestion des déchets solides, alors que d'autres pays n'incluent généralement pas cette activité dans leur définition des services d'assainissement. De nombreux pays ont également des difficultés à définir le terme « hygiène », et la plupart n'assurent pas de manière complète le suivi des services WASH qui s'y rapportent.
- Pour veiller à la cohérence des données dans différents pays. La liste standard proposée dans le présent document peut aider les pays à identifier des services qui devraient être inclus, par exemple, la gestion des boues fécales en aval, et d'autres qui devraient être exclus – comme la construction de barrages principalement pour la production hydroélectrique. Si les services qu'ils sont amenés à inclure ne font pas partie de cette liste standard, parce que les données sont suivies conjointement avec d'autres services WASH dans leurs systèmes nationaux, ceux-ci devraient être clairement identifiés afin de saisir la raison des différences entre différents pays.
- Pour définir des catégories de services au sein du secteur WASH pour lesquels le financement devrait être suivi séparément. Cela est nécessaire afin de déterminer si le financement est alloué aux produits ou services les plus appropriés. Dans la première série de comptes WASH, il ne sera peut-être possible de ventiler les

<sup>1</sup> L'initiative TrackFin se concentre actuellement à suivre le financement relatif aux services liés à l'alimentation en eau, l'assainissement et l'hygiène plutôt qu'à celui du secteur de l'eau dans son ensemble. La liste normalisée des services fournis ici porte essentiellement sur ces services. La liste pourrait être étendue ultérieurement, au cas où l'initiative porterait sur une base plus large.

flux financiers que pour un nombre limité de services. A tout le moins, cependant, la ventilation entre services liés à l'eau et ceux liés à l'assainissement devrait apparaître. L'objectif méthodologique à long terme est de déterminer le financement alloué à différentes catégories de services, y compris l'hygiène, afin d'obtenir une analyse plus détaillée et plus approfondie.

### Apprendre du secteur de la santé

Le système de Comptes de la santé (OCDE, 2011) définit les limites des activités de soins de santé dans une perspective internationale, basées sur les fonctions des soins de santé. Les dépenses de santé sont inscrites dans des Comptes de la santé en fonction des quatre éléments suivants :

- a) une transaction
- b) qui est liée à la consommation d'une personne physique
- c) dont le but premier est la santé. Le but de la dépense détermine les fonctions des soins de santé. Par définition, il s'agit du « type de besoin que la transaction vise à satisfaire ou le type d'objectif recherché »
- d) qui implique la dispense d'un savoir qualifié en matière de santé, directement ou par le biais d'une supervision.

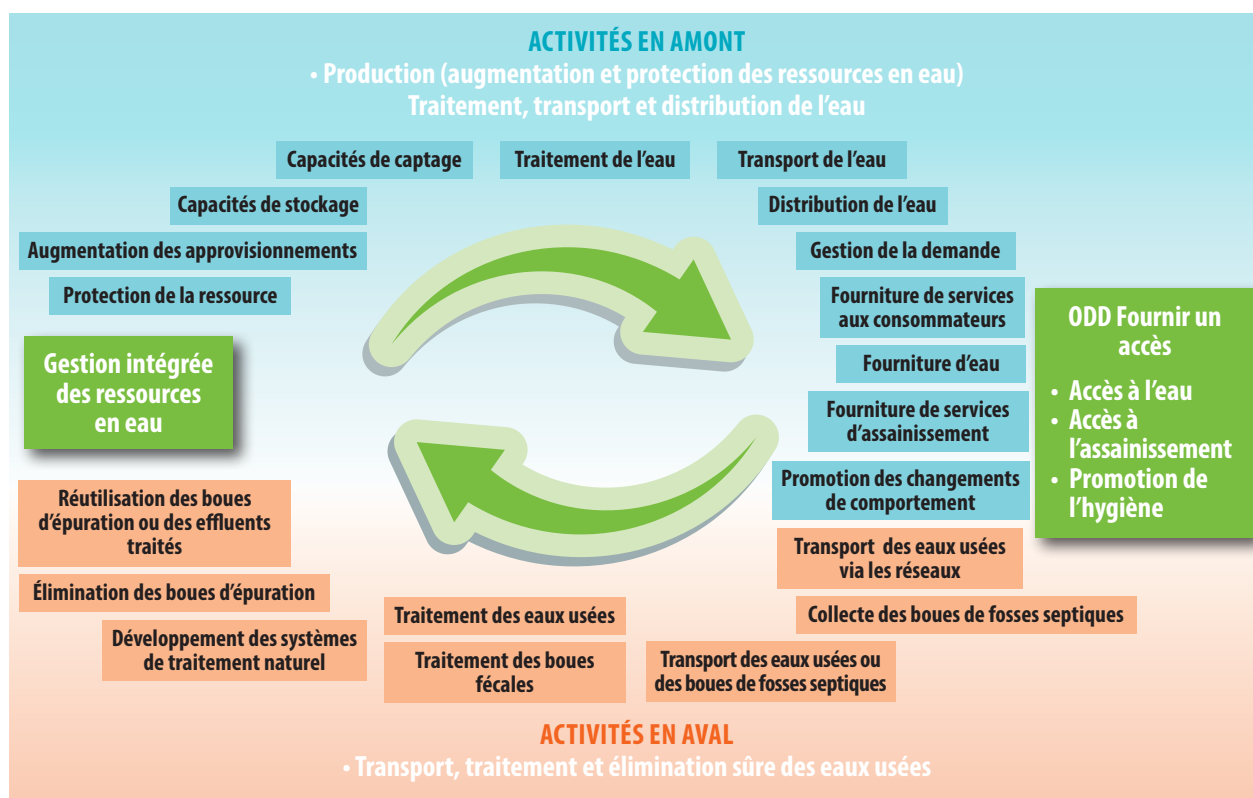


Les activités qui sont comprises dans le cadre des Comptes de la santé sont celles qui visent à « améliorer, maintenir et empêcher la détérioration de l'état de santé des personnes et à atténuer les conséquences d'une mauvaise santé par la dispense d'un savoir qualifié en matière de santé ». Sur la base de ces critères, les activités en matière de santé sont classées dans sept catégories principales de fonctions de soins de santé, qui sont elles-mêmes subdivisées en 36 catégories. Les sept catégories principales sont : la promotion de la santé et la prévention ; le diagnostic, le traitement, la guérison et le rétablissement après une maladie ; les soins réservés aux personnes souffrant d'une maladie chronique ; les soins réservés aux personnes souffrant d'une déficience ou d'un handicap ; les soins palliatifs ; la mise en place de programmes de santé communautaires, et la gouvernance et la gestion du système de santé. Les pays choisissent ce qu'ils peuvent classer en fonction de la nature de leurs systèmes statistiques nationaux en matière de santé, les données disponibles, et leur capacité à relier un cadre comptable à leur classification.

### 2.1.2 Classification TrackFin des services WASH

Défini sommairement, le secteur WASH fait référence à la fourniture de services liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Cependant, assurer un accès à l'eau et à l'assainissement ne constitue qu'une partie des services nécessaires à la gestion durable du cycle de l'eau et de l'assainissement tout en répondant aux besoins de tous les usagers. La Figure 5 ci-dessous indique les services WASH requis, au-delà d'un simple accès, afin de garantir la durabilité. Cette approche apparaît dans les objectifs de développement durable (ODD), qui appellent

**Figure 5. Chaîne de valeur des services WASH dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD)**



Source : d'après « Bénéfices liés aux investissements dans l'eau et l'assainissement – Perspectives de l'OCDE » (OCDE, 2011), p.32.

à suivre un ensemble plus large de services WASH, à la fois en amont et en aval. La disponibilité de ces services dépend du niveau de développement du secteur de l'eau dans un pays donné. Dans la plupart des pays en développement, cette disponibilité est peu probable. Là où la fourniture d'un accès est une priorité, par exemple, les services de collecte et de traitement des eaux usées sont souvent très limités, mais devraient devenir plus courants grâce à la mise en œuvre des ODD.

Pour appuyer cette approche plus large et garantir un fonctionnement adéquat de l'ensemble du secteur WASH, d'autres fonctions comme celles en rapport avec la planification, la gestion et la coordination devront être mises en place au niveau des ministères (ou au niveau régional, dans le cas des systèmes fédéraux).

La classification TrackFin des biens et services WASH présentée dans le tableau 1 ci-dessous couvre les services requis pour la fourniture durable de l'eau et de l'assainissement. Le tableau indique les principales catégories de service, les activités incluses dans ces services, et à des fins de consultation, la classification CITI du Système de Comptabilité Nationale. Son intérêt est de clarifier les limites du secteur WASH au niveau national et d'identifier les activités à inclure ou exclure lors de l'élaboration des comptes WASH.

**Tableau 1. Classification TrackFin des biens et services WASH**

Code	Catégorie	Activités incluses	Incluses dans
S1	Services d'alimentation en eau	Alimentation en eau par le biais de systèmes de réseau à grande échelle	CITI 36
		Alimentation basique en eau potable	
S2	Services d'assainissement <sup>1</sup>	Assainissement par le biais de systèmes de réseau à grande échelle	CITI 37
		Assainissement de base	
S3	Services d'appui au secteur WASH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique et gouvernance dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration des politiques du secteur</li> <li>Législation : définition et application des normes liées à l'eau potable et aux rejets pour les eaux usées municipales</li> <li>Régulation des activités liées à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement, et des prestataires de services</li> <li>Planification du secteur, y compris l'estimation des besoins financiers futurs du secteur</li> <li>Gestion des programmes d'eau et d'assainissement</li> </ul> </li> <li>Renforcement des capacités dans le secteur de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement.</li> </ul>	CITI 8412
S4	Gestion des ressources en eau (en lien avec des services d'eau et d'assainissement)	Protection des ressources en eau	Pas de catégorie existante
		Développement des bassins hydrographiques	
S5	Services d'hygiène	Promotion de l'hygiène	Pas de catégorie existante
		Activités d'hygiène au niveau des ménages	

<sup>1</sup> Bien que les déchets solides ne soient pas une catégorie standard dans les comptes WASH, un pays peut décider d'inclure les déchets solides dans le cadre d'une étude TrackFin à des fins spécifiques. Dans ce cas, les déchets solides ne doivent pas être inclus dans la catégorie S2. Une nouvelle catégorie supplémentaire doit être créée pour les déchets solides.

Un certain nombre de défis potentiels apparaissent quand on cherche à appliquer cette classification.

#### **Défi potentiel : définition des limites du secteur WASH**



- **Les activités de gestion des ressources en eau ne répondent généralement pas à la définition des services WASH.** Certaines de ces activités sont, cependant, mises en œuvre par des prestataires de services d'eau et sont essentiels à la fourniture durable de ces services. Lorsque cela est possible, les activités de gestion des ressources en eau directement liées à la fourniture de services d'eau et d'assainissement devraient être couvertes par les comptes WASH. Les activités de gestion des ressources en eau plus larges, comme la construction de barrages à des fins d'irrigation, devraient en être exclues.
- **Définition des services en matière d'hygiène.** Il n'existe aucune définition de l'hygiène internationalement reconnue, et aucune des classifications internationales existantes ne reconnaît les services d'hygiène liés à l'eau et à l'assainissement comme une catégorie de produits ou de services spécifique. En conséquence, l'hygiène peut avoir une signification très différente selon les pays, ce qui réduit la comparabilité des données. Toutefois, étant donné l'importance de l'hygiène dans les ODD et la nécessité de donner priorité à ces activités, il est essentiel de les définir et d'en assurer le suivi dans une catégorie bien à part.

#### **Note méthodologique N°1: Systèmes de classification des services WASH**



Le **Note méthodologique N°1: Systèmes de classification des services WASH** fournit de plus amples détails sur les classifications internationales existantes (avec une attention particulière portée à la Classification centrale des produits [CCP], la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique [CITI] et la Classification des fonctions des administrations publiques [COFOG]) qui ont servi de base pour élaborer les catégories de services WASH présentées dans le tableau 1 ci-dessus. La présente note explique la manière dont elles fonctionnent et indiquent là où des lacunes doivent être comblées. Des recommandations pour l'élaboration d'une classification plus exhaustive des services WASH, en particulier en ce qui concerne les services en matière d'hygiène, sont aussi proposées.

### 2.1.3 Tâches à entreprendre

L'équipe des comptes WASH devrait identifier les services et activités qui correspondent à la définition du secteur WASH.

Dans la mesure du possible, les données doivent être recueillies sur la base de la classification TrackFin afin de faciliter la comparaison. L'équipe devrait identifier les classifications des services WASH déjà en usage dans le pays, et évaluer dans quelle mesure celles-ci correspondent à la classification TrackFin. L'équipe devrait ensuite définir clairement la manière dont la classification des comptes WASH en a découlé, et dans quelle mesure elle cadre avec la classification TrackFin.

Les pays peuvent aussi éprouver le besoin d'introduire une ventilation plus poussée pour certaines catégories afin de tenir compte de leurs propres besoins en matière de politiques. Par exemple, un pays présentant un important retard dans les investissements dans l'assainissement rural peut choisir d'adopter un niveau de ventilation plus grand pour ces services ; un pays souhaitant effectuer le suivi du financement de différents types de services d'assainissement pourraient créer des sous-catégories à cette fin.

Dans le premier cas, il est peu probable que les pays soient en mesure de fournir des informations financières concernant les sous-catégories pour tous ces services séparément. Les pays devraient tenter d'établir un rapport au moins sur le financement des catégories générales de services telles que l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Dans un premier temps, cependant, même ce niveau de détail peut être difficile, en particulier pour l'hygiène, comme cela est décrit dans l'encadré ci-dessous.

#### **Défi potentiel : suivre les dépenses des activités en matière d'hygiène**



- Le financement des activités d'hygiène est difficile à séparer du financement des services d'eau et d'assainissement, car ces services sont généralement fournis conjointement. Cela est particulièrement problématique lorsqu'il est question de dépenses importantes relatives à des programmes WASH, pour lesquelles des données détaillées sur les dépenses consacrées aux différentes activités sont difficiles à obtenir. Dans ce cas, l'équipe des comptes WASH devrait avoir des entretiens avec les gestionnaires de programmes afin d'estimer le pourcentage des dépenses totales allant aux activités d'hygiène. Les membres de l'équipe devraient également identifier les programmes d'hygiène spécifiques, en particulier ceux dirigés par le Ministère de la Santé.

## 2.2 Cartographier les dispositions liées à la prestation des services et les flux financiers

L'équipe devrait identifier les principaux acteurs du secteur WASH ainsi que les flux financiers qui existent entre eux.

### Étape 2.2 – Tâches à entreprendre

- Se familiariser avec les classifications TrackFin des usages, acteurs et types de financement du secteur WASH et comprendre les raisons de ces classifications ;
- Au niveau national, identifier et classer les usages, acteurs et types de financement du secteur WASH
  - Sur la base des données recueillies à l'étape 1.4, identifier les classifications des usages, acteurs et types de financement du secteur WASH utilisées dans le pays
  - Analyser les similitudes et les différences par rapport aux classifications TrackFin, et relever les zones où la terminologie correspond
  - Définir les classifications qui seront utilisées pour créer les comptes WASH ; et
- Cartographier le financement du secteur WASH en fonction de ces classifications
  - Représenter les acteurs et les types de financement du secteur WASH séparément pour chacun des quatre sous-secteurs en fonction du contexte du pays.

### 2.2.1 Justification

Identifier les principaux acteurs du secteur WASH et les flux financiers circulant entre eux est essentiel pour déterminer les données qui doivent être obtenues et les sources à consulter. Faire une représentation graphique des flux financiers, comme le montre la Figure 6 ci-dessous, peut faciliter ce processus et garantir le bon enregistrement de l'ensemble des acteurs et des flux. Cela permet également de diffuser les résultats.

Tous les pays devraient utiliser de préférence un système de classification identique ou similaire pour les acteurs du secteur WASH et les flux financiers. Cela facilitera la comparaison au niveau international et garantira la cohérence des informations produites. À l'heure actuelle, il n'y a pas de classification type des acteurs du secteur WASH. Les bureaux de statistique et les représentants du secteur WASH de chaque pays utilisent leurs propres classifications, qui varient en fonction de la structure du secteur WASH.

La classification TrackFin des acteurs et des flux financiers du secteur WASH proposée est suffisamment large pour prendre en compte la totalité ou la plupart des organisations du secteur. Elle peut être utilisée comme guide pour classer les usages, acteurs et flux financiers du secteur WASH au niveau des pays, ce qui facilite la production de données comparables. La classification TrackFin concorde avec les classifications existantes utilisées au niveau international, mais comprend des améliorations visant à surmonter certaines faiblesses identifiées.



**Note méthodologique N°2 : Classification des usages, acteurs et types de financement WASH.** La présente note présente les systèmes de classification des usages, acteurs et types de financement du secteur WASH existants internationalement acceptés qui ont servi de références lors de l'élaboration des classifications TrackFin. La classification des usages des services WASH, des prestataires de services et des unités de financement est tirée du SCEE-Eau, alors que la classification des types de financement repose sur le concept de 3T (tarifs, taxes, transferts) de l'OCDE.

### 2.2.2 Classification Trackfin des usages, acteurs et flux financiers du secteur WASH

La classification proposée établit une distinction entre :

- Les usages des services WASH, c'est-à-dire qui consomment les services et comment ;
- Les acteurs du secteur WASH, en faisant une différence entre prestataires de services WASH et unités de financements ;
- Les types de financement, caractérisés par l'origine et la nature des flux financiers.

La classification TrackFin met l'accent sur le suivi des flux financiers par type d'usage plutôt que par catégories d'usagers, principalement parce que quand il s'agit d'informer les politiques, les flux financiers doivent être suivis indépendamment de la façon dont les usagers obtiennent leurs services.

Le tableau 2 ci-dessous présente les grandes lignes de la classification TrackFin. Il englobe toutes les définitions concernant les acteurs du secteur WASH, les sources de financement et les usages des services WASH requis par la méthodologie proposée. Des précisions sont fournies dans le texte qui suit le tableau.

**Tableau 2. Classifications TrackFin pour l'utilisation des services WASH, les acteurs du secteur WASH et les types de financement**

Code	Catégorie	Définition
<b>U : Usages des services WASH</b>		<b>Types d'usage des biens et services WASH</b>
<b>U1</b>	Usage domestique des services fournis	Consommation des ménages par le biais de prestataires de services, payés par un tarif. Comprend l'alimentation en eau pour les ménages raccordés au réseau d'eau et/ou d'égouts, mais aussi l'eau provenant d'une borne publique ou obtenue par d'autres prestataires tels que des camions-citernes.
<b>U2</b>	Usage domestique des services en auto-provisionnement	Consommation des ménages de services d'eau et d'assainissement en auto-provisionnement. Les utilisateurs paient un investissement initial préalable (pour un puits ou une latrine privée) pour l'accès au service, puis couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes.
<b>U3</b>	Usage non domestique des services fournis	Consommation par des usagers de services à usage non domestique par l'achat d'eau et d'assainissement auprès d'un prestataire de service. Cela inclut des usagers institutionnels (organismes gouvernementaux tels que les ministères, les hôpitaux, les écoles), des organisations bénévoles telles que les ONG et les organisations communautaires, les fondations et les usagers industriels et commerciaux. Les prestataires de services sont payés par un tarif. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : U3.1 Usage institutionnel fourni par un prestataire, et U3.2 Usage industriel et commercial fourni par un prestataire.
<b>U4</b>	Usage non domestique des services en auto-provisionnement	Consommation par les usagers de services d'eau et d'assainissement à usage non domestique, en auto-provisionnement. Cela inclut des usagers institutionnels tels que les organismes gouvernementaux (ministères, hôpitaux, écoles), des organismes bénévoles tels que les ONG et les organisations communautaires, les fondations et des utilisateurs industriels et commerciaux. Les usagers font un investissement initial préalable pour l'accès au service et couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : U4.1 Usage institutionnel en auto-provisionnement, et U4.2 Usage industriel et commercial en auto-provisionnement.
<b>P : Prestataires de services WASH</b>		<b>Acteurs impliqués dans la production et la fourniture de services WASH, y compris les institutions gouvernementales qui fournissent un appui</b>
<b>P1</b>	Organismes gouvernementaux	Prestataires publics, y compris les organismes publics tels que les ministères, les hôpitaux ou les écoles, ainsi que les municipalités fournissant le service en régie directe (i.e. celles qui assurent le fonctionnement des services directement plutôt que par une personne morale distincte). Cela comprend les institutions gouvernementales qui fournissent des services d'appui au secteur dans des domaines tels que l'élaboration des politiques, la planification, ou la régulation. Cette catégorie peut être subdivisée en sous-catégories : P1.1 Autorités nationales, P1.2 Autorités régionales, P1.3 Autorités locales.
<b>P2</b>	Sociétés prestataires de services en réseau	Opérateurs qui possèdent et/ou exploitent des installations pour la production et de la distribution de services d'eau et d'assainissement grâce à des systèmes de réseau pour le grand public, ainsi que pour la fourniture en gros. Ces opérateurs peuvent être privés ou publics, mandatés ou indépendants, grands, moyens ou petits en taille, fournissant soit un service public soit un service pour leur propre usage en auto-provisionnement.
<b>P3</b>	Sociétés prestataires de services hors réseau	Sociétés qui fournissent des biens (par exemple de l'eau en bouteille ou en sachet) ou des services WASH à petite échelle le long de la chaîne de valeur grâce à des systèmes hors réseau. Elles emploient généralement une main-d'œuvre peu qualifiée et demandent un investissement initial faible. Elles peuvent prendre différentes formes, allant de la coopérative à l'entreprise privée, et peuvent être formelles ou informelles. Cette catégorie comprend les promoteurs immobiliers impliqués dans la construction d'infrastructures.
<b>P4</b>	ONG et organisations communautaires	Organismes à but non lucratif qui cherchent à compléter des services publics WASH. Ils ont généralement une structure formelle et offrent des services à des usagers au-delà de leurs propres adhérents. Dans la plupart des cas, ils sont enregistrés auprès des autorités nationales. Les organisations communautaires opèrent habituellement au niveau local.
<b>P5</b>	Usagers en auto-provisionnement	Usagers se fournissant eux-mêmes les services. Ceux-ci peuvent être à usage domestique (ménages) ou non domestique (institutionnels, industriels ou commerciaux). Ils paient un investissement initial préalable pour l'accès à un puits, une latrine privée, ou un système privé, puis couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : P5.1 Usagers de services à usage domestique en auto-provisionnement, et P5.2 Usagers de services à usage non domestiques en auto-provisionnement. Les usagers de services à usage non domestiques en auto-provisionnement sont, par exemple, les compagnies minières ou toute autre industrie produisant de l'eau pour sa propre consommation.
<b>FU : Unités de financement</b>		<b>Entités institutionnelles qui fournissent des financements au secteur. Elles mobilisent les financements pour payer les prestataires de services WASH. Elles peuvent allouer des fonds directement aux prestataires de services ou les canaliser par le biais d'autres unités de financement.</b>
<b>FU1</b>	Usagers	Ménages qui se procurent eux-mêmes des services tels qu'un assainissement individuel. Soit ils paient au préalable par le biais d'investissements initiaux (pour un puits ou une latrine privée, par exemple) ou achètent des services auprès de divers prestataires, notamment des camions-citernes. Cette catégorie peut être subdivisée en plusieurs sous-catégories : FU1.1 usagers de services à usage domestique, FU1.2 usagers de services à usage non domestique ; FU1.1.1 usagers de services à usage domestique fournis par des prestataires et FU 1.1.2 usagers de services à usage domestiques en auto-provisionnement.
<b>FU2</b>	Autorités nationales	Pouvoirs publics au niveau de l'administration centrale, notamment les ministères concernés, tels que le Ministère des Finances ou le Ministère de l'Eau, ou des institutions nationales.
<b>FU3</b>	Autorités régionales	Pouvoirs publics opérant au niveau régional.
<b>FU4</b>	Autorités locales	Organismes publics opérant dans une zone géographique plus petite, telle qu'une ville, un village ou un district.



Code	Catégorie	Définition
FU5	Sociétés prestataires de services en réseau	Opérateurs qui possèdent et/ou exploitent des installations pour la production et la distribution de services d'eau et d'assainissement grâce à des systèmes de réseau pour le grand public, ainsi que pour la fourniture en gros. Ces opérateurs peuvent être privés ou publics, mandatés ou indépendants, grands, moyens ou petits en taille, fournissant soit un service public soit un service pour leur propre usage en auto-alimentation.
FU6	Sociétés prestataires de services hors réseau	Sociétés qui fournissent des biens ou des services WASH à petite échelle le long de la chaîne de valeur grâce à des systèmes hors réseau. Elles emploient généralement une main-d'œuvre peu qualifiée et demandent un investissement initial faible. Elles peuvent prendre différentes formes, allant de la coopérative à l'entreprise privée, et peuvent être formelles ou informelles.
FU7	Organismes de régulation économique et de gestion de la qualité	Pouvoir public responsable de la surveillance générale du secteur WASH dans des domaines tels que le contrôle des tarifs, la qualité de l'eau, de la concurrence au sein du secteur.
FU8	Bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux	Gouvernements fournissant une aide publique au développement directement à un pays ou à travers des institutions internationales multilatérales (ONU, Banque mondiale ou banques régionales de développement).
FU9	ONG et organisations communautaires	Organismes à but non lucratif qui cherchent à compléter des services publics WASH. Ils ont généralement une structure formelle et offrent des services à des usagers au-delà de leurs propres adhérents. Dans la plupart des cas, ils sont enregistrés auprès des autorités nationales. Les organisations communautaires opèrent habituellement au niveau local.
FU10	Banques et établissements financiers	Institution financière qui offre des services bancaires, tels que la collecte de dépôts ou l'octroi de crédit et de prêts à des personnes physique et/ou à des petites entreprises et sociétés.
<b>FT : Types de financement</b>		<b>Flux financiers entre les unités de financement et les prestataires de services, caractérisés par leur origine et leur nature</b>
FT1	Tarifs des services fournis	Paiements effectués par les usagers aux prestataires de services pour l'obtention et l'utilisation du service. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : FT1.1 Tarifs des services à usage domestique, FT1.2 Tarifs des services à usage non domestique.
FT2	Dépenses d'auto-alimentation des usagers	Financement fourni par les usagers pour investir dans un service ou fournir le service eux-mêmes. Les usagers qui s'auto-alimentent paient un investissement initial préalable pour avoir accès au service (par exemple un puits, un système de production d'eau privé ou une latrine privée). Ils couvrent ensuite les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes. Cela peut se faire sous la forme d'argent en espèces, de matériel ou de temps, mais seuls les paiements en espèces sont inclus dans les comptes WASH. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : FT2.1 Dépenses d'auto-alimentation des usagers pour des services à usage domestique FT2.2 Dépenses d'auto-alimentation des usagers pour des services à usage non domestique.
FT3	Transferts publics nationaux	Transferts publics aux acteurs WASH de la part des autorités publiques centrales ou locales. Il s'agit souvent de subventions provenant des impôts ou d'autres sources publiques de recettes. Comprend les dons, mais pas les prêts concessionnels qui relèvent de FT6 – Financement remboursable.
FT4	Transferts publics internationaux	Dons provenant de bailleurs de fonds publics extérieurs et d'organismes multilatéraux. Les prêts concessionnels sont exclus et relèvent entièrement de FT6 – Financement remboursable.
FT5	Contributions volontaires	Dons provenant de bailleurs de fonds non gouvernementaux internationaux et nationaux, notamment de fondations caritatives, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations de la société civile et de personnes physiques (envois de fonds). Les prêts concessionnels sont exclus et relèvent entièrement de FT6 – Financement remboursable.
FT6	Financement remboursable	Sources de financement provenant de sources privées ou publiques et qui doivent être remboursées. Il peut s'agir de prêts (y compris les prêts concessionnels et les garanties), de prises de participation, ou d'autres instruments financiers tels que les obligations. Cette catégorie peut être divisée en deux sous-catégories : FT6.1 Financement remboursable concessionnel, et FT6.2 Financement remboursable non concessionnel.

### 2.2.2.1 Classification des usages WASH

Les usages WASH font référence à la manière dont les services sont obtenus et utilisés.

En faisant la distinction entre usages WASH pour des services fournis et usages WASH des services en auto-alimentation, une première distinction concerne la façon dont ces services sont obtenus. Ils peuvent être l'objet d'un auto-alimentation – ce qui signifie que les usagers se procurent leurs propres services – ou obtenus à partir d'un prestataire de services. La classification TrackFin fait référence à ces derniers en utilisant les termes « usages des services fournis ». De nombreux ménages ou usagers professionnels s'auto-fournissent des services d'eau et d'assainissement, en particulier lorsque les services en réseau sont trop chers ou inaccessibles, ou lorsque la qualité des services en réseau est insatisfaisante pour des raisons telles que des heures de service peu fiables ou une qualité insuffisante. Dans de telles circonstances les usagers industriels peuvent construire leur propre alimentation en eau. Au niveau des comptes WASH, il est important de suivre les flux financiers pour ces types d'usages de manière séparée, car l'usage de « services en auto-alimentation » se rapporte généralement à des usagers ayant des caractéristiques socio-économiques différentes de ceux des catégories utilisant des services fournis par des prestataires.

TrackFin recommande le suivi des flux financiers par type d'usage plutôt que par usagers (i.e les consommateurs de biens et services WASH). Cela parce que les flux financiers doivent être suivis indépendamment de la façon dont les différents usagers obtiennent ou reçoivent des services. En effet, les usagers ne peuvent pas toujours être classés dans une seule catégorie. Les usagers de services à usage domestique, par exemple, peuvent obtenir de l'eau de plusieurs sources, notamment par le biais d'un auto-apvisionnement ou par différents prestataires. Les usagers peuvent investir dans un puits, par exemple, par leurs propres moyens, mais peuvent aussi payer un tarif pour l'alimentation en eau courante via un réseau. Il est donc difficile de définir des « catégories d'usagers » capables de rendre compte de ces multiples modes d'accès aux services, alors qu'il est essentiel pour les comptes WASH de faire la distinction entre les flux financiers consacrés aux différents types d'usage.

Les types d'usage diffèrent également selon le but de cet usage – en général domestique ou non domestique. Les buts non domestiques comprennent des buts institutionnels, industriels, agricoles ou commerciaux. Sachant que TrackFin est étroitement liée au rapport GLAAS, qui suit les ressources globales vers le secteur, l'initiative met particulièrement l'accent sur l'identification des financements aux services WASH pour un usage domestique, mais aussi pour les écoles et les établissements de soins de santé, conformément aux objectifs des ODD. La méthodologie recommande l'inclusion des flux financiers pour tous les types d'usage susceptibles d'être fournis conjointement, mais exige qu'ils soient suivis séparément. Cela signifie que les usages domestiques, institutionnels, commerciaux et industriels seraient suivis, mais que les usages agricoles, hydroélectriques ou environnementaux, qui ont tendance à être fournis par des systèmes distincts, ne le seraient pas.

### 2.2.2.2 Classification des acteurs WASH

Les acteurs du secteur WASH sont classés suivant le rôle qu'ils jouent dans la fourniture et le financement des services WASH. Les acteurs sont identifiés de la manière suivante :

- Prestataires de services qui produisent et délivrent des services WASH ; et
- Unités de financement qui récoltent des fonds de différentes sources et les transmettent aux prestataires de services, éventuellement par le biais d'autres unités de financement qui rassemblent et distribuent le financement. Il s'agit de ménages, de gouvernements nationaux ou internationaux, de sociétés privées, et d'organisations à but non lucratif.



#### **Défi potentiel : classement des prestataires de services**

- Les prestataires de services peuvent être classés de bien des manières, en fonction de leur taille, du régime de propriété (privé ou public, mandaté ou indépendant), ou du statut (formel ou informel). Parce que le régime de propriété n'est pas nécessairement pertinent pour la politique publique et qu'il est difficile à déterminer, il n'est pas recommandé de distinguer les opérateurs publics et les opérateurs privés. Il est également difficile de séparer les prestataires en fonction de leur taille. La classification TrackFin se concentre donc sur la nature du prestataire (qui en est propriétaire : le gouvernement, une entité distincte, ou un ménage). Les sociétés prestataires de services sont simplement réparties entre la catégorie P2 – Sociétés prestataires de services en réseau, et P3 – Sociétés prestataires de services hors réseau, car elles sont financées différemment.
- En fonction des besoins en matière de politiques, les pays pourraient en outre ventiler davantage la classification TrackFin et caractériser les prestataires de services en fonction de critères tels que public ou privé, formel ou informel, taille de l'entreprise, mandatés ou indépendants, et ainsi de suite. Lorsque les sociétés prestataires de services s'auto-fournissent des services, cela pourrait être indiqué dans une sous-catégorie.





#### **Défi potentiel : placer les acteurs dans une seule catégorie WASH**

- Les acteurs peuvent jouer des rôles différents mais simultanés dans le secteur WASH. Il peut donc être difficile de les classer dans une seule catégorie. Par exemple, les ménages peuvent être considérés à la fois comme des unités de financement (payant des tarifs à une entreprise) et comme des prestataires qui s'auto-provisionnent. Ils peuvent investir leurs propres ressources tout en recevant également des subventions gouvernementales. Toutes les informations sur les flux financiers doivent être répertoriées et classées de façon appropriée, un seul flux pouvant être enregistré de différentes façons pour refléter cette multiplicité de rôles.
- Faire la distinction entre le rôle en tant que prestataires de services et celui en tant qu'unités de financement : les prestataires de services tels que les opérateurs (classés dans la catégorie P2 – Sociétés prestataires de services en réseau) sont considérés comme des unités de financement uniquement s'ils fournissent des capitaux propres au secteur en tant qu'investisseurs privés. Ils ne sont pas considérés comme des unités de financement générant des fonds par le biais de tarifs et réaffectant ceux-ci au secteur, car ils ne font que recueillir les tarifs auprès des usagers. Dans ce cas, par conséquent, l'unité de financement appartient à la catégorie FU1 – Usagers. Cette question a été examinée lors de l'exercice pilote, au cours duquel le Ghana et le Brésil ont suivi l'approche proposée alors que le Maroc a préféré présenter les prestataires de services comme une source de tarifs. Des exemples sur la façon d'interpréter les tableaux et graphiques des comptes WASH en utilisant ces classifications sont disponibles dans les rapports établis par le Brésil et le Ghana sur la phase pilote.

### 2.2.2.3 Classification des types de financement

Les flux financiers peuvent être classés en fonction de la nature et de l'origine du financement. Les types de financement sont classés en fonction de leur origine. Le financement du secteur peut provenir de sources privées ou publiques. Les sources privées comprennent les ménages par le biais de tarifs ou de leurs propres investissements, les dons provenant d'œuvres de bienfaisance, ou l'investissement privé. Les sources publiques proviennent d'impôts gérés par des gouvernements nationaux ou internationaux, sous la forme de transferts publics par le biais de l'aide publique au développement. Les types de financement n'étant pas des acteurs du secteur à proprement parler, il est important d'indiquer séparément les unités de financement qui canalisent le financement (voir l'encadré ci-dessous).



#### **Défi potentiel : harmonisation avec les systèmes de classification existants**

- Les différents systèmes de classification font référence aux types de financement de façon légèrement différente. Dans la terminologie 3T de l'OCDE, les sources de financement font référence à l'origine du financement et au type de fonds qui peut être mobilisé. La terminologie du SCEE-Eau fait référence à des unités de financement (acteurs regroupés par secteurs de financement) qui assurent le financement du secteur. Pour ajouter à la confusion, la terminologie du Système de Comptes de la Santé fait référence à ces unités de financement en les nommant sources de financement. La note méthodologique N°2 : Classification des usages, acteurs et types de financement WASH fournit plus de détails sur la classification 3T de l'OCDE et sur celle du SCEE-Eau, et identifie les endroits où les différents systèmes de classification utilisent des termes similaires ou identiques.
- Dans la classification TrackFin, le type de financement fait référence à des flux financiers, alors que les unités de financement désignent les acteurs dont les fonds sont mobilisés. Les ménages (FU1.1) sont des unités de financement qui pourraient fournir deux types de financement au secteur : les tarifs (FT1) et les dépenses d'auto-provisionnement (FT2). Les autorités nationales (FU2) peuvent fournir des transferts publics nationaux (FT3) et des prêts concessionnels, classés dans la catégorie « Financement remboursable » (FT6). Les principaux types de financement peuvent être davantage ventilés, par exemple pour faire la distinction entre les différents types de financement remboursable (concessionnel ou non concessionnel) ou les tarifs payés par les ménages et ceux payés par les usagers de services à usage non domestique.

### 2.2.3 Tâches à entreprendre

L'équipe des comptes WASH devra ensuite identifier et classer les usages, acteurs et flux financiers WASH, dans le but de cartographier l'organisation et le financement du secteur.<sup>1</sup>

On peut avoir à effectuer cette tâche de cartographie pour chacun des quatre principaux sous-secteurs, à savoir l'eau en milieu urbain, l'assainissement en milieu urbain, l'eau en milieu rural et l'assainissement en milieu rural, car l'organisation de chaque sous-secteur peut varier sensiblement. Par exemple, les services d'assainissement peuvent être fournis conjointement avec les services d'eau ou séparément. Dans de nombreux cas, il n'y a pas de prestataire de services d'assainissement public et les ménages doivent investir dans l'assainissement individuel et entretenir les installations elles-mêmes. Ceci est désigné par le terme « auto-provisionnement ».

<sup>1</sup> La cartographie des flux financiers doit être distinguée (et tenue séparée) de la cartographie des dispositifs institutionnels. Cette dernière indique les chaînes de responsabilité et la répartition des pouvoirs et fonctions, notamment l'élaboration des politiques, la régulation, la propriété des actifs, et la fourniture des services, alors que la cartographie financière s'attarde principalement sur les acteurs et sur le suivi de l'origine des financements, leur circulation et leur destination.

L'équipe devrait identifier les classifications des acteurs et des types de financement WASH qui sont utilisées par le BNS ou le secteur WASH lui-même. Lorsque celles-ci existent et sont utilisées, les similitudes et les différences avec les classifications TrackFin devraient être identifiées. Fort de cette compréhension, chaque pays devrait alors décider de la ou des classifications à utiliser pour maximiser la quantité de données qui peuvent raisonnablement être collectées dans les délais impartis. Les classifications sélectionnées devraient être clairement expliquées.

Dans la mesure du possible, les données doivent être collectées selon les classifications TrackFin présentées dans le tableau 2. En fonction de la structure du secteur WASH du pays, il peut ne pas être nécessaire d'utiliser toutes les catégories. Les catégories peuvent également être adaptées pour faciliter une ventilation plus poussée si les besoins en matière de politiques l'exigent. Un pays avec un important retard en matière d'investissement dans l'assainissement en milieu rural, par exemple, peut avoir besoin d'un plus grand niveau de ventilation pour ces services.

### 2.2.3.1 Identifier et classer l'ensemble des usages et des acteurs WASH

Cela implique de faire la liste de l'ensemble des acteurs du secteur WASH et de recueillir les informations de base les concernant. Des orientations sur ce processus sont fournies ci-dessous.

#### Identifier les usages des services WASH

L'équipe des Comptes WASH devrait identifier les différents types d'usage des services WASH et déterminer les méthodes de collecte de données pour chaque type, en portant son attention sur l'usage domestique et institutionnel. Le fait de distinguer les services WASH par type d'usage selon le but recherché peut soulever quelques difficultés méthodologiques, comme cela est expliqué ci-dessous.



#### **Défi potentiel : distinguer les services WASH par types d'usage selon l'objectif recherché**

- Les prestataires de services WASH servent différents types d'usagers, notamment les usagers industriels, commerciaux et institutionnels. C'est là une différence essentielle avec le secteur de la santé, par exemple, où les services sont principalement utilisés par des personnes physiques.
- Ventiler les données financières en fonction de l'usage (par exemple, afin de faire la distinction entre usage domestique et usage institutionnel) est susceptible de prendre du temps et, dans certains cas, est impossible à réaliser, car la plupart des prestataires municipaux fournissent non seulement les ménages et les institutions, mais aussi d'autres clients.
- Pour l'usage de services en auto-alimentation, les distinctions sont plus faciles à établir tant que les informations sont disponibles pour ce type d'usagers. Ainsi, les flux financiers concernant les ménages qui s'auto-alimentent devraient provenir d'autres sources que pour les informations sur les usagers industriels qui s'auto-alimentent en eau à des fins de production.
- Pour les usagers à qui les services sont fournis, le financement des prestataires qui fournissent principalement des usagers domestiques et institutionnels devrait être suivi en priorité, en indiquant si possible la proportion des recettes et des coûts par rapport à d'autres usagers (tels que les usagers de services à usage commercial ou industriel). Pour être plus précis, les données de flux financiers portant sur différents usages devraient être recueillies sur la base du tarif payé par les consommateurs des services. On peut supposer, par exemple, que l'eau vendue à un tarif industriel a été fournie à des fins industrielles.

Le suivi des flux financiers pour d'autres types d'usage, tels que l'usage industriel, est également important parce que les usagers industriels peuvent fournir des subventions croisées aux ménages si le même prestataire de services est impliqué. Dans ce contexte, l'augmentation de l'usage industriel en auto-alimentation pourrait être une source de préoccupation pour l'ensemble du secteur, car cela pourrait se traduire par une réduction des subventions croisées au secteur WASH à usage domestique. Si, toutefois, les données sur l'usage en auto-alimentation sont limitées, le suivi de l'usage domestique doit être la priorité.

Les pays peuvent également utiliser des critères supplémentaires pour classer les usages en fonction des questions de politique générale qu'ils souhaitent régler et de la disponibilité des données. Les usages domestiques peuvent être subdivisés de la manière suivante :

- Régions géographiques (R) (régions, districts ou 'central' tel que défini par le pays utilisant l'option 'central' se rapportant aux activités qui couvrent toutes les régions);

- Zone de service (A) (urbaine, rurale ou centrale, selon la définition du pays; utiliser central lorsque ni urbain ni rural s'appliquent parce les deux en bénéficient, par exemple les activités de soutien de l'Etat ou d'une ONG réalisées par un acteur central ou décentralisé);
- Couche socio-économique (niveau de revenu, échelle tarifaire).

### Identifier les prestataires de services

L'équipe des Comptes WASH devrait identifier les prestataires de services pour les quatre sous-secteurs principaux (services d'eau en milieu urbain, services d'assainissement en milieu urbain, services d'eau en milieu rural et services d'assainissement en milieu rural) et les services proposés par ces prestataires. Les données recueillies doivent concerner les principaux prestataires ou les principaux types de prestataire, avec un accent porté sur :

- Leurs caractéristiques et leur statut juridique (public ou privé, entreprise ou non, formel ou informel)
- Les services WASH qu'ils produisent
- Les types d'usage et d'usagers qu'ils couvrent (y compris leur nombre)
- La couverture géographique et les ressources humaines
- Le nombre d'entités appartenant à cette catégorie.



#### **Défi potentiel : s'assurer que l'ensemble des prestataires de services sont pris en compte**

- Le rôle des ménages en tant qu'auto-prestataires doit être pleinement reconnu. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, il n'y a pas de fourniture de services d'assainissement formelle. Les ménages, et parfois les usagers de services à usage commercial, investissent dans des solutions d'eau et d'assainissement individuelles et entretiennent eux-mêmes les installations. Cette dépense peut représenter une part importante des dépenses totales du secteur et devrait être incluse dans la catégorie P5 – Usagers en auto-apvisionnement.
- Les prestataires de services informels devraient, si possible, être inclus dans la cartographie. Bien que les activités économiques des acteurs informels ne puissent être comptabilisées par les bureaux de statistique, ils représentent souvent une grande part de la fourniture de services WASH dans les pays en développement. En utilisant la classification TrackFin, ces services devraient être classés dans la catégorie P3 – Sociétés prestataires de services hors réseau. Les flux financiers vers les acteurs informels devront probablement faire l'objet d'une estimation car ils sont rarement enregistrés de manière officielle. Le Bureau de statistique national peut fournir des conseils sur la façon dont les activités informelles dans le secteur WASH sont évaluées.
- Certaines sociétés qui ne sont pas des prestataires de services WASH per se, mais qui sont impliquées dans le cycle des activités WASH à un moment donné, peuvent être plus difficiles à classer. Au Maroc, par exemple, une part importante des investissements matériels dans les réseaux d'eau et d'assainissement ne vient pas de prestataires de services, mais de promoteurs immobiliers. Ces professionnels investissent dans des réseaux et laissent ensuite la gestion et l'exploitation de ces réseaux à l'entreprise principale chargée de l'alimentation en eau. Dans la classification TrackFin, ces promoteurs sont classés dans la catégorie P3 – Sociétés prestataires de services hors réseau.

### Identifier les unités de financement

L'équipe des comptes WASH devrait identifier les unités de financement pertinentes fournissant et/ou allouant des fonds au secteur. Certaines unités de financement, telles que les institutions du gouvernement central, font cela en utilisant leurs propres ressources, tandis que d'autres canalisent des fonds qui leur sont fournis par d'autres institutions, en puisant dans différents types de financement. La catégorie FU4 – Autorités locales, par exemple, peut canaliser des fonds provenant de la catégorie FU2 - Autorités nationales, ou de la catégorie FU8 - Bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Ceux-ci peuvent aussi avoir leurs propres sources de financement telles que des fonds internes issus de ressources locales, d'impôts fonciers, d'impôts fonciers commerciaux, ou de taxes d'assainissement.

Les données sur les caractéristiques et le statut de ces entités, et sur les organisations et les programmes qu'elles financent, sont donc nécessaires pour savoir si elles agissent en tant que sources de financement primaires ou secondaires. Si ce sont des sources de financement secondaires, cela indique qu'elles ne font que canaliser des fonds. L'encadré ci-dessous offre de plus amples explications.



### Défi potentiel : éviter la double comptabilisation entre les unités de financement

- Pour établir l'ensemble des dépenses dans le secteur WASH, les flux financiers doivent être calculés au niveau de l'unité de financement par lequel ils entrent dans le secteur. Un principe clé est qu'un flux ne doit être enregistré que sous un seul type de financement. Par exemple, le financement provenant de bailleurs de fonds, acheminé au gouvernement local par le gouvernement national, doit toujours être enregistré dans la catégorie FT4 - Transferts publics internationaux. C'est aussi la raison pour laquelle FT1 - Tarifs pour des services fournis, est considéré comme provenant de la catégorie FU1 - Usagers (i.e l'unité de financement qui a injecté les recettes dans le secteur), plutôt que de la catégorie FU5 – Sociétés prestataires de services en réseau. Appliquer cette règle systématiquement devrait éliminer le risque de comptabiliser deux fois une somme dans l'ensemble des dépenses. Par conséquent, le seul financement injecté par FU5 – Sociétés prestataires de services en réseau, serait des bénéfices réinvestis ou des prises de participation, enregistrés dans la catégorie FT6 – Financement remboursable.
- Toutefois, les flux financiers doivent également être enregistrés de différentes manières afin de permettre l'examen de questions essentielles de politiques, comme l'usage pour lesquels les fonds sont utilisés et la manière dont ils sont canalisés. Chaque flux financier devrait donc avoir en plus un « code » pour suivre les diverses façons dont il peut être distribué, à savoir par :
  - Décaissement direct aux prestataires de services
  - Canalisation par le biais d'une autre unité de financement
  - Réception provenant d'une autre unité de financement et décaissement aux prestataires de services.

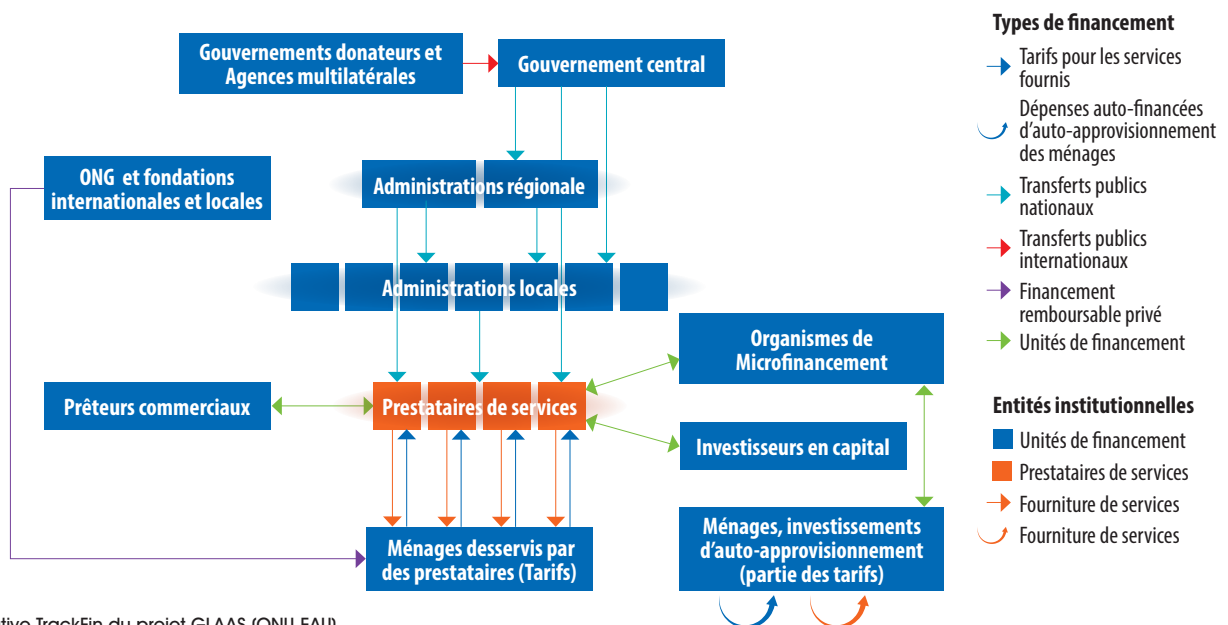
D'autres orientations sont fournies dans la Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement

### 2.2.3.2 Cartographier les acteurs et les flux financiers WASH

Une fois la majeure partie de ces informations recueillies, la seconde activité consistera à cartographier la façon dont le secteur est organisé et financé, en montrant la manière dont l'argent circule entre les différents acteurs. Cartographier les flux financiers visuellement est la meilleure façon de le faire. A titre d'exemple, la Figure 6 ci-dessous représente une cartographie d'un secteur WASH hypothétique qui ne couvre pas toutes les possibilités existantes.

La figure peut également être utilisée pour recueillir des informations sur la disponibilité des données. L'équipe des comptes WASH peut visuellement différencier les flux financiers pour lesquels TrackFin est susceptible d'avoir des données de qualité et fiables, et ceux pour lesquels des difficultés sont à prévoir. Les lignes en gras pourraient être utilisées pour indiquer des données potentiellement fiables, et les lignes en pointillés des flux pour lesquels seules des estimations larges peuvent être attendues. Chaque type de flux peut aussi se voir attribuer un numéro pour faciliter l'identification des sources de données et des méthodes d'estimation à des étapes ultérieures.

**Figure 6. Cartographie des flux financiers pour la fourniture de services WASH (exemple illustratif)**



Encadré 8 ci-dessous illustre les concepts présentés plus haut, en prenant le Brésil comme exemple. Il indique de quelle manière les acteurs et les flux ont été identifiés et classés afin de cartographier le financement du secteur.

### Encadré 8. Identification et classification des acteurs et des flux financiers du secteur WASH – Exemple du Brésil



La fourniture de services WASH au Brésil doit être considérée dans le contexte de la structure politique globale. La Fédération brésilienne se compose d'un gouvernement national (fédéral), ainsi que de gouvernements infranationaux représentant 26 états, 5570 municipalités, et un District Fédéral. Les trois niveaux de gouvernement sont politiquement et administrativement indépendants les uns des autres. Les municipalités sont responsables de l'organisation, la gestion et la fourniture directe ou indirecte des services publics WASH locaux dans les zones urbaines et rurales. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des états, en collaboration avec les municipalités, mettent en œuvre des programmes d'alimentation en eau potable, de logement, et d'assainissement de base. Le gouvernement fédéral est également responsable de l'établissement des directives et des règlements généraux relatifs à la gestion des services par tous les niveaux de gouvernement, en coordination avec le Ministère des Villes, qui est responsable de l'eau et de l'assainissement. Le Ministère des Villes coordonne également le Système national d'information sur l'assainissement. Ce système a été mis en place au niveau fédéral et recueille une multitude de données sur les prestataires de services à travers le pays (91 % des municipalités pour l'eau et 65,5 % pour l'élimination des eaux usées). Le Ministère de la Santé est également responsable de la fourniture directe de services WASH aux populations autochtones dans les zones rurales. Il n'y a pas d'organisme de régulation national central pour les services d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées, mais les ressources en eau sont régulées au niveau central. Les prestataires de services et les unités de financement fournissant des services d'alimentation en eau et d'assainissement à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales, la création de quatre cartes représentant les acteurs des différents sous-secteurs n'a pas été nécessaire.

#### Prestataires de services

Au Brésil, 26 % des municipalités fournissent de l'eau directement par le biais de prestataires de services locaux, et 78 % fournissent directement des services d'assainissement. En outre, 26 prestataires régionaux fournissent des services d'alimentation en eau potable au niveau des états à 64 % des municipalités et des services d'assainissement à 22 % des municipalités. Six prestataires couvrent un petit nombre de municipalités au niveau micro-régional. Si la majeure partie de ces prestataires de services délégués sont publics, il en existe de privés. Ces prestataires offrent des services WASH par le biais de divers contrats d'approvisionnement : approvisionnements directs, indirects (délégués), gérés conjointement, centralisés, décentralisés, via des consortiums, et par le biais de contrats de concession. Des ONG et organisations communautaires sont impliquées dans la promotion de l'hygiène. Les ménages dans les zones rurales qui construisent leurs propres installations sanitaires sont également considérés comme des prestataires de services.

Unités de financement (indiquées en gras) et types de financement (indiqués en italiques) :

- Les principaux types de flux financier sont les **tarifs** payés par les **usagers de services fournis par des prestataires** tels que les ménages, les industries et les institutions. Les usagers sont également à l'origine de *dépenses d'auto-approvisionnement*.
- La principale dépense faite par le **gouvernement fédéral** porte sur les *transferts publics (dons)* du budget fédéral et les *financements remboursables* gérés par 1) le mécanisme de financement Fundo de Garantia por Tempo de Serviço (FGTS) géré par la **Caixa Economica Federal (CAIXA)** – une banque publique, et 2) le Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e social (**BNDES**), avec un financement provenant du Fundo de Assistência ao Trabalhador (**FAT**) qui est un fonds public relevant du Ministère du Travail et de l'Emploi, et d'autres fonds de moindre importance fournissant un apport en capital.
- Certains **États** ont également des programmes spécifiques au secteur financés par des *transferts publics* de leurs propres fonds publics, généralement des redevances provenant de l'exploration pétrolière, ou d'amendes ou de compensations environnementales (par exemple les états de Rio de Janeiro, d'Espirito Santo et de Bahia) ou de recettes tirées des ressources en eau (Fehidro de São Paulo). Certains programmes d'état sont également financés par des *financements remboursables* venant de leurs propres institutions publiques de financement du développement telles que la Development Bank of Minas Gerais (BDMG). Ces financements sont importants au niveau local, mais pas très significatifs au niveau national.
- Le financement restant provient de **bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux** pour l'exécution de travaux et le développement institutionnel. Il s'agit de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la KfW (Allemagne) et la JICA /JBIC (Japon). Le gouvernement fédéral a également reçu un financement substantiel de la BIRD pour mettre en œuvre le Programme de développement du secteur de l'eau (INTERÁGUAS), axé sur le renforcement des capacités institutionnelles et la planification intégrée du secteur de l'eau. Le financement reçu était constitué surtout de dons (*transferts publics internationaux*).
- Depuis 2004, les partenariats publics-privés ont été autorisés par la loi et sont plus nombreux. Malgré cela, les *contributions par capitaux privés* (une forme de financement remboursable) provenant de **sociétés prestataires de services** et destinées au secteur restent faibles.
- Les contributions volontaires des **ONG et des organisations communautaires** représentent également une petite part du financement du secteur.

## 2.3 Estimer les flux financiers et les actifs immobilisés

La collecte de données financières est l'objectif principal de la méthodologie TrackFin. Deux principaux types de données financières doivent être recueillis :

- *Les données relatives aux flux financiers* : fournissent une indication sur la quantité de financement qui entre dans le secteur chaque année par le biais des tarifs, des dépenses d'auto-provisionnement des ménages, des transferts publics nationaux, des transferts publics internationaux, des transferts volontaires et du financement remboursable, et sur le montant « dépensé » pour la fourniture de services ;
- *Les données relatives aux actifs immobilisés* : fournissent une indication sur le montant qui a été investi par les acteurs économiques dans la constitution d'actifs WASH au fil des ans. Elles offrent une base pour la planification de la gestion des actifs, ce qui est essentiel pour la planification financière ultérieure.

### Étape 2.3 – Tâches à entreprendre

- Comprendre les méthodes visant à estimer les flux financiers et les actifs immobilisés et se familiariser avec la classification des coûts.
- Identifier les données nécessaires pour répondre aux questions de politiques énoncées à l'étape 1.3.
  - Déterminer si le Bureau de statistique national recueille déjà des données sur le financement du secteur WASH et si oui, comprendre leur méthodologie ;
  - Déterminer si une quelconque base de données nationale consacrée au secteur recueille déjà des informations financières ;
  - Créer un récapitulatif des sources de données disponibles et proposer des méthodes de collecte de données pour les données manquantes ; et
  - Décider si les flux financiers et/ou les actifs immobilisés seront inclus dans la portée des comptes WASH, selon la disponibilité des données.
- Recueillir des données sur les flux financiers à la source, en commençant par l'approche qui permet de créer l'ensemble de données le plus complet (soit l'approche basée sur les types de financement, soit l'approche fondée sur les coûts).
  - Il est à noter que les deux approches doivent être appliquées en parallèle car elles fournissent des informations complémentaires indispensables à l'affectation des coûts aux types de services ;
- Recueillir des données sur les actifs immobilisés en utilisant l'approche basée sur les actifs immobilisés (si cette approche est également sélectionnée).
- Saisir les données financières dans la base de données des Comptes WASH :
  - Créer un outil de collecte de données ou définir la structure de la base de données et des enregistrements de données d'une manière qui facilite leur mise à jour régulière ; et
  - Coder toutes les données en utilisant les codes de classification des comptes WASH.
- Recouper les données, identifier les informations manquantes, et proposer/mener des enquêtes complémentaires.

### 2.3.1 Justification

À ce jour, la plupart des initiatives de suivi financier ont mis l'accent sur les flux financiers. Cela est souvent dû à une attention portée sur le suivi des flux financiers publics, car les budgets publics font généralement la distinction entre les dépenses « récurrentes » et les dépenses « de développement » (à savoir les investissements physiques). Par conséquent, les données sur les budgets de développement provenant des comptes des organismes publics sont souvent utilisées pour fournir une estimation des investissements physiques du gouvernement.

Le présent document d'orientation fait valoir que la collecte de données relatives aux actifs immobilisés, en parallèle des données sur les flux financiers, est importante pour acquérir une meilleure compréhension de la valeur globale des actifs. Toutefois, cela est souvent difficile à réaliser en raison des lacunes en matière de données. Il est donc proposé que la collecte de données sur les actifs immobilisés devrait être effectuée uniquement si les comptes WASH basés sur les flux financiers ont déjà été établis au moins une fois et les sources de données correctement cartographiées à l'avance.



**Note méthodologique n°6 : Estimation des stocks d'actifs immobilisés.** La présente note explique la logique de l'utilisation de l'approche basée sur les actifs immobilisés comme complément à l'approche basée sur les flux financiers, et donne des indications supplémentaires sur la façon dont cette approche peut être appliquée. La note fait également référence à l'expérience du Brésil dans ce domaine.



## 2.3.2 Méthodologies pour la collecte des données relatives aux flux financiers et aux actifs immobilisés

La collecte d'informations relatives aux flux financiers peut se faire par deux approches :

- L'approche basée sur les types de financement consiste à suivre les flux de chaque unité de financement pour estimer le montant alloué au secteur et regrouper les estimations par type de financement ;
- L'approche basée sur les coûts consiste à suivre les dépenses consacrées aux différents services pour estimer ce qui est dépensé, et à calculer les montants des dépenses totales en additionnant les dépenses par type de coût.

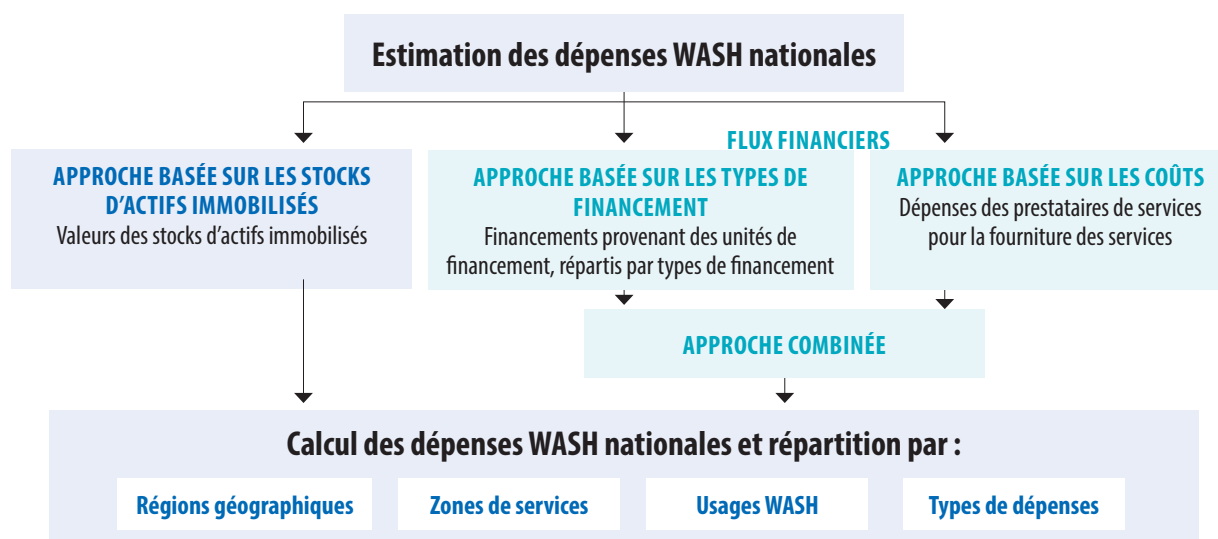
L'approche basée sur les types de financement répond à des questions telles que : « Quelles sont les principales unités de financement du secteur ? » et « Qu'est-ce qui a été dépensé ? ». Dans la plupart des cas, cela est susceptible d'être l'approche la plus directe pour le suivi des flux financiers publics, car de nombreuses entités publiques agissant en tant qu'unités de financement disposent d'une enveloppe budgétaire pour le secteur et devraient être en mesure de rendre compte de son utilisation. L'équipe des comptes WASH devrait chercher à recueillir des données sur les dépenses réelles des unités de financement à partir de leurs rapports financiers et des sources de données mentionnées plus haut. Elle devrait également recueillir des données sur les recettes à partir des états des flux de trésorerie des prestataires de services. Toutefois, cette approche seule ne suffit souvent pas pour suivre la manière dont les fonds sont dépensés – leur répartition entre alimentation en eau potable et assainissement, par exemple – ou pour récolter des informations sur certaines sources de financement telles que les dépenses des ménages.

Pour les raisons exposées ci-dessus, il est souvent nécessaire de combiner l'approche basée sur les types de financement avec celle basée sur les coûts pour évaluer les coûts de la fourniture des services. Cela devrait être fait en fonction de la typologie de coûts TrackFin proposée, en faisant la distinction au moins entre dépenses en capital (y compris les coûts de gros entretien, qui devrait être pris en compte en tant qu'élément distinct), coûts d'exploitation et dépenses d'entretien courant. Le fait de combiner les deux approches améliore la qualité des informations et permet d'obtenir le niveau de détail requis pour créer des comptes WASH capables de répondre à des questions essentielles de politiques.

Une autre approche, l'approche basée sur les stocks d'actifs immobilisés, consiste à recueillir des données sur les actifs immobilisés. Cette méthode estime la valeur des actifs existants du secteur et est cohérente avec le Système de Comptabilité Nationale, bien qu'elle soit potentiellement plus difficile à appliquer. Les données provenant de cette approche doivent également être obtenues au niveau des prestataires de services, en se concentrant sur leurs actifs (et éventuellement passifs) plutôt que sur leurs recettes et dépenses.

Ces approches, et la façon dont elles peuvent être combinées, sont présentées sous forme schématique dans la Figure 7 ci-dessous.

**Figure 7. Méthodologies pour l'estimation des dépenses dans le secteur WASH**



Lors de l'estimation des flux financiers, il est important d'utiliser la même approche comptable et une terminologie commune pour les types de financement et pour les coûts. Cela permettra de garantir la comparabilité des données non seulement à travers les activités, les années et les pays, mais aussi par rapport à d'autres agrégats économiques tels que le produit intérieur brut.<sup>1</sup> Le présent document d'orientation recommande que les données soient recueillies pour les flux financiers réels, en utilisant une méthode comptable basée sur les flux de trésorerie aussi bien pour les coûts que pour les recettes. La justification pour cela est évoquée plus en détail dans la Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies .

Lors de l'utilisation de l'approche basée sur les types de financement, il est également essentiel de préciser si ce sont les flux budgétés ou les flux réels qui doivent être enregistrés. Le présent document d'orientation recommande, lorsque cela est possible, de tenir compte des flux réels car ce sont ces informations qui vont donner l'image la plus précise de ce qui est réellement dépensé, et permettre la comparaison avec les coûts encourus. Des défis méthodologiques peuvent survenir, comme cela est indiqué ci-dessous. Quelle que soit la méthode utilisée, les types de flux financiers suivis doivent être clairement enregistrés si des comparaisons doivent être faites.



#### **Défi potentiel : suivre les dépenses réelles par rapport aux dépenses budgétées**

- Lors de l'utilisation de l'approche basée sur les types de financement, différents flux financiers peuvent être enregistrés, allant des dépenses engagées ou budgétées aux dépenses réelles sur le terrain. Bien que les informations budgétaires puissent être plus faciles à recueillir (en particulier pour les transferts provenant d'institutions publiques), il est préférable d'obtenir les montants des dépenses réelles pour tous les types de flux financiers suivis à l'aide de l'approche basée sur les types de financement. Cela permet une comparaison entre les différentes sources de financement (notamment avec les financements fournis par les ménages, pour lesquels seuls des chiffres réels sont susceptibles d'être disponibles) et offre une représentation plus précise des dépenses effectuées dans le secteur. Cela facilite également le recoupement des informations relatives aux flux financiers globaux, en utilisant à la fois l'approche basée sur les types de financement et celle basée sur les coûts.
- Si l'obtention d'informations sur les dépenses réelles s'avère difficile, il peut être possible d'estimer ces dépenses en ayant recours aux montants budgétés et aux pourcentages estimés des dépenses budgétaires réelles basés sur les expériences passées. Cela pourrait être complété par une évaluation qualitative et quantitative de programmes ou d'investissements spécifiques afin d'évaluer la différence entre les montants budgétés et les dépenses réelles.

À plus long terme, le suivi de plusieurs types de flux financiers en même temps peut être utile pour mesurer l'efficacité des dépenses. Toutefois, ce n'est pas un objectif immédiat de l'exercice TrackFin, et la nécessité de maintenir de multiples ensembles de données pourrait engendrer des complexités. Le financement alloué au secteur ne peut pas toujours se traduire par des services réels consommés, en raison de pertes en cours de processus. Idéalement, ces pertes doivent être quantifiées. L'initiative TrackFin pourrait éventuellement aider à quantifier les montants qui sont budgétés ou alloués mais qui ne débouchent pas sur la fourniture de services.



Les notes méthodologiques suivantes fournissent des indications supplémentaires sur l'application de ces approches et sur les besoins en matière de données qui en découlent :

- Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies
- Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement
- Note méthodologique n°5 : Estimation des coûts pour la fourniture de services par l'approche basée sur les coûts
- Note méthodologique n°6 : Estimation des stocks d'actifs immobilisés

<sup>1</sup> Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de flux financiers : il évalue la valeur totale des biens et services produits dans un pays en fonction de la production et des dépenses de consommation. Il indique la valeur monétaire totale de tous les biens finis et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période spécifique (généralement une année). Il inclut la consommation publique et privée, les dépenses publiques, les investissements et les exportations moins les importations qui ont lieu à l'intérieur d'un territoire déterminé. Il est calculé à partir des chiffres des dépenses présentées dans la comptabilité nationale.



## 2.3.3 Tâches à entreprendre

### 2.3.3.1 Identifier les sources de données et définir les méthodes de collecte

La première tâche consiste à identifier les données qui devraient être recueillies, et avec quel niveau de détail, afin d'obtenir une répartition des dépenses selon des catégories spécifiques. Avant de commencer, il est important de comprendre les notes méthodologiques 3 à 6, qui fournissent des indications détaillées sur les méthodes et les sources de données pour estimer les différents types de financement, les coûts et les actifs immobilisés. Lors de la collecte des données, l'équipe des comptes WASH devrait adopter une approche combinée et rechercher des sources agrégées et exhaustives tout en combinant cela avec une collecte de données plus détaillées recueillies à la source.

Sur la base d'un examen initial des données disponibles, l'équipe des comptes WASH devra préparer des questionnaires et des documents pro forma pour la collecte de données. Le secrétariat TrackFin peut mettre à disposition quelques exemples sur demande. Aux fins d'un essai pilote du présent document d'orientation, un outil de collecte de données simple au format Excel a été élaboré, basé sur le logiciel utilisé pour établir les Comptes de la santé, plus connu sous le nom d'outil de production et d'analyse des Comptes de la santé (HAPT/HAAT).

Durant la phase pilote, il a été constaté que des feuilles de calcul standard pouvaient être utilisées comme guides pour mettre au point des outils de collecte de données spécifiques au pays. Les équipes des comptes WASH du Brésil et du Maroc ont élaboré chacune leur propre feuille de calcul Excel pour tenir compte de la disponibilité des données au niveau du pays et ceci pour réduire au minimum la nécessité d'un re-traitement des données. Cependant, l'exercice de collecte des données a entraîné la collecte d'un grand nombre d'informations financières (jusqu'à 13 000 informations dans le cas du Maroc) et leur compilation à différents niveaux, ce qui a été difficile à faire dans Excel. L'outil TrackFin a été utilisé au Ghana – pays qui disposait des données les moins détaillées.

Sur la base de l'exercice pilote et de l'expérience du secteur de la santé, il existe des plans à moyen terme pour élaborer un « outil de collecte de données » automatisé capable de faciliter la compilation de comptes WASH sur plusieurs années. Cela facilitera le suivi dans la durée, comme expliqué plus en détail ci-dessous.

#### **Élaborer un outil de collecte de données pour les comptes WASH sur le modèle des outils des Comptes de la santé**



- Fort de l'expérience dans le secteur de la santé, un outil de collecte et d'analyse des données, similaire aux outils utilisés pour les Comptes de la santé, sera mis au point dans les prochaines années. Il pourrait être utilisé pour établir des comptes WASH sur une base régulière avec un minimum de soutien externe. Le secteur de la santé a élaboré deux outils distincts : un outil de production de Comptes de la santé et un outil d'analyse de ces mêmes comptes. Ces outils sont maintenant utilisés par plus de 40 pays, et sont appréciés pour le soutien systématique qu'ils fournissent. Les outils de production et d'analyse peuvent potentiellement être réunis en un seul outil.
- Un logiciel semblable aux outils utilisés pour les Comptes de la santé sera créé pour simplifier l'exercice. Il normalisera le traitement des données et réduira les coûts d'itération de l'exercice chaque année. Cet outil traitera les informations dans différents formats dans divers pays, mais les opérateurs devront attribuer des codes à chaque type de données afin qu'elles puissent être traitées pour la production de comptes WASH. Si les mêmes formats de données sont utilisés au cours des années suivantes, la nécessité du codage des données en sera grandement réduite.
- L'outil aidera également à attribuer un code aux différents types de flux, permettant d'éviter les doubles comptages, de visualiser la façon dont les flux financiers sont répartis entre les différents types de financement ou les différentes unités de financement, et de produire des tableaux de synthèse et des tableaux croisés dynamiques des comptes WASH. Il favorisera également la traçabilité et la responsabilisation du travail sous-tendant les chiffres enregistrés, et pourra servir de répertoire central pour les questionnaires et documents pro forma utilisés pour la collecte de données qui ont été élaborés sur mesure pour le pays.

Une source importante de données pourrait probablement être le Bureau de statistique national (BSN). Il est important de vérifier si le BSN recueille déjà des données sur le financement du secteur WASH et dans l'affirmative, de comprendre la méthodologie qui est utilisée. Les informations recueillies par le BSN peuvent fournir des renseignements de base utiles et indiquer si l'organisme a mis en place des systèmes pour la collecte de données relatives au secteur WASH. Toutefois, les informations recueillies ont leurs limites. Tout d'abord, le SCN se concentre sur un aspect principal des dépenses nationales, à savoir la création de valeur dans les

processus de production. Par conséquent, ces informations peuvent essentiellement être utilisées pour estimer les coûts et les recettes des prestataires de services. D'autre part, les informations recueillies par le biais du SCN sont susceptibles d'être difficiles à comprendre et à interpréter. Il utilise une terminologie et des concepts que les acteurs du secteur WASH peuvent ne pas bien connaître, et les informations risquent de ne pas apporter le niveau de détail requis pour appuyer la prise de décisions au niveau sectoriel. Néanmoins, le fait d'impliquer le BSN est important pour mieux comprendre les méthodologies utilisées pour la collecte de données et pour agir sur la manière dont ses agents mènent leurs enquêtes régulières (par exemple, celles sur les dépenses des ménages consacrées aux services WASH). Cela devrait faciliter la collecte de données exactes et assurer la participation du BSN dans l'établissement récurrent de comptes WASH.

Les principaux prestataires de services et les unités de financement du pays sont d'autres sources importantes d'informations. L'équipe devrait être en mesure de recueillir des informations primaires sur la structure des dépenses auprès de ces sources. Il peut également être possible d'obtenir des données à partir d'un système d'information et de suivi du secteur existant, comme cela a été le cas au Brésil avec le « Sistema Nacional de Informações sobre Saneamento » (SNIS). Ce système a été créé il y a 20 ans et compile les données concernant un très grand nombre de prestataires de services disséminés dans tout le pays (se reporter à l'encadré 10 pour plus de détails).

Les données relatives aux approches basées sur les types de financement et sur les coûts doivent être identifiées en parallèle. Pour permettre de créer la base de données, l'équipe des comptes WASH devrait identifier les principales sources de données à partir desquelles les informations sur les dépenses peuvent être extraites. Construire un inventaire des sources de données peut aider à garder la trace des principaux ensembles de données disponibles, et déterminer si des informations sont manquantes ou si un complément d'enquête, comme des enquêtes auprès des ménages, est nécessaire. Pour chaque type de données, il est utile de recueillir le type d'informations indiqué dans l'encadré 9 ci-dessous.

#### **Encadré 9. Construction d'un répertoire central de sources de données**

Pour chaque source de données, il est important de collecter les métadonnées suivantes (c'est-à-dire les données qui décrivent et fournissent des informations sur d'autres données). Cela permettra d'enregistrer la provenance des données, la manière dont elles avaient été recueillies, et de clarifier leur contenu, de manière à fournir une base pour effectuer à nouveau l'exercice au cours des années suivantes.

- Nom de la source de données
- Administration/institution/ origine de la source
- Type de source de données (registres, enquêtes menées auprès des entreprises)
- Méthode de collecte (source administrative, enquête statistique à grande échelle ou par échantillon, source nationale ou enquête internationale normalisée)
- Disponibilité des données (années de disponibilité)
- Concept des unités de mesure (coûts, dépenses, chiffre d'affaires)
- Changement dans la méthodologie utilisée pour estimer les données dans le temps
- Degré de fiabilité des données, i.e. quelle est la fiabilité des données ? La méthodologie utilisée pour compiler les données est-elle identifiable ? Cela peut être évalué par le biais d'un système de notation.

En ce qui concerne les données sur les dépenses, il sera important d'enregistrer le niveau de ventilation possible pour les différentes sources de données afin de répondre aux questions suivantes :

- Les dépenses peuvent-elles être attribuées par catégories de prestataires ou types et unités de financement ?
- Les dépenses peuvent-elles être attribuées par catégories de services WASH ?
- Les dépenses peuvent-elles être attribuées par type (par exemple pour faire la distinction entre coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance, ou de gros entretien) ?

Là où il est évident qu'aucune donnée « dure » n'est disponible, l'équipe des comptes WASH devra faire des estimations pour combler les lacunes. Elle devra également préciser la manière dont ces estimations pourraient être affinées lors des itérations ultérieures de l'exercice. À cette fin, le répertoire central des données devrait indiquer clairement où des estimations ont été faites pour chaque type de données recueillies.

Encadré 10 ci-dessous présente les principaux types de sources de données utilisés dans les pays où la méthodologie a été testée, et les méthodes proposées pour l'estimation des données manquantes. Les sources de données utilisées par chaque pays dépendaient de l'état du système d'information et de suivi du secteur, et de la disponibilité des données financières. Dans les trois pays, aucune information n'était immédiatement disponible dans les Bureaux de Statistique Nationaux, mais l'exercice TrackFin a fourni aux intervenants du secteur WASH une plateforme utile pour engager un dialogue avec le BSN sur les moyens d'accroître la disponibilité de données WASH.

#### Encadré 10. Exemple de méthodes de collecte de données tiré de l'exercice pilote



Au Brésil, l'équipe des comptes WASH a pu compter sur le Sistema Nacional de informações sobre Saneamento (SNIS), une base de données en ligne qui rassemble des données économiques et financières relatives à la fourniture de services WASH provenant de municipalités. Le SNIS couvre l'ensemble du pays, mais la fourniture de données reposant sur le volontariat, le système contient actuellement des données sur environ 89 % des municipalités pour les services d'eau et sur 35 % des municipalités pour les services d'assainissement. Cependant, la plupart des municipalités qui ne fournissent pas de données sont de petite taille et rurales. Cela signifie que les données existantes couvrent respectivement 97,3 % et 80,4 % de la population urbaine pour l'eau et pour l'assainissement. Le SNIS ne dispose pas de données systématiques sur les services dans les zones rurales, en particulier pour les petits villages. Pour les agglomérations rurales plus grandes, les données sont généralement regroupées avec celles du secteur urbain.

Pour répartir les dépenses des prestataires de services de manière plus détaillée, les rapports financiers des plus grands prestataires de services WASH ont également été recueillis. Le rapport annuel du Ministère de la Ville sur les dépenses publiques pour l'assainissement de base, qui comprend l'eau, l'assainissement et les déchets solides, a également constitué une source importante de données, comme l'a été aussi le « Portail de la transparence » du gouvernement fédéral. Celui-ci contient des informations systématiques et détaillées sur les dépenses du gouvernement fédéral pour le secteur WASH, à tous les niveaux de gouvernement, notamment sur les transferts nationaux destinés aux autorités infranationales, et aux institutions publiques et aux ONG régionales et locales opérant dans le secteur. Enfin, l'enquête nationale menée auprès des ménages et les enquêtes sur le budget des ménages réalisées par IBGE (le bureau de statistique national) ont été utilisées pour estimer les dépenses d'auto-alimentation des ménages. L'exercice TrackFin a permis d'identifier des améliorations possibles à apporter à ces enquêtes, qu'IBGE était prêt à adopter à la fin de l'exercice. Les données ventilées en fonction des différentes régions sont disponibles, ce qui indique que l'analyse régionale est possible lorsque les ressources sont disponibles.



Au Ghana, la disponibilité des données était une difficulté majeure de l'exercice, car les données prêtes à l'emploi ne sont disponibles dans aucun des systèmes d'information. Les données ont dû être recueillies à partir du système même de chaque institution ou de leurs rapports, quand ces données existaient. Les données obtenues étaient généralement disponibles au niveau de ventilation requis pour l'analyse. L'exercice TrackFin a été donc essentiel pour identifier les lacunes en matière de données et pour proposer des mesures destinées améliorer la collecte de données dans le secteur. L'exercice a coïncidé avec le déploiement d'un système central de gestion financière du secteur public – le Ghana Integrated Financial Management Information Systems (GIFMIS) – pour améliorer le suivi des dépenses publiques. L'exercice a permis de mettre au jour un problème clé, à savoir l'absence dans le système, à l'heure actuelle, de code spécifique pour l'eau ou l'assainissement. Le consultant national a fait une présentation au Comité directeur du GIFMIS sur l'élaboration de systèmes d'information du secteur WASH, en soulignant la nécessité qu'il y avait à suivre les dépenses publiques consacrées au secteur WASH et à créer de nouveaux codes GIFMIS pour augmenter les possibilités d'un suivi ventilé des dépenses WASH.



Au Maroc, le système d'information du secteur ne recueille pas d'informations financières des opérateurs de services publics. Un questionnaire a donc été conçu pour recueillir des données primaires directement auprès des principaux opérateurs de services publics, des organismes publics et des ministères. Des rapports financiers ont également été recueillis auprès de ces institutions. Il n'a pas été possible de recueillir des données provenant de petites municipalités non desservies par ONEE (le principal établissement public) ou par un concessionnaire privé. Ces petites municipalités fournissent les services directement, ou par l'intermédiaire d'une organisation communautaire. Par conséquent, les données sur les services WASH en milieu rural étaient en grande partie manquantes. Pour le prochain exercice, il a été proposé de mener une enquête à partir d'un échantillon de municipalités pour combler les lacunes existantes. Il n'y a également aucune information consolidée sur le financement provenant de bailleurs de fonds internationaux, aussi au cours du prochain exercice, un questionnaire destiné aux bailleurs de fonds pourrait être élaboré afin d'acquies de plus amples détails sur les types de financement.

Une fois les sources de données et les catégories identifiées, et avant de commencer la collecte des données, l'équipe des comptes WASH devrait préparer un rapport intermédiaire résumant les principales conclusions des étapes 1, 2.1 et 2.2, et le soumettre au champion TrackFin et au groupe des parties prenantes nationales. Ce rapport devrait idéalement être présenté lors d'une réunion du groupe des parties prenantes nationales au cours

de laquelle des discussions approfondies sur la disponibilité des données, les difficultés pour recueillir celles-ci et les méthodes pour combler les lacunes en la matière auront lieu avant de se lancer dans de quelconques exercices de collecte de données.



Un document proposant les grandes lignes du rapport intermédiaire est disponible sur le site consacré à TrackFin. Ce rapport devrait contenir les informations suivantes :

- Définition de la portée des comptes WASH (durée, limites géographiques, et services WASH pour lesquels les flux financiers feront l'objet d'un suivi) ;
- Identification des acteurs clés et des flux financiers du secteur WASH, et carte relative aux flux financiers ;
- Classification des usages, acteurs et flux financiers du secteur WASH ;
- Récapitulatif des sources de données potentiellement disponibles ;
- Définition des méthodes d'estimation spécifiques destinées à évaluer les flux financiers et les actifs immobilisés, avec identification des problèmes méthodologiques potentiels ;
- Liste préliminaire des tableaux et des indicateurs des comptes WASH et à élaborer ; et
- Éléments éventuels relatifs à la mise en œuvre et pouvant avoir un impact sur l'élaboration des comptes WASH.

### 2.3.3.2 Recueillir les données, créer une base de données et cartographier les flux financiers

La troisième tâche implique la création d'une base regroupant les données financières WASH sur la base de l'enquête initiale. Une fois la liste des sources de données complète et les méthodologies à appliquer plus claires, l'équipe des Comptes WASH devrait créer une base de données destinée à héberger toutes les données disponibles. Sa structure devrait permettre sa mise à jour régulière.

L'équipe devrait alors recueillir les données concernant les flux financiers et les introduire dans la base de données, en commençant par l'approche susceptible de générer l'ensemble de données le plus complet – à savoir l'approche pour laquelle la disponibilité des données est la plus grande et l'accès le plus facile. D'autres approches peuvent ensuite être introduites à un stade ultérieur pour combler les lacunes et recueillir des informations complémentaires là où l'analyse des politiques nécessite plus de détails. Pour estimer les flux financiers, l'approche basée sur les types de financement et celle basée sur les coûts devront être appliquées en parallèle, car certaines données ne seront disponibles qu'en fonction du coût, alors que d'autres seront plus facilement accessibles grâce à l'examen des sources de financement, exprimées en tant que dépenses.

Idéalement, l'équipe des comptes WASH devrait essayer de recueillir des informations sur les coûts auprès de chaque prestataire de services. Si cela est impossible, par exemple dans le cas où les pays ont un très grand nombre de prestataires de services, il peut être possible de recueillir des données à partir d'un échantillon de prestataires de services et d'extrapoler à partir des résultats.

Pour affiner les estimations initiales, le processus de collecte de données doit être itératif. La base de données sera complétée progressivement par cycles successifs, au cours desquels les lacunes restantes en matière de données pourront être comblées et les estimations revues au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données. La collecte des données doit être soigneusement planifiée pour éviter de surcharger les prestataires de demandes de données et de tâches connexes.

Une fois la saisie des données terminée, des codes de classification des Comptes WASH devraient être affectés à toutes les entrées afin de permettre l'identification des éléments suivants :

- L'unité de financement d'où provient le flux financier
- Le prestataire de services qui reçoit les fonds
- Les services WASH que les fonds ont financés, l'usage prévu, et la zone géographique concernée
- Les coûts qui ont été couverts par ce flux financier.



Des indications plus précises sur la façon de répartir les dépenses entre les différentes catégories sont disponibles dans les notes méthodologiques 3 à 6 – par exemple pour évaluer les dépenses concernant un usage particulier, ou une catégorie de dépenses telle que les dépenses d'auto-provisionnement des ménages.

### 2.3.3.3 Recouper et rapprocher les données recueillies

L'activité finale consiste à rapprocher les différents ensembles de données en les combinant pour affiner la répartition des dépenses entre les différentes catégories. Si cela donne lieu à des écarts importants entre les résultats des deux approches utilisées pour obtenir des informations sur les flux financiers, une enquête plus approfondie est nécessaire pour identifier les erreurs d'estimation ou les flux manquants. Des raisons possibles de ces écarts sont données dans l'encadré 11 ci-dessous. Cette situation peut nécessiter la recherche d'informations supplémentaires à partir de sources des données primaires, l'application d'estimations, ou le recours à des clés de répartition des coûts pour estimer les données.

#### **Encadré 11. Rapprocher les différences entre l'approche basée sur les coûts et celle basée sur les types de financement**

Du fait du recours à différentes sources de données dans les deux approches, la dépense totale calculée sera inévitablement différente. Si cet écart semble important après le calcul initial des données, il est essentiel d'identifier les raisons possibles de cet écart afin de réduire les sources d'erreurs et d'arriver à la meilleure estimation des dépenses totales du secteur. Les facteurs qui pourraient expliquer des différences au niveau des prestataires entre les flux financiers reçus (entrées de trésorerie) et les coûts/dépenses (sorties de trésorerie) sont les suivants :

- Des variations du solde net de trésorerie entre le début et la fin de la période. Il s'agit d'une différence normale pour laquelle une correction est impossible. La différence pourrait venir, par exemple, d'une dépense relative à un prêt ou au remboursement de celui-ci. De plus amples indications sur le traitement des prêts sont disponibles dans la note méthodologique 3 Estimation des flux financiers basés sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies.
- Des données manquantes, ou une insuffisance dans les méthodes d'estimation utilisées. Les méthodes d'estimation des coûts et des types de financement ont été conçues dans un souci de cohérence. Les sources de données peuvent cependant ne pas fournir les chiffres de la manière envisagée par la méthode, ce qui peut créer de fausses différences entre les deux approches :
  - Dans l'approche basée sur les types de financement, la valeur considérée pour TF1 – Tarifs pour services fournis, devrait correspondre au montant des fonds effectivement perçus, plutôt qu'à la somme brute facturée, dont le montant apparaît dans le compte de résultat du prestataire de services. Dans le cas où seule la somme brute telle qu'elle a été facturée est disponible, ces chiffres devraient être ajustés de la variation du solde des créances.
  - Dans l'approche basée sur les coûts :
    - Les données relatives aux dépenses en capital courantes pour des travaux en cours peuvent ne pas figurer dans la catégorie Coûts d'investissement (C1). En effet, les données disponibles peuvent se rapporter uniquement aux dépenses sur des travaux achevés, en particulier si, dans le bilan comptable, les estimations sont basées sur la valeur de l'actif une fois terminé ;
    - Les amortissements des immobilisations ne doivent pas être inclus dans la catégorie Coûts d'investissement (C1); et
    - Les données sur les Coûts financiers (C4), qui comprennent les remboursements de capital, les paiements d'intérêts et les dividendes, peuvent ne pas être disponibles.
- Le double comptage de certains flux.

Comme indiqué dans l'encadré Défi Potentiel de la section 2.2.2 ci-dessus portant sur les unités de financement, une difficulté potentielle est d'éviter le double comptage des flux financiers, en particulier lorsque les ressources sont canalisées par plusieurs unités de financement. Plus de conseils à ce sujet sont disponibles dans la Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement.

Enfin, comme cela a déjà été indiqué, un certain degré d'estimation (voir encadré 12 ci-dessous) ou la collecte de données supplémentaires sera nécessaire. Dans ce dernier cas, l'équipe des comptes WASH doit faire une demande au groupe des parties prenantes nationales, car cela peut demander des coûts supplémentaires.

Les hypothèses devraient être testées, éventuellement en se renseignant davantage sur la structure des coûts du prestataire de services. Toutes les méthodes et hypothèses d'estimation doivent être clairement présentées dans les métadonnées correspondant aux résultats finaux ; elles devraient être justifiées et bien documentées. La transparence est un élément clé de l'établissement de comptes WASH, et elle fournit une meilleure compréhension de la manière dont les données ont été compilées. En outre, elle rend les compilations ultérieures plus aisées.

### **Encadré 12. Comblent les lacunes en matière de données : émettre des hypothèses et utiliser des clés de répartition**

Dans certains cas, les données ne seront pas disponibles pour permettre d'estimer intégralement une catégorie de comptes WASH. Dans ce cas, des méthodologies d'estimation devraient être proposées, ainsi que des recommandations sur l'obtention d'informations plus précises lors de la prochaine itération de l'exercice.

Il peut être nécessaire d'utiliser d'autres types d'informations, telles que des informations physiques, afin d'établir des « clés de répartition » pour estimer la ventilation des flux financiers. Si, par exemple, il n'y a aucune information sur la répartition des dépenses entre les différents services WASH pour un acteur particulier, la répartition de ses activités peut être utilisée comme « clé » pour répartir les dépenses.

Émettre des hypothèses peut également être nécessaire lorsque les informations disponibles sont insuffisantes. L'estimation de la répartition des coûts d'assistance (i.e. les coûts associés au développement des infrastructures tels que la préparation de projets, le renforcement des capacités, la formation ou les activités consacrées à la mobilisation des communautés et aux modifications de leur comportement) à travers les activités d'un prestataire de services peut être difficile lorsque seules ses dépenses totales sont connues. Il peut être nécessaire de faire une hypothèse sur les montants qui devraient être attribués à chaque type d'activité d'appui. Les coûts d'appui peuvent cependant ne pas être directement liés à l'ensemble des dépenses pour un service. Habituellement, pour un prestataire public de services WASH en milieu rural, les coûts d'appui en tant que pourcentage du total des coûts ont tendance à être plus élevés pour l'assainissement que pour l'alimentation en eau. Tout simplement parce que l'on s'attend de plus en plus à ce que les ménages investissent dans l'assainissement eux-mêmes plutôt qu'à ce qu'ils reçoivent une subvention, ce qui signifie que les coûts d'appui supportés par l'entité publique peuvent représenter une part plus importante de leur investissement total que ceux de l'eau. L'investissement public dans l'eau, en particulier pour les dépenses en capital, reste encore la norme.

Avoir recours à des études à petite échelle et à partir des résultats extrapoler pour le reste de la population : dans certains cas, les résultats d'une étude à petite échelle peuvent être utilisés pour faire des estimations sur un composant particulier. Par exemple, une enquête sur la répartition des dépenses d'ONG peut être utilisée plus largement pour couvrir cette composante dans les Comptes WASH, car les dépenses des ONG et l'allocation correspondante ne sont généralement pas connues en détail. Toutefois, cette approche comporte des risques car l'échantillon sélectionné peut ne pas être représentatif de toutes les ONG du pays. Il est donc important de consigner par écrit les méthodes employées ainsi que les distorsions qui pourraient en découler. Cette approche peut être utilisée pour les ménages, les ONG ou les organisations communautaires, dans un grand nombre de domaines pour lesquels il n'existe pas de mécanisme comptable distinct pour les dépenses WASH.



## 3 Étape 3 – Analyser les données et rendre compte des résultats

Cette section définit la manière dont les comptes WASH et les indicateurs qui y sont associés devraient être compilés et fournit des indications sur la façon dont les données peuvent être interprétées et utilisées pour l'élaboration de politiques.

### 3.1 Compiler les Comptes WASH et leurs indicateurs

Les Comptes WASH et les indicateurs qui y sont associés ne peuvent être compilés qu'une fois les données recueillies.

#### Étape 3.1 - Tâches à entreprendre

- Identifier, à partir de la liste complète des possibles tableaux et indicateurs des comptes WASH, ceux qui sont les plus pertinents pour les questions de politiques du pays ;
- Compiler les tableaux relatifs aux comptes WASH et vérifier leur cohérence ;
- Calculer les indicateurs des comptes WASH ; et
- Préparer une annexe au rapport sur les Comptes WASH.

#### 3.1.1 Créer les tableaux et indicateurs des comptes WASH

L'équipe des comptes WASH devrait maintenant établir un certain nombre de tableaux, présentant les informations obtenues dans un format qui peut être facilement compris et utilisé par les décideurs politiques. Considérés dans leur ensemble, ces tableaux constituent les comptes WASH à proprement parler. Des indicateurs comparables entre eux peuvent être obtenus à partir de ces tableaux.

La méthodologie TrackFin propose un certain nombre de tableaux standard en mesure de répondre à la plupart des besoins en matière de politiques. Leur but principal est de fournir des réponses aux questions fondamentales concernant les politiques, définies au début de l'exercice. Ces questions sont les suivantes :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur WASH ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?
- Qui paie pour les services WASH et dans quelle proportion ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH ?

Tous les pays participant à l'initiative TrackFin devraient utiliser de préférence un ensemble de base commun de tableaux et d'indicateurs des comptes WASH, créés dans un même format afin de faciliter la comparaison au niveau international. En fonction de leurs besoins en matière de politiques et des informations disponibles, les pays peuvent choisir de créer moins de tableaux ou de présenter des informations plus détaillées sur des aspects pertinents liés à leurs propres priorités. Le Tableau 3 ci-dessous présente l'ensemble des tableaux nécessaires pour obtenir une image nationale complète du financement WASH. Les tableaux requis au minimum figurent en gras.

**Tableau 3. Tableaux des comptes WASH recommandés**

<b>Tableau CW 1 (SxA) – Dépenses dans le secteur WASH par service principal WASH et zones de services</b>
<b>Tableau CW 2 (SxU) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et type d'usage</b>
<b>Tableau CW 3 (SxP) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et prestataire</b>
Tableau CW 4 (PxFT) – Dépenses dans le secteur WASH par type de prestataire WASH et type de financement
<b>Tableau CW 5 (SxFT) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et type de financement</b>
<b>Tableau CW 6 (SxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par service WASH et unité de financement</b>
Tableau CW 7 (PxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par prestataire WASH et unité de financement
Tableau CW 8 (FTxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par type de financement et unité de financement
Tableau CW 9 (CxP) – Dépenses dans le secteur WASH par type de coûts et prestataire WASH
<b>Tableau CW 10 (CxS) – Dépenses dans le secteur WASH par type de coût et service principal WASH</b>
<b>Tableau CW 11 (ASxP) – Stocks d'actifs immobilisés par type de prestataire WASH</b>

Les indicateurs des comptes WASH sont un ensemble de chiffres clés provenant des tableaux élaborés. Ils fournissent les informations essentielles de manière plus rapide et plus synthétique, et permettent une meilleure assimilation et une plus large diffusion des résultats. L'Encadré 13 ci-dessous présente des indicateurs essentiels des Comptes WASH qui peuvent être calculés à partir des tableaux. Ils devraient être systématiquement établis en utilisant les mêmes paramètres afin de garantir une comparabilité au niveau international.<sup>1</sup>

### Encadré 13. Indicateurs essentiels des Comptes WASH

1. Total des dépenses dans le secteur WASH au niveau national
2. Total des dépenses dans le secteur WASH par personne au niveau national
3. Total des dépenses dans le secteur WASH au niveau national en tant que pourcentage du PIB (à comparer éventuellement au total des dépenses de santé en tant que pourcentage du PIB)
4. Dépenses dans l'assainissement en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH
5. Dépenses dans le secteur WASH en zone urbaine en tant que pourcentage du total des dépenses WASH
6. Dépenses publiques consacrées au secteur WASH en tant que pourcentage de la dépense publique totale. (la dépense publique inclut le financement par les autorités nationales, régionales et locales et par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, pour l'ensemble des transferts publics nationaux, transferts publics internationaux et prêts publics)
7. Dépenses des usagers en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH (la somme de FT1 – Tarifs et FT2 – Dépenses d'auto-alimentation des usagers)
8. Transferts publics nationaux en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH
9. Transferts publics internationaux en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH
10. Total des coûts d'exploitation et de maintenance en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH.

D'autres indicateurs peuvent être établis en fonction des besoins des pays. Ces indicateurs sont présentés dans la Note méthodologique n° 7 : Tableaux des Comptes WASH et indicateurs associés. Les pays peuvent choisir ceux qui correspondent le plus à leurs besoins.



**Note méthodologique n° 7 : Tableaux des Comptes WASH et indicateurs associés** Cette note présente les tableaux en question, et explique en détail la manière dont ils sont créés et à quelles fins ils peuvent être utilisés.

#### 3.1.2 Sélectionner les tableaux appropriés et vérifier la cohérence des données

Parmi la liste des tableaux proposée, l'équipe des comptes WASH doit tout d'abord déterminer ceux qu'elle prévoit de produire (se reporter à la Note méthodologique n° 7 : Tableaux des Comptes WASH et indicateurs associés). Cela dépendra de leur pertinence par rapport aux exigences en matière de politique nationale, et des données disponibles. L'analyse comparative au niveau international devrait également être un facteur clé lors de la sélection des tableaux appropriés.

Les données doivent ensuite être extraites de la base de données (étape 2.3) pour compléter les tableaux choisis. Il peut être utile de commencer par les tableaux les mieux ventilés, puis de passer à ceux qui le sont moins. Le principal avantage qu'il y a à élaborer un logiciel de collecte et d'analyse de données, comme cela est décrit au paragraphe 2.3.3.1, réside dans le fait qu'un logiciel permet de créer des tableaux automatiquement à partir de la base de données, d'où un gain de temps considérable.

Enfin, l'équipe des comptes WASH doit vérifier que les données présentées dans les tableaux sont fiables et cohérentes. Il est important de vérifier les points suivants :

- Les totaux devraient être les mêmes dans l'ensemble des tableaux. Le montant total des dépenses relatives à la consommation devrait également valoir pour la fourniture et le financement ;
- Les totaux déclarés devraient être égaux à la somme des parties constitutives ;
- Les valeurs portant sur des éléments de dépenses similaires appartenant à la même classification devraient être les mêmes dans tous les tableaux ; et

<sup>1</sup> En ce qui concerne les taux de change, l'équipe devrait convertir les résultats en dollars et utiliser le taux de change officiel de la Banque mondiale (moyen sur la période) disponible sur la World DataBank.

- Les indicateurs devraient être plausibles par rapport a) aux chiffres des dépenses totales, b) à la population (valeur par personne), c) au PIB, et d) aux valeurs historiques, si plusieurs séries de comptes WASH ont été établies dans le temps.

Tout au long de cette procédure, le processus de compilation et les méthodes utilisées pour estimer les chiffres indiqués dans les tableaux doivent être consignés afin de permettre l'évaluation de la qualité des données. Une annexe au rapport final devrait aborder clairement la manière dont les estimations ont été faites et les tableaux créés (voir l'étape 4.2.1). Le fait de consigner par écrit les sources des métadonnées et des données dans une annexe aux tableaux est essentiel pour interpréter et utiliser convenablement ces informations. Au minimum, les informations d'arrière-plan doivent inclure les sources des données, la façon dont elles ont été validées (en particulier en cas de sources multiples), l'hypothèse utilisée lors de l'évaluation des données (méthode de comptabilité choisie), le raisonnement derrière le choix des données utilisées dans l'estimation, et les procédures appliquées pour rendre les données utilisables.

## 3.2 Préparer les rapports sur les comptes WASH

### Étape 3.2. - Tâches à entreprendre

- Préparer le rapport final sur les comptes WASH :
  - Recueillir des informations sur le contexte du secteur (données d'accès, contexte institutionnel et en matière de politiques)
  - Résumer la méthodologie utilisée
  - Résumer les principales conclusions provenant des comptes WASH en utilisant des graphiques et des tableaux pour répondre aux quatre questions principales et à toute autre question portant sur la politique générale
  - Interpréter les données des comptes WASH afin de répondre aux questions concernant la politique générale
- Présenter les résultats des comptes WASH au groupe des parties prenantes nationales pour validation.

### 3.2.1 Justification

Les données ne sont pas des informations. En plus de produire des tableaux et des indicateurs, il est important d'analyser les données en relation avec les informations contextuelles sur le secteur WASH. Cela permettra de garantir une bonne interprétation des chiffres obtenus. Pour être utilisées efficacement par les décideurs politiques, les informations issues des comptes WASH doivent être brèves, significatives, et directement pertinentes à des fins de politique générale.

Le Tableau 4 ci-dessous résume la manière dont les éléments des tableaux et des indicateurs des Comptes WASH peuvent répondre à des questions de politiques et appuyer l'élaboration de celles-ci, puis aborde la manière dont ces données peuvent être utilisées et interprétées pour répondre aux questions stratégiques clés de l'exercice.

**Tableau 4. Liens entre les informations issues des comptes WASH et les questions de politique générale**

Tableaux des Comptes WASH (T)	Indicateurs des Comptes WASH (I)	Questions de politique générale auxquelles ces données répondent
<b>1. Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?</b>		
Total du Tableau CW 10 (CxS) et du Tableau CW 5 (SxFT)	Comparaison du total des dépenses WASH estimé d'après l'approche basée sur le type de financement et celle basée sur les coûts <ul style="list-style-type: none"> <li>• Total des dépenses du secteur WASH (au niveau national)</li> <li>• Total des dépenses WASH par personne (au niveau national)</li> <li>• Total des dépenses pour le secteur WASH dans le pays en tant que pourcentage du PIB (à comparer au total des dépenses de santé en tant que pourcentage du PIB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quel est le montant total du financement du secteur WASH ? Le financement actuel est-il suffisant ?</li> <li>• Quelles sont les tendances en matière de financement ? Est-il en hausse ou en baisse ?</li> <li>• Ce niveau de financement est-il comparable à celui observé dans les pays ayant des revenus similaires, ou dans les pays voisins ?</li> <li>• Ce niveau de financement est-il comparable à celui observé dans d'autres secteurs comme la santé ou l'éducation ?</li> </ul>

**Tableau 4. Liens entre les informations issues des Comptes WASH et les questions de politique générale, suite**

Tableaux des Comptes WASH (T)	Indicateurs des Comptes WASH (I)	Questions de politique générale auxquelles ces données répondent
<b>2. Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?</b>		
Tableau CW 1 (SxA) – Dépenses dans le secteur WASH par service principal WASH et zones de service (urbaine, rurale, centrale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses dans l'assainissement (zones urbaines et rurales, ou centrales) en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> <li>Dépenses dans l'eau (zones urbaines et rurales ou centrales) en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> <li>Dépenses dans le secteur WASH en zone urbaine en tant que pourcentage du total des dépenses WASH</li> <li>Dépenses dans le secteur WASH en zone rurale en tant que pourcentage du total des dépenses WASH</li> <li>Dépenses dans le secteur WASH en zone 'centrale', utilisant centrale lorsque ni urbaine ni rurale s'appliquent parce les deux en bénéficient</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quel est la répartition des dépenses entre les zones urbaines et rurales, et entre l'eau et l'assainissement ?</li> <li>Les dépenses sont-elles allouées aux sous-secteurs WASH qui ont en le plus besoin ?</li> <li>Le financement est-il affecté aux zones qui ont en le plus besoin ?</li> </ul>
Tableau CW 2 (SxU) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et usage	<ul style="list-style-type: none"> <li>Total des dépenses par type d'usage des services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quels types d'usage profitent le plus des ressources financières allouées au secteur WASH ?</li> </ul>
Tableau CW 10 (CxS) – Dépenses dans le secteur WASH par type de coût et service principal WASH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coûts d'exploitation et de maintenance en tant que pourcentage du total des dépenses du secteur WASH</li> <li>Coûts d'investissement en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des fonds suffisants sont-ils alloués à l'exploitation et à la maintenance par rapport à l'investissement ?</li> </ul>
Tableau CW 11 (SxP) – Stocks d'actifs immobilisés par type de prestataire du secteur WASH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Total du stock d'actifs du secteur WASH par personne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quel est le stock d'actifs immobilisés pour les services WASH et pour chaque sous-secteur ?</li> <li>Le stock d'actifs immobilisés est-il en baisse ou en hausse ?</li> </ul>
<b>3. Qui paie pour les services WASH, et dans quelle proportion ?</b>		
Tableau CW 5 (SxFT) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et type de financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses publiques dans le secteur WASH en tant que pourcentage de la dépense publique totale</li> <li>Dépenses des usagers en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> <li>Transferts publics nationaux en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> <li>Transferts publics internationaux en tant que pourcentage du total des dépenses dans le secteur WASH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qui finance chaque type de service ?</li> <li>Quel est la charge financière supportée par les ménages ? Les politiques et l'utilisation des fonds publics mobilisent-elles l'investissement privé, y compris auprès des ménages ?</li> <li>Quelle est la part des dépenses publiques par rapport à celles du privé ?</li> <li>Quel est la part des contributions des bailleurs de fonds ? Que représentent les dépenses des bailleurs de fonds par rapport au budget total du gouvernement ?</li> <li>Le gouvernement et les bailleurs de fonds respectent-ils leurs engagements pour le financement du secteur WASH ?</li> </ul>
<b>4. Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH ?</b>		
Tableau CW 6 (SxFU) – Dépenses WASH par type de service WASH et unité de financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses dans le secteur WASH par unité de financement acheminant les fonds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quelles sont les voies de financement du secteur WASH ?</li> <li>Quel pourcentage des dépenses publiques dans le secteur WASH passe par les administrations locales, et quel appui pourrait-on leur apporter ?</li> </ul>

### 3.2.2 Rapport final sur les Comptes WASH

Pour conclure l'exercice, l'équipe des comptes WASH devrait produire un rapport final, qui présente les résultats de manière systématique en réponse aux questions essentielles de politiques et aux besoins en matière de réforme. Une ébauche de résumé devrait être incluse. Le rapport devrait également fournir des précisions sur les moyens utilisés (sources de données, classifications et méthodologie utilisée pour estimer des résultats), de sorte que les différences observées entre les pays ou dans un même pays au fil du temps puissent être comprises et replacées dans le contexte approprié.

Le rapport final devrait aborder le cadre de l'exercice, la motivation nationale pour l'entreprendre, et les défis sectoriels spécifiques, mais avant toute chose il doit rester concis et pertinent. Il ne devrait pas dépasser 40 pages, hors annexes. Les résultats doivent être résumés principalement dans des tableaux et des graphiques. Dans la mesure du possible, les rapports finaux devraient utiliser un même format dans tous les pays afin de faciliter la comparaison et l'utilisation des données au niveau national et international.

Le rapport final sur les comptes WASH devrait contenir les éléments suivants :

- Une introduction définissant les objectifs des comptes WASH et les questions de politiques auxquelles l'exercice souhaite apporter des réponses ;

- Des informations de base sur le pays concerné. Ces informations devraient présenter les caractéristiques socio-économiques générales du pays, ainsi que des données clés sur l'accès aux services WASH. Elles fournissent le contexte permettant l'interprétation et la compréhension des constats des comptes WASH ;
- Un aperçu du secteur de l'eau et de l'assainissement dans le pays, exposant les dispositifs institutionnels et de financement, et donnant une cartographie des principaux acteurs et flux financiers. Pour replacer les résultats dans le contexte, l'aperçu devrait également indiquer les grandes questions de politiques telles que les réformes récentes et celles qui sont encore nécessaires, les politiques actuelles, et le cadre institutionnel ;
- La méthodologie utilisée pour établir les tableaux des comptes WASH, notamment les informations sur la portée de l'exercice, l'étendue géographique, les sous-secteurs concernés, et le nombre d'années couvert par l'étude. Il devrait aussi être question des classifications utilisées pour générer les comptes WASH et les approches utilisées, en mettant en évidence les principaux choix méthodologiques faits pour la collecte et l'analyse des données ;
- Les conclusions, qui constituent le cœur du rapport. Celles-ci devraient couvrir les principaux indicateurs calculés à partir des données des comptes WASH, traduisant les résultats quantitatifs de base des tableaux en informations qualitatives afin de fournir des réponses aux principales questions de politiques ; et
- Des recommandations en matière de politiques, en formulant les principales implications politiques tirées des conclusions, et des recommandations pour les exercices futurs dans le pays. Des conseils pour les applications futures de la méthodologie doivent également être fournies.

Les annexes du rapport doivent contenir les éléments suivants :

- Tous les tableaux des comptes WASH ;
- Des informations détaillées sur les méthodes de collecte de données et d'estimation utilisées ;
- La documentation sur les sources des données des comptes WASH et toutes informations méthodologiques essentielles pour interpréter correctement les résultats ; et
- Les enseignements tirés de l'exercice : des retours d'information de l'équipe des comptes WASH sur la mise en œuvre de TrackFin, mettant l'accent sur la méthodologie utilisée, mais aussi sur les aspects organisationnels et procéduraux, par exemple les exigences en matière de coûts et de ressources de l'exercice.

En outre, un sommaire exécutif rappelant les principales conclusions doit être produit. Il doit s'agir d'un document autonome de dix pages au maximum pouvant être communiqué aux décideurs politiques de haut niveau.

Les versions provisoires d rapport final des comptes WASH et de son sommaire exécutif devraient être présentés lors d'une réunion du groupe des parties prenantes nationales. La réunion devrait valider les résultats et aider à clarifier les principales conclusions en matière de politiques. Cela pourra servir de base à une diffusion plus large des résultats, comme indiqué dans la section 3.3 ci-dessous.



Une trame du rapport final des comptes WASH et de son sommaire exécutif sont disponibles sur le site Web de TrackFin. On y trouvera un résumé des conclusions des trois pays où l'exercice a fait l'objet d'une application pilote.

### 3.3 Diffuser l'analyse en matière de politiques

#### Étape 3.3 – Tâches à entreprendre

- Préparer des notes d'orientation pour les décideurs axées sur les questions spécifiques que ceux-ci se posent en matière de politiques ; et
- Communiquer les résultats à l'ensemble du secteur et au grand public.

Une fois les résultats validés et les principaux messages de l'analyse en matière de politiques extraits, l'équipe des Comptes WASH devrait finaliser le sommaire exécutif.

Des notes d'orientation brèves (quatre pages au maximum) donnant des informations essentielles sur les principales questions de politiques exprimées à l'étape 1 doivent être rédigées. Il s'agit d'une activité essentielle pour transmettre les résultats de l'exercice aux décideurs et aux autres acteurs du secteur d'une manière claire et facilement compréhensible. Chaque note d'orientation pourrait mettre l'accent sur une question spécifique, par exemple « L'équilibre géographique des dépenses du secteur WASH a-t-il besoin d'un rééquilibrage ? », « Le pays doit-il dépenser davantage pour l'assainissement ? » ou « Comment obtenir un financement complémentaire de la part des usagers ? ». L'écriture de ces notes exige une solide compréhension du contexte du secteur et des principales décisions politiques débattues.

Ces informations et analyses peuvent être utilisées dans les étapes ultérieures du processus politique, comme cela a été décrit plus en détail dans la note d'orientation disponible sur le site Web de TrackFin :

- Plaidoyer et levée de fonds
- Définition des stratégies de financement
- Budgétisation et planification
- Suivi
- Suivi régulier du financement, des engagements et des objectifs
- Analyse comparative par rapport à d'autres secteurs ou à d'autres pays
- Coordination de l'aide des bailleurs de fonds.

Ces notes d'orientation devraient être diffusées aussi largement que possible à travers le secteur WASH, auprès des décideurs, des membres de haut niveau du gouvernement, des partisans du secteur WASH, des ONG et des organisations internationales présentes dans les pays. Cette large diffusion est essentielle pour garantir la bonne compréhension des conclusions des comptes WASH, et aussi pour sensibiliser, obtenir du soutien, et créer la demande future pour de telles informations financières.

En outre, les pays doivent faire en sorte que les données collectées soient disponibles en ligne (téléchargeables au format Excel, par exemple), pour qu'elles puissent faire l'objet d'une analyse plus approfondie par les acteurs du secteur tels que les ONG, les groupes de réflexion, ou les organismes de recherche sur les politiques. Cela peut améliorer la transparence dans le secteur et fournir des indications pour guider les politiques à mettre en place.



## 4 Étape 4 – Se préparer pour les prochains comptes WASH

### Étape 4 – Tâches à entreprendre

- Émettre des recommandations pour le prochain exercice concernant les éléments suivants : portée de l'exercice et nombre d'années à couvrir, calendrier pour la prochaine phase de collecte de données, essais d'autres méthodes d'estimation, collecte de données supplémentaires, et améliorations possibles des systèmes d'information existants ;
- Planifier la prochaine étape : rechercher des financements pour l'exercice, et les manières de renforcer la capacité de l'équipe des comptes WASH ; et
- Contribuer à l'amélioration de la méthodologie en répondant au questionnaire d'évaluation :
  - Évaluer et donner son avis sur la pertinence des classifications proposées qui définissent le secteur WASH et son financement ;
  - Évaluer et donner son avis sur la faisabilité de la collecte du type de données requises ;
  - Évaluer la méthodologie proposée pour évaluer les flux financiers et les actifs immobilisés
  - Proposer des améliorations concernant les classifications et la méthodologie.

### 4.1 Justification pour de nouvelles itérations

La valeur tirée de l'exercice des Comptes WASH est maximale lorsque de nombreux pays appliquent la méthodologie et la répètent sur une base régulière. L'objectif final des comptes WASH n'est pas de produire des données, ce qui en soi présente un avantage limité, mais de veiller à ce que les données générées soient transformées en perspectives stratégiques et soient utilisées pour renforcer le processus décisionnel. Utiliser les données est crucial, en particulier lors du premier exercice, pour démontrer l'intérêt des comptes WASH et leur pertinence dans la prise de décision au niveau du secteur, et pour encourager les décideurs nationaux à continuer de produire des données sur le secteur WASH sur plusieurs années consécutives.

Le suivi des dépenses dans le temps peut aussi favoriser l'adoption des comptes WASH dans d'autres pays. La participation d'autres pays dans la production de comptes WASH sur une base régulière profitera à tous, car elle offre une base pour l'analyse comparative des résultats et une meilleure compréhension des différences constatées dans l'analyse des données et dans les résultats obtenus.

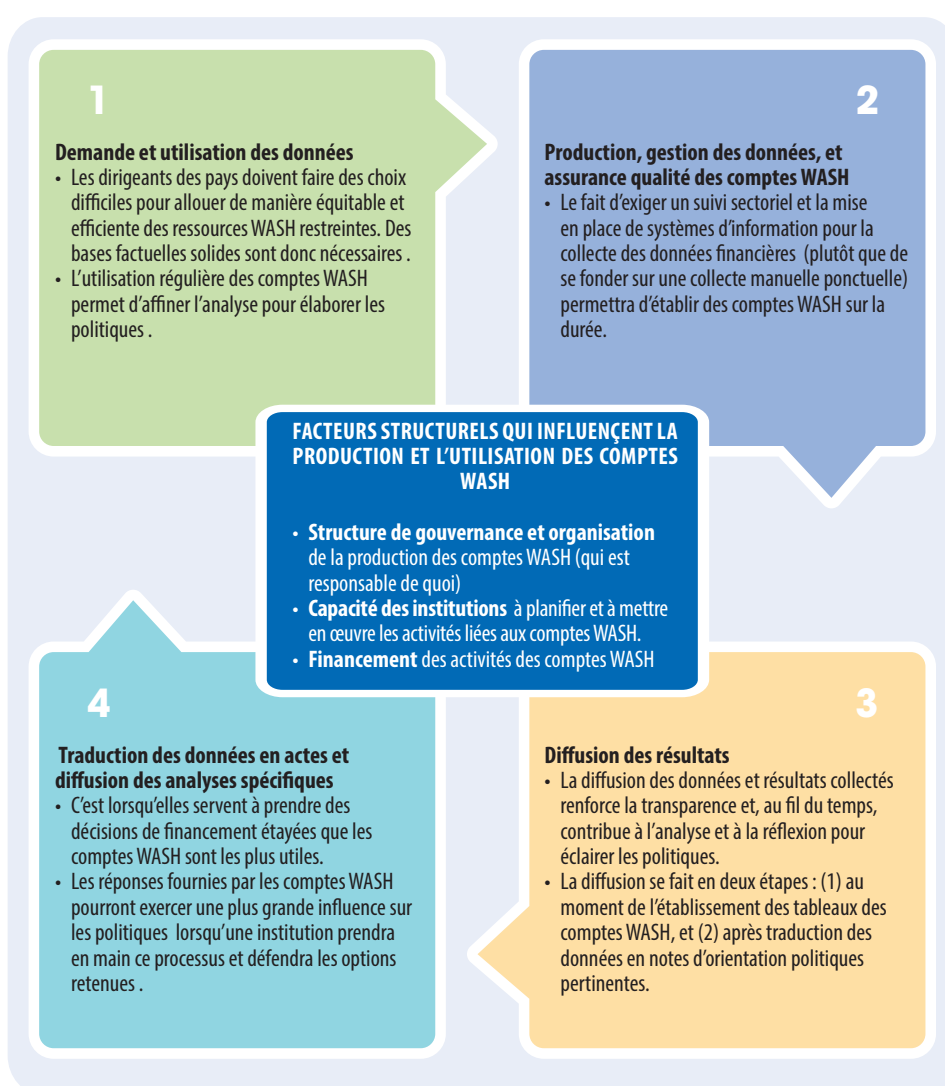
L'utilisation de Comptes WASH pour renforcer les politiques menées ouvrira également la voie à l'institutionnalisation du processus. Cela ne sera possible que s'il y a, demandées par le gouvernement et réalisées par les pays eux-mêmes, production et utilisation systématiques d'un ensemble d'indicateurs de dépenses WASH.

La Figure 8 ci-dessous repose sur les enseignements tirés du secteur de la santé, et illustre la façon dont la production et l'utilisation des Comptes WASH sur une base régulière peuvent être à l'origine d'un cercle vertueux. Pour y parvenir, trois facteurs structurels fondamentaux doivent être en place :

- *Une structure de gouvernance claire pour l'exercice des comptes WASH* (y compris des dispositifs formels et informels), indiquant les responsabilités de chacun dans chacune des activités des comptes WASH. Si l'exercice est mené par des consultants, il doit y avoir une continuité entre les exercices. Une institution devrait être responsable de la direction, de la planification, de la supervision et de la fourniture d'une assurance qualité pour les comptes WASH. Cette institution devrait également gérer la base de données dans laquelle les données de tous les exercices précédents sont enregistrées et les tableaux des Comptes WASH élaborés. Le groupe des parties prenantes nationales et l'équipe des comptes WASH devraient être mis en place à titre permanent et se réunir de manière régulière ;

- *La capacité du personnel* : les membres de l'équipe des comptes WASH devraient être formés à la mise en œuvre de la méthodologie, soit par d'anciens membres de l'équipe (s'il y a rotation du personnel), des consultants internationaux, ou des ressortissants d'autres pays qui ont déjà mis en œuvre la méthodologie. Cette formation devrait inclure une phase « d'apprentissage par la pratique » sur la façon d'utiliser l'outil de collecte de données ; et
- *Le financement pour la production de comptes WASH, et pour la diffusion et la traduction des résultats* : le financement des activités des comptes WASH devrait être garanti par l'organisme chef de file. Les pays peuvent solliciter des fonds auprès des partenaires de développement, ou demander un soutien au secrétariat TrackFin dans cette recherche.

**Figure 8. Cadre pour l'institutionnalisation de l'établissement et de l'utilisation des Comptes WASH**



Source : les auteurs du présent document. D'après la Banque mondiale (2010), Harnessing National Health Accounts to Strengthen Policymaking – Compendium of Case Studies

## 4.2 Formuler des recommandations pour les prochains comptes WASH du pays

Pour faciliter la production régulière des Comptes WASH, l'équipe devrait lancer l'itération suivante aussitôt l'exercice en cours terminé. Il est essentiel d'entretenir la dynamique afin de ne pas perdre la capacité et l'expérience acquises.

Sur la base de son expérience, l'équipe des comptes WASH devrait formuler des recommandations destinées au champion TrackFin et au groupe des parties prenantes nationales sur la manière d'améliorer le processus lors du prochain exercice. Les membres devraient donner des conseils sur la portée (par sous-secteur) et la durée de l'exercice, et indiquer si de nouvelles données provenant d'autres acteurs ou types de financement devraient être recueillies, éventuellement par le biais d'enquêtes ad hoc. Il pourrait s'agir d'enquêtes auprès des ménages ou d'enquêtes au niveau des autorités locales, menées pour recueillir des estimations plus détaillées sur l'affectation du financement et les dépenses. Des données supplémentaires pourraient être obtenues sur le secteur par le biais d'outils de collecte de données, d'enquêtes ou de systèmes d'information existants. Pour cela, il est nécessaire de travailler avec les organismes partenaires responsables de ces outils ou de ces systèmes de collecte de données.

Les données pourraient également être recueillies à un niveau de ventilation plus poussé. Les dépenses portant sur le financement remboursable des bailleurs de fonds internationaux, par exemple, peuvent être subdivisées en financement remboursable concessionnel et financement remboursable non concessionnel si des données supplémentaires sur la nature de chaque prêt peuvent être recueillies auprès des sources primaires.

#### 4.2.1 Planifier la prochaine étape

A la fin de l'exercice, le champion et le point focal Trackfin devraient se réunir pour planifier la prochaine itération, en tenant compte des orientations du groupe des parties prenantes nationales. Il est essentiel de tirer parti de la dynamique créée par le rapport final et les notes d'orientation, et d'attirer pleinement l'attention des décideurs et des partenaires de développement sur les résultats que ces documents mettent en évidence.

La collecte de fonds est un aspect essentiel de la planification de la prochaine étape. La planification doit se faire en même temps que la diffusion des résultats afin que le point focal national puisse prendre contact rapidement avec les bailleurs de fonds intéressés, y compris le gouvernement national, et leur présenter une proposition pour un futur exercice. L'équipe des comptes WASH, sous la supervision du point focal, devrait élaborer un budget et un plan de travail pour la prochaine étape, qui devraient prendre en compte également le renforcement des capacités de l'équipe.

L'équipe des comptes WASH devrait donner son avis sur le calendrier de la prochaine phase de collecte de données. Celle-ci pourrait avoir lieu tous les ans ou tous les deux ans, selon ce qui est le plus approprié en fonction des cycles d'élaboration des politiques et de budgétisation, et en tenant compte du calendrier habituel de diffusion des données clés, telles que celles contenues dans les enquêtes nationales auprès des ménages ou dans les données de recensement.

#### 4.2.2 Fournir un retour d'information sur la méthodologie proposée

L'équipe des comptes WASH devrait également remplir les questionnaires d'évaluation, dans lesquelles elle revient sur son expérience dans l'élaboration des comptes WASH et sur l'utilisation du présent document d'orientation. Cela permettra à l'équipe d'évaluer les problèmes méthodologiques rencontrés, et de proposer d'éventuelles modifications à apporter à la méthodologie et aux classifications utilisées. Le retour d'information est essentiel pour pouvoir améliorer le déroulement des exercices ultérieurs au niveau national, mais aussi pour guider au niveau international les révisions en cours de la méthodologie et du document d'orientation.



Un questionnaire d'évaluation est fourni aux pays souhaitant rendre compte de leurs expériences dans la mise en œuvre de l'initiative TrackFin et de l'application de la méthodologie.

## Note méthodologique N°1 : Systèmes de classification des services WASH

**Objectifs :** Cette note présente les systèmes internationaux de classification existants des produits, services et activités liés au secteur WASH. Ceux-ci ont été utilisés pour élaborer le système de classification TrackFin. Le but de la présente note est d'accroître la compréhension de l'équipe des comptes WASH des données provenant des bureaux de statistique nationaux, qui utilisent souvent ces classifications. Elle met également en évidence les domaines nécessitant un affinement méthodologique à plus long terme afin de saisir les activités WASH au niveau de détail requis pour pouvoir éclairer l'élaboration des politiques. En particulier, elle propose une catégorie distincte pour les services d'hygiène, qui puisse être utilisée dans l'immédiat mais qui sera mieux définie au fur et à mesure que de nouveaux pays accomplissent la démarche TrackFin.

### NM 1.1. Systèmes de classification des services WASH existants

Cette section présente une liste de systèmes de classification internationaux existants, montrant la manière dont ils recensent les activités dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Il existe trois principaux systèmes internationaux de classification utilisés pour classer les secteurs d'activité, les activités, les biens et les services. Il s'agit des systèmes suivants :

**Tableau 5. Récapitulatif des principaux systèmes internationaux de classification de biens et services**

Classification	Objectif
<b>CCP VERSION 2</b> (Classification centrale des produits)	Classe les produits et les services pour pouvoir répondre à la question : « Qu'est-ce qui est consommé ? »
<b>CITI REV.4</b> (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique)	Classe les prestataires de services pour pouvoir à répondre à la question : « Qui fournit ces biens et services »
<b>COFOG</b> (Classification des fonctions des administrations publiques)	Classe les fonctions exercées pour veiller à ce que ces produits soient fournis. Il existe aussi d'autres classifications fonctionnelles, telles que la CAPE (Classification des activités de protection de l'environnement), qui sont moins fréquemment utilisées.

Le Tableau 6 – Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement ci-dessous résume les endroits où les classifications CCP, CITI et COFOG correspondent le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement. La nature de ces classifications est précisée au bas du tableau, accompagnée d'une explication des codes les plus pertinents pour le secteur WASH.

La classification centrale des produits (CCP) est un système utilisé dans la comptabilité nationale pour classer tous les biens et services en fonction de leurs propriétés physiques, de leur nature intrinsèque, et de leur origine industrielle. Il s'agit d'un système complet, reconnu au niveau international, et recensant toutes les activités économiques. Toutefois, la division des activités en catégories ne correspond pas tout à fait aux besoins des comptes WASH.

Il n'y a pas de catégorie CCP clairement identifiée pour les services d'assainissement et de promotion de l'hygiène, bien que ceux-ci puissent être regroupés dans d'autres catégories correspondant à des « services publics », par exemple les activités d'éducation qui ne sont pas liées aux services WASH. En outre, les services fournis par le gouvernement (i.e. les fonctions administratives publiques) sont classés de manière très globale, qui empêche l'identification de fonctions gouvernementales spécifiques.



**Apprendre de SCEE-Eau :** les tableaux SCEE-Eau standard simplifiés utilisent seulement deux des produits liés à l'eau : CCP 18000 (eau naturelle) et CCP 94100 (services d'évacuation et de traitement des eaux usées, et de nettoyage des fosses septiques). Peut-être parce qu'ils assurent le suivi des produits fabriqués par les industries de l'eau et de l'assainissement (CITI 36 et 37) et considèrent que les autres produits sont fabriqués par l'industrie de la construction. Cependant, pour suivre les dépenses liées aux investissements physiques, il est essentiel de suivre les services de construction liés à l'eau et à l'assainissement.

**Tableau 6. Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement**

Chaîne de valeur	CCP (Classification centrale des produits)		CITI (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique)		COFOG	
	Code	Description	Code	Description	Code	Description
Services d'alimentation en eau (S1)	53233	Barrages	4290	Construction d'autres projets de génie civil		
	53231	Aqueducs et autres canaux d'alimentation en eau, à l'exclusion des conduites de réseau	4220	Projets d'installation d'équipements collectifs		
	54341	Travaux de forage de puits d'eau			Services de forage de puits d'eau et d'installation de fosses septiques	
	18000	Eau naturelle				Collection of rain water and water from various sources such as rivers, lakes, wells
	69210	Services de distribution d'eau par canalisations, à l'exclusion de vapeur et d'eau chaude (pour compte propre)	3600	Collecte et traitement des eaux, distribution d'eau		Purification of water for water supply purposes
	86330	Services de distribution d'eau par canalisations (pour compte de tiers)				Desalination of sea or groundwater to produce water as the principal product
	69230	Distribution d'eau, à l'exclusion de canalisations (pour compte propre)				Distribution d'eau par canalisations
	86350	Services de distribution d'eau, à l'exclusion de canalisations (pour compte de tiers)				Distribution d'eau par camions ou autres moyens
	54342	Services d'installation de fosses septiques	4220	Projets d'installation d'équipements collectifs		Services de forage de puits d'eau et d'installation de fosses septiques
	Services d'assainissement (S2)	94120	Service de vidange et de nettoyage des fosses septiques	3700	Réseau d'assainissement	
94110		Services d'évacuation et de traitement des eaux usées				Traitement et évacuation des eaux usées par des systèmes d'égouts ou des installations de traitement des eaux usées

**Tableau 6. Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement (suite)**

Chaîne de valeur	CCP (Classification centrale des produits)		CITI (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique)		COFOG	
	Code	Description	Code	Description	Code	Description
Activités de construction non réparties (pour les services d'alimentation en eau et ceux d'assainissement) (S1 et S2)	53251	Réseaux locaux de conduites (eau et assainissement)				
	53253	Stations de traitement de l'eau et des eaux usées	4220	Projets d'installation d'équipements collectifs		
	54241	Travaux de construction de conduites sur de longues distances				
	54251	Travaux de construction de réseaux locaux de conduites				
	54253	Travaux de construction de services d'évacuation des eaux usées et de stations de traitement de l'eau				
Services d'appui (S3)	91123	Services administratifs publics liés aux aménagements collectifs et des logements	8412	Tutelle des activités des organismes qui s'occupent de santé, d'éducation, de culture et d'autres activités sociales, à l'exception de la sécurité sociale	5.2	Gestion des eaux usées
				Administration publique de programmes visant à améliorer le bien-être des personnes : santé, éducation, culture, sport, services récréatifs, environnement, logement, ou services sociaux Cette classe comprend en outre les activités suivantes : • administration de programmes d'alimentation en eau potable • administration de collecte et d'élimination des déchets	6.3	Alimentation en eau



La classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) est un système élaboré par les Nations Unies. Elle classe les données économiques selon le type d'activité exercé par une unité économique. Une « branche d'activité » est définie comme un ensemble d'unités de production engagées principalement dans des activités économiques de production identiques ou similaires. Cette classification ne porte que sur les activités qui sont entreprises sans faire de distinction entre elles en fonction de leur statut juridique (i.e. s'il s'agit de producteurs publics, privés ou d'ONGs).

Deux catégories principales sont liées aux activités dans le secteur WASH, à savoir la division 36 couvrant la collecte, le traitement et la fourniture d'eau, et la division 37 portant sur l'assainissement. Ces deux catégories sont utilisées par le SCEE-Eau dans ses Comptes économiques. Même si elles sont axées sur les services, elles ne rendent pas compte de l'ensemble des activités liées à l'accès et la fourniture de services d'eau et d'assainissement, telles que la construction d'infrastructures WASH, ou la gestion des ressources en eau. En outre, la division 36 de cette classification ne fait pas la distinction entre l'eau fournie pour un usage domestique et celle destinée à un usage industriel ou à des canaux d'irrigation ; la division 37 ne comprend pas explicitement la gestion des boues de vidange ou la promotion de l'hygiène. Enfin, les activités relevant de la division 84 (activités liées à des activités collectives publiques) ne sont pas ventilées, donc les activités qui sont spécifiquement liées à l'eau et à l'assainissement ne peuvent être distinguées dans ce système.

La classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) est une classification des dépenses publiques en fonction des objectifs. Elle classe les transactions telles que les dépenses liées à la consommation finale, à la consommation intermédiaire, à la formation brute de capital, et aux transferts en capital et aux transferts courants selon leur fonction. Les catégories COFOG permettent une ventilation plus détaillée de la catégorie CITI plus générale qui inclue l'administration de l'alimentation en eau potable et de la gestion des eaux usées, i.e. CITI 8412 (Administration publique).

Quatre catégories COFOG se rapportent à la gestion de l'eau en général. Il s'agit des catégories suivantes : gestion des eaux usées, protection des sols et des eaux souterraines, protection de l'environnement non classée ailleurs, et alimentation en eau. Ces catégories COFOG font référence aux services collectifs des administrations publiques (définition et mise en œuvre de politiques publiques, établissement et application des normes publiques, et régulation, agrément ou contrôle des producteurs, comme dans le cas de l'éducation et de la santé).

D'autres systèmes de classification des activités de protection de l'environnement publiques ont été élaborés et pourraient être utilisés. Par exemple, la classification des activités de protection de l'environnement (CAPE) a été élaborée par Eurostat en coopération avec les Nations Unies pour classer les activités, produits et dépenses consacrées à la protection de l'environnement. Ces activités de protection de l'environnement sont des activités de production au sens du SCN car elles combinent ressources (des équipements, par exemple), main d'œuvre, techniques de fabrication, réseaux informatiques ou supports de communication, pour créer des biens ou des services. Dans le cas de l'eau, la CAPE comprend la gestion des eaux usées et la protection et la décontamination des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface.



**Apprendre du SCEE-Eau :** le SCEE- Eau utilise la définition de la gestion des eaux usées de la classification CAPE pour classer les dépenses consacrées aux activités et aux mesures visant à prévenir la pollution de l'eau et garantir sa protection grâce à la réduction des rejets d'eaux usées dans les eaux intérieures de surface et dans l'eau de mer. Étant donné qu'aucune catégorie CAPE n'existe pas pour la gestion et l'exploitation de l'eau, le SCEE-Eau a créé cette classification, qui correspond à la classification CITI 36 et à une partie de la CITI 84. Toutefois, selon la Division de statistique de l'ONU, cette classification n'est pas très utilisée dans les pays en développement.

## NM 1.2. Approche pour la définition de la classification TrackFin des services

Les systèmes de classification internationaux existants ne rendent pas pleinement compte de la réalité du secteur WASH et ont donc une capacité limitée à répondre à des questions en matière de politiques. Les catégories CCP sont trop axées sur les infrastructures, et celles des catégories CITI ne comprennent pas explicitement certains services essentiels pour les pays en développement, tels que la gestion des boues de vidange.

La classification TrackFin des services d'eau et d'assainissement présentée dans le Tableau 1 du document d'orientation repose dans la mesure du possible sur les classifications et les définitions existantes. Elle vise également à mieux refléter les réalités de la fourniture de services d'eau et d'assainissement, en particulier dans les pays en développement.

Cette classification couvre les principales activités le long de la chaîne de valeur WASH, y compris l'hygiène. Le Tableau 1 indique également si et dans quelle mesure les catégories proposées pour les comptes WASH correspondent à celles des systèmes de classification internationaux. Les activités de gestion des ressources en eau directement liées à la fourniture de services d'eau et d'assainissement (S4 dans la classification TrackFin) ne font pas explicitement l'objet d'une catégorie distincte dans les classifications CCP, CITI et COFOG, ce qui explique pourquoi aucune correspondance n'est mentionnée.

À plus long terme, la communauté WASH internationale devrait examiner si une classification révisée et mieux ventilée des services WASH ne serait pas nécessaire pour créer des correspondances encore plus étroites avec les besoins en matière d'analyses et de politiques du secteur.

Si cet objectif à long terme était retenu, il serait bon de s'attaquer aux limites du système de classification TrackFin actuel, à savoir :

- Il n'existe pas de définition et de classification des services d'hygiène convenues à l'échelle internationale. La section NM 1.3 ci-dessous présente le bien-fondé de la classification TrackFin proposée mais identifie également la manière dont celle-ci devrait être améliorée dans les exercices ultérieurs ; et
- La liste des services d'appui (habituellement fournis par le gouvernement) est plutôt limitée et devrait être davantage développée, en tenant compte des besoins des pays.

### NM 1.3. Propositions pour une élaboration plus poussée de la classification des services d'hygiène

Comme indiqué plus haut, il n'y a pas de définition internationalement reconnue pour l'hygiène à l'heure actuelle. En outre, aucun des systèmes internationaux de classification existants n'identifie les activités d'hygiène relatives à l'eau et à l'assainissement en tant que catégorie de produits ou de services. Pour que le financement de l'hygiène soit suivi de manière adéquate, il est nécessaire d'élaborer, d'adopter et d'intégrer des classifications spécifiques pour les produits, les prestataires de services et les fonctions liés au domaine de l'hygiène.

Au cours de la phase pilote TrackFin, les pays ont reconnu la nécessité d'une catégorie distincte pour les activités d'hygiène. Dans la version précédente du document d'orientation, la promotion de l'hygiène avait été classée soit dans la catégorie concernant l'assainissement soit dans celle concernant les services d'appui dans le domaine WASH. La création d'une définition pour l'hygiène et une liste des activités liées à l'hygiène sont donc maintenant proposées.

*Définitions existantes de l'hygiène* : l'OMS définit l'hygiène comme « les conditions et pratiques qui contribuent à la préservation de la santé et permettent d'éviter la propagation des maladies ». Dans son Cadre Directeur relatif à l'hygiène, WaterAid définit l'hygiène comme les « pratiques individuelles et familiales telles que le lavage des mains, la toilette, la gestion de l'eau stockée à la maison, toutes ayant pour but de préserver la propreté et la santé » (WaterAid, 2012). Cette dernière définition est axée sur l'hygiène des ménages, toutefois, alors qu'elle devrait également englober les pratiques qui ont cours au sein des communautés et dans les lieux publics, comme les écoles et les établissements de santé.

Le cadre directeur relatif à l'hygiène de WaterAid mentionne divers types de comportements en matière d'hygiène qui ont un impact significatif sur la transmission des maladies liées à l'eau et à l'assainissement :

- Élimination adéquate des excréta humains (dont ceux des enfants et des nourrissons) ;
- Protection et usage de la source d'alimentation en eau (au point de collecte de l'eau, pendant son transport, pour son stockage et là où elle est utilisée) ;
- Hygiène individuelle (lavage des mains avec du savon aux moments clés, ainsi que du corps, du visage et des vêtements) ;
- Hygiène alimentaire (préparation des repas, lavage des aliments, stockage, prévention de la contamination par contact) ;
- Hygiène domestique et environnementale (élimination des déchets solides et des déjections animales, gestion des eaux usées et des eaux de pluie, propreté de la maison et de ses alentours).

En outre, d'autres cadres incluent également dans l'hygiène personnelle la gestion de l'hygiène menstruelle. Certains aspects ne relèvent pas du secteur WASH, par exemple l'hygiène alimentaire, l'hygiène des animaux, et la gestion des déchets solides. Certains de ces aspects sont déjà inclus dans les systèmes de classification des services d'alimentation en eau ou d'assainissement, tels que l'élimination adéquate des excréments humains et la protection et l'usage de la source d'alimentation en eau. La méthodologie TrackFin propose donc d'identifier clairement la portée des activités d'hygiène et leur répartition entre les sous-secteurs.

La liste proposée des activités relevant de la catégorie « hygiène » est la suivante :

- Programmes de promotion de l'hygiène par le gouvernement ou les prestataires de services publics, visant les ménages, les communautés et les lieux publics tels que les écoles et les établissements de santé : il s'agit d'interventions portant sur les matériels et les connaissances, notamment des campagnes de lavage des mains, la promotion de l'assainissement et l'éducation à l'hygiène, la gestion de l'hygiène menstruelle, la distribution de produits d'hygiène, la distribution de chlore ;
- Des activités d'hygiène personnelle et domestique liées à l'eau et à l'assainissement, telles que le lavage des mains, la toilette, la lessive et le lavage du matériel ou de l'équipement (savon, « tippy-taps », salle de bains), le traitement de l'eau avec du chlore au point de consommation. Cet élément a été retiré de la catégorie « eau ».

L'hygiène alimentaire, l'hygiène des animaux, et la gestion des déchets solides sont exclues de cette catégorie.

L'amélioration de la définition des services d'hygiène devra faire l'objet de recherches et de consultations plus poussées, de préférence en collaboration avec des organismes impliqués dans la fourniture de ces services, dans le but d'adopter et d'intégrer une définition et des classifications internationales.

**Objectifs.** Cette note présente les systèmes de classification existants reconnus au niveau international relatifs aux usages, acteurs et types de financement des services WASH qui ont été utilisés comme référence pour l'élaboration du système TrackFin. Les classifications des usages, des prestataires et des unités de financement des services WASH s'inspirent du SCEE-Eau, tandis que la classification des types de financement repose sur le concept des 3T de l'OCDE (tarifs, taxes et transferts).

### NM 2.1. Classification des usages, des prestataires et des unités de financement des services WASH

Cette section porte sur les classifications utilisées par le SCEE-Eau. Celles-ci reposent sur des conventions statistiques internationalement reconnues, et ont été utilisées comme base pour l'élaboration de la classification TrackFin des usages, des prestataires et des unités de financement des services WASH.

*Classification des usagers des services WASH :* les systèmes internationaux de classification existants ne font pas référence aux usages de l'eau mais plutôt aux usagers de l'eau. C'est le cas du SCEE-Eau, qui classe les usagers de l'eau sur la base du système de classification CITI (voir Tableau 6 – Similitudes entre les classifications CCP, CITI et COFOG le long de la chaîne de valeur de l'eau et de l'assainissement, pour plus de détails). Le tableau 7 ci-dessous résume la façon dont les usagers des services WASH sont classés dans la méthodologie SCEE-Eau.

**Tableau 7. Classification des usagers des services d'alimentation en eau dans le système SCEE-Eau**

Catégories d'usagers des services d'alimentation en eau dans SCEE-Eau	Explication et correspondances
Producteurs spécialisés – consommation intermédiaire <ul style="list-style-type: none"> <li>• CITI 36 producteurs d'eau</li> <li>• CITI 37 producteurs de services d'assainissement</li> </ul>	Les producteurs de CITI 36 et CITI 37 sont considérés comme des usagers uniquement s'ils consomment eux-mêmes les services d'eau et d'assainissement qu'ils produisent
Autres Producteurs (CITI 1-3, 5-33,41-43, 35, 38, 39, 45-99) – consommation intermédiaire	Comprend les producteurs impliqués dans d'autres types d'activité qui consomment de l'eau et de l'assainissement à des fins industrielles et commerciales
Ménages	Usage domestique
Administrations publiques – peut être ventilée en deux sous-catégories : administration centrale et administration locale	Usage institutionnel
Reste du monde	Usagers internationaux ; pour l'alimentation en eau et l'assainissement, cela n'est pas directement pertinent.

*Classification des prestataires de services WASH :* Le SCEE-Eau classe les producteurs selon les « catégories CITI pertinentes, quel que soit le régime de propriété, le type de structure juridique et les modalités d'exploitation. Même lorsque les activités de collecte, de traitement et d'alimentation en eau (CITI 36) et celles d'assainissement (CITI 37) sont effectuées par le gouvernement, elles sont classées dans la mesure du possible dans la division spécifique (CITI 36 ou 37) ». Le système indique aussi, dans des tableaux distincts, les services d'eau et d'assainissement dont bénéficient les ménages par le biais de l'auto-provisionnement, ainsi que les services de consommation collective liés à l'eau fournis par le gouvernement.

Le tableau 8 ci-dessous présente les différentes catégories de prestataires de services d'eau utilisées dans le SCEE-Eau.

**Tableau 8. Classification des prestataires de services d'eau du SCEE-Eau**

Catégories de prestataires de services d'eau
Producteurs spécialisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• CITI 36 producteurs d'eau</li> <li>• CITI 37 producteurs de services d'assainissement</li> </ul>
Autres Producteurs (CITI 1-3, 5-33,41-43, 35, 38, 39, 45-99)
Ménages (en tant que producteurs pour leur propre usage)
Administrations publiques (en tant que producteur de services de consommation collective liés à l'eau) <ul style="list-style-type: none"> <li>• peut être ventilée en deux sous-catégories : administration centrale et administration locale</li> </ul>

*Classification des unités de financement WASH* : pour identifier les sources de financement, le SCEE-Eau parle de « secteurs de financement ». Ce sont les entités qui supportent réellement le coût des services. Elles sont classées en fonction du régime de propriété, à savoir administration publique, catégorie qui peut être subdivisée en deux sous-catégories, administration centrale et administration locale ; organismes à but non lucratif qui apportent des services aux ménages ; sociétés ; ménages ; et reste du monde. Ces secteurs de financement sont présentés dans le Tableau 9 – Classification des secteurs de financement de l’eau dans le système SCEE-E, ci-dessous.

**Tableau 9. Classification des secteurs de financement de l’eau dans le système SCEE-Eau**

Catégories des secteurs de financement
Administration publique • Peut être ventilée en deux catégories: administration centrale et administration locale
Institutions à but non lucratif qui apportent des services aux ménages
Sociétés • Producteurs spécialisés (CITI 36 Producteurs d’eau, CITI 37 Producteurs de services d’assainissement) • Autres producteurs (CITI 1-3, 5-33,41-43, 35, 38, 39, 45-99)
Ménages
Reste du monde

De la même manière, les unités de financement dans les comptes WASH sont classées par type de secteurs institutionnels, car cette classification est la meilleure pour répondre aux questions de politiques portant sur l’origine et la canalisation des fonds reçus par les prestataires.

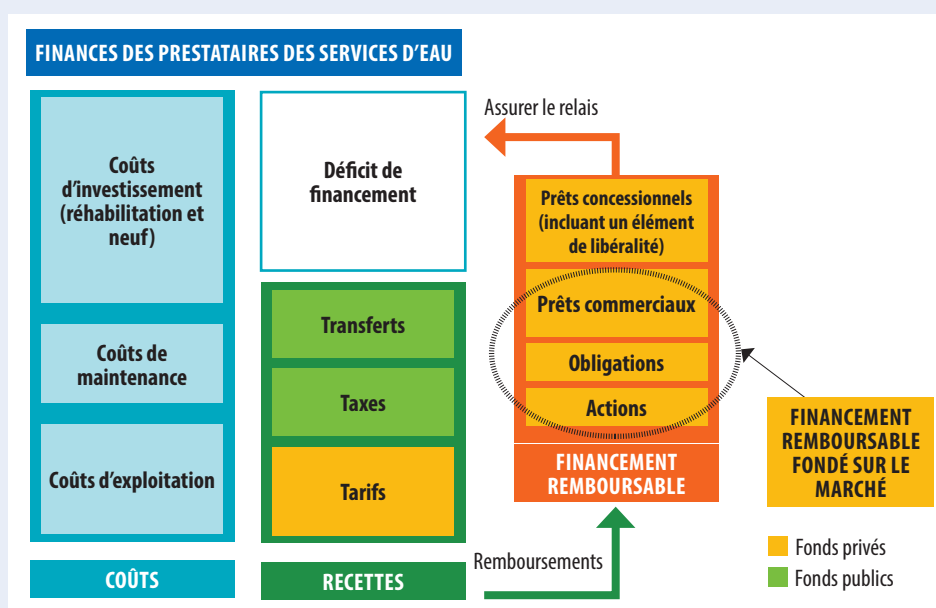
### NM 2.2. Classification des types de financement des services WASH

Cette section présente deux systèmes de classification existants destinés à identifier les types de financement : la classification 3T de l’OCDE, laquelle utilise la terminologie « sources de financement » pour les types de financement, et celle du SCEE- Eau. Le système 3T de l’OCDE a été utilisé comme référence principale pour la classification TrackFin des types de financement.

### Sources de financement du secteur WASH d’après l’OCDE : les 3T

Depuis le rapport Camdessus sur le financement de l’eau (Winpenney, 2003), le secteur de l’eau fait référence à trois sources principales de financement pour le secteur de l’eau, à savoir les tarifs, les taxes et les transferts (les 3T), auxquelles il faut ajouter le financement remboursable. Ces sources de financement peuvent être combinées pour couvrir les coûts de la fourniture de services d’eau, comme cela est résumé par l’OCDE dans la figure 9 ci-dessous (OCDE, 2010).

**Figure 9. Sources de financement du secteur WASH**



Source : (OCDE, 2010), *Des mécanismes de financement innovants pour le secteur de l’eau*

L'OCDE définit ces sources de financement comme suit :

- Les tarifs sont les fonds versés par les usagers des services WASH pour obtenir lesdits services. Les usagers effectuent généralement des paiements aux prestataires de services pour avoir accès au service et l'utiliser. Lorsqu'un service fait l'objet d'un auto-apvisionnement, par exemple, si un ménage construit et exploite sa propre latrine dans son habitation, le capital investi par le ménage sous la forme d'argent, de matériel ou de temps – le « capital sueur » - relève également de la catégorie Tarifs.
- Les taxes font référence aux fonds provenant d'impôts ou taxes nationaux qui sont canalisés vers le secteur via des transferts venant de tout niveau de gouvernement – national, régional ou local. Ces fonds sont généralement fournis sous forme de subventions pour alimenter des investissements physiques ou des dépenses d'exploitation. Les subventions « cachées » peuvent inclure des réductions d'impôts, des prêts concessionnels (i.e. à un taux d'intérêt bonifié) ou des services subventionnés tels que l'électricité.
- Les transferts se rapportent aux fonds de bailleurs de fonds internationaux et de fondations caritatives (y compris des ONG, des organisations de la société civile locale ou des organismes de coopération décentralisée) provenant généralement d'autres pays. Ils peuvent prendre la forme de dons, de garanties, ou de prêts concessionnels (i.e. à travers l'élément de libéralité inclus dans un prêt concessionnel, sous la forme d'un taux d'intérêt bonifié ou d'un délai de grâce).

Les investissements dans le secteur WASH ont tendance à être des investissements à haute intensité de capital et globaux, caractérisés par des actifs importants ayant une longue durée de vie. Il est donc rarement possible de financer d'entrée tous les investissements nécessaires. Si un financement supplémentaire ne peut être levé, soit en réduisant les coûts soit en augmentant les 3T, il est pratique courante de combler le déficit de financement par divers types de financement remboursable. Il peut s'agir de :<sup>1</sup>

- Prêts bancaires, notamment le financement commercial, le microfinancement et les prêts concessionnels. Ces derniers sont des prêts de bailleurs de fonds qui comprennent un élément de libéralité ou un élément de transfert sous la forme d'un taux d'intérêt inférieur au taux du marché, ou alors un délai de grâce ;
- Fonds propres fournis par les investisseurs qui s'attendent à être remboursés et à être rémunérés par un taux de rendement sur le capital investi. Or, les fonds propres peuvent être fournis sur de très longues périodes et peuvent donc ne pas être remboursés. Une forme cachée de subvention (ou de transfert) publique peut consister à réaliser une prise de participation, sans espérer de remboursement ou de rendement ;
- Autres instruments financiers, tels que les obligations, par lesquelles un titre de dette est vendu sur le marché à un grand groupe d'investisseurs obligataires. Les émetteurs d'obligations peuvent être des municipalités – « obligations municipales » - ou des entreprises publiques ou privées – « obligations de sociétés. »

## Évaluation de la pertinence de la typologie 3T de l'OCDE pour les comptes WASH

La typologie 3T de l'OCDE est pertinente pour les comptes WASH dans la mesure où elle classe les flux de financement en fonction de leur origine et de leur nature (par exemple, la distinction faite entre recettes provenant des services et subventions extérieures). Cette terminologie est maintenant bien connue et bien acceptée dans le secteur. Son intérêt réside dans la transmission en termes simples d'un certain nombre de concepts clés sur le financement du secteur WASH, tels que le fait que le recouvrement intégral des coûts par les tarifs ne devrait pas être le seul objectif et que le recouvrement durable des coûts par une combinaison des 3T est une alternative acceptable.

Les préoccupations relatives à cette typologie ont été, cependant, soulevées lors de consultations antérieures :

- Certaines parties prenantes du secteur ont constaté avec préoccupation que cette typologie était principalement reconnue par les organisations internationales et les organismes d'appui extérieurs tels que les bailleurs de fonds ou les ONG. Son appropriation par les acteurs au niveau national est toujours en cours ; et

<sup>1</sup> Pour des prestataires importants offrant des services à intensité capitalistique élevée, des prêts individuels peuvent être remboursés, mais le niveau de la dette totale peut ne pas être réduit car les prêts sont reconduits ou renouvelés pour maintenir le même équilibre entre financement par emprunt et financement par actions.



- La terminologie peut prêter à confusion dans certains pays en développement. Les comptes WASH étant destinés à être utilisés par les décideurs politiques, les classifications adoptées doivent être simples et faciles à comprendre, et ne laisser aucune place à l'équivoque.

D'autres préoccupations ont été soulevées à propos de la terminologie 3T, notamment les points suivants :

- Le terme « tarif » est considéré dans le langage courant comme étant le tarif payé par les usagers aux opérateurs. La typologie de l'OCDE, toutefois, inclut dans cette catégorie les paiements effectués par les ménages pour l'auto-provisionnement. Ces deux types de financement sont sensiblement différents, et correspondent à des sources de données différentes. Aussi, les deux types de financement doivent être, dans la mesure du possible, clairement séparés.
- Pour les transferts, la typologie de l'OCDE inclue les « fonds de bailleurs de fonds internationaux et de fondations caritatives (notamment les ONG, les organisations de coopération décentralisée ou celles de la société civile) qui proviennent généralement d'autres pays ». Dans plusieurs pays, cependant, comme en Inde ou dans de nombreux pays d'Amérique latine, le terme « transfert » fait souvent référence au budget du gouvernement central alloué aux collectivités locales dans des zones décentralisées. Or, ceci appartient, dans la terminologie de l'OCDE, à la catégorie « taxes », bien que ce terme soit relativement vague et puisse être mal compris dans les pays en développement.

Compte tenu des différences d'interprétation qui pourraient surgir autour de la terminologie de l'OCDE, celle-ci a fait l'objet d'ajustements pour servir de base à la classification TrackFin des types de financement, qui sont l'équivalent de ce que l'OCDE appelle « sources de financement ».

### Types de financement du secteur WASH selon le SCEE-Eau : unités et secteurs de financement

Le SCEE-Eau ne prend pas en compte les types de financement en tant que tels. Mais les secteurs de financement identifiés par ce système (tels qu'ils sont définis dans le Tableau 9 – Classification des secteurs de financement de l'eau dans le système SCEE-E, ci-dessus) comprennent des catégories de types de financement qui ne sont pas explicitement pris en compte par la terminologie 3T de l'OCDE. Il s'agit des transferts provenant d'organismes à but non lucratif fournissant des services aux ménages (qui peuvent être en nature ou en espèces, et provenir de sources liées à des contributions volontaires nationales plutôt qu'à des transferts internationaux uniquement). Les transferts internationaux en provenance du reste du monde, qui pourraient ne pas être considérés comme appartenant à la catégorie « aide publique au développement » (tels que les transferts provenant de bailleurs de fonds qui ne sont pas membres de l'OCDE, notamment des pays membres du BRICS), pourraient également en faire partie.

### Classification TrackFin des types de financement

La classification TrackFin des types de financement correspond en grande partie à la terminologie 3T, mais offre une plus grande ventilation et assure une cohérence avec la terminologie du SCEE-Eau. Cette classification est présentée dans le Tableau 10 – Classification TrackFin des types de financement WASH ci-dessous, qui indique également les correspondances avec la classification 3T de l'OCDE et avec celle du SCEE-Eau.

**Tableau 10. Classification TrackFin des types de financement WASH**

Types de financement TrackFin		Définition	Correspondances avec la typologie des sources de financement de l'OCDE	Correspondances avec les catégories de secteurs de financement du SCEE-Eau
FT1	Tarifs pour services fournis	Païement par des usagers à des prestataires de services pour l'accès à un service et pour son usage. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : FT1.1 Tarifs pour services à usage domestique fournis, FT1.2 Tarifs pour services à usage non domestique fournis.	TARIFS	Partie du financement via des « Sociétés »
FT2	Dépenses d'auto-provisionnement des usagers	Financement provenant d'usagers pour investir dans, ou fournir, des services en auto-provisionnement. Les usagers qui s'auto-provisionnent doivent apporter un investissement initial (pour un puits, un système de production d'eau privé, ou une latrine privée) pour avoir accès au service, et doivent ensuite assumer les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes. Cela peut se faire en espèces, en matériaux ou en temps. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : FT2.1 Dépenses d'auto-provisionnement des usagers pour des services à usage domestique, FT2.2 Dépenses d'auto-provisionnement des usagers pour des services à usage non domestique.		Ménages et « Sociétés »
FT3	Transferts publics nationaux	Transferts publics d'organismes gouvernementaux (administrations centrales ou locales) aux acteurs WASH. Il s'agit souvent de subventions provenant d'impôts ou d'autres sources de recettes publiques. Cette catégorie comprend uniquement les dons et n'inclut pas les prêts concessionnels qui relèvent de la catégorie FT6 – Financement remboursable.	TAXES	Gouvernements
FT4	Transferts publics internationaux	Dons de bailleurs de fonds publics et d'agences multilatérales provenant d'autres pays. Les prêts concessionnels ne font pas partie de cette catégorie et relèvent entièrement de la catégorie FT6 —Financement remboursable.	TRANSFERTS	Reste du monde
FT5	Contributions volontaires	Dons de bailleurs de fonds non gouvernementaux nationaux et internationaux, y compris les fondations caritatives, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile et les personnes physiques (envois de fonds). Les prêts concessionnels ne font pas partie de cette catégorie et relèvent entièrement de FT6 – Financement remboursable.		Institutions à but non lucratif au service des ménages
FT6	Financement remboursable	Sources de financement provenant de sources publiques ou privées qui au final doivent être remboursées, telles que les prêts (y compris les prêts concessionnels et les garanties), les prises de participations, et d'autres instruments financiers tels que les obligations. Cette catégorie peut être subdivisée en deux sous-catégories : FT6.1 – Financement remboursable concessionnel et FT6.2 – Financement remboursable non concessionnel.	FINANCEMENT REMBOURSABLE	Partie du financement via des « Sociétés »

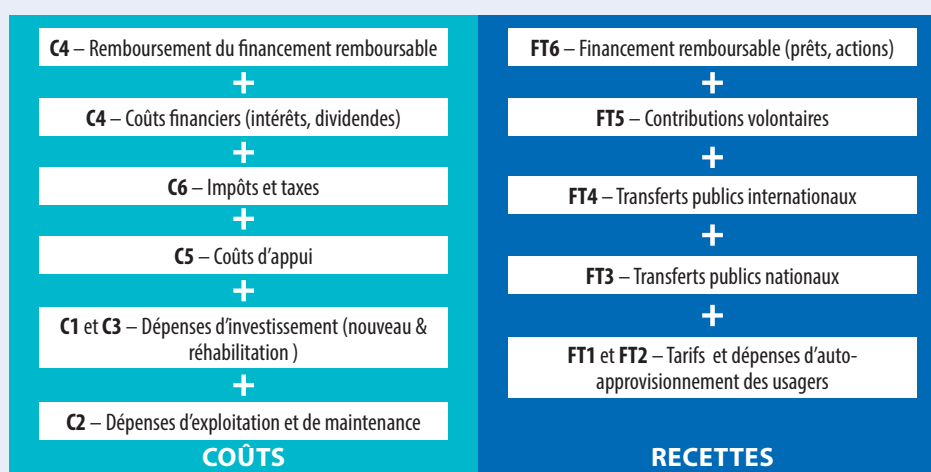
## Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies

**Objectifs.** Cette note fournit des indications sur les méthodes nécessaires pour suivre les types de financement (i.e. les recettes du secteur) et les coûts de manière comparable. Elle fait valoir qu'une approche basée sur les flux de trésorerie devrait être utilisée chaque fois que cela est possible. Elle présente également un éventuel développement à long terme, qui impliquerait le recours à une approche économique pour l'estimation des flux financiers.

### NM 3.1. Justification d'une estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie

La philosophie sous-jacente de l'approche relative aux flux financiers est de parvenir à un enregistrement des flux financiers sur une base annuelle – i.e les flux de trésorerie qui entrent et sortent du secteur et qui sont destinés à couvrir les coûts. En théorie, les flux financiers calculés en utilisant l'approche basée sur les types de financement (pour estimer les recettes du secteur) et l'approche basée sur les coûts (pour estimer les coûts encourus par le secteur) devraient s'équilibrer, comme le montre la figure 10 ci-dessous.

**Figure 10. Coûts et recettes à prendre en compte dans l'approche relative aux flux financiers**



En pratique, toutefois, les différences de traitement comptable des flux financiers sont susceptibles d'introduire de légères différences, selon que l'une ou l'autre des méthodes de prise en compte est utilisée. Les flux financiers de la « partie coûts » et ceux de la « partie recettes » ne se produisent pas nécessairement en même temps, et le moment où ces flux sont enregistrés est important. La manière dont les flux financiers sont pris en compte dépend des méthodes comptables utilisées par les différents acteurs auprès desquels les données sont recueillies, i.e. un système de comptabilité de caisse ou un système de comptabilité d'exercice, comme cela est décrit plus en détail dans Encadré 14 ci-dessous.

#### Encadré 14. Méthodologies de comptabilité et états financiers

Les transactions financières peuvent être enregistrées selon deux méthodes comptables :

- La comptabilité de caisse enregistre les flux de trésorerie reçus et versés lorsque des paiements sont effectués (ou reçus) ;
- La comptabilité d'exercice enregistre une transaction lorsque la valeur économique est créée, transférée ou éteinte. Cela signifie qu'un événement économique est enregistré au moment où la transaction a lieu plutôt que lorsqu'un paiement est effectué (ou reçu).

Dans le cas des tarifs des services d'alimentation en eau potable, la méthode basée sur les flux de trésorerie enregistre les flux en fonction des factures réglées, i.e. la somme d'argent payée par les usagers aux prestataires de services au cours de la période comptable. En revanche, la méthode reposant sur la comptabilité d'exercice prévoit l'enregistrement des tarifs sur la base des recettes calculées lorsque les factures sont envoyées aux usagers, i.e. l'enregistrement des tarifs dus plutôt que des tarifs réellement payés.

Les trois principaux états financiers préparés par la plupart des entreprises d'une certaine taille enregistrent les transactions financières de différentes façons. Ces trois états financiers sont :

- L'état des flux de trésorerie enregistre les flux de trésorerie qui entrent et sortent du compte bancaire d'une société au cours d'une certaine période de temps. La production de ce document repose sur les données fournies par la comptabilité de caisse.
- L'état des recettes et des dépenses (ou compte de résultat) enregistre les recettes créatrices de richesse et les frais destructeurs de richesse d'une société au cours d'une certaine période de temps. La production de ce document repose sur les données fournies par la comptabilité d'exercice.
- Le bilan comptable est une image de la valeur des actifs et passifs d'une société à un moment donné.

Les données obtenues des différents types de parties prenantes utilisant différents systèmes comptables peuvent être prises en compte en ayant recours soit aux règles de la comptabilité de caisse soit à celles de la comptabilité d'exercice. Par exemple, les gouvernements ou les bailleurs de fonds qui versent des fonds au secteur sont susceptibles d'utiliser la comptabilité de caisse et enregistrer ces fonds une fois les paiements effectués, alors que les prestataires de services au-dessus d'une certaine taille sont plus susceptibles d'avoir recours à la comptabilité d'exercice. Ils peuvent aussi être moins enclins à publier des états de flux de trésorerie, et des compilations au niveau du secteur d'états de flux de trésorerie sont rares.

Avoir recours à la comptabilité d'exercice, comme cela est recommandé par le système de Comptes de la santé et conformément au Système de Comptabilité Nationale, permet d'avoir une image plus précise du financement du secteur, car les transactions sont enregistrées au moment où elles aboutissent à une création de richesse. Toutefois, les défis liés à la compilation des comptes WASH au niveau national sur la base de la comptabilité d'exercice risquent d'être les mêmes que ceux rencontrés dans le secteur de la santé, à savoir qu'il est impossible de détailler chacun des états financiers recueillis auprès des prestataires de services. Plus de détails sont disponibles dans l'encadré ci-dessous.



#### **Méthodes de comptabilité utilisées dans le système de Comptes de la santé et défis associés**

Le manuel consacré aux Comptes de la santé pointe les difficultés méthodologiques associées à l'utilisation de la comptabilité d'exercice. « Le manuel [du système de Comptes de la santé] recommande la comptabilité d'exercice qui enregistre les dépenses pendant la période où l'activité a lieu, plutôt que la comptabilité de caisse où cet enregistrement prend place une fois la transaction destinée à couvrir l'activité effectuée. Cependant, il est reconnu que la comptabilité de caisse peut encore être appliquée dans certains pays ou pour certaines parties du système de santé. Les sources de données des comptables du secteur de la santé peuvent révéler le recours à différentes méthodes comptables. Une bonne pratique dans ce domaine serait de tout convertir en comptabilité d'exercice dans la mesure du possible ».

Source : Système de comptes de la santé (OCDE, 2011:111)

Sachant que l'objectif de TrackFin est de suivre les flux de financement et compte tenu de l'importance du financement des administrations publiques et des bailleurs de fonds dans le secteur, l'approche reposant sur la comptabilité de caisse est recommandée chaque fois que possible. Les tarifs devraient donc être enregistrés sur la base des sommes réelles reçues des usagers pour les services fournis et non pas des sommes facturées. Lorsque les états de flux de trésorerie des opérateurs sont disponibles, les flux de trésorerie devraient être utilisés. Si ceux-ci ne sont pas facilement disponibles, cependant, les informations provenant des comptes de résultat peuvent également être utilisées. Le financement remboursable doit être comptabilisé au moment où le flux de trésorerie est reçu par les prestataires de services, en supposant qu'il sera utilisé la même année, et pour le montant correspondant. Les remboursements et coûts de capital devraient également être comptabilisés comme dépenses. Plus d'indications sur le traitement des prêts sont disponibles dans la Note méthodologique N°4 : Estimation des flux financiers par l'approche basée sur les types de financement.

L'encadré ci-dessous présente un récapitulatif des avantages et des inconvénients de l'utilisation d'une approche basée sur les flux de trésorerie pour estimer les flux financiers.

#### **Encadré 15. Avantages et inconvénients de l'utilisation d'une approche basée sur les flux de trésorerie pour estimer les flux financiers**

##### **Avantages**

- Plus facile à compiler car de nombreuses sources de données enregistrent les dépenses en fonction des flux de trésorerie
- Moins de risque de mélanger différentes méthodes comptables
- Indique les dépenses et recettes réelles de l'année, en tenant compte des dépenses non payées et des recettes non perçues
- Indique les flux relatifs aux dépenses en capital (qui n'apparaîtraient pas dans une comptabilité d'exercice)

##### **Inconvénients**

- Indique le financement remboursable reçu et donc ne montre pas si les recettes « réelles » du secteur sont suffisantes pour couvrir les dépenses

### **NM 3.2. Utilisation d'une approche économique comme alternative possible**

Parce qu'elle repose sur la comptabilité de caisse, l'approche basée sur les flux de trésorerie proposée pour l'estimation des flux financiers ne fournit pas d'informations permettant de savoir si le secteur est solvable, c'est-à-dire si les recettes non remboursables (recettes réelles) sont suffisantes pour recouvrir les coûts, y compris

les coûts de maintenance nécessaires pour entretenir les actifs immobilisés en état de marche. Par conséquent, cette approche ne permet pas de savoir si le secteur est financièrement viable à long terme.

Pour répondre à ces préoccupations, la régulation économique s'appuie généralement sur une approche économique, fondée sur la comptabilité d'exercice, pour estimer les besoins de financement des prestataires de services. Appliquer cette approche au niveau sectoriel serait un moyen intéressant d'évaluer la viabilité financière du secteur dans son ensemble. L'Encadré 16 ci-dessous indique comment cette approche économique pourrait fonctionner.

### Encadré 16. Une approche économique possible pour estimer les flux financiers dans le secteur WASH

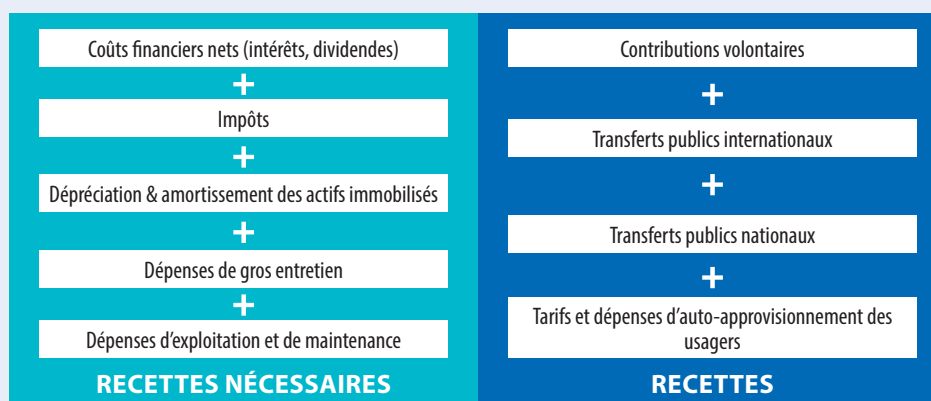
Une approche économique pourrait être utilisée pour estimer les recettes nécessaires pour recouvrer la totalité des coûts du cycle de vie de la fourniture de services. Cette approche économique engloberait les coûts d'exploitation et de maintenance, les dépenses de gros entretien, les charges financières et les taxes, mais exclurait les dépenses en capital nettes et n'inclurait que l'amortissement des immobilisations. Cela permettrait de savoir si, à long terme, le secteur génère des recettes suffisantes pour couvrir les coûts du cycle de vie complet et le financement remboursable.

Une approche économique permettrait d'estimer les besoins de financement du secteur en fonction des coûts prévus, notamment:

- Les coûts d'exploitation et de maintenance récurrents.
- Les coûts de gros entretien (pour les dépenses de maintenance des immobilisations). Une mesure très grossière de ces coûts de maintenance des immobilisations est sans doute l'amortissement, lequel peut être considéré comme « ce qui doit être mis de côté pour remplacer les investissements passés. » Toutefois, savoir si les montants d'amortissement peuvent adéquatement refléter ce qui doit être consacré à la maintenance des immobilisations dépend en grande partie des méthodes d'évaluation des actifs. Dans la plupart des cas, lorsque l'amortissement est calculé sur la base de la valeur des actifs historiques, les montants d'amortissement correspondants risquent d'être insuffisants pour couvrir les besoins réels nécessaires pour l'entretien des immobilisations. Un régulateur (Ofwat) a cherché à résoudre ce problème en introduisant des coûts d'entretien des immobilisations spécifiques lors de l'estimation des besoins en recettes des opérateurs (à couvrir par les tarifs). Toutefois, fixer ces montants peut être difficile et prêter à controverse. Dans la plupart des secteurs de l'eau, d'ailleurs, ces montants font rarement l'objet d'une estimation.
- Un rendement attendu sur l'ensemble des immobilisations (estimé en appliquant un coût moyen pondéré du capital à l'ensemble des immobilisations prévues, qui inclut les nouveaux investissements prévus). Ceci fournit une base solide pour l'établissement du budget et la fixation des tarifs car cela permet de lisser les besoins en recettes futurs.

L'estimation des besoins en recettes effectuée de cette manière pourrait être comparée au chiffre d'affaires réel du secteur (provenant des tarifs, des contributions non-tarifaires des usagers ou des transferts non remboursables) et permettrait de savoir si le secteur est financé de manière durable.

Figure 11. Types de coûts et de financement enregistrés par l'approche économique



L'utilisation de l'approche économique n'est pas recommandée à ce stade. Elle ne ferait qu'ajouter à la complexité en introduisant des éléments nécessaires à l'estimation de recettes qui seraient susceptibles d'être très difficiles à compiler. De plus, cette approche devant être appliquée au niveau des prestataires de services, il n'est pas certain que les dépenses puissent être simplement totalisées à ce niveau pour créer une image du secteur. Les prestataires de services pouvant être des prestataires publics, privés, des sociétés, ou des organisations gouvernementales, ou même des communautés, il peut ne pas être possible d'estimer toutes les dépenses en ayant recours à la comptabilité d'exercice.

Une difficulté méthodologique supplémentaire réside dans l'estimation des dépenses de gros entretien et de l'amortissement des actifs immobilisés, qui devrait se faire en fonction d'une durée de vie des actifs idéale et de l'estimation de leur valeur actuelle en utilisant les normes IFRS. Un modèle simplifié permettant d'estimer les dépenses de gros entretien pourrait être élaboré en s'appuyant sur l'approche actuelle de l'Ofwat au Royaume-Uni.

**Objectifs.** Cette note fournit des indications sur le suivi des flux financiers dans le secteur WASH par l'approche basée sur les types de financement. Elle s'appuie sur l'expérience du Système de Comptes de la Santé pour déterminer les types de financement. La note indique quelles pourraient être les sources d'informations et de données éventuelles pour chaque type de financement, et identifie les difficultés et les solutions possibles dans chaque cas.

#### NM 4.1. Recueillir des données par types de financement

Comme il a été expliqué dans le document d'orientation principal, il est possible de recourir à de nombreux types de financement pour financer le secteur. Pour chaque type de financement, il existe différentes manières de trouver des informations, comme cela est indiqué dans le tableau 11 ci-dessous. Décider de la méthode la plus appropriée doit être le fait de chaque pays et reposer sur la disponibilité des données. Des indications supplémentaires à ce sujet sont disponibles dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 11. Collecte de données sur les types de financement**

Catégories de types de financement	Sources de données et méthodes de collecte des données
Tarifs pour services fournis (FT1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser les sources existantes lorsqu'elles sont disponibles, comme IBNET, les organismes de réglementation nationaux ou les associations de prestataires de services, et les systèmes de planification financière stratégique au niveau national</li> <li>Pour les principaux prestataires de services, obtenir les données relatives au chiffre d'affaires par service WASH ; dans les pays décentralisés, organiser une enquête auprès des prestataires de services formels</li> <li>Organiser un inventaire et une enquête auprès des autres prestataires de services (notamment les petits prestataires informels) pour évaluer leurs recettes tarifaires</li> </ul>
Dépenses d'auto-provisionnement des usagers (FT2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les ménages :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Se baser sur les données de couverture existantes des enquêtes auprès des ménages</li> <li>Organiser des enquêtes ad hoc auprès des ménages pour évaluer leurs investissements dans l'eau et l'assainissement en auto-provisionnement</li> </ul> </li> <li>Pour les autres types d'usagers, il peut être difficile d'obtenir des données. Il se pourrait que les agences de bassin ou les agences de protection de l'environnement recueillent des données sur l'auto-provisionnement auprès des industriels, c'est pourquoi elles devraient être consultées.</li> </ul>
Transferts publics nationaux (FT3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se baser sur les comptes financiers des administrations publiques nationales et locales. Les données peuvent être consolidées dans le système d'information financière publique principal qui enregistre les dépenses publiques, ou être détenues par le Ministère des Finances.</li> <li>Se baser sur les données des dépenses courantes des autorités nationales et locales recueillies par les Bureaux de statistique nationaux (BSN)</li> <li>Consulter les rapports des dépenses des principaux programmes WASH gouvernementaux</li> <li>Pour les ministères au niveau central et les organismes publics : créer des questionnaires spécifiques pour recueillir des données primaires sur les transferts reçus et émis</li> <li>Pour les organismes publics décentralisés (tels que les autorités locales) : créer un questionnaire spécifique pour recueillir des données primaires, au moins auprès d'un échantillon</li> <li>Pour les principaux prestataires de services : créer un questionnaire spécifique pour recueillir des données primaires sur les transferts reçus auprès d'un échantillon</li> </ul>
Transferts publics internationaux (FT4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obtenir des données auprès de la base de données CAD de l'OCDE</li> <li>Recueillir des données sur les transferts reçus à partir des comptes financiers des autorités nationales et locales et des principaux prestataires de services</li> <li>Recueillir des données sur les transferts émis en créant des questionnaires spécifiques pour recueillir des données primaires auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux</li> </ul>
Transferts volontaires (FT5)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recueillir des données sur les transferts reçus à partir des comptes financiers des autorités nationales et locales</li> <li>Recueillir des données sur les transferts émis en créant des questionnaires spécifiques pour recueillir des données primaires auprès d'un échantillon d'ONG et d'organismes caritatifs</li> </ul>
Financement remboursable (FT6)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se baser sur les enquêtes du secteur des banques commerciales</li> <li>Recueillir des données sur le financement remboursable fourni en créant des questionnaires spécifiques pour obtenir des données primaires auprès des principaux prêteurs (organismes gouvernementaux et banques de développement, bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux)</li> <li>Recueillir des données sur le financement remboursable reçu en créant des questionnaires spécifiques pour obtenir des données primaires auprès des principaux emprunteurs (principaux prestataires de services)</li> </ul>



## FT1 : Tarifs pour les services fournis

Des informations sur les tarifs payés aux prestataires de services WASH formels existent et sont ventilées (au niveau de chaque prestataire de services), mais l'obtention de ces informations nécessite habituellement un examen attentif des comptes financiers des prestataires et des grilles tarifaires.

Le recours à l'approche basée sur les flux de trésorerie (voir la Note méthodologique N°3 : Estimation des flux financiers basée sur les flux de trésorerie et sur d'autres méthodologies) permet de suivre les tarifs réels payés par les usagers et reçus par les prestataires de services, y compris les subventions et les taxes sur les produits.

Cette approche diffère de celle utilisée dans le SCN, qui recommande le calcul de la « production » ou du montant total des ventes, des expéditions ou du chiffre d'affaires en utilisant la comptabilité d'exercice (appelée approche économique dans le présent document d'orientation). Cette valeur peut être exprimée soit en termes de prix de producteurs ou de prix de base. Les différences sont dues aux subventions et aux impôts sur les produits. Les prix de base incluent les subventions sur les produits et excluent les impôts. Les prix de producteurs excluent les subventions sur les produits et incluent les impôts.

Certains pays ou organismes ont recueilli des données sur les tarifs moyens dans un pays donné ou dans différentes villes<sup>1</sup>, tandis que d'autres organismes présentent des données sur les structures tarifaires au niveau national. Cependant, peu de pays, pour ne pas dire aucun, recueillent d'une manière continue et régulière des données relatives au montant total des recettes générées par les tarifs payés par les usagers pour les services fournis.

La méthodologie TrackFin nécessite la collecte de données de ce genre, à la fois sous formes ventilées et agrégées :

- *Informations agrégées sur les recettes provenant des tarifs* : il s'agit du total de toutes les recettes générées par tous les types de services au niveau des prestataires de services, en fonction de ce qui est habituellement appelé « chiffre d'affaires correspondant aux ventes de services d'eau/assainissement. » Ces informations sont tirées des comptes de résultat des prestataires de services, en se fondant de préférence sur les bases de données existantes dans le cas de prestataires multiples.
- *Informations ventilées sur les recettes provenant des tarifs* : dans la plupart des cas, des données ventilées sur la répartition des recettes provenant des tarifs en fonction des différents services (eau, assainissement et autres services), des différents types d'usagers (ménages, entreprises, institutions) ou de différentes régions peuvent être obtenues à partir des données commerciales. Cela nécessite de rendre visite à chaque prestataire de services ou de leur envoyer un questionnaire à retourner, à moins que les informations aient déjà été enregistrées dans une base de données.

Lorsque la fourniture de services WASH est fortement décentralisée, les prestataires de services peuvent être nombreux et les prestataires informels peuvent représenter une part importante du marché.

Pour surmonter ces difficultés potentielles, l'équipe des comptes WASH peut chercher à obtenir des données à partir des sources suivantes :

- Les organismes nationaux de régulation économique du secteur de l'eau (par exemple NAWASCO [Conseil national pour l'alimentation en eau et l'assainissement] en Zambie, PURC au Ghana, ou WASREB au Kenya) ;
- Les associations nationales d'opérateurs de services publics telles qu'ABCON au Brésil<sup>2</sup> ;
- Les enquêtes et bases de données mondiales qui recueillent des informations sur les tarifs, comme l'International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities (IBNET), une plate-forme d'analyse comparative gérée par la Banque mondiale, qui comprend une base de données des tarifs de l'eau élaborée en 2011 ; et
- Les exercices de planification financière stratégique du secteur, parfois élaborés sous les auspices des organisations internationales telles que l'OCDE ou la Banque mondiale.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Par exemple, les données de l'OCDE sur un ensemble de villes et de pays dans le monde (OCDE, 2009. De l'eau pour tous – Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement. Paris, Editions OCDE.

<sup>2</sup> ABCON (Associação Brasileira das Concessionárias Privadas de Serviços Públicos de Água e Esgoto), association regroupant des concessionnaires publics et privés pour l'eau et l'assainissement.

<sup>3</sup> Cette publication de l'OCDE donne un aperçu des outils qui peuvent être utilisés pour améliorer la gestion financière du secteur, notamment des outils de planification financière stratégique. <http://www.oecd.org/env/resources/meetingthechallengeoffinancingwaterandsanitationtoolsandapproaches2011.htm>

### **Encadré 17. Données sur les tarifs relatifs à la fourniture de services émanant des organismes de régulation nationaux**

Les données sur les structures tarifaires peuvent être disponibles auprès de l'organisme de régulation national chargé de l'eau et de l'assainissement. Par exemple, l'Office of Water Services (Ofwat) est l'organisme de régulation économique de l'industrie de l'eau en Angleterre et au Pays de Galles. Chaque année, ses agents examinent les tarifs facturés pour l'eau et l'assainissement par chaque société pour vérifier qu'ils respectent bien les limites de prix fixées. Les résultats sont publiés chaque année et sont maintenant disponibles en ligne.

Ces limites de prix sont fixées par l'organisme de régulation tous les cinq ans en évaluant en détail les modèles opérationnels et financiers des opérateurs. Pour procéder aux examens des prix, l'organisme s'appuie sur des modèles financiers tenant compte de tous les flux financiers, notamment les recettes provenant des tarifs et d'autres sources, et les sources de financement remboursable. Il inclut dans les limites de prix, et donc les tarifs facturés aux clients, le coût du paiement de la dette et des fonds propres en estimant la valeur des actifs qu'il estime nécessaires au service. Toutes ces informations sont mises à la disposition du public en ligne, à l'exception des informations jugées sensibles d'un point de vue commercial.

Pour créer des comptes WASH, les types de financement doivent être suivis en fonction de l'usage qui est fait des services. Pour des services fournis aux usagers, les recettes provenant des tarifs devraient être suivies en fonction des types d'usagers, en faisant au minimum la distinction entre usagers de services à usage domestique et usagers de services à usage non domestique. Si le chiffre d'affaires total est uniquement disponible dans les états financiers des prestataires de services, l'équipe des comptes WASH devrait recueillir des données supplémentaires sur le tarif moyen facturé à chaque catégorie d'usagers, et sur le volume consommé par chaque type d'usagers, afin d'affecter les recettes aux unités de financement concernées. Lors de l'enregistrement des données, cette catégorie peut encore être ventilée en sous-catégories telles que FT1.1 Tarifs pour services fournis à usage domestique et FT1.2 Tarifs pour services fournis à usage non domestique.

Comme il a été indiqué plus haut, les enquêtes tarifaires sont peu susceptibles d'estimer les recettes totales provenant des tarifs, mais plutôt de contenir des données sur les tarifs moyens ou les structures tarifaires. L'équipe des comptes WASH devrait donc traiter ces données, en utilisant des ensembles de données complémentaires portant sur le nombre de clients et leur consommation respective. Cela peut toutefois s'avérer assez complexe si les tarifs sont structurés autour de blocs de consommation. Dans ce cas, des valeurs approchées peuvent être nécessaires.

Dans le cas de prestataires de services informels, il est peu probable que des informations sur leurs recettes provenant des tarifs soient facilement disponibles. Lorsque les prestataires informels couvrent une part importante du marché, des enquêtes basées sur un nombre représentatif de prestataires (et de leurs clients) devraient être menées afin d'obtenir des données sur les recettes perçues. Les tarifs qu'ils facturent sont susceptibles d'être plus élevés que ceux des opérateurs formels, mais les volumes consommés seront inévitablement plus faibles, aussi des informations sur les tarifs ainsi que sur les volumes consommés doivent être recueillies pour un échantillon représentatif. L'extrapolation à partir de ces données devrait être basée sur le nombre moyen de prestataires informels (et sur leur taille), mais devrait exclure les ménages, qui relèvent de la catégorie FT2 : Dépenses d'auto-alimentation des usagers. L'effort supplémentaire de collecte d'informations sur les tarifs payés aux prestataires informels n'est justifié que dans les pays où cette dépense est importante.

### **FT2 : Dépenses d'auto-alimentation des usagers**

Le deuxième type de financement émanant directement des usagers est désigné sous le nom « Dépenses d'auto-alimentation des usagers ».<sup>1</sup> Ce type de financement regroupe principalement les investissements dans des solutions d'auto-alimentation en eau (puits privés ou communautaires, petits systèmes de production d'eau privés, réservoirs d'eau) et en assainissement au niveau des ménages.

Si possible, cette catégorie devrait être subdivisée en au moins deux sous-catégories : FT2.1 Dépenses d'auto-alimentation des usagers pour des services à usage domestique et FT2.2 Dépenses d'auto-alimentation des services à usage non domestique, afin de savoir clairement si l'on suit les dépenses des ménages ou bien l'usage non domestique des services.

<sup>1</sup> Il est à noter que dans la terminologie 3T de l'OCDE, ces dépenses apparaissent dans la catégorie « Tarifs ». Elles sont classées à part dans la classification des Comptes WASH parce qu'elles représentent des flux financiers très différents, qui doivent être reconnus à part entière, et parce que la méthodologie d'estimation utilisée est différente.



**Défi potentiel : faire la distinction entre les dépenses d'auto-provisionnement des ménages et dépenses d'auto-provisionnement pour des services à usage non domestique**

- Dans un souci d'exhaustivité, cette catégorie comprend toutes les dépenses d'auto-provisionnement des usagers, notamment les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation et de maintenance effectuées par les usagers de services à usage non domestique, tels que des industries ou des établissements ayant leur propre alimentation en eau. Il peut s'agir de petits systèmes construits pour disposer de l'eau nécessaire à des processus industriels ou à la distribution d'eau potable sur des sites de production. Certains secteurs d'activité, tels que l'exploitation minière, peuvent être de grands investisseurs en auto-provisionnement. Si ces usagers ne distribuent pas leur eau en tant que service à des clients, la dépense doit être enregistrée comme auto-provisionnement.
- Il peut être difficile de suivre les dépenses d'auto-provisionnement pour des services à usage non domestique car il y a très peu d'informations rendues publiques. Certaines informations peuvent être recueillies dans les enquêtes réalisées auprès des industriels par des agences de bassins hydrographiques, ou par une agence de protection de l'environnement qui délivre des autorisations de captage d'eau.

Il est important de suivre ce type de financement car il peut représenter une part importante de l'investissement dans l'eau et l'assainissement, réalisé non seulement par les usagers (en particulier les ménages), mais par le pays en général. Pourtant, ce type de financement n'est généralement pas suivi, en grande partie parce que la tâche est difficile. Cet aspect est traité ci-dessous.

L'estimation des dépenses d'auto-provisionnement des usagers se trouve à l'intersection de l'approche basée sur les types de financement et de celle basée sur les coûts car elle incorpore à la fois le financement des usagers considérés en tant qu'unités de financement et les dépenses des usagers en tant que prestataires de services. Deux catégories de coûts sont pertinentes en ce qui concerne les dépenses d'auto-provisionnement des usagers : les coûts d'investissement (C1) et les coûts d'exploitation et de maintenance (C2) (voir la classification des coûts exposée dans la note méthodologique n°5 : Estimation des coûts de fourniture des services par l'approche basée sur les coûts). La collecte de données pour chacune des deux catégories repose sur des méthodes différentes.

En cherchant à évaluer les dépenses des ménages spécifiquement, l'équipe des comptes WASH devrait identifier la méthode qui peut donner les meilleurs résultats compte tenu des données disponibles. Dans la plupart des pays, il est peu probable que les estimations des dépenses d'auto-provisionnement des ménages existent ou soient facilement accessibles. Certaines enquêtes auprès des ménages peuvent comprendre des questions sur les dépenses WASH des ménages, mais elles porteront généralement sur les dépenses d'exploitation mensuelles. La distinction entre alimentation en eau délivrée par des prestataires et celle fournie par auto-provisionnement ne sera pas toujours faite et donc les données engloberont à la fois les tarifs et les dépenses d'auto-provisionnement des ménages.

Pour résoudre ce problème, on peut utiliser comme approximation les dépenses moyennes des ménages en milieu rural. Les ménages vivant en milieu rural sont moins susceptibles d'être reliés à l'eau courante, même si cela varie beaucoup d'un pays à l'autre. Ces données ne sont pas suffisamment fiables pour permettre une estimation des dépenses d'auto-provisionnement des ménages, comme cela est expliqué dans l'encadré ci-dessous.

C'est ce qu'a exprimé tout haut l'équipe des comptes WASH lors de discussions avec les BSN au Brésil et au Maroc, de sorte que ceux-ci ont accepté d'envisager de modifier les questions portant sur les services WASH dans leurs prochaines enquêtes auprès des ménages.

Pour obtenir des estimations sur les dépenses en l'absence de données fiables, il est donc nécessaire de s'appuyer sur des données existantes récoltées lors d'enquêtes, ou d'effectuer des enquêtes ad hoc. Les méthodes de collecte de données pour C1 et C2 seront différentes, comme cela est expliqué ci-dessous. Les dépenses moyennes peuvent être estimées pour les principaux types d'activité, par exemple pour une latrine (par type de latrines), un point d'eau (puits foré), ou un réservoir d'eau. La méthodologie et les hypothèses utilisées doivent être consignées en détail par écrit dans une annexe au rapport final sur les comptes WASH.

Alors que les ménages peuvent allouer, pour l'auto-provisionnement, des ressources en espèces et en nature, seules les dépenses monétaires devraient être incluses dans les comptes WASH. Ceci afin de garantir la comparabilité des estimations au niveau international. Cela est valable aussi bien pour les dépenses

d'investissement que pour celles consacrées à l'exploitation et à la maintenance, et est conforme aux directives actuelles du Système de Comptabilité Nationale. Le SCN contribue également au Système de Comptes de la Santé, comme cela est précisé dans l'encadré ci-dessous.



#### **Apprendre du secteur de la santé : estimation des coûts d'auto-provisionnement**

Bien que les coûts réels d'auto-provisionnement des ménages (tels que les coûts d'investissement ou d'exploitation) des ménages fassent l'objet d'estimations, la main-d'œuvre gratuite fournie par les ménages pour construire des latrines ne devrait pas être incluse. Ceci est en parfaite conformité avec le Système de Comptabilité Nationale, qui ne fait pas état des contributions non monétaires. Cela est également conforme à la pratique du Système de Comptes de la Santé. La valeur de ces activités en nature destinées à l'auto-provisionnement peut toujours être estimée et fournie comme valeur de référence, mais elle ne peut pas apparaître comme partie des dépenses totales utilisée pour la comparaison des dépenses WASH avec d'autres agrégats économiques ou pour des comparaisons effectuées à un niveau international.

Estimation de l'investissement des ménages consacré à l'auto-provisionnement : en l'absence de données d'enquête fiables, l'investissement des ménages peut être estimé en combinant les modifications estimées dans les taux de couverture nationaux pour l'eau et l'assainissement avec les estimations des coûts d'investissement moyens pour l'auto-provisionnement (par exemple, le coût moyen pour investir dans une latrine familiale). Au minimum, les enquêtes devraient fournir le nombre de ménages ayant accès à des services WASH améliorés et non améliorés. L'augmentation annuelle de ce nombre permettrait de calculer les investissements des ménages dans le domaine WASH, même si certaines difficultés ne disparaîtraient pas pour autant.

Lorsque les données de couverture sont mises à jour de manière régulière, il est possible de suivre les investissements des ménages dans le temps. Par exemple, le programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement (JMP) publie actuellement le taux de couverture tous les deux ans, sur la base de données provenant d'enquêtes nationales auprès des ménages (enquêtes EDS, MICS, WHS, LSMS) et de recensements portant sur la population et le logement, lesquels ont lieu tous les deux à cinq ans, et dans certains cas, pourraient éventuellement être effectués plus fréquemment. Dans de nombreux pays, cependant, des informations de couverture fiables ne sont pas recueillies sur une base annuelle, de sorte qu'il ne serait pas possible de suivre les dépenses d'auto-provisionnement annuelles des ménages. Cela donne lieu à des défis méthodologiques mis en évidence dans l'encadré ci-dessous.



#### **Défi potentiel : utiliser des données de couverture pour estimer les dépenses d'auto-provisionnement des ménages**

- Si les données de couverture ne sont pas mises à jour sur une base annuelle, les dépenses d'auto-provisionnement des ménages peuvent être estimées à partir des estimations de couverture pour deux dates disponibles, en évaluant la tendance à l'augmentation de la couverture entre ces deux dates pour obtenir des tendances annuelles. Si les informations les plus fiables sont celles obtenues grâce au recensement, il est à noter qu'elles peuvent n'être disponibles que tous les cinq, dix ou quinze ans.
- S'il n'y a pas d'augmentation dans le taux de couverture nationale (comme cela a été le cas au Ghana) ou si la tendance générale de la couverture grâce à des solutions d'auto-provisionnement est négative (comme cela a été le cas au Brésil), un niveau de ventilation des données de couverture plus poussé doit être identifié car une tendance générale négative peut masquer une augmentation (et donc des investissements) dans des zones ou des régions spécifiques. Si la tendance générale de la couverture est constante en termes de pourcentage, des investissements peuvent également avoir été réalisés parce que la population est en augmentation, ou parce que le nombre de personnes ayant accès à des services améliorés est en hausse, ou parce que les ménages améliorent leurs installations existantes.

Les estimations de couverture devraient ensuite être associées à des informations sur les dépenses moyennes d'investissement, et d'exploitation et de maintenance des ménages par type de service, basées sur des enquêtes auprès des ménages existantes ou des informations liées à des projets. Pour améliorer la précision, et si les estimations de couverture sont suffisamment détaillées, ces estimations de dépenses devraient tenir compte du type d'investissement réalisé par les ménages et de la nature du service auquel il est associé (par exemple, le type de latrine).

L'encadré ci-dessous fournit des exemples supplémentaires de défis méthodologiques qui se posent dans ce domaine au Ghana et au Brésil, et explique la manière dont ceux-ci ont été (ou pourraient être) traités.

### Encadré 18. Estimation de l'investissement des ménages en auto-provisionnement (coûts C1 pour P5) : exemples tirés de l'exercice pilote



Au Ghana, l'investissement des ménages dans de nouvelles installations d'assainissement en milieu rural ne pouvait pas être estimé. En effet, le pourcentage de personnes ayant accès à un assainissement amélioré dans les zones rurales est demeuré à 8 % selon les chiffres du JMP pour 2010 et 2012. Il était donc impossible d'estimer le nombre de nouveaux ménages ayant eu accès à des services d'assainissement, bien qu'une augmentation nominale ait été constatée. L'assainissement partagé avait également augmenté, passant de 42 % à 44 % dans la même période, avec très probablement une grande partie payée par les ménages. Dans ce cas, une solution consiste à estimer l'investissement moyen par ménage rural ayant accès à une nouvelle latrine améliorée, et l'investissement moyen par ménage rural ayant accès à une latrine améliorée partagée.

Cela peut être fait par une estimation « ascendante » qui nécessite de calculer les coûts des composants, des matériaux et des travaux nécessaires à la construction de la latrine (coûts monétaires et non monétaires), et le nombre moyen de personnes qui utilisent la latrine. Le nombre réel de nouvelles personnes ayant accès à l'assainissement devrait alors être estimée en fonction du nombre total de la population et de son augmentation. Par exemple, le nombre de ménages ruraux ayant eu accès à un assainissement amélioré chaque année entre 2010 et 2012 était égal à :  $(8\% \times \text{nombre de ménages ruraux en 2012} - 8\% \times \text{nombre de ménages ruraux en 2010}) / (2012 - 2010)$ . Le résultat obtenu représentait 8 000 ménages par an. La même méthode peut être appliquée aux ménages ayant eu accès à un assainissement partagé.



Au Brésil, même si les données sur le nombre d'installations sanitaires existantes étaient disponibles, la tendance de l'investissement n'a pas pu être estimée car la variation globale du pourcentage de personnes utilisant des services WASH par le biais de l'auto-provisionnement était négative. Cela parce qu'il y a plus de ménages qui renoncent aux latrines pour passer à des prestataires en réseau que de ménages qui construisent de nouvelles latrines. Une hausse du nombre d'installations n'a eu lieu que dans quelques municipalités, où le réseau n'a pas augmenté aussi rapidement que la population, ou dans des zones rurales. Toutefois, ceci est négligeable comparée à l'investissement global dans le secteur.

Source : Rapport final sur les Comptes WASH, Brésil, 2014. Rapport final sur les Comptes WASH, Ghana, 2014.

Compte tenu des défis méthodologiques mis en évidence plus haut, l'estimation de ces dépenses se prête mieux à l'approche basée sur les actifs immobilisés qu'à celle des flux financiers comme cela est indiqué dans la note méthodologique n°6 : Estimation des actifs immobilisés. Sur la base des chiffres de couverture existants, cette approche permet d'estimer la valeur de l'ensemble des actifs immobilisés dans lesquels les ménages ont investi. Pour simplifier, il peut être préférable d'évaluer ces actifs à leur valeur de remplacement, car une estimation de leur valeur historique demanderait des informations sur les dates de construction, qui ne sont pas susceptibles d'être disponibles à moins que des enquêtes spécifiques soient menées à cette fin.

Les dépenses d'exploitation et d'entretien doivent également être évaluées. Les encadrés ci-dessous donnent des exemples de la manière dont les coûts d'exploitation et de maintenance relatifs aux dépenses d'auto-provisionnement des ménages ont été estimés, apportant des précisions utiles sur la méthode à employer lors de la première série de l'exercice. Ces estimations peuvent être améliorées en utilisant les méthodes décrites plus haut.

### Encadré 19. Estimation des coûts d'exploitation et de maintenance des ménages (coûts C2 pour P5) pour l'auto-appvisionnement : exemples du Brésil et du Maroc



Au Brésil, les dépenses d'exploitation et de maintenance relatives à l'auto-appvisionnement en eau et en assainissement ont été estimées en se servant du nombre de ménages ayant recours à l'auto-appvisionnement fourni par le recensement effectué par le Bureau de statistique national (IBGE),<sup>1</sup> et de la dépense moyenne par ménage pour l'eau et l'assainissement obtenue à partir de l'enquête sur le budget des ménages - POF d'IBGE<sup>2</sup> (2009). Il a été estimé que la dépense enregistrée par les ménages était une dépense récurrente plutôt qu'un investissement. Étant donné que les dépenses d'exploitation et de maintenance des ménages urbains comprennent les tarifs payés aux prestataires publics, les dépenses d'exploitation et de maintenance moyennes des ménages ruraux a été prise comme référence et appliquée à tous les ménages qui s'auto-approvisionnaient, y compris en ceux milieu urbain. Afin d'améliorer cette estimation dans le prochain exercice, il a été recommandé que des questions plus détaillées sur les dépenses d'auto-appvisionnement des ménages soient incluses dans le questionnaire d'enquête d'IBGE sur le budget des ménages, notamment qu'une distinction soit faite entre dépenses récurrentes et investissement, et entre dépenses des ménages recevant des services de prestataires et celles des ménages s'auto-approvisionnant.



Au Maroc, il n'était possible d'estimer que les dépenses d'auto-appvisionnement des ménages consacrées à l'exploitation et à la maintenance.

Pour l'assainissement, les dépenses estimées par ménage ont été fournies par le recensement ENNVN HCP 2007 pour les zones rurales et les zones urbaines. Les dépenses totales n'ont pas été estimées par rapport au nombre de ménages qui s'auto-approvisionnaient (i.e ceux qui n'ont pas accès au réseau d'assainissement), mais en fonction du nombre de ménages s'auto-approvisionnant qui déclaraient effectuer des paiements en espèces pour l'exploitation de leurs services WASH. Ce groupe représentait 20,6 % de la population urbaine en auto-appvisionnement et 8,6 % de la population rurale en auto-appvisionnement. Les dépenses par ménage ont été estimées à 1336 dirhams marocains par an pour les ménages ruraux et 921 dirhams marocains par an pour les ménages urbains.

Les dépenses d'auto-appvisionnement des ménages pour l'eau ont été estimées uniquement pour les ménages ruraux non desservis par le réseau, sachant que 100 % de la population urbaine est desservie par le réseau ou par des bornes-fontaines. La dépense moyenne par ménage a été estimée à 600 dirhams marocains par an. Il a été estimé que 100 % des ménages qui s'auto-approvisionnaient effectuaient des paiements en espèces.

Source : Rapport final sur les Comptes WASH, Brésil, 2014:32,35. Rapport final sur les Comptes WASH, Maroc, 2014:35

Si les chiffres des dépenses moyennes à la fois pour l'investissement, et l'exploitation et la maintenance pour les différents types de services ne sont pas disponibles, des enquêtes ad hoc auprès des ménages destinées à évaluer le niveau d'investissement devraient être lancées. L'utilisation des technologies de téléphonie mobile peut grandement faciliter de telles enquêtes et peut réduire le coût de la collecte des données ainsi que le risque d'erreur. Elles ont déjà été largement utilisées pour recueillir des informations sur les points d'eau (« cartographie des points d'eau »), notamment des informations sur la localisation géographique, les coûts d'investissement correspondants et le caractère fonctionnel des pompes manuelles en milieu rural. De telles informations, particulièrement celles concernant les coûts d'investissement, sont essentielles pour combler les lacunes des données portant sur l'investissement des ménages en auto-appvisionnement. Le consortium de recherche britannique SHARE a mis au point un prototype de suivi de l'investissement consacré à l'assainissement, le Sanitation Investment Tracker, une application pour téléphone portable conçue spécifiquement pour mener ce type d'enquête.<sup>3</sup>

### FT3 : Transferts publics nationaux

Les transferts publics nationaux sont des fonds publics transférés par des organismes gouvernementaux (tant au niveau central que décentralisé) aux acteurs du secteur WASH. Ces fonds sont généralement octroyés sous forme de subventions pour des investissements physiques ou pour l'exploitation. Cette catégorie ne comprend que les dons « purs » et exclut les financements remboursables et les prêts concessionnels, qui relèvent de la catégorie FT6 – Financement remboursable.

Les subventions explicites (dons) sont un domaine prioritaire pour l'exercice de suivi. Il est également important de savoir qu'il peut exister des formes « déguisées » de subventions. Il peut s'agir, notamment, de réductions

<sup>1</sup> 2010 Recensement et PNAD 2011 et 2012.

<sup>2</sup> 2009 Enquête sur le budget des ménages – POF.

<sup>3</sup> Des informations sur le dispositif de suivi de l'investissement en matière d'assainissement (Sanitation Investment Tracker - SIT) sont disponibles sur le site Web du consortium SHARE ([www.shareresearch.org](http://www.shareresearch.org)) à la page suivante : [http://www.shareresearch.org/Resource/Details/sit\\_note\\_1](http://www.shareresearch.org/Resource/Details/sit_note_1)



d'impôts ou de services subventionnés tels que l'électricité. Ces subventions déguisées pouvant être très difficiles à identifier et à mesurer en termes financiers, il serait juste suffisant d'en mentionner l'existence plutôt que de chercher à les quantifier au cours de la première série de comptes WASH. Tenter de quantifier les subventions déguisées pourrait être fait à des stades ultérieurs de l'élaboration méthodologique.

Les données sur les transferts publics canalisés vers le secteur WASH devraient être recueillies auprès d'un grand nombre d'intervenants et de sources, notamment les autorités nationales et locales ou d'autres unités de financement public. Cette dernière catégorie peut comprendre des paniers de financement communs, si une approche sectorielle pour le financement groupé est adoptée. Cela devrait s'appuyer sur la cartographie des flux financiers du secteur effectuée à l'étape 2.2.

Dans certains cas, des données agrégées au niveau national peuvent être recueillies dans les outils mis au point pour le suivi et la planification des ressources financières. Elles peuvent également figurer dans les systèmes d'établissement de rapports du budget-programme. Par exemple, la « campagne d'assainissement total » en Inde dispose d'un système d'établissement de rapports solide, aussi bien pour les flux financiers publics que pour les réalisations. Ces outils peuvent être utilisés dans une certaine mesure, même si des vérifications ponctuelles indépendantes peuvent être nécessaires. Se reporter aussi à l'exemple du Brésil dans l'encadré 12, Section 2.3.3.

#### FT4 : Transferts publics internationaux

Cette catégorie ne comprend que les dons provenant de bailleurs de fonds publics et d'organismes multilatéraux extérieurs. Ces fonds peuvent prendre la forme de dons ou de garanties. D'autres formes de financement remboursable accordées par des bailleurs de fonds internationaux, tels que les prêts concessionnels, sont exclues de cette catégorie et sont présentées dans la catégorie FT6 - Financement remboursable.

Les données sur les transferts publics internationaux peuvent être recueillies auprès des sources suivantes :

- Les bases de données concernant les statistiques sur le développement international de l'OCDE : ces bases de données suivent la plupart des transferts versés sous forme d'aide publique au développement (APD) par des pays donateurs et des organisations internationales (coopération bilatérale et multilatérale). Elles sont la meilleure source de données sur les transferts publics internationaux et offrent la possibilité de suivre les dons et les prêts (concessionnels) séparément. Cependant, un certain nombre de mises en garde doivent être émises. Tout d'abord, les données ne correspondent pas toujours à des données plus détaillées obtenues au niveau national. Un certain degré de recoupement des données peut donc être nécessaire. Deuxièmement, la base de données CAD/OCDE n'a commencé à faire une distinction entre dépenses pour l'eau et dépenses pour l'assainissement qu'à partir de 2010, et aucune ventilation plus poussée concernant les services n'est actuellement disponible. Enfin, la base de données ne couvre que les transferts publics internationaux des membres du Comité d'aide au développement (CAD). Celui-ci comprend 29 pays et suit le financement provenant de bailleurs de fonds de pays émergents tels que les Émirats arabes unis, le Koweït et la Turquie, séparément. La base n'englobe pas actuellement d'importants flux d'aide de pays non-OCDE tels que ceux provenant de la Chine, des États arabes, ou de l'Inde.
- Les comptes financiers des États et des collectivités locales : ils peuvent être utilisés pour compléter et affiner au niveau national les informations provenant des bases de données de l'OCDE. En cas d'informations contradictoires, cependant, il est indispensable de préciser à quelle source la priorité a été donnée (en fonction de sa fiabilité). Le Ministère des Finances devrait disposer de rapports sommaires sur les transferts provenant de bailleurs de fonds, mais probablement sans pouvoir faire la distinction entre dons et prêts concessionnels.
- Les comptes financiers des bailleurs de fonds publics et des organismes multilatéraux : il peut se révéler nécessaire d'envoyer un questionnaire à tous les principaux bailleurs de fonds afin de recueillir des informations plus détaillées sur les transferts publics internationaux. Il peut s'agir d'informations sur l'utilisation (le nom du secteur, du service, des prestataires de services) et la nature de ces transferts (dons ou prêts concessionnels).

### Défi potentiel : recueillir des données sur l'APD et le problème des concessions

La base de données de l'OCDE suit l'Aide publique au développement des pays donateurs et des organisations internationales en fonction des critères suivants :

« Les apports de ressources fournis aux pays et territoires de la liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD :

- qui émanent d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour leur compte d'organismes ;
- et pour lesquels chaque opération:
  - a) a pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ; et
  - b) est assortie de conditions favorables et comporte un élément de libéralité au moins égal à 25 %, sur la base d'un taux d'actualisation de 10 % (les intérêts capitalisés inclus dans les rééchelonnements de prêts APD sont notifiés comme APD, quel que soit l'élément de libéralité du rééchelonnement). »

Pour répartir les dépenses entre FT4 - Transferts publics internationaux et FT6 – Financement remboursable, il est donc nécessaire de faire la distinction entre prêts remboursables et financement concessionnel pur (100 % d'élément de libéralité). Des détails sur la conditionnalité des flux financiers sont disponibles sur les bases de données de l'OCDE et peuvent être corroborées par des informations nationales.

Source : [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC\(2010\)40/REV1&docLanguage=Fr](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC(2010)40/REV1&docLanguage=Fr)



### FT5 : Transferts volontaires

Les dons volontaires peuvent provenir de bailleurs de fonds non gouvernementaux internationaux ou nationaux, y compris de fondations caritatives, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations de la société civile et de personnes physiques (envois de fonds). Seuls les dons purs à 100 % sont inclus dans cette catégorie. Toutes les formes de financement remboursable (y compris les prêts concessionnels et les garanties) relèvent de la catégorie FT6 - Financement remboursable. Dans de nombreux pays en développement, les organismes bénévoles contribuent souvent au financement du secteur de l'eau et de l'assainissement à la fois en espèces et en nature (par exemple, en creusant un puits ou en fournissant des équipements). Ces transferts ne sont souvent pas enregistrés de manière fiable, et donc leur contribution réelle au financement du secteur n'est pas bien établie.

Pour obtenir des données sur les transferts volontaires, l'équipe des comptes WASH pourrait consulter les documents suivants :

- Les comptes financiers des États et des collectivités locales : certains gouvernements ont commencé à recueillir des informations sur les transferts volontaires destinés au secteur de l'eau et de l'assainissement, avec l'objectif de garantir une meilleure coordination de ces flux financiers. C'est le cas maintenant au Bangladesh, par exemple, où le financement des ONG est inscrit au budget du secteur public, ce qui simplifie grandement la tâche de collecte des informations financières concernant leur contribution au secteur. Cette initiative, si elle est jugée probante, pourrait être appliquée dans d'autres pays pour améliorer la coordination et faciliter l'obtention et l'enregistrement des informations sur ces flux.
- Les enquêtes auprès des ONG et d'autres organismes caritatifs sur leurs investissements : étant donné le manque actuel de transparence sur les dépenses dans le domaine WASH effectuées par le secteur bénévole, certaines ONG internationales ont pris l'initiative d'enregistrer leurs dons d'une manière plus fiable. La création de Washfunders en est un bon exemple. D'autres initiatives, comme celle élaborée par « Interaction », le plus grand regroupement d'ONG implantées aux États-Unis, cherchent à cartographier les projets financés par des ONG au niveau des pays (voir l'exemple d'Haïti). Cependant, ces informations ne sont pas spécifiquement recueillies pour l'eau et l'assainissement et ne sont disponibles actuellement que pour un très petit nombre de pays.

### FT6 : Financement remboursable

Cette catégorie comprend tous les types de financement remboursable, y compris les prêts concessionnels ou les garanties.

Des informations sur le financement remboursable au secteur sont très rares. Toutefois, certaines peuvent être recueillies dans les bases de données existantes suivantes :

- La base de données du SNPC de l'OCDE contient des informations sur les prêts concessionnels ;
- La International Financing Review compile des données sur les prêts commerciaux ou les obligations; et
- La base de données de la Banque mondiale sur la participation privée dans l'infrastructure indique le montant des investissements physiques auxquels des opérateurs privés se sont engagés au début d'un contrat de partenariat public-privé. La base de données est couramment utilisée pour suivre les investissements privés dans les infrastructures. Bien que les opérateurs privés n'apportent généralement pas de « nouveaux » financements au secteur car ils n'entrent pas dans la catégorie des types de financement en tant que tels, ils peuvent temporairement combler le déficit de financement existant.

Dans la mesure du possible, cette catégorie devrait être subdivisée en deux sous-catégories, FT6.1 – Financement remboursable concessionnel et FT6.2 – Financement remboursable non concessionnel, car ce sont deux types de financement de nature très différente. Les approches dans ce domaine sont énoncées ci-dessous.

**Défi potentiel : faire la distinction entre financement remboursable concessionnel et financement remboursable non concessionnel**

La répartition des flux de financement remboursable entre ces deux sous-catégories peut se faire de deux manières :

- Les flux peuvent être grossièrement regroupés en deux catégories : les flux concessionnels et les flux non concessionnels, selon le régime de propriété du prêteur. Un flux remboursable provenant d'un organisme du secteur public peut être qualifié de flux concessionnel, alors qu'un flux remboursable d'un organisme du secteur privé peut être qualifié de flux non concessionnel. Cependant, certains organismes du secteur public peuvent être, eux-mêmes, impliqués dans l'octroi de prêts au taux du marché. C'est pourquoi cette méthode de classification est très imparfaite.
- Pour obtenir une estimation plus précise de ces flux, des données peuvent être obtenues sur les conditions de crédit concernant des prêts pour lesquels existent des doutes quant à la catégorie dont ils relèvent. Les prêts concessionnels comprennent un élément de libéralité sous la forme d'un taux d'intérêt subventionné ou d'un délai de grâce. La définition de l'OCDE du terme « concessionnel » peut être utilisée pour répartir les flux vers les sous-catégories FT6.1 et FT6.2. Le financement remboursable concessionnel est censé comprendre les flux remboursables comportant un élément de libéralité au moins égal à 25 %, sur la base d'un taux d'actualisation de 10% (les intérêts capitalisés inclus dans les rééchelonnements de prêts APD sont notifiés comme APD, quel que soit l'élément de libéralité du rééchelonnement.)



Source : [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC\(2010\)40/REV1&docLanguage=Fr](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC(2010)40/REV1&docLanguage=Fr)

L'équipe des comptes WASH peut, cependant, avoir besoin de compléter ces informations par des enquêtes ad hoc, afin de mieux comprendre l'ampleur réelle du financement du secteur de l'eau et de l'assainissement par les banques de développement et les banques commerciales et le type d'instrument utilisé (prêts commerciaux, obligations, émission d'actions, garanties).

L'encadré ci-dessous présente des exemples de type de données disponibles dans les pays pilotes pour estimer les prêts. Les trois pays sont parvenus, dans une certaine mesure, à faire figurer les prêts, en fonction de la disponibilité des données. Classifier le financement selon le type de service et son usage a été plus difficile, voire impossible, dans certains cas.

## Encadré 20. Estimation des prêts : exemples tirés des études de pays



Au Brésil, les données sur les financements remboursables versés par le gouvernement aux prestataires de services ont été recueillies à partir des bases de données des banques publiques et des mécanismes de financement qui sont les principales sources de prêts remboursables, à savoir deux banques publiques : la Caixa Economica Federal (CAIXA), et le BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e social).

Les données sur les financements remboursables reçus d'organismes bilatéraux et multilatéraux ont été obtenues à partir des états financiers des entreprises d'état et municipales, et des entreprises privées opérant dans le secteur. Ces données ont pu partiellement être classées en fonction des types de service, des prestataires, des régions et des types de coût, mais pas des types d'usage des services. La répartition par service a été faite en fonction de la part relative de l'investissement par service indiquée dans le Système national d'information sur l'assainissement (SNIS). Seuls les flux de trésorerie versés aux emprunteurs finaux ont été pris en compte. À l'avenir, les lacunes dans les données sur le financement remboursable pourraient être résolues par la collecte de meilleures données provenant des prestataires de services par le biais du SNIS.



Au Maroc, les données sur les prêts ont été recueillies à partir des états financiers des prestataires de services. Il n'a pas été possible de vérifier ces données en les comparant aux informations fournies par des prêteurs (banques commerciales nationales ou établissements financiers internationaux, multilatéraux ou bilatéraux) car il n'y a pas de base de données globale. En conséquence, il n'a pas été possible de faire la distinction entre prêts concessionnels et prêts commerciaux. Seuls les versements aux emprunteurs (prestataires de services) ont été inclus (hors charges financières car il n'a pas été possible de les repérer dans les états financiers). À l'avenir, cela pourrait se faire en recueillant des données détaillées auprès des principaux prêteurs.



Au Ghana, les informations sur les prêts des bailleurs de fonds au gouvernement ont été obtenues auprès du Ministère des Finances. Les informations sur les prêts accordés au principal opérateur, la GWCL, apparaissent dans ses états financiers. Il a été jugé peu probable que d'autres prestataires de services aient contracté des prêts pour l'alimentation en eau ou l'assainissement, mais ceci est difficile à vérifier. Cela nécessiterait de mener des enquêtes auprès de tous les prestataires privés par le biais de la PUSPA (Private Utilities Association).

Source : Rapport final sur les Comptes WASH, Brésil, 2014:34. Rapport final sur les Comptes WASH, Ghana, 2014:46. Rapport final sur les Comptes WASH, Maroc, 2014.

Indiquer dans les comptes WASH les flux financiers qui sont par définition remboursables n'est pas toujours simple. Le financement remboursable diffère par nature des autres flux financiers parce qu'il ne constitue pas pour le secteur des recettes en tant que telles. Il s'agit seulement d'un moyen de combler le manque de flux de trésorerie en étant tenu d'effectuer un remboursement ultérieurement. Les usagers absorbent généralement le coût du financement remboursable par le biais des tarifs, à moins qu'une subvention ne leur soit accordée pour effacer une partie de la dette. Si une grande partie des recettes du secteur provient du financement remboursable, c'est le signe que le secteur « emprunte » sur les recettes futures. Le coût de cet emprunt devra au final être couvert par des hausses de tarif ou une augmentation des transferts.

Toutefois, l'objectif des comptes WASH est de montrer de quelle manière et dans quelle mesure le financement remboursable est utilisé comme instrument pour financer le secteur. Il est donc suivi en tant que type de financement distinct. Comme cela est expliqué dans la section 2.3.3 du présent document d'orientation, l'objectif de l'approche basée sur les flux de trésorerie est de suivre les flux de financement du secteur. Les prêts sont donc indiqués dans les comptes en tant que types de financement au moment où ils sont reçus ou dépensés par les emprunteurs, bien que les recettes réelles destinées à rembourser ces prêts ne soient perçues que plus tard. Le remboursement des prêts et des coûts du capital devrait être enregistré comme dépense durant l'année où la dépense se produit.

En raison de l'écart dans le temps, entre la réception d'un prêt dans les comptes, la dépense pour laquelle les fonds provenant du prêt sont versés, et le remboursement du prêt, il est plus que probable que les dépenses et les recettes ne s'équilibreront pas. La réception de prêts devrait idéalement être enregistrée l'année où la dépense est faite. Étant donné que la plupart des prêts sont dépensés dès qu'ils sont versés, dans la plupart des cas, cela ne devrait pas poser trop de problèmes.

Cette approche est légèrement différente de celle utilisée par le Système de Comptes de la Santé, laquelle a recours à l'approche économique de la comptabilité nationale (se reporter à la section 2.3.3). L'encadré ci-dessous explique la manière dont le Système de Comptes de la Santé gère le traitement des prêts.

### Apprendre du secteur de la santé : traitement des prêts dans le système de Comptes de la santé

Les prêts accroissent les fonds dont peuvent disposer les prestataires ou agents de financement (i.e. les unités de financement des Comptes WASH). Dans les Comptes de la santé, les agents de financement sont définis comme étant les unités qui canalisent le financement vers le secteur par la mise en commun des fonds provenant de différentes sources, et qui les redistribuent aux prestataires de services.

Les prêts ne figurent pas directement dans les Comptes de la santé car ils ont une incidence sur le bilan comptable (actifs et passifs) de l'agent de financement. Les Comptes de la santé indiquent, cependant, les sommes que l'agent de financement injecte dans le système de soins de santé. Dans la mesure où la plupart des prêts sont dépensés dès qu'ils sont versés, cette particularité importe davantage pour le classement des fonds dans un type de financement que pour le niveau des dépenses de santé.

Les remboursements de prêts ne figurent pas dans les Comptes de la santé car ils représentent une modification des actifs et non des dépenses courantes de santé. En effet, ce sont des fonds qui ont déjà été enregistrés dans les Comptes de la santé lorsque le montant a été dépensé.

D'autre part, il convient d'inclure les paiements d'intérêts effectués sur la dette exigible comme faisant partie des dépenses de santé, à condition que la dette ait été directement liée à l'activité de santé de l'agent de financement. La plupart des systèmes comptables font une distinction entre prêts/remboursement de prêts et autres transactions. Ce traitement ne sera donc pas difficile à mettre en œuvre dans la pratique. Dans les systèmes où cette distinction n'est pas faite, les comptables du secteur de la santé doivent être vigilants face à des postes budgétaires qui indiquent l'injection de capital nouveau, le remboursement de prêts ou l'amortissement d'une autre dette, et veiller à supprimer ces écritures du total correspondant à l'agent de financement.

Du point de vue des politiques, il est important de montrer l'incidence de nouveaux prêts ou de remboursements de prêts sur un agent de financement donné ou une catégorie d'agents de financement. Cela peut se faire par le biais d'un tableau illustratif. Ce type de tableau peut guider les décideurs sans pour autant nuire à la présentation de la capacité actuelle du système de santé à fournir des soins.



### Exemple of an exhibit table showing changes in debt related to the health system

Exemple d'un tableau de présentation retraçant l'évolution de la dette liée au système de santé			
	Total	Gouvernement	Privé
Dépenses totales de santé publique			
Moins: augmentation nette de la dette liée à la santé			
Nouveaux prêts pour la santé			
Des organisations externes /entités			
Gouvernements			
Agences de développement			
Institutions sans but lucratif au service des ménages			
Autre			
Des prêteurs nationaux			
Institutions sans but lucratif au service des ménages			
Autre			
Moins: remboursement des prêts			
Aux organisations / entités externes			
Gouvernements			
Agences de développement			
Institutions sans but lucratif au service des ménages			
Autre			
Aux prêteurs nationaux			
Institutions sans but lucratif au service des ménages			
Autre			
Égale: Dépenses des ressources propres			
Moins: tire sur ses propres actifs			
Égale: Dépenses du revenu courant			

### NM 4.2.1 Disponibilité des données

En général, la disponibilité des données concernant les types de financement (et certains types de financement en particulier) peut poser problème. Lorsque cela est le cas, il est important d'être transparent sur les problèmes rencontrés et de les représenter sous forme de graphiques. Cela peut inciter les prestataires de données à produire des données supplémentaires, si possible. L'encadré ci-dessous résume les défis en matière de disponibilité de données rencontrés au Ghana, et les méthodes utilisées pour les surmonter.

#### Encadré 21. Disponibilité des données au Ghana



Le tableau ci-dessous résume les types de financement inclus et exclus de l'étude du Ghana et la fiabilité des données (réelles ou estimées).

● Données disponibles ● Données partiellement disponibles et estimations ● Estimations ● Aucune donnée recueillie

Types de financement	Disponibilité des données	Défis liés à la disponibilité des données	Méthodes utilisées pour surmonter ces défis
Tarifs pour services fournis	●	Données relatives à l'eau en milieu urbain disponibles uniquement auprès du prestataire de services national Ghana Water Company Limited (GWCL), et uniquement en agrégats.	
Dépenses d'auto-provisionnement des ménages	●	Les données de l'Enquête sur le niveau de vie au Ghana (Ghana Living Standards Survey – GLSS) 2013/2014 n'étaient pas disponibles au moment de l'étude.	Des estimations ont été faites à partir de l'Enquête sur le niveau de vie au Ghana (GLSS) 2005/2006 sur la base des dépenses moyennes des ménages.
Transferts publics nationaux (gouvernement central)	● ●	Les données relatives aux transferts du Ministère des Finances aux agences du secteur n'ont pas été obtenues, mais celles concernant les rentrées de fonds des agences étaient disponibles.	
Transfert public nationaux (collectivités locales)	● ●	Données des partenaires de développement disponibles auprès du Ministère des Finances, mais uniquement en agrégats.	D'après les estimations, 15 % des transferts étaient destinés à des services d'eau, d'assainissement et d'appui.
Transferts public internationaux (des bailleurs de fonds publics ou multilatéraux)	● ●	Données non disponibles.	
Transferts sous la forme de contributions volontaires	●	Données des partenaires de développement disponibles auprès du Ministère des Finances, mais uniquement en agrégats.	
Financement remboursable (prêts)	● ●	Data from development partners available from the Ministry of Finance, but only in aggregates.	

### NM 4.2.2 Répartition des types de financement par unités de financement, usages et services WASH

Classer les types de financement en fonction des unités de financement et des services peut se révéler difficile. Par exemple, les transferts publics nationaux ne sont pas systématiquement classés en fonction des types de service, en particulier lorsque le financement de l'eau et de l'assainissement fait partie de transferts agrégés des autorités centrales vers les autorités municipales. Les registres concernant les transferts publics ne précisent généralement pas les montants dépensés pour les activités WASH, sans même parler de les ventiler en fonction des sous-secteurs.



Pour régler ce problème, il peut être nécessaire de définir des clés de répartition du financement afin de déterminer la partie des flux de financement alloués aux services WASH. Ces clés de répartition peuvent être plus ou moins précises, en fonction des informations disponibles. Une méthode possible consiste à estimer les coûts correspondant à différents usages ou services en ayant recours à l'approche basée sur les coûts décrite à la section 2.3 du présent document et dans la note méthodologique n°5 - Estimation des coûts de fourniture des services par une approche basée sur les coûts, et à utiliser les résultats pour obtenir des clés de répartition.

Répartir les chiffres des dépenses entre les diverses catégories est un processus itératif. Une approche consistant en des « va et vient » entre les résultats des deux approches sont nécessaires pour mener à bien cette tâche. L'encadré ci-dessous présente un exemple de la manière d'utiliser des clés de répartition.

### Encadré 22. Comment utiliser des clés de répartition pour répartir les dépenses entre les différentes catégories ?

Lorsque les montants ne sont pas clairement précisés, il peut être plus facile de répartir les types de financement en fonction des services et usages par le biais de clés de répartition, en se servant des données sur les dépenses obtenues auprès des prestataires de services. L'exemple qui suit est purement hypothétique :

Le ministère de l'Eau a accordé une aide à un opérateur qui fournit à la fois des services d'eau et d'assainissement. Il est impossible de déterminer à partir des registres du ministère à quoi a servi cette aide. Les données relatives aux coûts recueillies auprès du prestataire de services doivent être rapprochées de ce flux de financement et utilisées pour répartir les fonds du ministère entre sous-secteurs. Cette répartition peut être basée sur des données réelles ou sur des estimations :

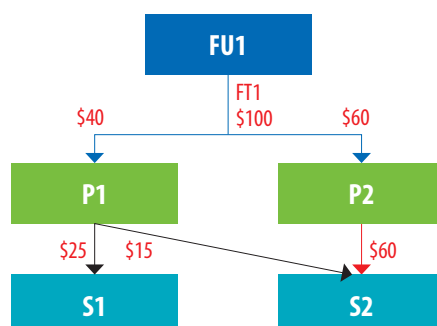
- Si l'opérateur tient des registres sur l'usage des aides reçues (ce qui est très peu probable, mais on suppose que c'est le cas dans cet exemple), l'aide peut être répartie entre sous-secteurs en fonction de son utilisation réelle.
- S'il n'est pas possible de répartir les dépenses de cette aide spécifique à un sous-secteur, une estimation peut être faite. Dans ce cas, le même coefficient peut être appliqué aussi bien au financement reçu par le biais de cette aide qu'au financement total attribué à ce prestataire de services.

Les flèches de la figure ci-dessous montrent ce qui doit, en fin de compte, être fait pour chaque flux de financement. Dans ce cas, une autorité nationale (FU1) a fourni un financement de US\$ 100 au secteur par le biais de deux types de prestataires de services (P1 – Prestataires publics et P2 – Prestataires de services privés). Elle a octroyé US\$ 40 à P1 et US\$ 60 à P2. Ensuite, P1 a versé US\$ 25 aux services d'eau (S1) et US\$ 15 aux services d'assainissement (S2). P2 a versé la totalité du financement, soit US\$ 60, aux services d'assainissement.

- A partir de l'approche par types de financement : la répartition des fonds de FU1 à P1 et P2 (enregistrée dans le tableau CW 7 PxFU des comptes WASH) ; et
- A partir de l'approche basée sur les coûts : la répartition des fonds de P1 et P2 à S1 et S2 (enregistrée dans le tableau CW 3 SxP des comptes WASH).

Les deux tableaux d'informations doivent ensuite être rapprochés pour répartir le financement de FU1 à S1 et S2 et l'enregistrer dans le tableau CW 6 SxFU des comptes WASH. Au final, 25 USD du financement de FU1 va aux services d'eau (S1) et 75 USD à l'assainissement (S2).

Figure 12. Exemple d'une répartition de flux de financement entre catégories de prestataires et catégorie de services



Les informations financières classées par usages peuvent être estimées à la fois à partir de l'approche par types de financement et de celle basée sur les coûts :

- Approche basée sur les types de financement : pour connaître la part du financement qui provient de différents types d'usage et d'utilisateur ; et
- Approche basée sur les coûts : pour connaître le montant dépensé par les prestataires de services pour chaque type d'usage.

L'encadré ci-dessous donne des indications détaillées sur la façon d'estimer les deux flux en fonction du type d'usage.

### **Encadré 23. Estimation des flux par usages : types de financement (recettes) et dépenses par type d'usage**



Dans l'approche par types de financement, lorsque les données ne sont pas directement disponibles, la répartition du financement par type d'usage peut être faite par des estimations, en utilisant le pourcentage des recettes perçues de chaque type d'usagers, par exemple en fonction du tarif. Cela peut être calculé à partir des recettes moyennes par type d'usage et du nombre de raccordements pour cette catégorie. Cette approche nécessite l'existence d'informations opérationnelles détaillées, disponibles par type d'usagers et d'usage. Les données sur l'auto-alimentation des usagers de services à usage non domestique sont peu susceptibles d'être disponibles.

Dans l'approche basée sur les coûts, les dépenses pour chaque type d'usage peuvent être estimées à partir du pourcentage du volume d'eau consommé par chaque catégorie d'usage.

Au Brésil, il était seulement possible d'estimer les dépenses pour des services à usage domestique fournis par des prestataires (U1). Les données sur les autres usages des services fournis par des prestataires (à savoir non domestiques : industriel, commercial et institutionnel) étaient agrégées et il n'a pas été possible d'obtenir les paramètres qui auraient permis leur ventilation.

Dans l'approche par types de financement, les recettes provenant des usagers des services à usage domestique fournis par des prestataires ont été estimées en utilisant les recettes moyennes par raccordement domestique et le nombre de raccordements domestiques.

Pour l'approche basée sur les coûts, les dépenses pour des services à usage domestique fournis par des prestataires ont été estimées en utilisant le volume d'eau consommé par les ménages. Il a été constaté que 88 % des ressources avaient été dépensées pour des services de cette catégorie. L'auto-alimentation représentait 2,2 % des dépenses. Le restant, c'est-à-dire les services à usage non domestique (institutionnels, industriels, commerciaux) fournis par des prestataires, représentait 9,8 % des dépenses. Une ventilation plus poussée a été impossible. Sur la base d'un échantillon de comptes de prestataires de services, il a été estimé que les services à usage commercial représentaient la plus grande partie des dépenses restantes.

Au Brésil, les outils de législation et de gestion relatives aux ressources en eau ne mentionnent pas la catégorie portant sur l'auto-alimentation pour un usage commercial ou industriel. Ces catégories sont généralement contrôlées par les responsables de services et ne sont pas incluses dans les politiques publiques. Elles font l'objet d'un contrôle uniquement dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau, ou dans le cas des eaux usées, de la politique environnementale et du système de gestion environnementale.

### **NM 4.2.3 Éviter le double comptage et suivre la manière dans les flux financiers sont canalisés vers l'ensemble du secteur**

Lors de l'utilisation de l'approche basée sur les types de financement, il est essentiel d'éviter le double comptage, en particulier si les ressources sont canalisées à travers plusieurs unités de financement distinctes. Comme cela est expliqué dans l'encadré de la section 2.2.2, le financement peut être octroyé par un bailleur de fonds international à un gouvernement national et ensuite canalisé par le gouvernement national vers les autorités locales avant d'être finalement versé à un prestataire de services. Dans ce cas, il est important de ne pas compter les flux financiers à deux reprises, i.e. à la source (au niveau du bailleur de fonds ou du gouvernement national considéré comme unité de financement), et au moment où les fonds sont versés aux prestataires de services (au niveau de l'unité de financement par laquelle les fonds sont canalisés, qui dans ce cas serait le gouvernement local).

Afin de déterminer l'ensemble des dépenses dans le secteur WASH, les flux financiers doivent être calculés au niveau de l'unité de financement par laquelle ces flux entrent dans le secteur. Un principe clé est qu'un flux ne doit être enregistré que dans un seul type de financement. Le financement provenant de bailleur de fonds et canalisés vers une autorité locale par le gouvernement national, par exemple, doit toujours être enregistré dans la catégorie FT4 – Transferts publics internationaux. C'est aussi la raison pour laquelle la catégorie FT1 – Tarifs pour services fournis, est considérée comme provenant de la catégorie FU1 – Usagers (à savoir, l'unité de financement qui a injecté des recettes dans le secteur), plutôt que de la catégorie FU5 – Prestataires de services en réseau. L'application constante de cette règle devrait éviter tout double comptage dans l'ensemble des dépenses. Aussi, le seul financement injecté par la catégorie FU5 – Prestataires de services en réseau devrait être des bénéficiaires réinvestis ou des prises de participation, et devrait généralement être enregistré dans la catégorie FT6 – Financement remboursable.

Toutefois, les flux financiers doivent également être enregistrés d'autres manières afin de pouvoir examiner différentes questions essentielles de politiques, entre autres l'usage des fonds et la manière dont ils sont canalisés à travers le secteur. Chaque flux financier devrait être suivi à l'aide d'un code de classification pour déterminer s'il a été :

- Directement versé aux prestataires de services
- Canalisé par une autre unité de financement
- Reçu d'une autre unité de financement et versé aux prestataires de services.

Il s'agit là d'un domaine où la disponibilité de logiciels de collecte de données et d'analyse pourrait être très utile.

La détermination de l'usage du montant total des dépenses est généralement possible en ayant recours à l'approche basée sur les coûts plutôt qu'à celle basée sur le type de financement. D'autre part, les informations sur la manière dont les fonds sont canalisés devront être recueillies à partir des données sur les types de financement et du codage précis de la manière dont le flux financier est passé de l'unité de financement où il est entré dans le système à l'unité de financement qui a pris la décision du versement, pour enfin parvenir à un prestataire de services.

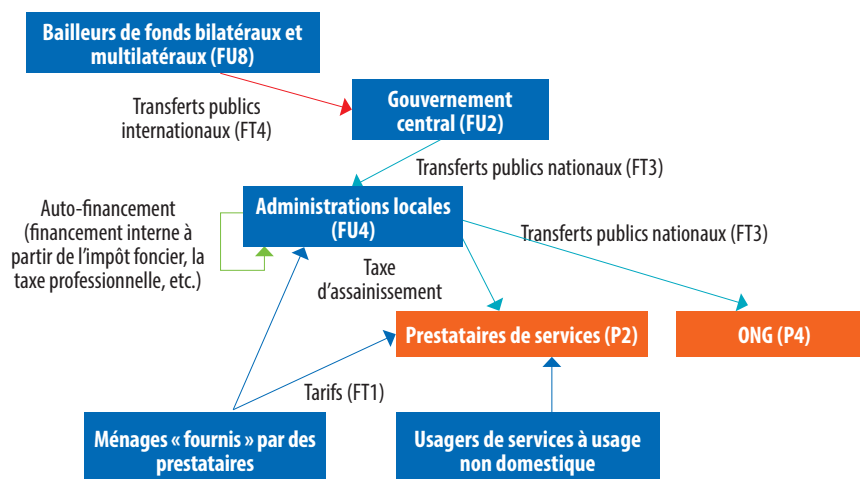
Répondre à des questions de ce type nécessite de retrouver la trace de nombreuses opérations simultanées et ne peut pas raisonnablement être fait pour toutes les transactions et unités de financement du secteur. Au lieu de cela, il est recommandé à l'équipe des comptes WASH de sélectionner les unités de financement pour lesquelles il est essentiel de connaître la provenance du financement et les canaux par lesquels ce financement est passé. Cette question de politique est probablement plus importante en ce qui concerne les autorités locales car il est essentiel de connaître le financement qui leur est attribué et la manière dont elles le reçoivent. Un examen plus détaillé du financement des autorités locales pourrait montrer qu'elles reçoivent des transferts publics internationaux (FT4) du gouvernement national (FU1) et non pas directement du donateur (FU8).

L'encadré ci-dessous propose des solutions pour l'examen d'unités de financement spécifiques.

### Encadré 24. Exemple : Comment éviter le double comptage des flux financiers ?

Contexte : un bailleur de fonds apporte un soutien au budget général du Ministère des Finances. Ces fonds sont ensuite acheminés via le Ministère aux autorités locales, qui les versent aux prestataires de services. Dans cet exemple, les fonds sont versés à une ONG pour financer la promotion de l'hygiène et à un prestataire de services hors réseau privé pour l'assainissement. La figure ci-dessous illustre cette situation.

Figure 13. Exemple illustratif



Comment cette situation se reflète-t-elle dans le cadre des comptes WASH ?

- Le bailleur de fonds, le Ministère des Finances et l'autorité locale sont des unités de financement. Plus précisément, le Ministère des Finances et l'organisme public sont des unités de financement qui agissent en tant que canaux de financement. L'ONG (P4) et le prestataire de services hors réseau privé (P2) sont les prestataires de services.
- Les fonds qui circulent entre le bailleur de fonds et le Ministère des Finances seront qualifiés de fonds « canalisés », de même que ceux qui circulent du Ministère des Finances aux autorités locales. Les fonds qui vont des autorités locales aux prestataires de services seront décrits comme fonds « reçus et versés ».
- Le flux est un transfert public international (FT4) car il provient en fin de compte d'un bailleur de fonds international.

Ce qui devrait être présenté ? Deux éléments sont importants ici :

- Le contexte global : le financement est reçu de donateurs internationaux en tant que transferts publics internationaux.
- Le contexte réel : ce financement est acheminé via le Ministère des Finances à une autorité locale, qui prend la décision de le dépenser.

De quelle manière les résultats peuvent-ils être présentés ?

- Pour établir des comptes WASH compilés au niveau du secteur et faire état de la situation globale :
  - Le principe recommandé ci-dessus est appliqué. Les flux sont suivis au niveau de l'unité de financement par laquelle les fonds entrent dans le secteur. Dans ce cas, le financement devrait être enregistré au niveau du bailleur de fonds. Les fonds sont donc classés dans la catégorie FT4 (transferts publics internationaux) provenant de la catégorie FU8 (bailleur de fonds bilatéral et multilatéral). Toutefois plus d'informations au niveau de l'autorité locale et des prestataires de services sont nécessaires pour répartir les fonds en fonction des différents types de prestataires de services, de services, de coûts et d'usage.
  - Les tableaux FTxP et FTxS montrent que le transfert international du bailleur de fonds est versé à des ONG et à des prestataires de services privés pour des services d'assainissement et d'hygiène.
  - Le tableau FUxP montre que le bailleur de fonds bilatéraux et multilatéraux fournissent des fonds aux catégories P2 et P4.
- A un niveau plus avancé d'analyse, pour avoir plus d'informations sur les unités de financement qui acheminent le financement et prennent la décision de son affectation :
  - Il serait utile de fournir plus d'informations sur le financement et les dépenses de l'autorité locale. Pour cette unité de financement en particulier, les comptes WASH peuvent indiquer que les transferts publics internationaux reçus de donateurs sont acheminés par l'intermédiaire du Ministère des Finances. Les autorités locales disposent également de sources d'autofinancement provenant de ressources internes, par exemple les impôts locaux.

## Note méthodologique n°5 : Estimation des coûts pour la fourniture de services par l'approche basée sur les coûts

**Objectifs.** Cette note porte sur les classifications existantes des coûts dans le secteur WASH qui ont servi à l'élaboration de la note sur la classification TrackFin. Elle fournit également des conseils méthodologiques pour estimer le coût des services WASH en utilisant l'approche basée sur les coûts. Elle recommande à tout le moins de faire la distinction entre dépenses en capital, dépenses d'exploitation et de maintenance, et éventuellement dépenses de gros entretien. Les coûts d'appui pour l'élaboration des politiques et des programmes devraient, dans la mesure du possible, également être suivis séparément, bien que cela puisse être difficile à un niveau global.

### NM 5.1. Classification des coûts

Pour garantir la comparabilité des données entre pays, les mêmes catégories de coûts et méthodologies acceptées par tous devraient être utilisées pour estimer et classer les coûts.

#### NM 5.1.1. Classifications des coûts existantes dans le secteur WASH

Au niveau international, il n'y a pas de classifications de coûts types utilisées à la fois dans les secteurs WASH urbain et rural. Dans le sous-secteur urbain, les organismes de régulation nationaux définissent les éléments de coût d'une manière spécifique. C'est le cas d'Ofwat en Angleterre et au Pays de Galles, qui a défini des catégories de coûts afin d'établir des prix cohérents pour toutes les sociétés d'eau et d'assainissement.

Les systèmes internationaux d'analyse comparative des opérateurs, tel qu'IBNET hébergé par la Banque mondiale, cherchent à comparer les coûts d'exploitation (définis comme coûts opérationnels par mètre cube d'eau produit ou vendu), mais pas à comparer les coûts d'investissement. Comme le dit IBNET, « ils ont tendance à varier considérablement d'une année sur l'autre en raison du caractère hautement agrégé des investissements. » Par conséquent, la boîte à outils IBNET préconise de mesurer l'intensité en capital d'un opérateur en fonction de la valeur brute des actifs immobilisés (un indicateur des actifs immobilisés) par habitant desservi. Cependant, IBNET affirme également que « malheureusement, bien souvent il existe peu d'informations disponibles sur la valeur des actifs et, tant qu'on n'accordera pas plus d'importance à cet élément, les valeurs obtenues devront être traitées avec prudence » (se reporter à la note méthodologique n°6 – Estimation des stocks d'actifs immobilisés, pour plus d'informations sur la façon dont les valeurs des actifs peuvent être obtenues).

Le projet WASHCost mené par le Centre pour l'eau potable et l'assainissement néerlandais (IRC) a défini une typologie des coûts pour le secteur rural et péri-urbain qui cherche à prendre en compte la totalité du coût du cycle de vie de l'investissement dans les services WASH. Les définitions des coûts élaborées par WASHCost s'inspirent des catégories de coûts généralement utilisées pour les services d'eau et d'assainissement en milieu urbain, et ont été étendues aux secteurs de l'eau et de l'assainissement en milieu rural.

Cette classification identifie des éléments de coût généralement négligés qui ne sont pas budgétisés correctement, tels que les dépenses de gros entretien ou les dépenses consacrées à l'appui direct (ou indirect). Ainsi, la méthode identifie explicitement les coûts d'appui, c'est-à-dire les dépenses effectuées pour une série d'activités destinées à garantir la bonne fourniture de ces services. La portée de ces activités d'appui est large et multiple. Il est question aussi bien des coûts de gestion du secteur au niveau ministériel (dépenses de personnel pour la planification, la budgétisation, l'interaction avec les donateurs internationaux, le suivi et l'évaluation, et l'assistance technique) que des coûts des activités de renforcement des capacités ou d'éducation à l'hygiène entreprises au niveau local.

La distinction entre coûts « matériels » (investissements et études connexes) et coûts d'appui (activités d'appui correspondantes) est maintenant devenue la norme dans le secteur WASH et a été utilisée, par exemple, dans l'analyse récente sur la valorisation des investissements WASH de DFID dans l'eau en milieu rural (voir [www.vfm-wash.org](http://www.vfm-wash.org) pour plus d'informations).

Toutefois, de telles classifications des coûts dans le sous-secteur de l'eau en milieu rural ont tendance à être utilisées davantage pour la planification et l'établissement des budgets des projets que pour le suivi des coûts à un niveau national. En effet, quelques-unes des catégories de coûts de la classification WASHCost (telles que les dépenses de gros entretien, le coût du capital ou les dépenses dans l'appui direct et indirect) ne sont

pas suivies régulièrement dans la plupart des pays à l'heure actuelle. La plupart des programmes conduits par des gouvernements ou des ONG ne comptabilisent généralement pas de manière distincte les coûts d'appui associés aux dépenses en capital, ou les dépenses d'appui direct ou indirect.

Cet examen des classifications des coûts existantes dans le secteur WASH a mis en lumière la nécessité d'une classification TrackFin qui pourrait être appliquée dans les secteurs de l'eau aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, mais qui cadrerait avec les informations actuellement disponibles sur les coûts au niveau national dans la plupart des pays. Cette classification est exposée ci-dessous.

### NM 5.1.2. Classification TrackFin des coûts

La classification TrackFin des coûts est présentée dans le tableau 12 ci-dessous. Les termes « coût » et « dépense » sont utilisés indifféremment dans le présent document d'orientation. Le terme « coût » est généralement utilisé pour les opérateurs, alors que le terme « dépense » fait référence aux gouvernements ou aux ménages.

**Tableau 12. Classification TrackFin des coûts**

Type de coûts		Définition
C1	Coûts d'investissement, y compris dans le matériel et d'appui associés	Investissements initiaux correspondant à la mise en place de nouveaux services, notamment les coûts « matériels » tels que l'achat de canalisations, toilettes et pompes, et les dépenses d'appui ponctuelles qui y sont associées, par exemple pour des études de conception/d'ingénierie détaillées ou la formation et la consultation correspondante.
C2	Coûts d'exploitation et de maintenance	Coûts d'exploitation et de maintenance courants nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des services (salaires, carburant, ou autres achats réguliers). Les coûts d'exploitation sont les dépenses récurrentes impliquées dans la fourniture de biens et services WASH, telles que la main d'œuvre, le carburant, les produits chimiques, les matériaux et les achats d'eau en vrac. Les coûts de maintenance sont les dépenses courantes nécessaires pour garantir le fonctionnement des systèmes conformément à la performance nominale, mais ils ne comprennent pas les réparations majeures ou les renouvellements qui ne sont pas considérés comme des dépenses récurrentes.
C3	Coûts de gros entretien	Coûts d'entretien important occasionnels destinés au renouvellement, au remplacement et à la réhabilitation d'un système et qui sont supérieurs aux coûts de réparation et de remplacement courants. Ces dépenses essentielles sont nécessaires pour éviter toute défaillance du système et doivent être planifiées et budgétisées. Si ces coûts ne peuvent pas être dissociés des coûts d'investissements (C1), ils doivent être inclus dans cette catégorie et explicitement identifiés comme tels.
C4	Coûts financiers	Comprennent les remboursements de capital et le coût du capital, y compris les coûts d'emprunt (intérêts sur le prêt) et le coût des fonds propres (dividendes si un rendement est versé aux actionnaires).
C5	Coûts d'appui	Comprennent les dépenses d'appui direct et indirect : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'appui direct comprend les dépenses pour les activités d'appui pré et post-construction réservées aux parties prenantes locales, telles que la formation de la communauté ou des opérateurs du secteur privé, des usagers ou des groupes d'usagers.</li> <li>• L'appui indirect comprend le coût de la planification et de l'élaboration des politiques au niveau du gouvernement, y compris le renforcement des compétences et des capacités des professionnels et des techniciens. Ces coûts ont un impact direct sur la viabilité à long terme des projets.</li> </ul>
C6	Impôts et taxes	Comprennent les impôts et contributions fiscales perçues auprès des prestataires de services, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les impôts sur la production (impôt sur les bénéfices des sociétés, impôt foncier, impôt sur le crédit-bail pour la location d'immobilisations, impôts pour l'occupation du domaine public ou liées aux salariés).</li> <li>• Les frais d'utilisation liés ou affectés au secteur tels que les redevances, cotisations ou droits pour l'utilisation de l'eau ou l'évacuation des eaux usées dans des plans d'eau.</li> <li>• Autres frais sur la production perçus pour des usages réservés, tels que les cotisations sociales.</li> </ul>

Cette classification établit une distinction entre dépenses en capital (y compris les dépenses de gros entretien) et coûts d'exploitation et de maintenance. Ces informations devraient idéalement être recueillies auprès de chaque prestataire de services.

### NM 5.2. Sources potentielles de données concernant les coûts

Les sources potentielles de données concernant les coûts varient en fonction des organismes qui supportent les coûts. Le Tableau 13 – Collecte de données sur les coûts liés à la fourniture des services ci-dessous répertorie les sources potentielles de données sur les coûts par type de prestataire de services.



**Tableau 13. Collecte de données sur les coûts liés à la fourniture des services**

Catégories de prestataires de services		Sources de données et méthodes de collecte des données
P1	Organismes gouvernementaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comptes des dépenses publiques présentés aux parlements nationaux</li> <li>• Budget national</li> <li>• Budget annuel pour chaque unité de financement pertinente</li> <li>• Informations supplémentaires si nécessaire pour déterminer la répartition des coûts (comme le nombre d'employés par département, ou le pourcentage de leur temps consacré à un sous-secteur)</li> </ul>
P2	Sociétés prestataires de services en réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• États financiers annuels des prestataires de services (bilan et comptes de résultat)</li> <li>• Informations supplémentaires afin de déterminer la répartition des coûts en cas de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nombre d'employés par département, pourcentage de leur temps consacré à un service donné</li> <li>– Nombre de clients par service, coût de production unitaire, coût d'investissement moyen par type d'investissement</li> <li>– Programme d'investissement (par catégorie de dépenses d'investissement)</li> <li>– Rapports d'établissement des coûts sur la base des activités</li> <li>– Toute étude tarifaire récente faite pour évaluer les coûts de production, aussi bien passés que futurs</li> </ul> </li> </ul>
P3	Sociétés prestataires de services hors réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquête auprès d'un échantillon de petits prestataires indépendants pour déterminer l'ensemble de leurs coûts de production</li> </ul>
P4	ONG et organisations communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• États financiers annuels</li> <li>• Critères détaillés de coûts/d'établissement des coûts pour un certain nombre de projets représentatifs</li> </ul>
P5	Usagers en auto-alimentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquête auprès des ménages</li> <li>• Critères détaillés de coûts/d'établissement des coûts pour des investissements types des ménages</li> </ul>

Un certain nombre de questions méthodologiques relatives à l'estimation de ces coûts sont prévisibles. De plus amples indications sont fournies ci-dessous.

### C1 : Coûts d'investissement

Les flux annuels d'investissements (et des dépenses de gros entretien) peuvent généralement être estimées à la fois de l'état des flux de trésorerie et du bilan comptable des prestataires de services. Les actifs inclus dans le bilan évoluent d'une année sur l'autre en fonction des nouveaux investissements (également appelés « formation brute de capital fixe » dans le Système de Comptabilité Nationale), ce qui se traduit par une augmentation des actifs ; et de l'amortissement des actifs existants (également dénommée « consommation de capital fixe » dans le SCN). Toute modification de la valeur des actifs devrait alors être répartie entre C1 et C3, en recoupant les résultats avec les informations obtenues à partir de l'état des flux de trésorerie de C1.

Sur la base du bilan comptable, il est donc possible d'estimer le montant investi chaque année par le prestataire de services. Lorsque différents types de services sont offerts (tels que l'eau et l'assainissement), une répartition des coûts par service nécessitera des données sur leur programme d'investissement récent et prévu. La répartition pourrait être faite en fonction de l'investissement réel (en particulier si l'opérateur, lui-même, a effectué de telles répartitions) ou en utilisant des estimations de taux – par exemple 40 % d'investissements pour l'eau, 60 % pour l'assainissement – si ce n'est pas le cas. L'objectif, avec le temps, est de tenir compte autant que possible de la répartition réelle. Les dépenses d'appui connexes, s'il s'agit de dépenses ponctuelles encourues particulièrement pour soutenir cet investissement matériel (comme les études de conception ou de planification de cet investissement) devraient être incluses dans le coût total de l'investissement.

Attention toutefois, car pour un certain nombre de raisons les flux d'investissements physiques peuvent ne pas constituer un indicateur fiable de la tendance réelle de l'investissement, comme cela a été expliqué en détail dans la note méthodologique n°6 – Estimation des stocks d'actifs immobilisés. On peut donc avoir à compléter l'estimation des flux des investissements physiques par une estimation des actifs immobilisés.

### C2 : Coûts d'exploitation et de maintenance

Les coûts d'exploitation et de maintenance peuvent être obtenus à partir de l'état des flux de trésorerie des prestataires de services.

Dans le cas de la fourniture de services communs pour l'eau et l'assainissement, les coûts doivent être répartis entre les différents services. Si l'opérateur ne le fait encore en fonction des coûts réels, des clés de répartition devraient être utilisées. Cela demande des informations supplémentaires, notamment sur les facteurs de

coûts individuels tels que l'énergie, les produits chimiques, et les pièces de rechange, ainsi que sur le nombre d'employés par service.

L'utilisation de la part des recettes par service comme clé de répartition ne va sans doute pas être d'une grande aide et pourrait introduire des distorsions. Étant donné que les subventions croisées entre l'eau et l'assainissement sont courantes, les recettes tarifaires de l'assainissement peuvent en réalité être beaucoup plus basses que les coûts réels générés par les services. Lors de l'application d'une approche basée sur les coûts, il sera nécessaire d'analyser les coûts pour obtenir le coût réel de chaque service. Cela implique le recours à des études tarifaires récentes ou à des informations pré-existantes pour avoir une compréhension claire de la part relative des coûts d'exploitation pouvant être affectée à différents services. Cela peut prendre beaucoup de temps, et peut n'être possible que pour un petit échantillon d'opérateurs.

### C3 : Coûts de gros entretien

Les dépenses de gros entretien correspondent au coût du renouvellement, du remplacement, de la réhabilitation, de la rénovation ou de la restauration des actifs destinés à garantir le fonctionnement des services au niveau de performance initial. Le gros entretien se produit généralement moins souvent que la maintenance courante classée sous C2, mais il est beaucoup plus coûteux. Il peut s'agir du remplacement de composants, du nettoyage ou de la ré-excavation de puits et de réservoirs de stockage, ou de la réhabilitation de canalisations du réseau.

Les dépenses annuelles pour le gros entretien peuvent généralement être évaluées de la même manière que les coûts d'investissement (C1), c'est-à-dire à la fois à partir des états des flux de trésorerie et des bilans comptables des prestataires de services. Dans certains états des flux de trésorerie, les prestataires de services peuvent ne pas enregistrer séparément C3 (coûts de gros entretien) et C2 (coûts d'exploitation et de maintenance). Il sera alors nécessaire de comparer les bilans annuels pour estimer la manière dont les actifs ont évolué au fil du temps. Toute variation de valeur devrait alors être répartie entre C1 et C3 en recoupant ce résultat avec les informations obtenues à partir de l'état des flux de trésorerie de C1.

### C4 : Coûts financiers

Les coûts financiers, estimés à partir des comptes financiers, comprennent généralement trois éléments principaux :

- Les remboursements de capital, ou le principal de la dette associée à l'investissement physique ;
- Le coût du capital, ou le coût du remboursement de l'intérêt de la dette associé à l'investissement physique. Il s'agit du coût de location du capital, généralement indiqué à part dans les comptes financiers ; et
- Le rendement des fonds propres, versé sous forme de dividendes (ou d'autres avantages) aux actionnaires dans le cas des sociétés à but lucratif.

Étant donné la difficulté potentielle qu'il y a à estimer le rendement des fonds propres, et l'élément de profit des sociétés à but non lucratif, le système de Comptes de la santé utilise des approches différentes comme cela est précisé dans l'encadré ci-dessous



#### **Apprendre du secteur de la santé : faire la distinction entre prestataires de services publics à but lucratif et ceux à but non lucratif**

Le Système de Comptabilité Nationale, ainsi que le système de Comptes de la santé, font une distinction dans l'évaluation des coûts des prestataires marchands et non marchands. Dans le cas des prestataires marchands (à but lucratif), la valeur des biens et services qu'ils produisent est calculée en fonction des recettes qu'ils reçoivent de la vente de leurs produits. Cette opération s'effectue en compilant les informations relatives au montant total payé pour les biens et services au point de consommation. Les données qui indiquent leur production dans la comptabilité nationale du pays peuvent donc être considérées par ces prestataires comme très utiles.

Dans le cas des prestataires non marchands (à but non lucratif ou publics), la valeur est calculée en fonction du coût de production, car ces biens et services ne sont pas nécessairement vendus à un prix qui reflète le coût réel de la production. Les coûts sont généralement calculés en tant que dépenses réelles sur les intrants telles que la rémunération du personnel (y compris l'ensemble des avantages versés) et les fournitures. Cela comprend les dépenses budgétaires pour les salaires, les fournitures et d'autres intrants et peut également inclure les biens et services, tels que l'électricité gratuite, fournis à ces installations par d'autres organismes gouvernementaux.

## C5 : Coûts d'appui

Les coûts d'appui peuvent être recueillis à un niveau agrégé, par exemple les dépenses du Ministère de l'Eau ou d'autres organismes du secteur. Des prestataires de services spécifiques peuvent également assumer ces coûts dans le cadre d'un programme spécifique.

Les dépenses d'appui indirect, par exemple pour l'élaboration des politiques, la planification sectorielle, la budgétisation, et les questions connexes, peuvent être calculées au niveau national. Les informations sur ces coûts peuvent être obtenues directement à partir de la comptabilité nationale, qui contient des catégories concernant les services d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (voir le Tableau 1 indiquant la classification des services WASH recommandée).

Dans le cas des dépenses d'appui directement liées à la fourniture d'un service particulier, il peut être difficile de les distinguer des autres types de coûts d'investissement et d'exploitation classés sous C1, C2 et C3. Si ces coûts ont un caractère récurrent, ils sont susceptibles d'être inclus dans la catégorie C2 – coûts d'exploitation et de maintenance. En revanche, s'il s'agit de coûts ponctuels occasionnés par un projet d'investissement d'infrastructure spécifique, ils figureront dans la catégorie C1 – coûts d'investissement. À plus long terme, l'amélioration des systèmes de déclaration des dépenses peut faciliter la distinction des coûts d'appui pour des investissements et des programmes spécifiques, et permettre de les repérer en tant que catégorie de coûts distincte, ou au moins en tant que subdivision de la catégorie C5.

Les coûts d'appui peuvent également être obtenus auprès des ONG et d'autres entités (notamment le gouvernement) qui apportent un appui à la fourniture de services, ou au niveau des prestataires qui ont recours aux ONG pour leur appui justement. Ces coûts sont généralement difficiles à localiser, cependant. Dans le cas des ONG, l'accès à leurs coûts consolidés peut être difficile. De plus, ces organisations font rarement la distinction entre coûts matériels et coûts d'appui. La meilleure approche serait donc de faire des estimations en fonction d'un échantillon représentatif d'ONG et d'un nombre représentatif de programmes.

## C6 : Impôts et taxes

D'après la SCN (SCN 2008: 143), les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par des agents économiques à des administrations publiques.<sup>1</sup>

Il existe deux types d'impôts :

1. Les impôts sur les produits (D21) : ce sont des impôts sur les biens et services résultant de leur production, vente, transfert, location ou livraison, et payable par unité de produit. Ces impôts sont :
  - La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
  - Les droits et impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA
  - Les impôts sur les exportations
  - Les impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA.
2. Les autres impôts sur la production (D29) : ce sont des impôts payés pour la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments ou d'autres actifs, ainsi que pour la main d'œuvre employée dans le processus de production. Voir encadré ci-dessous pour plus de détails.

<sup>1</sup> Ils sont dits « sans contrepartie » parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'agent économique qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, soit individuellement, soit ou collectivement à la communauté dans son ensemble.

## Encadré 25. Autres impôts sur la production dans le SCN

Les autres impôts sur la production correspondent à tous les impôts que les entreprises supportent du fait de leurs activités de production. Ils ne comprennent pas les impôts sur les bénéfices ou les autres revenus de l'entreprise et doivent être acquittés quelle que soit sa rentabilité. Ces impôts peuvent porter sur les terrains, les actifs immobilisés ou la main-d'œuvre employés dans le processus de production, ou sur certaines activités ou opérations.

Les autres impôts sur la production comprennent les impôts suivants :

- a. Les impôts sur les salaires ou la main-d'œuvre
- b. Les impôts périodiques sur les terrains, les bâtiments et les autres constructions : il s'agit d'impôts payés régulièrement, généralement chaque année, sur l'utilisation ou sur la propriété de terrains, de bâtiments ou d'autres constructions employés par les entreprises pour leurs activités de production, que ces entreprises soient propriétaires de ces actifs ou qu'elles les louent (Manuel SFP 2001, 1131; OCDE, 4100) ;
- c. Les impôts sur les autorisations commerciales et professionnelles : il s'agit des impôts que doivent payer les entreprises pour obtenir l'autorisation d'exercer certains types d'activités commerciales ou professionnelles, par exemple les licences des taxis et des casinos. Toutefois, dans certains cas, les licences pour l'utilisation d'une ressource naturelle ne sont pas traitées comme un impôt mais comme la vente d'un actif. Néanmoins, si, pour accorder une licence, l'administration procède à la vérification de la conformité ou de la sécurité des locaux industriels, de la fiabilité ou de la sécurité des équipements utilisés, des compétences professionnelles du personnel employé, ou encore de la qualité ou de la conformité aux normes des biens ou des services produits, les paiements effectués par l'entreprise ne sont pas sans contrepartie et doivent être traités comme des paiements pour services rendus, sauf si les montants payés pour les autorisations n'ont aucun rapport avec le coût des vérifications effectuées par les administrations publiques (Manuel SFP 2001, 11452; OCDE, 5210) ;
- d. Les impôts sur l'utilisation d'actifs immobilisés ou l'exercice de certaines activités : ils comprennent les impôts prélevés périodiquement sur l'utilisation des véhicules, des navires, des aéronefs ou d'autres machines ou équipements utilisés par les entreprises dans le cadre de leurs activités de production, qu'elles soient propriétaires de ces actifs ou qu'elles les louent. Souvent appelés « licences », ces impôts sont généralement des montants fixes qui ne dépendent pas du taux effectif d'utilisation (Manuel SFP 2001, 11451-11452 et 5.5.3; OCDE, 5200) ;
- e. Les droits de timbre
- f. Les impôts sur la pollution : il s'agit d'impôts frappant l'émission ou la décharge dans l'environnement de gaz et de liquides toxiques, ou d'autres substances nuisibles. Ils ne comprennent pas les paiements effectués pour la collecte et l'élimination par les pouvoirs publics des déchets et des substances toxiques, qui constituent des dépenses de consommation intermédiaire des entreprises (Manuel SFP 2001, 11452; OCDE, 5200) ;
- g. Les impôts sur les transactions internationales

Source : SCN 2008:148 Section 7.97

Le Système de Comptes de la Santé suit les impôts d'une manière similaire, comme cela est indiqué dans l'encadré ci-dessous. Une deuxième catégorie, intitulée « Autres postes de dépense », a été ajoutée afin d'inclure les frais qui ne sont pas considérés comme des impôts sur la production et sur les produits.

### Apprendre du secteur de la santé : suivi des impôts

Le manuel consacré au système de Comptes de santé se concentre sur la consommation finale de biens et services de soins de santé, avec une valorisation au prix d'acquisition (c'est-à-dire en incluant les impôts sur les produits). Les dépenses de santé courantes globales regroupent en un seul chiffre la valeur monétaire de la consommation finale de tous les biens et services de soins de santé des résidents d'un pays donné au cours d'une période donnée.

Dans le système de Comptes de la santé 2011, les impôts payés par les prestataires de services sont inclus dans les facteurs de classification relatifs à la fourniture de services. Les impôts sont inclus dans FP.5 – Autres postes de dépenses pour les intrants. Ce poste correspond à tous les coûts financiers, tels que les paiements d'intérêts sur les prêts, les impôts, etc. et comprend :



- FP.5.1 Impôts : d'après le SCN, les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par des agents économiques à des administrations publiques. Ils sont dits « sans contrepartie » parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'agent économique qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, soit individuellement, soit collectivement à la communauté dans son ensemble.
- Les impôts de cette catégorie comprennent les impôts sur la production et les impôts sur les produits. Comme leur nom l'indique, les impôts sur les produits sont payables par unité de produit. L'impôt peut être un montant forfaitaire, en fonction de la quantité physique du produit, ou il peut s'agir d'un pourcentage de la valeur à laquelle le produit est vendu.
- FP.5.2 Autres postes de dépenses : les autres postes de dépenses comprennent toutes les transactions liées à des postes non classés ailleurs. Les transactions enregistrées ici incluent les coûts immobiliers, les amendes et pénalités infligées par le gouvernement, les taux d'intérêt et les coûts relatifs au recours à des emprunts, et les primes et indemnités d'assurance-dommages.

Une différence importante est que pour le secteur WASH, les frais (ou redevances) doivent également être inclus. De nombreux impôts sont payés sur les biens et services WASH, différents suivant les pays. Les principaux types d'impôts collectés sont : a) ceux provenant des utilisateurs finaux sur la vente de biens et services WASH, et b) ceux provenant des prestataires de services. La première catégorie est classée comme type de financement dans les comptes WASH et est incluse dans le tarif payé. Seule la seconde catégorie d'impôts devrait être incluse dans la classification des coûts. Ils sont enregistrés en tant que coûts supportés par les prestataires de services WASH dans l'approche basée sur les coûts.

On suppose que les impôts sur la consommation intermédiaire (impôts sur les produits) sont déjà inclus dans d'autres catégories de dépenses. Des essais pilotes portant sur la méthodologie ont montré qu'il est impossible d'isoler les impôts sur les produits des dépenses principales (voir l'encadré sur le Brésil ci-dessous).

Les impôts à suivre devraient donc inclure :

- Les impôts payés par les prestataires de services sur la production :
  - Les impôts sur les sociétés (impôt sur les bénéfices des sociétés, impôt foncier, impôt sur le crédit-bail pour la location d'immobilisations, impôts pour l'occupation du domaine public, taxes sur la rémunération des salariés)
  - Les impôts spécifiques payés par les prestataires de services, par exemple un impôt pour la collecte de l'eau ou un impôt sur la pollution due à l'évacuation des eaux usées dans l'environnement. Ceux-ci sont versés à l'État ou à ses organismes publics et utilisés à des fins spécifiques, y compris des contributions sociales.
- Les autres frais d'utilisation payés par les prestataires de services :
  - Les frais de captage d'eau ou de rejet des eaux usées versés à l'État ou à une autorité publique pour la gestion des ressources en eau. La redevance dépend du volume d'eau recueilli. Elle est répercutée sur les usagers en fonction du volume d'eau consommée. Les impôts et taxes réservés sont souvent répercutés sur les usagers finaux et donnent lieu à une rubrique sur leurs factures.

L'encadré ci-dessous présente l'exemple du Brésil, qui montre l'importance du suivi des différents types d'impôts du fait des coûts significatifs qu'ils peuvent représenter pour le secteur.

### Encadré 26. Exemple au Brésil : importance du suivi des impôts



Au Brésil, la politique fiscale actuelle affecte considérablement le coût des services WASH, il est donc crucial d'inclure les impôts dans le calcul du coût total des services. Les services sont imposés en fonction du régime juridique du prestataire plutôt que de la nature du service. Les conséquences pour le coût des services ne sont donc pas les mêmes pour tous les prestataires, ce qui a des répercussions sur les tarifs des usagers. Cette approche ne tient pas compte du fait que les services WASH sont des services publics et doivent être accessibles à tous. Les impôts perçus devraient donc être inclus dans l'analyse afin d'observer leur effet sur les prix et sur le concept d'équité, et de les comparer aux transferts publics nationaux. Cela améliorera la compréhension du flux net de subventions publiques entrant dans le secteur.

Les services WASH sont imposés lorsqu'ils sont fournis sous concession par des entreprises privées, directement par des entreprises publiques, ou par des co-entreprises entre États ou municipalités. Ces entreprises desservent environ 80 % des usagers dans le pays et les impôts peuvent représenter jusqu'à 15 % du coût des services WASH. Les impôts comprennent les frais perçus directement auprès des usagers finaux sur le coût des services et payés au gouvernement, ainsi que les impôts sur les bénéfices. Ces recettes sont en grande partie canalisées vers le gouvernement fédéral qui les redistribue ensuite aux services publics (y compris dans le secteur WASH) sous la forme de transferts publics nationaux (dons).

La principale conclusion est qu'au cours de la période 2010-2012, les impôts payés au gouvernement par les prestataires de services WASH ont représenté en moyenne 4,8 % des dépenses totales pour les services WASH, alors que les transferts publics nationaux comptaient pour 7 % des recettes totales de financement du secteur. Cela montre que les entrées nettes de subventions publiques sont plus faibles que ce qu'il semble. Elles ont, toutefois, augmenté entre 2010 et 2012, période de croissance des transferts publics nationaux dans le secteur avec la mise en place du Plan national d'assainissement de base (Plansab).

**Objectifs.** La présente note indique les raisons pour lesquelles il est important de procéder, en parallèle à une estimation des flux financiers, à une estimation des stocks d'actifs immobilisés du secteur. Elle montre de quelle manière cela facilite les mises en relation avec les méthodes comptables existantes, telles que le Système de Comptabilité Nationale. Elle met enfin en lumière les défis méthodologiques potentiels et suggère des moyens d'y faire face.

### NM 6.1. Pourquoi est-il important d'évaluer les stocks d'actifs immobilisés ?

Le suivi des flux financiers a ses limites, comme cela est indiqué ci-dessous :

- Le suivi des flux d'investissement peut potentiellement déboucher sur des résultats trompeurs, car les flux varient généralement d'une année sur l'autre. Ainsi, si un pays est en train de construire un actif majeur au niveau national (un barrage ou un réseau de canalisations, par exemple), l'évaluation de la valeur nominale de cet investissement pour chaque année durant laquelle l'actif est en cours de construction ferait apparaître un pic d'investissement suivi par des niveaux d'investissement beaucoup plus faible. Au niveau mondial, cela peut être interprété comme le signe d'une « déprioritisation » de l'investissement par le pays une fois cet actif important construit. En réalité, les besoins d'investissement seraient moindres du fait des retombées du fonctionnement de cet actif.
- L'enregistrement de la valeur totale d'un investissement pour une année donnée ne permet pas de prendre en compte les différences de durée de vie des investissements. D'après l'exemple ci-dessus, la prise en compte, uniquement lors de l'année de l'investissement initial, de la valeur totale d'un nouvel actif d'une durée de vie prévue d'environ 50 ans ne permet pas de saisir les avantages qu'offre cet actif sur une longue période.
- Certains investissements importants, tels que FT2 - dépenses d'auto-provisionnement des usagers, peuvent être difficiles à suivre lorsqu'aucune donnée n'est disponible sur les flux d'investissement annuels pour ce type de dépenses. Toutefois, des informations concernant la couverture des services à différents moments peuvent être disponibles; elles sont susceptibles de provenir d'enquêtes périodiques auprès des ménages plutôt que des flux d'investissement annuels.

Pour compléter le suivi des flux d'investissement, il peut être utile d'estimer la valeur des stocks d'actifs immobilisés existants et de suivre son évolution dans le temps. Cela présente de nombreux avantages :

- Cela permet de suivre toutes les sources d'investissement sur une base comparable, en surmontant ainsi le problème de l'insuffisance des données sur les flux d'investissements physiques annuels pour des investisseurs importants, tels que l'investissement des ménages en matière d'assainissement individuel. Cette approche a été celle adoptée dans le rapport de diagnostic des infrastructures nationales en Afrique conduit par la Banque mondiale, et destiné à évaluer les investissements en cours dans le secteur (Banerjee & Morella, 2011). En utilisant cette approche, il a été constaté que les ménages sont les principaux investisseurs du secteur WASH en Afrique sub-saharienne.
- Cela permet la prise en compte de la performance des actifs. Il serait possible, par exemple, à un stade ultérieur de l'évolution de la méthodologie, d'exclure la valeur des actifs qui ne sont pas en état de marche, qui peut être importante. Les estimations indiquent qu'à un moment donné, jusqu'à 40 % des pompes manuelles en Afrique sub-saharienne ne fonctionnent pas (Sutton, 2005).
- Cela peut fournir une base plus solide pour l'estimation des coûts ultérieurs, en particulier les coûts de réalisation des ODD. Par exemple, l'évaluation mondiale des coûts effectuée par l'OMS et réalisée pour la première fois en 2004 puis mise à jour en 2012 est actuellement basée sur une estimation relativement grossière de l'ensemble des actifs immobilisés (Hutton, 2012), qui associe les chiffres de couverture du JMP et les meilleures estimations disponibles des coûts unitaires, basées sur l'échelle des services. A partir de la valeur de ce stock d'actifs, un ratio est appliqué pour obtenir les coûts d'exploitation et de maintenance prévus. De bonnes valeurs de coûts unitaires ne sont pas, cependant, toujours disponibles au niveau national, aussi ces estimations seraient affinées par des estimations plus fiables des stocks d'actifs immobilisés.



- Cela cadre avec le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies, la méthodologie type utilisée par les gouvernements pour établir et suivre les informations sur l'activité économique. Selon la Division de statistique de l'ONU, les Bureaux de statistique nationaux de chaque pays devraient dès à présent compiler les informations sur les stocks d'actifs pour toutes les activités économiques, y compris l'eau et l'assainissement. La valeur totale des actifs immobilisés est appelée par définition « stocks d'actifs immobilisés » dans le SCN 2008 et évolue au fil du temps en fonction de la formation brute de capital fixe.

Le tableau 14 ci-dessous récapitule les définitions du SCN qui peuvent être utilisées ou mentionnées dans les comptes WASH.

**Tableau 14. Terminologie utilisée dans les SCN pour évaluer les modifications du stock d'actifs immobilisés**

Définition	
Consommation de capital fixe	Coût de la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur du stock d'actifs du producteur du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible ou des dommages normaux ou accidentels. Elle correspond au terme « amortissement » dans la terminologie de la gestion commerciale. Elle doit tenir compte de l'utilisation du capital comme facteur de production. Elle comprend l'utilisation des bâtiments, de l'équipement et d'autres biens d'équipement tels que les véhicules. Elle ne comprend pas les loyers payés pour l'utilisation d'équipements ou de bâtiments, et les frais, commissions, redevances, etc. payables en vertu d'accords de licence, qui sont considérés comme achat de services.
Formation brute de capital fixe	Valeur totale des actifs immobilisés que les prestataires de services ont acquis au cours de la période comptable (moins la valeur de la cession de ces actifs) et qui sont utilisés de façon répétée ou continue pendant plus d'un an dans la production de biens et services. Cela correspond aux investissements réalisés cette année-là.
Stocks d'ouverture des actifs immobilisés	Valeur des actifs immobilisés au début de la période (habituellement un exercice comptable)
Stocks de clôture des actifs immobilisés	Stocks de clôture = stocks d'ouverture + formation brute de capital fixe – consommation de capital fixe + autres variations du volume d'actifs + plus-gains/pertes de détention sur les actifs Où : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autres variations dans le volume des actifs correspondent aux variations qui ne sont pas dues à des transactions, comme des modifications de classification, des découvertes, ou des catastrophes naturelles ; et</li> <li>• Les gains/pertes de détention sur les actifs correspondent aux variations du prix des actifs.</li> </ul>

Source : Système de comptabilité nationale (2008). Source: System of National Accounts (2008).

## NM 6.2. Défis méthodologiques potentiels relatifs à cette approche, et solutions pour y faire face

Cette méthodologie n'a pas été explicitement adoptée dans les exercices précédents visant à suivre les flux financiers destinés au secteur WASH. Sans doute parce que l'adoption de l'approche basée sur les actifs immobilisés comporte un certain nombre de difficultés méthodologiques qui nécessitent un examen plus approfondi. Ces problèmes méthodologiques sont les suivants :

- Pour un certain nombre de raisons, les informations existantes sur les actifs immobilisés sont souvent très insuffisantes dans le secteur WASH. Les entités tenant un registre complet et fiable des actifs sont rares. La propriété des actifs est souvent peu claire et il y a fréquemment confusion entre acheteurs et propriétaires. Si cette méthode était largement adoptée, cependant, elle pourrait pousser davantage les prestataires de services WASH à améliorer les registres d'actifs et à créer un outil destiné à leur meilleure gestion.
- Les informations existantes ne font pas toujours la distinction entre eau et eaux usées. Certaines entités font aujourd'hui cette distinction mais cela est loin d'être général. Encore une fois, l'adoption d'une approche plus systématique d'évaluation des stocks d'actifs immobilisés pourrait inciter les opérateurs à faire la distinction, dans leurs bilans, entre les valeurs pour l'eau et celles pour les eaux usées.
- Plus important encore, pour obtenir des valeurs de stocks d'actifs immobilisés qui soient comparables, il serait nécessaire de convenir d'une méthodologie commune d'évaluation des actifs dans le secteur. Des méthodes existent mais elles peuvent donner des résultats très différents, surtout si les actifs ont été construits à des époques différentes. Des méthodes alternatives d'évaluation des stocks d'actifs immobilisés sont présentées ci-dessous. Les prestataires de services peuvent appliquer des règles différentes, même dans un même pays.

## Encadré 27. Méthodologies alternatives d'évaluation des actifs immobilisés

*Évaluation des actifs à leur valeur comptable actuelle, ou tels qu'ils sont enregistrés dans le bilan des prestataires de services.* C'est certainement la méthode d'évaluation des actifs la plus simple, au moins au début, car les valeurs peuvent être extraites directement des bilans des entreprises. La valeur comptable est basée sur la dépense initiale moins tout amortissement encouru depuis l'achat de l'actif, plus toute dépense de gros entretien encourue. L'application de cette méthode peut, toutefois, conduire à des distorsions car différents prestataires de services peuvent utiliser différentes méthodes d'évaluation des actifs dans leurs bilans. Certains peuvent évaluer les actifs à leur coût historique (corrigé de l'amortissement et dans certains cas de l'inflation), tandis que d'autres peuvent les évaluer en fonction de leur valeur de remplacement.

*Évaluation des actifs à leur coût historique :* cette méthodologie évalue le coût au moment où l'actif a été construit, corrigé de l'amortissement et de l'inflation. Pour de nombreux opérateurs, les actifs liés à l'eau et à l'assainissement ont été acquis depuis longtemps, même s'ils sont toujours productifs. Leur valeur historique serait donc très faible, même s'ils continuent à fournir des services. D'autres opérateurs pourraient choisir de mettre à jour la valeur des actifs dans leur comptabilité.

*Évaluation des actifs à leur valeur de remplacement, aussi appelé valeur d'un actif moderne équivalent (AME) :* cette approche détermine le coût de remplacement de l'actif donné par son équivalent moderne au coût d'aujourd'hui. Il s'agit d'investir dans un actif équipé de la technologie dernier cri, mais fournissant le même niveau de service. Ceci permet d'obtenir des chiffres plus proches des valeurs réelles, mais la réalisation de ce genre d'exercice de « réévaluation » peut être compliqué, coûteux et long. Cela est rarement entrepris à moins d'être guidé par une motivation claire, comme le recours à la participation du secteur privé qui nécessiterait une évaluation des actifs avant d'envisager la sous-traitance.

Les méthodes d'évaluation des actifs varient d'un pays sur l'autre. Ofwat a comparé en 2005 plusieurs méthodes d'évaluation des actifs dans six pays différents tout en comparant leurs systèmes de régulation dans leur ensemble. En Angleterre et au Pays de Galles, les valeurs pour le capital utilisé sont basées sur une valeur estimée au moment de la privatisation en 1989, corrigé de l'amortissement ultérieur et des nouveaux investissements. Les entreprises indiquent également les valeurs AME, c'est-à-dire le coût estimé des actifs de capacité productive équivalente nécessaires pour satisfaire leur potentiel de service restant, moins l'amortissement cumulé au coût actuel. Les entreprises australiennes mentionnent les coûts de remplacement actuels d'une manière semblable à celle des sociétés anglaises ou galloises.

Source : (Ofwat, 2005), International comparison of water and sewerage service

Le Système de Comptabilité Nationale (2008) a également formulé des recommandations pour l'évaluation des actifs et la manière de les prendre en compte dans les bilans. Elles peuvent être un outil de référence précieux, tout en gardant à l'esprit les mises en garde suivantes :

- Il est important d'obtenir des informations sur l'investissement initial dans un actif particulier. En effet, pour suivre avec succès les types de financement destinés au secteur, il est nécessaire d'identifier l'acteur (ou les acteurs) qui a financé la construction initiale. Dans le cas des opérateurs dans le domaine de l'eau, par exemple, les fonds peuvent provenir de recettes internes, de subventions gouvernementales ou de transferts internationaux.
- Pour les investissements effectués par les ménages, un certain nombre d'hypothèses devraient être formulées : la valeur du stock d'actifs immobilisés sur lequel les ménages ont investi au cours des années peut être déterminée en fonction du nombre d'installations existantes multiplié par le coût unitaire de ces installations, moins les subventions de l'État.<sup>1</sup> Étant donné le manque bien connu d'informations sur le moment auquel les investissements ont été faits, cela équivaut à évaluer les actifs des ménages en utilisant l'approche basée sur l'actif moderne équivalent. Par souci de cohérence, il serait peut-être préférable d'utiliser l'approche AME également pour tous les autres types d'actifs, même si cela se révèle difficile lorsque cette méthode n'a pas été déjà appliquée.

L'encadré ci-dessous indique la manière dont cette méthode a été appliquée au Brésil.

<sup>1</sup> Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que, dans la comptabilité nationale, les ménages ne sont pas considérés comme des « investisseurs » mais comme des acheteurs de biens de consommation durables (qui seraient classés comme investissements s'ils étaient achetés par un établissement). Pour les ménages, le bien de consommation durable est enregistré comme consommé au moment de son achat. Il est donc important d'enregistrer l'achat de biens de consommation durables par les ménages et d'évaluer la durée de vie des équipements. Le traitement de ces investissements effectués par les ménages devra être discuté et approuvé par des experts en statistiques et le Système de Comptabilité Nationale.

## Encadré 28. Exemple du Brésil : Estimation des stocks des actifs immobilisés des prestataires de services et des ménages



L'estimation des stocks des actifs immobilisés au Brésil a été possible grâce à l'agrégation de l'information financière sur les investissements des prestataires de services disponible dans le système national d'information sanitaire (SNIS). Un travail important supplémentaire a été nécessaire sur les données car elles avaient été recueillies auprès de divers prestataires de services et étaient présentées dans différents formats. De plus, les stocks d'actifs étaient évalués de différentes façons.

En raison des différences de méthodes utilisées, il n'était possible que d'estimer le stock d'actifs immobilisés des prestataires de services formels. Ces informations sont consignées dans leurs bilans, disponibles dans le SNIS uniquement pour les prestataires de services privés, et non pour les prestataires de services publics, les collectivités locales ou les organismes publics. Le SNIS indique la valeur des actifs aux coûts historiques amortis. Ces valeurs ont été utilisées pour évaluer le stock d'actifs de tous les prestataires formels à leur valeur historique, qui a été ensuite ajustée en fonction de l'indice sectoriel des prix pour tenir compte de l'inflation annuelle. Cela a été fait en calculant un stock unitaire moyen d'actifs immobilisés par raccordement et par ménage. Le stock total a été calculé comme suit : Total des actifs (-) Actifs courants (-) Actifs à long terme.

Une autre difficulté vient du fait qu'en 1995 l'évaluation des actifs a changé. La méthode basée sur la valeur historique des actifs a fait place à celle basée sur leur valeur d'acquisition. La valeur comptable moyenne courante des actifs acquis après 1995 devait donc être estimée en fonction de leur valeur d'acquisition. Seule une entreprise publique (SABESP) basée à São Paulo, devenue publique très récemment, a réévalué ses actifs en utilisant leur valeur de remplacement. Cette méthode pourrait être appliquée à d'autres prestataires de services à l'avenir car elle donne une valeur plus précise des stocks d'actifs.

Le stock d'actifs immobilisés pour les ménages qui s'auto-provisionnent a été calculé en fonction du coût unitaire estimé d'équipement par ménage (fosses septiques, réservoirs d'eau et puits) et du nombre déclaré de ménages s'auto-provisionnant fourni par le recensement de la population. Cependant, il n'a pas été possible d'estimer les stocks d'actifs des infrastructures de gestion des ressources en eau des municipalités dont les informations ne figurent pas dans le SNIS. Cette lacune peut représenter environ 5 % du total des stocks d'actifs existants.

En conclusion, compte tenu des difficultés méthodologiques que comporte l'estimation des stocks d'actifs immobilisés, l'équipe des compte WASH devra considérer la possibilité de recourir à des méthodes alternatives avec les erreurs potentielles ou les partis pris que cela implique. Les pays qui évaluent les stocks d'actifs devraient indiquer clairement la méthode qui a été utilisée, et si cette méthode a été appliquée rigoureusement pour l'ensemble des prestataires de services ou des types d'actifs. Cette évaluation peut se faire en ayant recours à un échantillon. L'évaluation des stocks d'actifs immobilisés peut être plus complexe lors de la première tentative car la valeur initiale des actifs doit être déterminée. Il sera nécessaire d'identifier les actifs existants, et leur valeur, pour chaque prestataire de services. Cela permettra également de définir des valeurs de référence pour d'autres types de coûts, tels que les coûts d'exploitation et les coûts de gros entretien. Ceux-ci peuvent être évalués en pourcentage de la valeur des actifs si aucune autre estimation fiable ne peut être recueillie à un coût raisonnable.

Une amélioration de la méthodologie pourrait consister à adopter une approche totalement basée sur les actifs immobilisés pour le secteur, en suivant non seulement les actifs mais aussi les passifs (i.e. les prêts octroyés pour financer ces actifs) afin d'obtenir la valeur des actifs nets immobilisés. Cela est recommandé par le Fonds monétaire international (2001) dans son *Manuel de statistiques de finances publiques*.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> (Département de statistique du Fonds monétaire international, 2001) Disponible à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/gfs/manual/fra/pdf/all.pdf>

**Objectifs.** Cette note indique les tableaux utilisés pour la création des comptes WASH. Une liste récapitulative de tous les tableaux est présentée à l'étape 3 du présent document d'orientation. L'élaboration de ces tableaux permet d'avoir une image complète du financement du secteur WASH nécessaire à l'élaboration des politiques. La note contient la structure des tableaux suivie d'une explication pour chacun d'eux, ainsi que la liste des indicateurs qui en découlent.

### NM 7.1 Comment sont élaborés les tableaux des comptes WASH ?

Les tableaux des comptes WASH contiennent des informations sur les activités liées à la consommation, à la production et au financement du secteur WASH d'un pays. L'enregistrement des données et des estimations de manière uniforme, en utilisant des tableaux normalisés, facilite la comparaison entre pays.

Les lignes et les colonnes des Comptes WASH reposent sur les classifications présentées ailleurs dans la présente méthodologie, notamment :

- Tableau 1 – Classification TrackFin des biens et services WASH
- Tableau 2 – Classifications TrackFin des usages, des acteurs et des types de financement du secteur WASH ; et
- Tableau 12 – Classification TrackFin des coûts.

En outre, certains des tableaux proposés comprennent une ventilation par région ou zones de services. Le tableau ci-dessous récapitule tous les types de classification (et étiquettes) utilisés dans les comptes WASH.

**Tableau 15. Classifications utilisées dans les comptes WASH**

Classifications	Définition
Services WASH (S)	Services et produits WASH fournis par les prestataires de services WASH et consommés par les usagers. Voir Tableau 1 pour plus d'informations sur la classification.
Usages des services WASH (U)	Type d'usage des biens et services WASH. Voir Tableau 2.
Prestataires WASH (P)	Acteurs impliqués dans la production et la fourniture de biens et services WASH. Voir Tableau 2.
Unités de financement (FU)	Entités institutionnelles qui fournissent ou mobilisent des financements vers le secteur pour payer les services WASH. Elles peuvent allouer des fonds directement aux prestataires de services ou les canaliser vers des organismes intermédiaires. Voir Tableau 2.
Types de financement (FT)	Sources de financement avant distribution par les entités de financement. Voir Tableau 2.
Coûts (C)	Type de coût (ou type de dépense) supporté par les prestataires de services pour la fourniture de services WASH. Voir Tableau 12.
Zones de services (A)	Zones (urbaine, rurale ou centrale selon la définition du pays) où les services WASH sont fournis et consommés. Elles varient d'un pays à l'autre. Utiliser central lorsque ni urbain ni rural s'appliquent parce les deux en bénéficient, par exemple les activités de soutien de l'Etat ou d'une ONG réalisées par un acteur central ou décentralisé.
Régions géographiques (R)	Régions où les services WASH sont fournis et consommés. Régions, districts ou 'central' tel que défini par le pays utilisant l'option 'central' se rapportant aux activités qui couvrent toutes les régions.

Les tableaux des comptes WASH sont conçus pour suivre les flux financiers entre ces différentes dimensions. Les classifications peuvent être appliquées pour des coûts individuels, donnant lieu à des tableaux de dépenses liés à un seul paramètre (par exemple le type d'usage WASH, les prestataires de services, ou le type de financement). Des informations complémentaires peuvent être obtenues par la classification croisée impliquant deux ou plusieurs paramètres. Il est possible de créer de nombreuses combinaisons provenant de l'association de deux ou trois tableaux. Le choix des tableaux dépend de leur pertinence pour le pays, et la possibilité qui existe de les créer. Une sélection de tableaux associant deux paramètres est présentée ici.

### Tableaux de comptes WASH courants recommandés

Une explication supplémentaire concernant chaque tableau de comptes WASH proposé et les informations qu'ils génèrent est fournie ci-dessous. Pour plus de commodité et pour faciliter la comparaison, chaque tableau se

voit attribuer un numéro et un code indiquant le type d'informations qu'il contient. Selon la convention utilisée, les titres correspondent d'abord à la classification de la ligne, puis à la classification de la colonne. Par exemple, le tableau CW 1 (SxA) présentant la répartition des dépenses par principal service WASH (S) et zone de service (A) est appelé tableau SxA, avec les services WASH (S) figurant dans les lignes et les zones de services (A) dans les colonnes.

Tableau CW 1 (SxA) – Dépenses dans le secteur WASH par principal service WASH et zone de service. Ce tableau montre les dépenses totales pour chaque type principal de service WASH par zone de service. Selon leurs options en matière de politiques, les pays peuvent décider de créer un tableau supplémentaire SxR, présentant la répartition des dépenses par principal service WASH (S) et subdivision géographique (R).

**Tableau 16. CW 1 (SxA) Dépenses WASH par principal service WASH et zone de service**

Principaux services WASH (Millions d'unités monétaires)		Zones			Total
		A1 Urbain	A2 Rural	A3 Central	
S1	Services d'alimentation en eau				
S2	Services d'assainissement				
S3	Services d'appui au secteur WASH				
S4	Gestion des ressources en eau liée à des services d'eau et d'assainissement				
S5	Services d'hygiène				
<b>Total</b>					

Tableau CW 2 (SxU) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service WASH et usage WASH. Ce tableau montre les dépenses des unités de financement pour les différents types de service et les usages WASH. Il offre une brève présentation de la demande de services WASH dans le pays, permettant d'identifier qui consomme quel type de service et cela en se basant sur le type d'usage, plutôt que sur le type d'usagers.

**Tableau 17. CW 2 (SxU) – Dépenses WASH par type de service WASH et type d'usage**

Principaux services WASH (Millions d'unités monétaires)		Usages WASH (U)				Total
		U1	U2	U3	U4	
		Usage domestique d'un service fourni	Usage domestique d'un service en auto-apvisionnement	Usage non domestique d'un service fourni	Usage non domestique d'un service en auto-apvisionnement	
S1	Services d'alimentation en eau					
S2	Services d'assainissement					
S3	Services d'appui au secteur WASH					
S4	Gestion des ressources en eau liée à des services d'eau et d'assainissement					
S5	Services d'hygiène					
<b>Total</b>						

Tableau CW 3 (SxP) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service et de prestataire. Ce tableau donne les dépenses des prestataires de services pour différents types de service WASH. Il indique “Qui fournit quoi ?”. Il fournit également une brève présentation du marché de l’offre WASH dans le pays, indiquant l’identité des prestataires, et la manière dont les dépenses vers le secteur sont canalisées vers différents prestataires. Le tableau montre l’importance relative de chaque type de prestataire sur le marché.

**Tableau 18. CW 3 (SxP) – Dépenses WASH par type de prestataire WASH et type de service**

		Prestataires WASH					Total
		P1	P2	P3	P4	P5	
Principaux services WASH (Millions d’unités monétaires)		Organismes gouvernementaux	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	ONG et organisations communautaires	Usagers en auto- approvisionnement	
S1	Services d’alimentation en eau						
S2	Services d’assainissement						
S3	Services d’appui au secteur WASH						
S4	Gestion des ressources en eau liée à des services d’eau et d’assainissement						
S5	Services d’hygiène						
<b>Total</b>							

Tableau CW 4 (PxFT) – Dépenses dans le secteur WASH par type de prestataire et type de financement. Ce tableau répond à la question, « D’où vient l’argent ? », en présentant les différentes sources de recettes par type de financement pour chaque prestataire de services. Il permet de suivre les flux de ressources au sein du secteur WASH, depuis les colonnes indiquant l’origine du financement jusqu’aux lignes mentionnant les bénéficiaires et les usagers. Le tableau montre aussi l’importance relative des différents types de flux de ressources dans le financement des activités de chaque type de prestataire, et dans le secteur dans son ensemble.

**Tableau 19. CW 4 (PxFT) – Dépenses WASH par type de financement et type de prestataire WASH**

		Types de financement						Total
		FT1	FT2	FT3	FT4	FT5	FT6	
Principaux services WASH (Millions d’unités monétaires)		Tarifs pour services fournis	Dépenses d’auto- approvisionnement des usagers	Transferts publics nationaux	Transferts publics internationaux	Contributions volontaires	Financement remboursable	
P1	Organismes gouvernementaux							
P2	Prestataires en réseau privés							
P3	Prestataires hors réseau privés							
P4	ONG et organisations communautaires							
P5	Usagers en auto- approvisionnement							
<b>Total</b>								



Tableau CW 5 (SxFT) – Dépenses dans le secteur WASH par type de service et type de financement. Ce tableau montre le chemin de financement menant à la fourniture de services WASH. Il répond à la question « Qui finance quoi ? », en présentant les différentes sources de recettes (types de financement) pour chaque service. Les flux de ressources destinés au secteur WASH peuvent être suivis depuis les colonnes indiquant l'origine des fonds jusqu'aux lignes indiquant les activités pour lesquelles ils sont dépensés.

**Tableau 20. CW 5 (SxFT) – Dépenses WASH par type de financement et type de service WASH**

		Types de financement						Total
		FT1	FT2	FT3	FT4	FT5	FT6	
Principaux services WASH (Millions d'unités monétaires)		Tarifs pour services fournis	Dépenses d'auto-approvisionnement	Transferts publics nationaux	Transferts publics internationaux	Contributions volontaires	Financement remboursable	
S1	Services d'alimentation en eau							
S2	Services d'assainissement							
S3	Services d'appui au secteur WASH							
S4	Gestion des ressources en eau liée à des services d'eau et d'assainissement							
S5	Services d'hygiène							
<b>Total</b>								

Tableau CW 6 (SxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par service et unité de financement. Ce tableau donne les montants dépensés par chaque unité de financement et les services auxquels ils sont destinés. Il décrit la manière dont les unités de financement répartissent leurs ressources dans leur ensemble. Le tableau répond à la question, « Qui finance quoi ? »

**Tableau 21. CW 6 (SxFU) – Dépenses WASH par unité de financement et type de service WASH**

Principaux services WASH (Millions d'unités monétaires)	Unités de financement										Total
	FU1	FU2	FU3	FU4	FU5	FU6	FU7	FU8	FU9	FU10	
	Usagers	Autorités nationales	Autorités régionales	Autorités locales	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	Organisme de régulation économique et de la qualité	baillleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux	ONG et organisations communautaires	Banques et établissements financiers	
<b>S1</b>	Services d'alimentation en eau										
<b>S2</b>	Services d'assainissement										
<b>S3</b>	Services d'appui au secteur WASH										
<b>S4</b>	Gestion des ressources en eau liée à des services d'eau et d'assainissement										
<b>S5</b>	Services d'hygiène										
	<b>Total</b>										

Tableau CW 7 (PxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par prestataire et unité de financement. Ce tableau montre les montants dépensés par chaque unité de financement pour quel type de prestataire de services. Il met en lumière le chemin de financement aboutissant à la fourniture de services WASH. Il répond à la question, « Qui finance qui ? »

**Tableau 22. CW 7 (PxFU) – Dépenses WASH par type de prestataire WASH et unité de financement**

	Unités de financement										Total
	FU1	FU2	FU3	FU4	FU5	FU6	FU7	FU8	FU9	FU10	
<b>Principaux services WASH</b> (Millions d'unités monétaires)	Usagers	Autorités nationales	Autorités régionales	Autorités locales	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	Organismes de régulation économique et de la qualité	baillleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux	ONG et organisations communautaires	Banques et établissements financiers	
<b>P1</b>	Organismes gouvernementaux										
<b>P2</b>	Prestataires en réseau privés										
<b>P3</b>	Prestataires hors réseau privés										
<b>P4</b>	ONG et organisations communautaires										
<b>P5</b>	Usagers en auto-provisionnement										
<b>Total</b>											

Tableau CW 8 (FTxFU) – Dépenses dans le secteur WASH par type de financement et unité de financement. Ce tableau montre les types de financement par le biais desquels les unités de financement dans leur ensemble allouent les ressources au secteur.

**Tableau 23. CW 8 (FTxFU) – Dépenses WASH par type de financement et unité de financement**

Types de financement (Millions d'unités monétaires)	Unités de financement										Total
	FU1	FU2	FU3	FU4	FU5	FU6	FU7	FU8	FU9	FU10	
FT1 Tarifs pour services fournis	Usagers	Autorités nationales	Autorités régionales	Autorités locales	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	Organismes de régulation économique et de la qualité	baillleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux	ONG et organisations communautaires	Banques et établissements financiers	
FT2 Dépenses d'auto-approvisionnement des usagers											
FT3 Transferts publics nationaux											
FT4 Transferts publics internationaux											
FT5 Contributions volontaires											
FT6 Financement remboursable											
<b>Total</b>											

Tableau CW 9 (CxP) – Dépenses dans le secteur WASH par type de coût et prestataire WASH. Ce tableau montre la manière dont différents types de prestataire allouent des ressources pour couvrir différents types de coûts. Il répond à la question, « Quels types de coût sont financés et par qui ? »

**Tableau 24. CW 9 (CxP) – Dépenses WASH par type de coût et type de prestataire WASH**

		Prestataires WASH					Total
		P1	P2	P3	P4	P5	
Type de coût (Millions d'unités monétaires)		Organismes gouvernementaux	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	ONG et organisations communautaires	Usagers en auto-provisionnement	
<b>C1</b>	Coûts d'investissement, y compris dans le matériel et l'appui associé						
<b>C2</b>	Coûts d'exploitation et de maintenance						
<b>C3</b>	Coûts de gros entretien						
<b>C4</b>	Coûts financiers						
<b>C5</b>	Coûts d'appui ou coûts d'assistance						
<b>C6</b>	Impôts et taxes						
<b>Total</b>							

Tableau CW 10 (CxS) – Dépenses WASH par type de coût et service WASH. Ce tableau montre le type de coût pour lequel les ressources sont dépensées afin de fournir chaque type de service WASH.

**Tableau 25. CW 10 (CxS) – Dépenses WASH par type de coût et type de service WASH**

		Principaux services WASH					Total
		S1	S2	S3	S4	S5	
Types de coût (Millions d'unités monétaires)		Services d'alimentation en eau	Services d'assainissement	Services d'appui au secteur WASH	Gestion des ressources en eau liée à des services d'eau et d'assainissement	Services d'hygiène	
<b>C1</b>	Coûts d'investissement, y compris dans le matériel et l'appui associé						
<b>C2</b>	Coûts d'exploitation et de maintenance						
<b>C3</b>	Coûts de gros entretien						
<b>C4</b>	Coûts financiers						
<b>C5</b>	Coûts d'appui ou coûts d'assistance						
<b>C6</b>	Impôts et taxes						
<b>Total</b>							

Tableau CW 11 (ASxP) – Stocks d’actifs immobilisés par type de prestataire WASH. Ce tableau présente le stock d’actifs immobilisés pour chaque type de prestataire. Cela permet d’évaluer les stocks d’actifs immobilisés du secteur dans son ensemble, en indiquant ce qui a été investi au cours du temps par chaque type de prestataire de services (y compris les ménages en auto-provisionnement).

**Tableau 26. CW 11 (ASxP) – Stocks des actifs immobilisés par type de prestataire WASH**

		Prestataires WASH					Total
		P1	P2	P3	P4	P5	
Stocks d’actifs (Millions d’unités monétaires)		Organismes gouvernementaux	Prestataires en réseau privés	Prestataires hors réseau privés	ONG et organisations communautaires	Usagers en auto- approvisionnement	
<b>AS1</b>	Stocks de clôture des actifs immobilisés						
<b>Total</b>							

### NM 7.2 Que sont les indicateurs des comptes WASH ?

Les indicateurs des comptes WASH sont des chiffres clés relatifs aux dépenses du secteur provenant directement des tableaux des comptes WASH. Ces indicateurs sont destinés principalement aux décideurs politiques nationaux, mais servent également à faciliter l’établissement de rapports au niveau international.

En raison des difficultés à comparer les unités monétaires nationales, l’utilisation de ratios (le ratio des dépenses WASH par rapport au PIB, par exemple) est recommandée à chaque fois que cela est possible, afin d’éviter l’effet de distorsion des taux de change. Cependant, certains indicateurs, tels que le total des dépenses dans le secteur WASH au niveau national et le total des dépenses dans le secteur WASH par personne, peuvent être présentés en unités monétaires. La conversion d’une monnaie locale en dollars internationaux en utilisant les taux de change en vigueur ou un taux de change PPA doit être étudiée et consignée par écrit.

Le tableau 27 ci-dessous présente les principaux indicateurs qui peuvent être élaborés en réponse aux questions de politiques d’un pays.



#### **Analyse comparative et présentation des indicateurs en contexte**

Certains indicateurs gagneraient en utilité s’ils étaient comparés au PIB par habitant. Par exemple, la figure indiquant le pourcentage des dépenses dans le secteur WASH en pourcentage du PIB ne fournit pas d’indication sur la taille relative du PIB d’un pays à l’autre. Il est donc préférable d’indiquer le pourcentage des dépenses dans le secteur WASH sur l’axe des abscisses et de montrer le PIB par habitant sur l’axe des ordonnées. Cela permet de montrer une éventuelle corrélation entre les dépenses dans le secteur WASH et le PIB par habitant.



**Tableau 27. Indicateurs des Comptes WASH**

Tableau (T)	Indicateur (I) qui peut en être déduit
Tableau CW 1 (SxA) – Dépenses WASH par service principal et zone de service	Total des dépenses dans le secteur WASH au niveau national Total des dépenses dans le secteur WASH dans le pays en tant que pourcentage du PIB Total des dépenses dans le secteur WASH par personne Total des dépenses dans le secteur WASH en tant que pourcentage de la dépense publique Total des dépenses dans l'eau de boisson en zones urbaines et rurales en tant que pourcentage du total des dépenses du secteur WASH Total des dépenses dans l'assainissement en zones urbaines et rurales en tant que pourcentage du total des dépenses du secteur WASH
Tableau CW 2 (SxU) - Dépenses WASH par type de service et type d'usage	Total des dépenses par type d'usage des services
Tableau CW 3 (SxP) - Dépenses WASH par type de service et type de prestataire	Total des dépenses par type de service WASH Total des dépenses par type de prestataire WASH
Tableau CW 4 (PxFT) - Dépenses WASH par type de prestataire et type de financement	Total des dépenses par type de financement
Tableau CW 5 (SxFT) - Dépenses WASH par type de service et type de financement	Total des dépenses par transferts publics nationaux et en tant que pourcentage du total du financement du secteur WASH Total des dépenses par transferts publics internationaux et en tant que pourcentage du total du financement du secteur WASH Total des dépenses des usagers et en tant que pourcentage du total du financement du secteur WASH
Tableau CW 6 (SxFU) - Dépenses WASH par type de service et unité de financement Tableau CW 7 (PxFU) - Dépenses WASH par type de prestataire et unité de financement Tableau CW 8 (FTxFU) - Dépenses WASH par type de financement et unité de financement	Total des dépenses canalisées par les autorités régionales et locales en tant que pourcentage des dépenses dans le secteur WASH
Tableau CW 9 (CxP) - Dépenses WASH par type de coût et type de prestataire Tableau CW 10 (CxS) - Dépenses WASH par type de coût et service principal	Total des coûts d'investissement en tant que pourcentage du total des dépenses WASH Total des coûts d'exploitation et de maintenance en tant que pourcentage du total des dépenses WASH Total des coûts de gros entretien en tant que pourcentage du total des dépenses WASH Coûts d'investissement en tant que pourcentage du total des dépenses dans l'alimentation en eau Coûts d'exploitation et de maintenance en tant que pourcentage du total des dépenses en eau Coûts de gros entretien en tant que pourcentage du total des dépenses dans l'eau Coûts d'investissement en tant que pourcentage du total des dépenses dans l'assainissement Coûts d'exploitation et de maintenance en tant que pourcentage du total des dépenses dans l'assainissement Coûts de gros entretien en tant que pourcentage du total des dépenses dans l'assainissement
Tableau CW 11 (ASxP) – Stocks d'actifs immobilisés par type de prestataire	Total des stocks d'actifs immobilisés WASH par personne

## Annexe A. Glossaire

Veillez noter que les termes en *italique* sont définis ailleurs dans le glossaire.

---

Aide publique au développement (APD)	Dons ou <i>prêts</i> aux pays et territoires figurant sur la liste des bénéficiaires (pays en développement) d'APD du CAD et aux organismes multilatéraux, avec les caractéristiques suivantes : (a) être octroyés par le secteur public ; (b) avoir comme objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être ; (c) offrir des conditions financières avantageuses (pour un prêt), ayant un élément de libéralité d'au moins 25 %. La base de données du CAD (OCDE) n'assure à l'heure actuelle que le suivi des flux d'APD des pays membres de l'OCDE, mais envisage de l'étendre aux bailleurs de fonds non membres de cette organisation.
Consommation intermédiaire (matières premières et services utilisés)	Valeur totale des biens et des services utilisés pour la fourniture de biens et de services (non produits en interne) acquis auprès d'autres prestataires et d'autres secteurs de l'économie. Toutes les matières premières et tous les services doivent être entièrement consommés au cours de la période d'activité de production (SCN 2008).
Consommation de capital fixe	Coût de la diminution de la valeur du stock des actifs immobilisés d'un producteur du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible ou des dommages normaux ou accidentels au cours de la période comptable. Elle correspond au terme « amortissement » dans la terminologie de la gestion des affaires. Elle devrait tenir compte de l'utilisation du capital comme <i>facteur de production</i> . Elle comprend l'utilisation des bâtiments, de l'équipement et d'autres biens d'équipement tels que les véhicules. Elle exclut les loyers payés sur l'utilisation de l'équipement ou des bâtiments, et les frais, commissions, redevances, etc., payables en vertu d'accords de licence, qui relèvent de l'achat de services (SCN 2008).
Contributions volontaires	Dons de bailleurs de fonds internationaux et nationaux non gouvernementaux, y compris des fondations caritatives, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations de la société civile et des personnes physiques (envois de fonds). Les prêts concessionnels sont exclus de cette catégorie et relèvent entièrement de la catégorie FT6 – Financement remboursable.
Coûts d'appui ou coûts d'assistance	<p>Coûts des activités d'appui associées au développement des infrastructures, telles que la préparation des projets, le renforcement des capacités, la formation, la mobilisation communautaire et les activités de modification des comportements.</p> <p>Ils incluent les dépenses d'appui direct et indirect.</p> <p>Les dépenses d'appui direct comprennent les dépenses relatives aux activités d'appui pré- et post-construction destinées aux parties prenantes locales (par exemple, la formation dispensée aux opérateurs communautaires ou à ceux du secteur privé, aux usagers ou à des groupes d'usagers).</p> <p>Les dépenses d'appui indirect comprennent le coût de la planification et de l'élaboration de politiques au niveau gouvernemental, y compris le renforcement des compétences et des capacités des professionnels et des techniciens. Ces coûts ont un impact direct sur la viabilité à long terme des projets.</p>

---

Dépenses d'auto-approvisionnement des usagers	Financement fourni par les usagers pour investir dans des services ou les fournir eux-mêmes. Les usagers en auto-approvisionnement font un investissement initial (dans un puits, un système de production d'eau privée, ou une latrine privée) pour l'accès au service, puis couvrent eux-mêmes les coûts d'exploitation et de maintenance. Il peut s'agir d'espèces, de matériaux ou de temps, mais seuls les paiements en espèces sont inclus dans les comptes WASH. Cette catégorie peut être subdivisée en sous-catégories, telles que FT2.1 – Dépenses d'auto-approvisionnement des usagers pour des services à usage domestique, ou FT2.2 – Dépenses d'auto-approvisionnement des usagers pour des services à usage non domestique.
Dépenses d'exploitation et de maintenance	Coûts d'exploitation et de maintenance courants destinés à maintenir les services en état de fonctionnement (par exemple, les salaires, le carburant ou tout autre achat régulier). Les dépenses d'exploitation sont les dépenses récurrentes (régulières et permanentes) nécessaires pour fournir des biens et services WASH : main-d'œuvre, carburant, produits chimiques, matériaux et achats d'eau en vrac. Les dépenses de maintenance sont les dépenses courantes nécessaires pour maintenir les systèmes en fonctionnement selon les performances établies lors de la conception, mais ne comprennent pas les réparations ou rénovations majeures non reconnues comme récurrentes. (WASHCost).
Don	Forme d'aide au développement, sans obligations de remboursement. Les dons peuvent être déliés ou comporter des obligations politiques et commerciales explicites ou implicites. Les dons sont généralement octroyés par des institutions financières internationales, des gouvernements, des fondations ou des fonds spécifiques avec différentes politiques, procédures et produits techniques. Un don peut être associé à d'autres types de financement dans le but de constituer un plan de financement adapté à un projet particulier.
Facteurs de production	Ressources utilisées par les prestataires pour produire les biens et services consommés ou les activités menées dans le système. Cela inclut : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coûts de production (<i>consommation intermédiaire + valeur ajoutée brute + rémunération des ressources humaines + Autres impôts moins les subventions sur la production + Consommation de capital fixe</i>);</li> <li>• <i>Formation brute de capital fixe</i> ;</li> <li>• Changements dans le stock d'actifs (SCN 2008).</li> </ul>
Financement	<i>Acte qui consiste à fournir des fonds pour soutenir une activité donnée ; valeur monétaire de ces fonds.</i>
Financement remboursable	Financement provenant de sources privées ou publiques et qui au bout du compte doivent être remboursées, telles que les prêts (y compris les prêts concessionnels et les garanties), les prises de participation ou d'autres instruments financiers tels que les obligations. Cela inclut le financement remboursable concessionnel et le financement remboursable non concessionnel.
Formation brute de capital fixe	Valeur totale des actifs immobilisés que les prestataires de services ont acquis au cours de la période comptable (moins la valeur de la cession d'actifs) et qui sont utilisés de façon répétée ou continue pendant plus d'un an dans la production de biens et de services (SCN 2008).

Garantie	Contrat par un tiers (C) pour se porter caution d'un engagement financier conclu par deux parties (A et B). Les garanties peuvent être utilisées par les gouvernements nationaux pour réduire les risques liés à des emprunts ou à des émissions obligataires de leurs organes infranationaux, et par des organismes internationaux pour accroître la solvabilité des institutions de développement du pays et soutenir des projets spécifiques en leur sein.
Impôts	Ils incluent les impôts, les taxes et les contributions fiscales prélevés sur les prestataires de services : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impôts sur la production (impôt sur les bénéfices des sociétés, impôt foncier, impôt sur le crédit-bail (« taxe professionnelle ») pour la location d'actifs immobilisés, impôts pour l'occupation du domaine public, ou pour la rémunération des salariés.</li> <li>• Frais d'usage liés au (ou réservés au) secteur tels que le paiement de redevances, les prélèvements ou droits pour l'usage de l'eau, ou le rejet des eaux usées dans des plans ou cours d'eau.</li> <li>• Autres frais sur la production perçus pour des usages réservés, tels que les cotisations sociales.</li> </ul>
Obligation	Méthode d'emprunt utilisée par les entreprises privées, les gouvernements ou les municipalités consistant en l'émission de titres à taux fixe, remboursables à une date déterminée. Certaines obligations d'État n'ont pas de date de remboursement fixe, et peuvent être vendues au prix en vigueur sur le marché.
Organismes de microfinancement	Désignent les mécanismes permettant d'étendre le crédit, l'épargne, l'assurance, les transferts d'argent et d'autres produits financiers aux petites entreprises, aux agriculteurs et à d'autres emprunteurs à faible revenu qui ne peuvent pas avoir accès aux prêts bancaires normaux.
Prestataires de services	Acteurs impliqués dans la production et la fourniture de services WASH, y compris les institutions gouvernementales qui fournissent un appui.
Prêt concessionnel (ou prêt de faveur)	Prêt accordé à des conditions de prêt libérales qui peuvent inclure un taux d'intérêt plus bas que le taux du marché, une période de remboursement plus longue ou un délai de grâce.
Prêt commercial	Prêt consenti par les banques commerciales ou les organismes de financement du développement à des taux commerciaux, à savoir des taux d'intérêt qui reflètent les conditions du marché.
Prise de participation	Forme de financement par laquelle les investisseurs prennent une « participation au capital », ce qui signifie qu'ils achètent des actions dans une entité. Cela leur permet de partager les risques de cette entité (par les fluctuations du cours de l'action) en échange de la perspective de partager ses bénéfices (par le biais de paiements de dividendes). Plus le risque d'investissement est fort, plus le niveau de rendement attendu est élevé.
Produit intérieur brut	Le PIB découle du concept de valeur ajoutée. La valeur ajoutée brute est la différence entre la production et la consommation intermédiaire. Le PIB est la somme des valeurs ajoutées brutes de toutes les unités productrices résidentes augmentée de la partie (éventuellement du total) des impôts sur les produits, moins les subventions sur les produits, qui n'est pas incluse dans la valorisation de la production. Le PIB est aussi égal à la somme des emplois finaux de biens et de services (c'est-à-dire de tous les emplois, à l'exception de la consommation intermédiaire) mesurés au prix d'acquisition, diminués de la valeur des importations de biens et de services. Enfin, le PIB est aussi égal à la somme des revenus primaires distribués par les unités de production résidentes (SCN 2008).

Rémunération des ressources humaines (rémunération des salariés et des professionnels indépendants)	Rémunération totale versée par une entreprise à un salarié en contrepartie du travail effectué au cours de la période comptable. Elle comprend les salaires et traitements et toutes les formes de prestations sociales, les paiements pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit, les primes, les allocations, ainsi que la valeur des paiements en nature tels que la fourniture d'uniformes au personnel médical. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels indépendants non salariés (SCN 2008).
Stocks de clôture des actifs immobilisés	Stocks de clôture = stocks d'ouverture + <i>formation brute de capital fixe</i> – <i>consommation de capital fixe</i> + autres changements dans le volume des actifs + gains/pertes de détention sur les actifs Où: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autres changements dans le volume des actifs sont ceux qui ne sont pas dus à des transactions, tels que les changements de classement, les découvertes et les catastrophes naturelles.</li> <li>• Les gains/pertes de détention sur les actifs sont les changements dans le prix des actifs (SCN 2008).</li> </ul>
Subventions	Une subvention est un <i>don</i> accordé généralement par le gouvernement aux acteurs économiques sous diverses formes, comme un transfert en espèces, une réduction d'impôt ou des ressources à des prix plus bas (des terrains cédés gratuitement, par exemple). Une subvention peut être accordée aux acteurs économiques comme incitation à fournir des biens et/ou des services qui profitent à la société. Une subvention peut également être fournie aux ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté pour leur permettre d'accéder à des biens et à des services de base. Les subventions sont parfois fournies pour soutenir des projets d'infrastructure de services publics et peuvent inclure des « subventions matérielles » (pour réduire les coûts d'investissements physiques initiaux), des « subventions d'exploitation » (pour couvrir les pertes subies au cours de l'exploitation des services) ou des « subventions d'appui » (pour couvrir les coûts d'assistance associés au développement des infrastructures, par exemple pour la préparation de projets, le renforcement des capacités et la formation). Une forme cachée de subvention publique peut consister en une <i>prise de participation</i> sans attente de remboursement ou de profit.
Tarifs (dans la typologie 3T de l'OCDE)	Fonds versés par les usagers des services WASH pour obtenir lesdits services. Dans la typologie 3T de l'OCDE, les tarifs incluent deux types de financement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Tarifs pour les services fournis</i></li> <li>• <i>Dépenses d'auto-provisionnement des ménages</i></li> </ul> <p>La terminologie des Comptes WASH propose de faire une distinction entre ces deux types de fonds pour éviter toute confusion.</p>
Tarifs pour les services fournis (dans les comptes WASH)	Paiements effectués par les usagers (de services à usage domestique et à usage non domestique) aux prestataires de services pour l'accès à des services et pour en faire usage.
Taxes (dans la typologie 3T de l'OCDE)	Fonds provenant d'impôts nationaux qui sont canalisés vers le secteur via des transferts provenant de tous niveaux de gouvernement - national, régional ou local. Ces fonds sont généralement fournis sous forme de <i>subventions</i> pour des investissements physiques ou de l'exploitation. Les formes « cachées » de subvention peuvent inclure les allègements fiscaux, les prêts concessionnels (à savoir, à un taux d'intérêt subventionné) ou les services subventionnés (tels que l'électricité subventionnée).

Transferts (dans la typologie 3T de l'OCDE )	<p>Fonds de bailleurs de fonds internationaux et de fondations caritatives internationales (y compris les ONG, les organisations de coopération décentralisée ou de la société civile) qui viennent généralement d'autres pays. Ces fonds peuvent être versés soit sous la forme de <i>dons</i>, de <i>prêts concessionnels</i> (i.e. par le biais de l'élément de libéralité inclus dans un prêt concessionnel, sous la forme d'un taux d'intérêt subventionné ou d'un délai de grâce) ou de <i>garanties</i>.</p> <p>La terminologie des comptes WASH propose de faire la distinction entre <i>transferts publics internationaux</i> et <i>contributions volontaires</i> pour éviter toute confusion.</p>
Transferts publics internationaux	Dons de donateurs publics et d'organismes multilatéraux qui viennent d'autres pays. Les prêts concessionnels sont exclus de cette catégorie et relèvent entièrement de la catégorie FT6 – Financement remboursable.
Transferts publics nationaux	Transferts publics des organismes gouvernementaux (gouvernement central ou local) aux acteurs WASH. Ce sont souvent des subventions qui proviennent d'impôts ou d'autres sources de recettes du gouvernement. Cette catégorie ne comprend que les dons et exclut les prêts concessionnels, qui relèvent de la catégorie FT6.
Types de financement	Flux financiers qui circulent entre unités de financement et prestataires de services, caractérisés par leur origine et leur nature.
Unités de financement	Entités institutionnelles qui fournissent un financement au secteur. Elles mobilisent des fonds pour payer les prestataires de services pour les services WASH. Elles peuvent allouer des fonds directement à des prestataires de services ou les canaliser à travers d'autres unités de financement.
Valeur ajoutée brute	<p>Valeur ajoutée brute = production – <i>consommation intermédiaire</i></p> <p>La valeur ajoutée brute est une mesure de la contribution au PIB faite par un producteur, une branche d'activité ou un secteur. C'est la valeur de la production moins la valeur des biens et des services, à l'exclusion des actifs immobilisés, consommés en entrée d'un processus de production (<i>consommation intermédiaire</i>).</p> <p>Une fois que la valeur ajoutée a été calculée, elle peut se décomposer au sein des facteurs principaux pour la génération de revenus, selon la formule suivante :  valeur ajoutée (brute) = excédent (brut) d'exploitation + <i>rémunération des salariés</i> + <i>impôts – subventions</i> (SCN 2008).</p>
Valeur ajoutée nette	<p>Valeur ajoutée nette = <i>Valeur ajoutée brute</i> – <i>consommation de capital fixe = produit – consommation intermédiaire – consommation de capital fixe</i></p> <p>La valeur ajoutée nette est définie comme la valeur ajoutée brute moins la consommation de capital fixe qui se produit lorsque la diminution de la valeur des actifs immobilisés utilisés dans la production au cours de la période comptable résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux (SCN 2008).</p>



## Annexe B. Bibliographie

AMCOW, EUWI, UNDP. (2006). *Getting Africa on track to meet the MDGs on water and sanitation - A status overview of sixteen African countries*. AMCOW.

Banerjee, S., & Morella, E. (2011). *Africa's Water and Sanitation Infrastructure - Access, Affordability, and Alternatives*. The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.

Barnett, C., & al. (2001). *The Application of National Health Accounts Framework to HIV/AIDS in Rwanda. Special Initiatives Report No. 31*. Bethesda, MD: Partnerships for Health Reform Project, Abt Associates Inc.

Bureau des statistiques du Fonds monétaire international. (2001). *Manuel de statistiques de finances publiques*. FMI.

Camdessus, M. et Winpenny, J. (2003). *Financer l'eau pour tous*. Conseil Mondial de l'Eau, Secrétariat du 3e Forum Mondial de l'Eau et Partenariat Mondial pour l'Eau.

De, S., & al. (2003). *Has Improved Availability of Health Expenditure Data Contributed to Evidence-Based Policymaking? Country Experiences with National Health Accounts*.

Division de statistique des Nations Unies. (2012). *Recommandations internationales sur les statistiques de l'eau*. Publications des Nations Unies, New York.

Division de statistique des Nations Unies (2012). *Système de comptabilité économique et environnementale de l'eau*. Publications des Nations Unies, New York.

Health Systems 20/20. (2011). *Mali NHA policy Impact*. Health Systems 20/20.

Hernandez, P. (2012). *Health Accounts : a review of 20 years of experience*, Presentation for the 2012 Stockholm World Water Week.

Hutton, G. (2012). *Global costs and benefits of drinking-water supply and sanitation interventions to reach the MDG target and universal coverage*. OMS. Genève

Maeda, A., & al. (2012). *Creating Evidence for Better Health Financing Decisions: A Strategic Guide for the Institutionalization of National Health Accounts*. The World Bank.

McIntyre, D., & al. (1995). *Health Expenditure and Finance in South Africa*. South Africa: Health Systems Trust and The World Bank.

OCDE. (2011). *Bénéfices liés aux investissements dans l'eau et l'assainissement - Perspectives de l'OCDE*. Publications de l'OCDE. Paris.

OCDE. (2010). *Des mécanismes de financement innovants pour le secteur de l'eau*. Publications de l'OCDE. Paris

OCDE. (2009). *De l'eau pour tous - Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*. Publications de l'OCDE. Paris

OCDE. (2011). *Financement des services d'eau et d'assainissement - Enjeux, approches et outils*. Publications de l'OCDE. Paris

OECD, OMS, Eurostat. (2011). *A System of Health Accounts*. Publications de l'OCDE. Paris

Ofwat. (2005). *International comparison of water and sewerage service*. Ofwat.

OMS. (2012). *Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable. Rapport 2012 (GLAAS)*. OMS, Genève.

OMS. (2014). *Initiative TrackFin de GLAAS ONU-Eau pour le suivi du financement, de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène au niveau national*. OMS, Genève.

Partners for Health Reformplus. (2002). *Using NHA to Inform the Policy Process- NHA Global Policy Brief*. Bethesda, MD: Abt Associates Inc.

SCN 2008. (2009). *Système de comptabilité nationale 2008*. Nations Unies. New York

Snehalatha, M., & al. (2011). *Looking Beyond Capital Costs - Life Cycle Costing for Sustainable Service Delivery -A Study from Andhra Pradesh, India*. Hyderabad: WASHCost (India) Project, Center for economics and social studies.

Sutton, S. (2005). *The sub-Saharan potential for household level water supply improvement*. Rural Water Supply Network.

The World Bank. (2010). *Harnessing National Health Accounts to Strengthen Policymaking - Compendium of Case Studies*. The World Bank, Washington, DC.

Trémolet. (2012). *Small-scale finance for water and sanitation*. EU Water Initiative and Share, Stockholm.

Trémolet, S., & Binder, D. (2010). *Evaluating the effectiveness of public finance for household sanitation in Dar Es Salaam, Tanzania*.

Trémolet, S., & Rama, M. (2012). *Tracking national financial flows into sanitation, hygiene and drinking water*. OMS, Genève.

WaterAid. (2012). *Cadre directeur relatif à l'hygiène*. WaterAid, Londres, Royaume-Uni.

## Sites Web pertinents

Division de statistique de l'ONU - Registre des classifications internationales

<http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regct.asp?Lg=1>

IBNET: <https://www.ib-net.org/>

National Health Accounts: <http://www.who.int/nha/en/>

SEEA-Water: <http://unstats.un.org/unsd/envaccounting/seeaw/>

SNIS (Brazil) : <http://www.snis.gov.br/>

VFM-WASH: [www.vfm-wash.org](http://www.vfm-wash.org)

WASH Cost: <http://www.ircwash.org/washcost>



Pour des informations supplémentaires :

[http://www.who.int/water\\_sanitation\\_health/glaas/trackfin/en/](http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas/trackfin/en/)

Contact: [glaas@who.int](mailto:glaas@who.int)

ISBN 978 92 4 251356 1



9 789242 513561